EXTRAITS DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE DES 12 FEVRIER ET 23 MARS 1957

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU TRAVAIL ET A LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er Janvier 1954 au 31 décembre 1955)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Jean MINJOZ

Secrétaire d'État au Travail et à la Sécurité sociale.

PARIS

IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—

1957

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er Janvier 1954 au 31 décembre 1955)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Jean MINJOZ

Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Introduction 1

PREMIERE PARTIE

Bilan financier de l'année 1955.

CHAPITRE Ier. — Assurances sociales :
A. — Recettes 3
B. — Dépenses 4
Récapitulation 19

CHAPITRE II. — Accidents du travail :
A. — Recettes 20
B. — Dépenses 21
Récapitulation 24

CHAPITRE III. — Prestations familiales :
Salariés :
A. — Recettes 25
B. — Dépenses 27
Employeurs :
A. — Recettes 29
B. — Dépenses 30
Récapitulation 30

CHAPITRE IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical. 31

CHAPITRE V. — Patrimoine des organismes de sécurité sociale. 34

CHAPITRE VI. — Principaux résultats de l'année 1955 par région de sécurité sociale 39

DEUXIEME PARTIE

L'application de la législation de sécurité sociale dans les nouveaux départements français d'outre-mer 43

TROISIEME PARTIE

L'allocation vieillesse des non salariés 49

QUATRIEME PARTIE

Répartition détaillée des opérations de l'année 1954 dans le cadre des régions. — Résultats d'ordre démographique.

A. — *Caisses primaires de sécurité sociale.*

TABLEAU I. — Cotisations encaissées au titre des assurances sociales (régime général et régimes divers) 53

TABLEAU II. — Cotisations encaissées au titre des fonctionnaires. 54

TABLEAU III. — Cotisations encaissées au titre des étudiants. 54

TABLEAU IV. — Cotisations encaissées au titre des accidents du travail 54

TABLEAU V. — Majorations de retard encaissées 55

TABLEAU VI. — Cotisations ventilées au titre des assurances sociales 55

TABLEAU VII. — Cotisations ventilées au titre des accidents du travail 56

Pages.

TABLEAU VIII. — Majorations de retard ventilées au cours de l'année 1954 56

TABLEAU IX. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général) 57

TABLEAU X. — Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 58

TABLEAU XI. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime général) 59

TABLEAU XII. — Répartition des prestations en nature de l'assurance longue-maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 60

TABLEAU XIII. — Dépenses de l'assurance maternité (régime général) 60

TABLEAU XIV. — Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité 61

TABLEAU XV. — Nombre de déclarations de grossesse 61

TABLEAU XVI. — Assurance décès 61

TABLEAU XVII. — Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) 62

TABLEAU XVIII. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionaires et ouvriers d'Etat) 63

TABLEAU XIX. — Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) 64

TABLEAU XX. — Prestations versées aux étudiants 65

TABLEAU XXI. — Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre 65

TABLEAU XXII. — Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie 66

TABLEAU XXIII. — Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité 67

TABLEAU XXIV. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maladie (régime général) 67

TABLEAU XXV. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). 68

TABLEAU XXVI. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maternité (régime général) 68

TABLEAU XXVII. — Dépenses d'incapacité temporaire (accidents du travail) 69

TABLEAU XXVIII. — Importance des dépenses d'incapacité temporaire par rapport aux cotisations d'accidents du travail. 70

TABLEAU XXIX. — Nombre d'indemnités journalières servies au titre des assurances maladie et maternité et de l'assurance contre les accidents du travail 70

TABLEAU XXX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale 71

TABLEAU XXXI. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires 72

TABLEAU XXXII. — Dépenses de contrôle médical 73

TABLEAU XXXIII. — Dépenses de gestion administrative et immobilisations des caisses primaires 74

TABLEAU XXXIV. — Dépenses de gestion administrative et immobilisations des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales 75

Pages.

TABLEAU XXXV. — Etat du personnel des caisses primaires au 31 décembre 1954 76

TABLEAU XXXVI. — Etat du personnel des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales au 31 décembre 1954 76

TABLEAU XXXVII. — Produit des dommages-intérêts et recours contre tiers 76

B. — *Caisses régionales de sécurité sociale.*

TABLEAU I. — Gestion des assurances sociales. — Charges d'exploitation 77

TABLEAU II. — Gestion des accidents du travail. — Charges d'exploitation 77

TABLEAU III. — Gestion de la prévention des accidents du travail. — Charges d'exploitation 78

TABLEAU IV. — Importance par rapport aux cotisations des pensions d'invalidité 78

TABLEAU V. — Importance par rapport aux cotisations des rentes d'incapacité du travail 78

TABLEAU VI. — Etat des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1954 79

TABLEAU VII. — Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1954 80

TABLEAU VIII. — Etat des rentes d'accidents du travail liquidées dans l'année 80

TABLEAU IX. — Payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité 81

TABLEAU X. — Payements effectués à l'étranger au titre des rentes d'accidents du travail 82

TABLEAU XI. — Gestion de l'action sanitaire et sociale. — Charges d'exploitation et investissements 83

TABLEAU XII. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires 84

TABLEAU XIII. — Gestion du contrôle médical 85

TABLEAU XIV. — Etat du personnel au 31 décembre 1954 85

TABLEAU XV. — Gestion des opérations administratives (charges d'exploitation). — Immobilisations de l'année 87

TABLEAU XVI. — Produit des récupérations et recours contre tiers 87

C. — *Caisses régionales d'assurance vieillesse.*

TABLEAU I. — Dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés. 88

TABLEAU II. — Etat des sommes précomptées sur avantage attribués au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale 89

TABLEAU III. — Payements effectués à l'étranger 89

TABLEAU IV. — Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1954 91

TABLEAU V. — Dépenses de gestion administrative. — Immobilisations de l'année 92

TABLEAU VI. — Etat du personnel au 31 décembre 1954 92

Pages.

D. — *Caisses d'allocations familiales.*

TABLEAU I. — Cotisations encaissées 93

TABLEAU II. — Prestations légales servies aux salariés du régime général 94

TABLEAU III. — Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle 94

TABLEAU IV. — Prestations légales servies aux salariés des mines 95

TABLEAU V. — Prestations légales servies aux travailleurs dont la famille réside en Algérie ou à l'étranger 95

TABLEAU VI. — Prestations légales servies aux travailleurs indépendants et employeurs 96

TABLEAU VII. — Pourcentage des prestations légales par rapport aux cotisations 96

TABLEAU VIII. — Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat 97

TABLEAU IX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale 98

TABLEAU X. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense 99

TABLEAU XI. — Dépenses de gestion administrative. — Immobilisations de l'année 101

TABLEAU XII. — Etat du personnel au 31 décembre 1954 102

TABLEAU XIII. — Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954 103

TABLEAU XIV. — Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1954; congés de naissance attribués en 1954 103

TABLEAU XV. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954 104

TABLEAU XVI. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1954 104

TABLEAU XVII. — Familles du régime minier bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954 105

TABLEAU XVIII. — Familles du régime minier bénéficiaires de l'allocation du salaire unique au 31 décembre 1954 105

TABLEAU XIX. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle 106

TABLEAU XX. — Familles de travailleurs indépendants et d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954 106

TABLEAU XXI. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux travailleurs indépendants et employeurs. 107

TABLEAU XXII. — Familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1954 (récapitulation) 108

TABLEAU XXIII. — Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1954 108

CINQUIEME PARTIE

Utilisation des divers moyens de recouvrement forcé des cotisations de sécurité sociale (régime général) 109

SIXIEME PARTIE

Revue de la jurisprudence (1954-1955) 115

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

SECRETARIAT D'ETAT AU TRAVAIL ET A LA SECURITE SOCIALE

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1954 au 31 décembre 1955)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Jean MINJOZ, Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale.

Paris, le 20 décembre 1956

Monsieur le Président,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter, relatif à l'application de la législation de sécurité sociale, comporte dans sa première partie la présentation des résultats financiers de l'année 1955, établis à partir de statistiques mensuelles et trimestrielles.

Ses deuxième et troisième parties concernent respectivement la gestion de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'application de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés.

Dans sa quatrième partie, sont présentés, par région, les résultats rectifiés et complétés de l'année 1954. Ses cinquième et sixième parties enfin sont constituées par une étude sur l'utilisation des divers moyens de recouvrement forcé des cotisations de sécurité sociale et une revue de la jurisprudence.

⁂

Les recettes et les dépenses totales du régime général des professions non agricoles telles qu'elles ressortent de ce rapport s'établissent ainsi pour les années 1954 et 1955 (en millions de francs) :

	ASSURANCES SOCIALES		ACCIDENTS DU TRAVAIL		PRESTATIONS FAMILIALES				RÉSULTATS d'ensemble pour les trois législations	
					Salariés.		Employeurs et travailleurs indépendants.			
	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955	1954	1955
Recettes	441.426	474.058	63.562	78.127	434.335	470.631	29.807	31.643	969.130	1.054.459
Dépenses	488.321	531.288	66.770	84.776	402.829	445.782	27.748	30.397	985.668	1.092.243
Excédents	»	»	»	»	31.506	24.849	2.059	1.246	»	»
Déficits	46.895	57.230	3.208	6.649	»	»	»	»	16.538	37.784

Pour l'ensemble des trois législations, les opérations de l'année 1955 se traduisent par un déficit de près de 38 milliards contre 16 milliards et demi en 1954. Ce déficit est à l'origine de difficultés de trésorerie qui n'ont pu être surmontées qu'en faisant appel à des avances du Trésor et en différant des règlements à des tiers, le service des prestations continuant, en tout état de cause, à être assuré de façon régulière.

L'accroissement du déficit d'ensemble par rapport à 1954 tient essentiellement à la réduction de l'excédent des prestations familiales et à une augmentation des dépenses « accidents du travail » dans une proportion plus grande que les recettes.

En ce qui concerne les assurances sociales, l'importance relative du déficit n'a pas varié sensiblement: 10,6 p. 100 des recettes en 1954, 12,1 p. 100 en 1955. Exprimées en pourcentage des salaires soumis à cotisation, les charges des assurances sociales se sont établies comme suit au cours des deux dernières années:

Recettes (1).	1954 (résultats rectifiés)	1955 (résultats provisoires)
	(En millions de francs.)	
Cotisations du régime général	409.237	443.820
Cotisations des régimes divers.	7.587	8.178
Total	416.824	451.998
Salaires soumis à cotisation..	2.684.000	2.910.000

Dépenses (1).	En millions de francs	Pourcentage aux salaires.	En millions de francs.	Pourcentage aux salaires.
Maladie-longue maladie	219.784	8,19	245.370	8,43
Maternité	16.179	0,60	17.382	0,60
Invalidité	18.782	0,70	19.987	0,69
Décès	3.545	0,13	3.676	0,13
Vieillesse (2)	172.087	6,41	177.707	6,11
Contribution au fonds spécial.	2.902	0,11	4.697	0,16
Action sanitaire et sociale et contrôle médical	7.522	0,28	8.155	0,28
Gestion administrative	22.706	0,85	25.393	0,87
Dépenses diverses	584	0,02	1.463	0,05
Total	464.091	17,29	503.830	17,32

(1) Non compris les opérations relatives aux régimes des fonctionnaires, des étudiants, des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.
(2) Y compris les remboursements à l'assurance vieillesse agricole.

Coût des assurances maladie et maternité.

Assurances maladie, longue-maladie.	1954 En millions de francs.	1954 Pourcentage aux salaires.	1955 En millions de francs.	1955 Pourcentage aux salaires.
Frais médicaux	23.243	0,87	25.589	0,88
Frais chirurgicaux	12.374	0,46	14.165	0,49
Soins dentaires	11.897	0,44	12.983	0,45
Frais pharmaceutiques	46.050	1,72	53.767	1,85
Frais d'hospitalisation	79.888	2,98	87.276	3,00
Divers	139	»	217	»
Total des prestations en nature	173.591	6,47	193.997	6,67
Prestations en espèces	46.193	1,72	51.373	1,76
Total	219.784	8,19	245.370	8,43

Assurance maternité.	1954 En millions de francs.	1954 Pourcentage aux salaires.	1955 En millions de francs.	1955 Pourcentage aux salaires.
Frais médicaux	3.762	0,14	3.944	0,14
Frais pharmaceutiques	709	0,03	740	0,03
Frais d'hospitalisation	5.647	0,21	6.210	0,21
Primes d'allaitement et bons de lait	1.916	0,07	1.976	0,07
Indemnités journalières	4.145	0,15	4.512	0,15
Total	16.179	0,60	17.382	0,60

Répartition par catégories de bénéficiaires des prestations en nature des assurances maladie-longue maladie.

BÉNÉFICIAIRES	1954 En millions de francs	1954 Pourcentage aux salaires.	1955 En millions de francs.	1955 Pourcentage aux salaires.
Assurés	89.697	3,34	99.510	3,42
Conjoints	23.338	0,87	26.048	0,89
Enfants	38.498	1,44	43.067	1,48
Autres membres de la famille	83	»	98	»
Invalides et leurs ayants droit	14.275	0,53	15.419	0,53
Pensionnés et leurs ayants droit	7.700	0,29	9.915	0,35
Total	173.591	6,47	193.997	6,67

Le coût des assurances maladie et longue maladie confondues s'est encore accru en 1955, bien que la réforme résultant du décret du 20 mai 1955 n'ait pu s'appliquer qu'une partie de l'année. L'augmentation de la charge de ces assurances depuis 1950 représente exactement 1 p. 100 des salaires (8,43 p. 100 en 1955 contre 7,43 p. 100 en 1950).

Les caractères de l'évolution des dépenses dégagés dans les précédents rapports ne se trouvent pas modifiés en 1955, les dépenses de pharmacie accusant une nouvelle hausse très sensible.

Le déficit des accidents du travail qui représentait 2,9 p. 100 des recettes en 1953 est passé:

à 5 p. 100 en 1954
et 8,5 p. 100 en 1955.

L'aggravation de cette situation doit être imputée à l'application de la loi de majoration des rentes du 2 septembre 1954 ainsi, vraisemblablement, qu'à l'insuffisance des taux de cotisation.

Quant aux prestations familiales, la réduction progressive des excédents résulte, d'une part, de la poussée démographique qui augmente chaque année le nombre des enfants bénéficiaires, sans que la population active salariée correspondante subisse une variation identique et, d'autre part, de la surcompensation interprofessionnelle qui a contraint le régime général à verser 10 milliards et demi en 1954 et 16 milliards en 1955. Il convient de noter à cet égard que par suite de l'insuffisance de la trésorerie de la caisse nationale de sécurité sociale, ces 16 milliards ont été versés directement par le Trésor au budget annexe des prestations familiales agricoles pour le compte du régime général.

Telles sont les caractéristiques essentielles de la situation financière du régime général de sécurité sociale des professions non agricoles pour l'année 1955. Malgré le relèvement du plafond des salaires soumis à cotisation, le déficit d'ensemble de l'année 1956 ne sera pas sensiblement réduit par rapport à 1955 par suite notamment de l'augmentation des dépenses résultant de la réforme de l'assurance maladie.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

JEAN MINJOZ.

PREMIÈRE PARTIE

BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1955

(Régime général des professions non agricoles.)

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations: assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent

Par ailleurs, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice et de compléter les résultats relatifs à l'ensemble des caisses par des renseignements statistiques régionaux.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en six chapitres intitulés:

I. — Assurances sociales;
II. — Accidents du travail;
III. — Prestations familiales;
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical;
V. — Patrimoine des organismes;
VI. — Principaux résultats par région de sécurité sociale.

I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres: C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents des chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et les diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité a été étendu également:

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1955:

Régime général proprement dit	8.500.000
Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires)	350.000
Total	8.850.000
Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat	800.000
Régime des étudiants	90.000
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	200.000
Total général	9.940.000

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des prestations non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1955 au titre des assurances sociales est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

ANNÉE 1955	RÉGIME général.	RÉGIMES divers.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.
Janvier	37.426	665	4	18,5
Février	36.018	564	165	7,4
Mars	32.009	625	2.735	22,7
1er trimestre	105.453	1.854	2.904	48,6
Avril	37.982	763	534	1,7
Mai	35.967	641	2.960	0,9
Juin	34.195	725	402	1
2e trimestre	108.144	2.129	3.896	3,6
Juillet	39.249	697	1.756	0,4
Août	37.425	675	4.011	0,8
Septembre	33.624	654	131	1,1
3e trimestre	110.298	2.026	5.901	2,3
Octobre	41.813	790	1.603	2,7
Novembre	40.217	629	3.841	9,7
Décembre	37.895	750	1.629	13,9
4e trimestre	119.925	2.169	7.073	26,3
Année 1955	443.820	8.178	19.774	80,8

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de soixante-cinq ans

Pour les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la cotisation est égale à 17 p. 100, dont 7 p. 100 à la charge de l'assuré et 10 p. 100 à la charge de l'employeur.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité sont égales, depuis le 1er décembre 1951, à 5 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 2,50 p. 100 pour les retraités. Elles sont supportées pour moitié par les assujettis et pour moitié par l'Etat employeur.

En application du décret du 26 janvier 1951, la cotisation de sécurité sociale à la charge des fonctionnaires retraités est précomptée, depuis le 1er janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux intéressés, et le produit de cette cotisation et de la cotisation à la charge de l'Etat est ordonnancé en fin de trimestre par le ministre des finances et des affaires économiques, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 1952, la cotisation des fonctionnaires en activité est également versée directement à la caisse nationale, en application du décret du 16 juin 1952. Un décret du 30 décembre 1952 a étendu ces dispositions aux cotisations des ouvriers de l'Etat à compter du 1er janvier 1953. Les sommes relevées dans la statistique des encaissements concernent les cotisations versées à la caisse nationale pour les fonctionnaires en activité (17.769 millions) et les retraités (1.905 millions).

Les encaissements des régimes divers concernent les versements effectués au titre des agents de l'Electricité et de Gaz de France (4,50 p. 100 des émoluments assujettis à compter du 1er juillet 1951 et 5,25 p. 100 depuis le 1er novembre 1955), des agents des collectivités locales ne relevant pas d'un régime spécial en matière d'assurance maladie, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également des versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse pour les agents des cadres.

Ils se répartissent comme suit :

Cotisations des agents d'Electricité de France et de Gaz de France	2.193	millions.
Cotisations des agents des collectivités locales affiliés au régime mixte (art. 5 du décret du 2 mars 1951)	2.089	—
Cotisations des autres assurés partiels	1.467	—
Cotisations des assurés volontaires	1.897	—
Versements rétroactifs d'assurance vieillesse et réserves mathématiques	532	—
Total	8.178	millions.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation qui était fixé à 456.000 F depuis le 1er avril 1952 a été porté à 528.000 F à compter du 1er octobre 1955 (décret n° 55-1272 du 29 septembre 1955).

La cotisation annuelle des étudiants est fixée à 1.000 F. Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale a versé à la caisse nationale en 1955 une somme de 780.195.000 F représentant la totalité de la contribution de l'Etat au régime des étudiants pour l'exercice.

Le financement du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par une cotisation due par les bénéficiaires et prélevée sur leur pension et par une contribution de l'Etat. La caisse nationale a reçu à ce titre 1.425 millions en 1955.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé en 1955 à 1.132 millions pour les cotisations d'assurances sociales non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1955 (cotisations et majorations de retard) au titre du régime général et des régimes divers y rattachés, ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation :

ORGANISMES	COTISATIONS du régime général et des régimes divers	MAJORATIONS de retard	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques	179.467	»	179.467
Action sanitaire et sociale	956	566	1.522
Contrôle médical	1.652	»	1.652
Caisses régionales.			
Gestion des risques	15.653	»	15.653
Action sanitaire et sociale	3.011	»	3.011
Contrôle médical	2.536	»	2.536
Caisse nationale.			
Gestion des risques	248.723	»	248.723
Action sanitaire et sociale	»	566	566
Totaux	451.998	1.132	453.130

B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1955, il y a lieu de distinguer :

1° Les prestations légales,

2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;

3° La gestion administrative;

4° Les dépenses diverses;

1° Prestations légales

a) *Maladie et longue maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Le décret n° 55-568 du 20 mai 1955 a apporté de profondes modifications à l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne le régime de l'assurance maladie. Le règlement d'administration publique du 27 juin 1955 a fixé au 1er juillet 1955 l'entrée en vigueur des dispositions dudit décret.

L'une des caractéristiques essentielles du régime institué par ce décret du 20 mai 1955 est la fusion des assurances maladie et longue maladie instituées par l'ordonnance du 19 octobre 1945 en une assurance maladie unique permettant l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée.

Pour les prestations en espèces, un délai d'attribution a été maintenu : les indemnités journalières ne peuvent être accordées que jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans suivant le premier jour de l'interruption du travail. Elles peuvent être toutefois maintenues en totalité ou en partie pendant un an au delà du délai de trois ans en cas de reprise du travail si le travail effectué est reconnu comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'assuré ou lorsque celui-ci doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle.

Le maximum des indemnités journalières qui était de 635 F depuis le 1er avril 1952 (845 F pour l'indemnité journalière majorée) a été porté à 733 F à compter du 1er octobre 1955 (indemnité majorée : 977 F).

Du fait des modifications apportées à l'ordonnance du 19 octobre 1945 par le décret du 20 mai 1955, les statistiques ne peuvent faire apparaître la ventilation des dépenses entre les assurances maladie et longue maladie que pour le premier semestre 1955. A partir du 1er juillet 1955, les dépenses effectuées au titre du nouveau régime d'assurance maladie et les prestations versées aux assurés ayant obtenu le bénéfice de l'assurance longue maladie à la date du 30 juin 1955 sont confondues. Pour examiner l'évolution des dépenses au cours de l'année, il est nécessaire, par suite, si l'on désire obtenir des résultats mensuels comparables, de regrouper les dépenses effectuées au cours du premier semestre au titre des assurances maladie et longue maladie. En conséquence, les tableaux A 1 à A 5 donnent, pour le régime général, les dépenses des assurances maladie et longue maladie du premier semestre et les tableaux A 6 à A 11 l'ensemble des dépenses des assurances maladie et longue maladie pour l'année entière et les différents régimes. Le tableau A 12 récapitule les résultats des tableaux A 6 à A 11 et fournit, pour l'année, une ventilation plus détaillée des prestations servies aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

Il est précisé que les prestations servies aux bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre, sont comprises dans les dépenses du régime général.

Au total, les caisses primaires de sécurité sociale ont versé en 1955 269.105 millions au titre de l'assurance maladie.

Le nombre d'indemnités journalières servies au cours du premier semestre 1955 au titre de l'assurance maladie est indiqué ci-après :

Janvier 1955	6.527.578	Avril	7.836.143
Février	7.245.342	Mai	7.033.457
Mars	8.798.758	Juin	7.021.071
1er trimestre	22.571.678	2e trimestre	21.890.681

Au 30 juin 1955, le nombre des bénéficiaires de l'assurance longue maladie s'établissait à environ 440.000.

A 1. — **PRESTATIONS VERSEES AU COURS DU 1er SEMESTRE 1955 AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION (1).	DIVERS	INDEMNITÉS journalières	TOTAL (2)
Année 1954.....	21.221	10.912	42.130	11.862	54.721	115	31.293	172.254
Moyenne mensuelle.....	1.768	909	3.511	989	4.560	10	2.608	14.355
1er semestre 1955								
Janvier	1.787	842	3.681	927	3.591	25	2.677	13.530
Février	1.944	915	4.152	950	4.167	59	3.042	15.229
Mars	2.361	1.105	4.890	1.168	5.266	15	3.663	18.468
1er trimestre.....	6.092	2.862	12.723	3.045	13.024	99	9.382	47.227
Avril	2.032	1.031	4.245	1.108	3.165	8	3.229	14.818
Mai	2.033	1.157	4.118	1.116	5.234	10	2.916	16.584
Juin	2.023	1.197	4.250	1.266	5.283	10	2.892	16.921
2e trimestre.....	6.088	3.385	12.613	3.490	13.682	28	9.037	48.323

(1) Voir au tableau A 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.

A 2. — **ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION PREMIER SEMESTRE 1955**

(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D'HOSPITALISATION				
	Consultations.	Visites	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacements	Pharmacie	Lunettes et orthopédie	Hospitalisation	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés.	Rééducation professionnelle des invalides
Année 1954.....	7.550	6.334	3.517	2.444	1.376	39.388	2.742	48.536	3.643	1.281	1.106	155
Moyenne mensuelle	629	528	292	204	115	3.282	229	4.045	304	106	92	13
1er semestre 1955.												
Janvier	598	598	290	194	107	3.470	211	3.264	269	6	41	11
Février	687	669	264	207	117	3.913	239	3.769	316	4	67	11
Mars	813	778	376	254	140	4.619	271	4.768	392	4	91	11
1er trimestre...	2.098	2.045	930	655	364	12.002	721	11.801	977	14	199	33
Avril	717	646	305	236	128	4.005	240	2.819	248	6	79	13
Mai	740	565	371	236	121	3.865	253	4.733	372	46	71	12
Juin	751	565	315	264	128	3.985	265	4.498	371	219	187	8
2e trimestre....	2.208	1.776	991	736	377	11.855	758	12.050	991	271	337	33

A 3. — **PRESTATIONS VERSEES AU COURS DU 1er SEMESTRE 1955 AU TITRE DE L'ASSURANCE LONGUE MALADIE. REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION (1)	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL (2)
Année 1954.....	2.022	1.462	3.920	35	25.167	14.900	(3) 47.506 (4) 47.530
Moyenne mensuelle.....	169	122	327	3	2.097	1.242	(3) 3.959 (4) 3.961
1er semestre 1955.							
Janvier	167	119	334	3	1.695	1.187	3.505
Février	171	124	347	3	2.349	1.190	4.184
Mars	206	143	408	4	2.463	1.417	4.641
1er trimestre.....	544	386	1.089	10	6.507	3.794	12.330
Avril	181	129	367	3	1.527	1.289	3.496
Mai	187	134	385	4	2.426	1.305	4.441
Juin	195	142	403	3	2.392	1.343	4.478
2e trimestre.....	563	405	1.155	10	6.345	3.937	12.415

(1) Voir au tableau A 4 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

A 4. — **ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION. — 1er SEMESTRE 1955**

(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D'HOSPITALISATION				
	Consultations	Visites	Pratique médicale courante	Soins auxiliaires.	Frais de déplacement	Pharmacie.	Lunettes et orthopédie.	Hospitalisation.	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales.	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	Rééducation professionnelle
Année 1954.....	597	310	484	398	233	3.792	128	23.888	755	272	114	138
Moyenne mensuelle.....	50	26	41	33	19	316	11	1.991	63	23	9	12
1er semestre 1955:												
Janvier	48	27	43	33	16	324	10	1.615	61	1	5	13
Février	51	28	40	35	17	336	11	2.265	63	1	8	12
Mars	59	32	56	40	19	396	12	2.338	99	2	10	14
1er trim. 1955...	158	87	139	108	52	1.056	33	6.218	223	4	23	39
Avril	53	29	44	37	18	357	10	1.468	37	2	5	15
Mai	55	28	46	39	19	371	14	2.307	81	16	8	14
Juin	58	28	45	44	20	390	13	2.222	83	64	10	13
2e trim. 1955...	166	85	135	120	57	1.118	37	5.997	201	82	23	42

A 5. — **REPARTITION, PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, DES PRESTATIONS EN NATURE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — PREMIER SEMESTRE 1955**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE							ASSURANCE LONGUE MALADIE				
	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Invalides.	Pensionnés.	Total.	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Total.
Année 1954	67.712	20.379	30.824	71	14.275	7.700	140.961	21.985	2.959	7.674	12	32.630
Moyenne mensuelle	5.643	1.698	2.589	6	1.190	641	11.747	1.832	246	640	1	2.719
1er semestre 1955.												
Janvier	5.192	1.544	2.476	5	976	660	10.853	1.602	220	494	2	2.318
Février	5.765	1.721	2.769	6	1.206	720	12.187	1.909	254	830	1	2.994
Mars	7.185	2.103	3.238	10	1.376	893	14.805	2.129	283	811	1	3.224
1er trimestre	18.142	5.368	8.483	21	3.558	2.273	37.845	5.640	757	2.135	4	8.536
Avril	5.673	1.752	2.470	7	992	695	11.589	1.488	220	498	1	2.207
Mai	6.406	1.964	2.877	8	1.556	857	13.668	2.046	269	819	2	3.136
Juin	6.636	2.098	3.044	6	1.354	891	14.029	2.049	281	804	1	3.135
2e trimestre	18.715	5.814	8.391	21	3.902	2.443	39.286	5.583	770	2.121	4	8.478

A. 6. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — ANNEE 1955**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION et A. M. G. (1).	DIVERS	INDEMNITES journalières.	TOTAL (2).
Année 1954	23.243	12.374	46.050	11.897	79.888	139	46.193	219.784
Moyenne mensuelle	1.937	1.031	3.838	991	6.658	12	3.849	18.316
Année 1955.								
Janvier	1.954	961	4.015	930	5.286	25	3.864	17.035
Février	2.115	1.039	4.499	953	6.516	59	4.232	19.413
Mars	2.567	1.248	5.298	1.172	7.729	15	5.080	23.109
1er trimestre	6.636	3.248	13.812	3.055	19.531	99	13.176	59.557
Avril	2.213	1.160	4.612	1.111	4.692	8	4.518	18.314
Mai	2.220	1.291	4.503	1.120	7.660	10	4.221	21.025
Juin	2.218	1.339	4.653	1.269	7.675	10	4.235	21.399
2e trimestre	6.651	3.790	13.768	3.500	20.027	28	12.974	60.738
Juillet	1.965	1.154	4.079	1.204	6.130	11	3.863	18.406
Août	1.857	1.041	3.735	990	8.922	9	3.909	20.463
Septembre	1.934	1.119	4.071	864	8.382	26	4.257	20.653
3e trimestre	5.756	3.314	11.885	3.058	23.434	46	12.029	59.522
Octobre	2.020	1.213	4.399	1.002	6.095	11	4.167	18.907
Novembre	2.106	1.229	4.569	1.073	8.228	13	4.294	21.512
Décembre	2.420	1.371	5.334	1.295	9.961	20	4.733	25.134
4e trimestre	6.546	3.813	14.302	3.370	24.284	44	13.194	65.553
Année 1955	25.589	14.165	53.767	12.983	87.276	217	51.373	245.370
Moyenne mensuelle	2.132	1.181	4.481	1.082	7.273	18	4.281	20.448

(1) Voir au tableau A 7 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 8 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.

A 7. — **ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION. — ANNEE 1955**

(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D'HOSPITALISATION				
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Pharmacie	Lunettes et orthopédie.	Hospitalisation.	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales.	Remboursements à l'A. M. G non ventilés.	Rééducation professionnelle des invalides.
Année 1954.....	8.147	6.644	4.001	2.842	1.609	43.180	2.870	72.424	4.398	1.553	1.220	293
Moyenne mensuelle.....	679	554	333	237	134	3.599	239	6.036	367	129	102	24
Année 1955.												
Janvier	646	625	333	227	123	3.794	221	4.879	330	7	46	24
Février	738	697	304	242	134	4.249	250	6.034	379	5	75	23
Mars	872	810	432	294	159	5.015	283	7.106	491	6	101	25
1er trimestre....	2.256	2.132	1.069	763	416	13.058	754	18.019	1.200	18	222	72
Avril	770	675	349	273	146	4.362	250	4.287	285	8	84	28
Mai	795	593	417	275	140	4.236	267	7.040	453	62	79	26
Juin	809	593	360	308	148	4.375	278	6.720	454	283	197	21
2e trimestre....	2.374	1.861	1.126	856	434	12.973	795	18.047	1.192	353	360	75
Juillet	724	489	358	264	130	3.831	248	5.279	369	348	111	23
Août	658	459	377	227	136	3.514	221	7.952	471	425	52	22
Septembre	721	495	333	237	148	3.816	255	7.301	473	399	186	23
3e trimestre.....	2.103	1.443	1.068	728	414	11.161	724	20.532	1.313	1.172	349	68
Octobre	789	502	344	243	142	4.058	341	5.527	346	132	62	28
Novembre	773	551	385	261	136	4.240	329	7.520	539	63	81	25
Décembre	838	689	429	310	154	4.979	355	9.035	699	36	164	27
4e trimestre....	2.400	1.742	1.158	814	432	13.277	1.025	22.082	1.584	231	307	80
Année 1955.....	9.133	7.178	4.421	3.161	1.696	50.469	3.298	78.680	5.289	1.774	1.238	295
Moyenne mensuelle.....	761	598	368	263	142	4.206	275	6.557	441	148	103	25

A 8. — **REPARTITION PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES DES PRESTATIONS EN NATURE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — ANNEE 1955**

(En millions de francs.)

	ASSURÉS	CONJOINTS	ENFANTS	AUTRES membres de la famille.	INVALIDES et leurs ayants droit.	PENSIONNÉS et leurs ayants droit.	TOTAL
Année 1954.....	89.697	23.338	38.498	63	14.275	7.700	173.591
Moyenne mensuelle.....	7.475	1.945	3.208	7	1.189	642	14.466
Année 1955.							
Janvier	6.794	1.764	2.970	7	976	660	13.171
Février	7.674	1.975	3.599	7	1.206	720	15.181
Mars	9.314	2.386	4.049	11	1.376	893	18.029
1er trimestre.....	23.782	6.125	10.618	25	3.558	2.273	46.381
Avril	7.161	1.972	2.968	8	992	695	13.796
Mai	8.452	2.233	3.696	10	1.556	857	16.804
Juin	8.685	2.379	3.848	7	1.354	891	17.164
2e trimestre.....	24.298	6.584	10.512	25	3.902	2.443	47.764
Juillet	7.601	2.069	3.134	7	1.014	718	14.543
Août	8.705	2.086	3.510	6	1.483	764	16.554
Septembre	8.432	2.176	3.647	8	1.297	836	16.396
3e trimestre.....	24.738	6.331	10.291	21	3.794	2.318	47.493
Octobre	7.591	2.063	3.198	8	1.113	767	14.740
Novembre	8.687	2.255	3.796	9	1.516	955	17.218
Décembre	10.414	2.690	4.592	10	1.536	1.159	20.401
4e trimestre.....	26.692	7.008	11.586	27	4.165	2.881	52.359
Année 1955.....	99.510	26.048	43.007	98	15.419	9.915	193.997
Moyenne mensuelle.....	8.293	2.171	3.584	8	1.285	826	16.167

A. 9. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE DU REGIME DES FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION	DIVERS	TOTAL
Année 1954.....	2.898	1.764	6.370	1.703	5.201	15	17.954
Moyenne mensuelle.....	242	147	531	142	433	1	1.496
Année 1955.							
Janvier	238	138	546	133	344	1	1.400
Février	282	147	635	139	389	2	1.594
Mars	315	181	733	162	522	2	1.915
1er trimestre.....	835	466	1.914	434	1.295	5	4.909
Avril	279	169	655	155	335	1	1.594
Mai	275	192	642	160	472	2	1.743
Juin	285	202	669	183	540	2	1.881
2e trimestre.....	839	563	1.966	498	1.347	5	5.218
Juillet	241	171	561	173	474	1	1.621
Août	213	158	488	138	681	1	1.679
Septembre	233	160	553	123	615	1	1.685
3e trimestre.....	687	489	1.602	434	1.770	3	4.985
Octobre	249	179	608	147	483	1	1.667
Novembre	254	175	627	154	531	1	1.742
Décembre	297	204	749	186	624	2	2.062
4e trimestre.....	800	558	1.984	487	1.638	4	5.471
Année 1955.....	3.161	2.076	7.466	1.853	6.010	17	20.583
Moyenne mensuelle.....	263	173	622	155	501	1	1.715

A 10. — **PRESTATIONS DU REGIME DES ETUDIANTS**

(En millions de francs.)

	ASSURANCES MALADIE ET LONGUE-MALADIE						ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux étudiants
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation	Total.		
Année 1954	77,6	72,8	149,1	81,9	387	768,4	37,7	806,1
Moyenne mensuelle	6,5	6,1	12,4	6,8	32,3	64	3,1	67,2
Année 1955.								
Janvier	6,3	5,3	11,4	6,6	36,8	66.4	2,7	69,1
Février	7,5	6,6	14	6,5	37,3	71,9	3	74,9
Mars	7,7	7,6	16,4	8	43,3	83	3,6	86.6
1er trimestre	21,5	19,5	41,8	21,1	117,4	221,3	9,3	230,6
Avril	6,2	6	12,8	5,7	19	49,7	3,2	52,9
Mai	7,8	7,1	16	8,6	35,1	74,6	2,8	77,4
Juin	7,7	7,9	18,1	10,5	37,1	81,3	3,8	85,1
2e trimestre	21,7	21	46,9	24,8	91,2	205.6	9,8	215,4
Juillet	5,5	6	12,7	8,5	30,8	63,5	3,4	66,9
Août	4,9	3,8	8	6,4	38	61,1	2,5	63,6
Septembre	7,1	6,2	11,9	5	29	59,2	4	63,2
3e trimestre	17,5	16	32,6	19,9	97,8	183,8	9,9	193,7
Octobre	7,3	7,6	15,1	6,9	41,4	78,3	3,9	82,2
Novembre	7	7,4	15,2	7,4	28	65	4	69
Décembre	7,5	7,5	16	7,6	41,2	79,8	4,6	84,4
4e trimestre	21,8	22,5	46,3	21,9	110,6	223,1	12,5	235,6
Année 1955	82,5	79	167.6	87,7	417	833,8	41,5	875,3
Moyenne mensuelle	6,9	6,6	13,9	7,3	34,8	69,5	3,4	72,9

A 11. — **PRESTATIONS DU REGIME DES GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE**

(En millions de francs.)

	ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE						ASSURANCE	TOTAL
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation.	Total	maternité	des prestations servies aux grands invalides de guerre.
Année 1954.....	348,1	169	729,5	156,9	496,2	1.899,7	23,1	1.922,8
Moyenne mensuelle.....	29	14,1	60,8	13,1	41,3	158,3	1,9	160,2
Année 1955.								
Janvier	29,5	13,4	62,7	11,6	36,3	153,5	1,6	155,1
Février	31,8	14,5	68,4	11,6	41	167,3	1,5	168,8
Mars	38,6	17,4	83,9	14,9	54,9	209,7	2,4	212,1
1er trimestre.....	99,9	45,3	215	38,1	132,2	530,5	5,5	536
Avril	36,9	16	79,4	13,7	34,8	180,8	2	182,8
Mai	35,5	17,8	78,9	14,9	55,4	202,5	2,3	204,8
Juin	36,5	19,5	81,1	17,2	60,8	215,1	2,4	217,5
2e trimestre.....	108,9	53,3	239,4	45,8	151	598,4	6,7	603,1
Juillet	30,2	15,8	68,1	15,2	44	173,3	1,9	175,2
Août	30,8	16,3	67,7	13,3	53	181,1	2,1	183,2
Septembre	32,3	17,4	71,9	11,9	64,2	197,7	2,3	200
3e trimestre.....	93,3	49,5	207,7	40,4	161,2	552,1	6,3	558,4
Octobre	33	18,2	76,8	14	48,2	190,2	1,8	192
Novembre	34,6	17,9	79,5	14,4	57,7	204,1	2	206,1
Décembre	39,2	20,6	89,5	16,6	76,8	242,7	2,8	245,5
4e trimestre.....	106,8	56.7	245,8	45	182,7	637	6,6	643,6
Année 1955.....	408,9	204,8	907,9	169,3	627,1	2.318	25,1	2.343,1
Moyenne mensuelle.....	34,1	17,1	75,6	14,1	52,3	193,2	2,1	195,3

A 12. — **RECAPITULATION DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides de guerre.	TOTAL
Prestations en nature.					
Consultations	9.133	1.130	30,4	117,6	10.411
Visites	7.178	1.002	12	145,1	8.337
Pratique médicale courante	4.421	342	26,3	38,5	4.828
Soins d'auxiliaires	3.161	407	7,8	45,7	3.621
Frais de déplacement	1.696	280	6	62	2.044
Frais chirurgicaux	14.165	2.076	79	204,8	16.525
Soins et prothèse dentaires	12.983	1.853	87,7	169,3	15.093
Pharmacie	50.469	6.963	155,1	837,7	58.425
Lunettes et orthopédie	3.298	503	12,5	70,2	3.884
Frais d'hospitalisation	78.680	5.173	397,4	552,6	84.803
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	5.289	316	10,2	40,1	5.655
Frais de cure thermale	1.774	509	8,6	17,4	2.309
Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	1.238	10	0,2	14,3	1.262
Rééducation professionnelle	295	2	0,1	2,6	300
Divers	217	17	0,5	0,1	235
Total des prestations en nature	193.997	20.583	833,8	2.318	217.732
Indemnités journalières et allocations mensuelles	51.373	»	»	»	51.373
Total général des prestations	245.370	20.583	833,8	2.318	269.105
Répartition des prestations en nature par catégorie de bénéficiaires.					
Assurés	99.510	9.527	800,9	1.795,1	111.633
Conjoints	26.048	3.236	17,7	278,1	29.580
Enfants	43.007	4.725	15,2	244,8	47.992
Autres membres de la famille (1)	98	15	»	»	113
Invalides et leurs ayants droit	15.419	472	»	»	15.891
Pensionnés et leurs ayants droit	9.915	2.608	»	»	12.523
Total	193.997	20.583	833,8	2.318	217.732

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale pendant la période des couches (en principe quatorze semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressée. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait dont les taux n'ont pas varié en 1955.

En 1955, 468.455 naissances ont donné lieu au versement des prestations de l'assurance maternité (régime général, 435.004; régime des fonctionnaires, 30.998; régime des étudiants, 1.165; régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre, 1.288). Les prestations ont représenté au total 18.394 millions.

	RÉGIME GENERAL	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	1.371	98	3,9	2,4	1.475
Frais pharmaceutiques et appareils	740	61	2,9	1,7	806
Frais d'hospitalisation	6.210	432	21,6	9,5	6.673
Frais médicaux d'accouchement	2.573	212	8,8	7,1	2.801
Primes d'allaitement servies aux assurées	337	28	1,3	0,3	367
Primes d'allaitement servies aux conjointes	760	50	1,3	2,1	813
Bons de lait servis aux assurées	238	20	0,6	0,2	259
Bons de lait servis aux conjointes	438	32	0,6	1,6	472
Primes diverses	203	12	0,5	0,2	216
Total des prestations en nature	12.870	945	41,5	25,1	13.882
Indemnités journalières	4.512	»	»	»	4.512
Total général	17.382	945	41,5	25,1	18.394

B 1. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MATERNITE ET DECES. — TOTAL DES PRESTATIONS DU REGIME GENERAL SERVIES PAR LES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	MATERNITÉ				DÉCÈS	TOTAL des prestations du régime général (2)
	Prestations en nature (1).	Primes d'allaitement et bons de lait.	Indemnités journalières	Total		
Année 1954	10.118	1.916	4.145	16.179	3.545	239.508
Moyenne mensuelle	843	160	345	1.348	295	19.959
Année 1955.						
Janvier	762	143	310	1.215	291	18.541
Février	750	147	315	1.212	285	20.910
Mars	954	183	386	1.523	333	24.965
1er trimestre	2.466	473	1.011	3.950	909	64.416
Avril	770	155	375	1.300	307	19.921
Mai	921	160	382	1.463	303	22.791
Juin	977	170	409	1.556	325	23.979
2e trimestre	2.688	485	1.166	4.319	935	65.991
Juillet	826	150	368	1.344	277	20.027
Août	959	153	406	1.518	289	22.270
Septembre	1.046	186	416	1.648	316	22.617
3e trimestre	2.831	489	1.190	4.510	882	64.914
Octobre	874	181	380	1.435	317	20.659
Novembre	910	164	380	1.454	291	23.257
Décembre	1.145	184	385	1.714	342	27.189
4e trimestre	2.929	529	1.145	4.603	950	71.105
Année 1955	10.894	1.976	4.512	17.382	3.676	266.426
Moyenne mensuelle	908	165	376	1.449	306	22.202

(1) Voir au tableau B 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

B 2. — **ASSURANCE MATERNITE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES PRESTATIONS EN NATURE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	FRAIS d'accouchement.	PRIMES D'ALLAITEMENT aux assurées.	PRIMES D'ALLAITEMENT aux conjointes.	BONS DE LAIT aux assurées	BONS DE LAIT aux conjointes.	PRIMES diverses.	TOTAL
Année 1954	1.286	709	5.647	2.476	348	795	228	421	124	12.034
Moyenne mensuelle	107	59	471	206	29	66	19	35	11	1.003
Année 1955										
Janvier	106	55	420	181	25	57	17	31	13	905
Février	95	58	402	195	24	57	17	33	16	897
Mars	128	69	534	223	31	70	22	40	20	1.137
1er trimestre	329	182	1.356	599	80	184	56	104	49	2.939
Avril	106	59	396	209	27	61	18	33	16	925
Mai	114	60	524	223	27	62	19	36	16	1.081
Juin	111	63	564	239	29	65	21	38	17	1.147
2e trimestre	331	182	1.484	671	83	188	58	107	49	3.153
Juillet	104	57	464	201	26	59	18	33	14	976
Août	108	58	571	222	26	60	18	35	14	1.112
Septembre	122	62	624	238	34	71	23	40	18	1.232
3e trimestre	334	177	1.659	661	86	190	59	108	46	3.320
Octobre	126	66	472	209	32	69	23	40	18	1.055
Novembre	113	64	523	210	28	63	20	38	15	1.074
Décembre	138	69	716	223	28	66	22	41	26	1.329
4e trimestre	377	199	1.711	642	88	198	65	119	59	3.458
Année 1955	1.371	740	6.210	2.573	357	760	238	438	203	12.870
Moyenne mensuelle	114	62	518	214	28	63	20	37	17	1.073

(1) Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit.

B 3. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES. TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES AUX FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

	PRESTATIONS en nature.	PRIMES D'ALLAITEMENT et bons de lait.	TOTAL	TOTAL des prestations servies aux fonctionnaires (1).
Année 1954	726	140	866	18.817
Moyenne mensuelle	60	12	72	1.568
Année 1955.				
Janvier	51	10	61	1.462
Février	59	11	70	1.663
Mars	70	12	82	1.997
1er trimestre	180	33	213	5.122
Avril	62	10	72	1.666
Mai	68	12	80	1.823
Juin	75	12	87	1.967
2e trimestre	205	34	239	5.456
Juillet	65	11	76	1.697
Août	64	10	74	1.753
Septembre	76	13	89	1.774
3e trimestre	205	34	239	5.224
Octobre	68	14	82	1.749
Novembre	67	13	80	1.822
Décembre	78	14	92	2.154
4e trimestre	213	41	254	5.725
Année 1955	803	142	945	21.528
Moyenne mensuelle	67	12	79	1.794

(1) Assurances maladie, longue maladie, maternité.

Le nombre d'indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité, le nombre de naissances ayant donné lieu à indemnisation et le nombre de déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires au cours de l'année 1955 sont indiqués ci-après, en ce qui concerne le régime général (fonctionnaires, étudiants et grands invalides, veuves et orphelins de guerre exclus) :

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE DE NAISSANCES			DÉCLARATIONS DE GROSSESSE		
		Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Assurées.	Non assurées.	Total.
Année 1954	11.619.840	150.043	278.139	428.182	162.371	304.012	466.383
Moyenne mensuelle	968.320	12.508	23.178	35.686	13.531	25.334	38.865
Année 1955.							
Janvier	841.247	11.216	20.227	31.443	13.886	25.214	39.100
Février	855.692	11.046	20.680	31.726	12.784	24.119	36.903
Mars	1.042.220	13.715	24.554	38.269	14.648	27.117	41.765
1er trimestre	2.739.159	35.977	65.461	101.438	41.318	76.450	117.768
Avril	987.042	11.626	21.394	33.020	12.852	23.584	36.436
Mai	1.018.568	12.989	24.591	37.580	12.116	23.209	35.325
Juin	1.071.118	14.147	25.918	40.065	13.124	24.439	37.563
2e trimestre	3.076.728	38.762	71.903	110.665	38.092	71.232	109.324
Juillet	959.976	11.619	20.845	32.464	12.701	23.215	35.916
Août	1.048.881	14.322	24.325	38.647	13.084	24.144	37.228
Septembre	1.077.874	14.644	26.224	40.868	14.987	27.570	42.557
3e trimestre	3.086.531	40.585	71.394	111.979	40.772	74.929	115.701
Octobre	1.012.829	12.087	22.501	34.588	15.059	26.760	41.819
Novembre	977.073	12.566	22.319	34.885	14.483	26.103	40.586
Décembre	1.006.100	15.001	26.448	41.449	14.446	26.437	40.883
4e trimestre	2.996.002	39.654	71.268	110.922	43.988	79.300	123.288
Année 1955	11.898.620	154.978	280.026	435.004	164.170	301.911	466.081
Moyenne mensuelle	991.552	12.915	23.335	36.250	13.681	25.159	38.840

c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge de pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale.

En application de l'arrêté du 8 avril 1955, les pensions ont été revalorisées de 9 p. 100 à compter du 1er avril 1955. L'arrêté du 30 avril 1956 les majore à nouveau de 8,5 p. 100 à partir du 1er avril 1956. Le taux annuel minimum qui était fixé à 65.800 F depuis le 1er janvier 1954 a été porté à 72.400 F au 1er janvier 1956.

En 1955, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 19.987 millions de pensions d'invalidité. Par ailleurs, elles remboursent aux caisses primaires les dépenses effectuées au titre de la rééducation professionnelle des invalides (ces dépenses sont indiquées dans le tableau A 7). Le montant et le nombre de pensions servies sont indiquées ci-après par trimestre :

	MONTANT des pensions servies (en millions).	NOMBRE DE PENSIONS au dernier jour du trimestre.			
		Complètes.	Suspendues. En partie.	Suspendues. Totalement.	Total
1er trimestre	4.873	197.123	9.275	58.074	264.472
2e trimestre	4.900	198.699	9.387	57.860	265.946
3e trimestre	5.082	199.450	9.484	57.914	266.848
4e trimestre	5.132	198.228	9.845	55.270	263.343
Total	19.987				

d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire, dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum fixé à 114.000 F à compter du 1er avril 1952 et 132.000 F à compter du 1er octobre 1955.

La charge de l'assurance décès représente 3.676 millions en 1955. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau B I. Le nombre de versements du capital décès, qui s'est élevé au total à 49.005 pour l'année, est indiqué ci-après par mois.

Janvier	4.021	Juillet	3.676
Février	3.957	Août	3.755
Mars	4.536	Septembre	4.166
1er trimestre	12.514	3e trimestre	11.597
Avril	4.165	Octobre	4.040
Mai	4.085	Novembre	3.910
Juin	4.382	Décembre	4.312
2e trimestre	12.632	4e trimestre	12.262

e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la caisse nationale de sécurité sociale comprend :

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou, en cas de décès, à leur conjoint survivant ;

2° L'allocation attribuée à tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension.

Le montant annuel de cette allocation avait été relevé à compter du 1er janvier 1954 par la loi du 20 mars 1954. Il a subi un nouveau relèvement au 1er janvier 1956 (loi du 27 mars 1956).

	TAUX ANNUELS	
	AU 1er janvier 1954 (loi du 20 mars 1954).	AU 1er janvier 1956 (loi du 27 mars 1956).
	Francs.	Francs.
Allocation principale :		
a) Villes de plus de 5.000 habitants.	65.800	72.380
b) Villes de moins de 5.000 habitants	62.400	68.640
Allocation complémentaire de résidence (Paris et communes assimilées de Seine et Seine-et-Oise)	3.400	3.400
Majoration pour conjoint à charge :		
a) Agé de moins de 65 ans	5.000	5.000
b) Agé de plus de 65 ans	32.900	36.190
Bonification pour enfant (10 p. 100 de l'allocation principale) :		
a) Villes de plus de 5.000 habitants.	6.580	7.238
b) Villes de moins de 5.000 habitants	6.240	6.864

En raison de la date d'application des assurances sociales (1er juillet 1930), aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe, après trente ans de cotisation. Aussi, jusqu'au 1er juillet 1948, le minimum des pensions vieillesse était-il porté, à soixante-cinq ans, au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants, augmenté de la rente acquise par les versements portés au compte de l'intéressé au 31 décembre 1940. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension, compte tenu de l'année d'entrée en jouissence.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949, puis de 15 p. 100 au 1er avril 1949, 15 p. 100 au 1er janvier 1950, 16 p. 100 au 1er janvier 1951, 10 p. 100 au 1er avril 1952, 20 p. 100 au 1er avril 1953, 9 p. 100 au 1er avril 1955 et 8,5 p. 100 au 1er avril 1956 (arrêté du 30 avril 1956).

Par ailleurs, la loi du 3 février 1950 a étendu, à partir du 1er janvier 1950, aux titulaires de pensions et rentes n'ayant pas atteint l'âge de soixante-cinq ans le bénéfice de la revalorisation prévue par la loi du 23 août 1948.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau C indique la ventilation de ces dépenses par trimestre et par catégorie de prestations.

C. — DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES

(En millions de francs.)

	ANNÉE 1954		ANNÉE 1955				
	Total	Moyenne trimestrielle.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Année.
Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues	39	10	9	10	10	10	39
Pensions « assurances sociales » et « sécurité sociale »	19.238	4.809	5.375	5.797	6.396	6.935	24.503
Pensions revisées à soixante-cinq ans (assurés sociaux)	73.292	18.323	18.540	18.573	18.874	19.158	75.115
Allocations aux vieux travailleurs salariés	59.240	14.810	14.327	13.872	13.727	13.558	55.484
Allocations aux mères de cinq enfants	7.109	1.777	1.845	1.844	1.850	1.881	7.420
Pensions de réversion	4.568	1.142	1.225	1.255	1 353	1.412	5.245
Secours viagers	3.996	999	1.017	1.006	998	1.003	4.024
Remboursements de cotisations	3.579	895	1.035	1.012	906	1.076	4.029
Divers	877	219	255	297	284	302	1.138
Total	171.938	42.984	43.598	43.666	44.398	45.335	176.997

Au total, ces dépenses ont représenté 176.997 millions; mais il y a lieu de leur ajouter les opérations suivantes effectuées par la caisse nationale de sécurité sociale.

a) Remboursement de 200 millions à l'assurance vieillesse agricole;

b) Remboursement de 510 millions aux caisses interprofessionnelles algériennes au titre de la coordination des régimes métropolitain de sécurité sociale et algérien des assurances sociales;

c) Contribution du régime général à l'alimentation du fonds spécial.

La loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 a supprimé l'allocation temporaire, à compter du 1er juillet 1952, et institué une allocation spéciale pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire ne pouvant être rattachés ni à une organisation autonome de non salariés, ni à un régime de salariés. Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale, dont le taux est égal à celui de l'ancienne allocation temporaire (28.200 F par an jusqu'au 31 décembre 1953, 31.200 F du 1er janvier 1954 au 31 décembre 1955), sont à la charge d'un fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Ce fonds spécial est alimenté par:

1° Une taxe spéciale de 10.000 F par an, à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance vieillesse;

2° Une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites, pensions, rentes ou allocations de vieillesse en application de dispositions législatives ou réglementaires.

Le décret n° 55-407 du 31 mars 1955 a fixé le montant de la contribution à verser au fonds spécial au titre de l'année 1955 par les organismes et collectivités. La contribution de la caisse nationale, 4.159.565.500 F, a été versée au cours de l'année ainsi qu'une somme de 537.500.000 F due au titre de l'année 1954. Au total, les règlements effectifs du régime général ont donc été de 4.697 millions en 1955.

2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical, et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « Assurances sociales » les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1955, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectés à l'action sanitaire et 0,90 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Les cotisations des fonctionnaires donnent lieu à un prélèvement au titre du contrôle médical. Le prélèvement de base est égal à 80 F par liquidation de dossier de prestations; il peut être l'objet de certains correctifs.

Les dispositions applicables au prélèvement de contrôle médical du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre sont les mêmes que celles prévues pour la couverture des frais de contrôle médical des fonctionnaires.

L'arrêté du 31 août 1955 a fixé le montant des ressources du régime de sécurité sociale affectées, à partir de l'année 1955, à l'action sanitaire et sociale. Le prélèvement effectué par la caisse nationale est égal à 1 p. 100 des cotisations encaissées au titre du régime au cours de l'année précédente; 20 p. 100 de ce prélèvement sont affectés au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale et 80 p. 100 sont répartis entre les caisses primaires de sécurité sociale.

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

Action sanitaire et sociale:		
Régime général et régimes y rattachés	3.967	millions.
Régime des fonctionnaires	211	—
Total	4.178	millions.
Contrôle médical:		
Régime général et régimes y rattachés	4.188	millions
Régime des fonctionnaires	440	—
Régime des étudiants	13	—
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	44	—
Total	4.685	millions.

Portés en dépenses au chapitre « Assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « Action sanitaire et sociale et contrôle médical ». Ils ne comprennent pas les recettes de l'action sanitaire et sociale au titre des majorations de retard.

3° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses de sécurité sociale sont autorisées à effectuer sur leurs ressources, pour couvrir leurs dépenses administratives, est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la section permanente du conseil supérieur de la sécurité sociale.

Les dépenses administratives de l'année 1955 sont indiquées ci-après:

Caisses primaires de sécurité sociale	23.393	millions.
Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales	2.301	—
Caisses régionales de sécurité sociale	3.279	—
Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	6.115	—

Ces dépenses ne comprennent pas les immobilisations de l'année (immeubles et matériel).

Pour établir le présent bilan, les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales communes aux assurances sociales et aux accidents de travail ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4 et 1 en ce qui concerne les caisses primaires après déduction des frais de gestion afférents aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre, et 3 et 7 en ce qui concerne les caisses régionales. Ces coefficients résultent du rapport des prélèvements effectués en 1954 sur les cotisations des deux législations.

Les dépenses des unions de recouvrement ont été réparties entre les caisses primaires et les caisses d'allocations familiales au prorata des contributions des divers organismes. Cette répartition est la suivante: caisses primaires, 1.196 millions; caisses d'allocations familiales, 1.105 millions.

On obtient alors à la charge des assurances sociales:

Caisses primaires et unions de recouvrement	20.016	millions.
Caisses régionales	984	—
Caisse d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	6.115	—

4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

a) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

b) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes au contentieux;

c) Les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, le remboursement à l'institut national de la statistique des frais occasionnés par les opérations d'immatriculation.

Les dépenses visées aux alinéas *a*) et *b*) ont été répartis entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7, 5 et 1. Par ailleurs, les charges imputées au fonds national des assurances sociales sont ventilées entre les quatre sections que comprend le fonds: régime général, fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre, proportionnellement aux dépenses supportées par les sections. Cette ventilation a été fixée pour l'année 1954 par l'arrêté du 12 août 1955 et pour l'année 1955 par l'arrêté du 30 août 1956.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1955 sont relevées ci-après (en millions de francs):

Services administratifs de la caisse nationale (exercice 1955)	193,3
Forfait postal (exercice 1954)	2.550,5
Frais d'élections	131,7
Frais de contentieux	83,5
Total	2.959,0

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants:

Assurances sociales	1.593,3
Prestations familiales	1.138,1
Accidents du travail	227,6

Au total, les dépenses diverses supportées en 1955 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

Régime général:		
Participation aux dépenses communes	1.440,4	
Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité	17	
Opérations d'immatriculation	5,1	
Total		1.462,5
Régime des fonctionnaires:		
Participation aux dépenses communes	134,5	
Remboursement de prestations à la caisse nationale militaire	128,5	
Total		263
Régime des étudiants:		
Participation aux dépenses communes		5,4
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre:		
Participation aux dépenses communes		13
Total général		1.743,9

Aucun règlement n'a été effectué en 1955 par la caisse nationale au titre des frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales. Au 31 décembre 1955, les sommes dues au budget de l'Etat représentaient 6.010 millions (forfait postal 2.550 millions, dépenses administratives 3.460 millions).

Les tableaux D 1 et D 2 constituent une récapitulation des opérations effectuées au titre des assurances sociales. Ils contiennent les résultats rectifiés de l'année 1954.

D 1. — RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES

(En millions de francs.)

	1954 (Résultats rectifiés.)	1955 (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Cotisations du régime général	409.237	443.820
Cotisations des régimes divers	7.587	8.178
Cotisations des fonctionnaires	21.143	19.774
Cotisations des étudiants	69	81
Contribution de l'Etat au régime des étudiants	1.112	780
Contribution de l'Etat au régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	2.278	1.425
Total des recettes	441.426	474.058
Dépenses.		
Maladie	190.396	269.105
Longue maladie	50.007	
Maternité	17.106	18.394
Invalidité	18.782	19.987
Décès	3.545	3.676
Gestion administrative:		
Caisses primaires	18.145	20.016
Caisses régionales	908	984
Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés	171.938	177.507
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	149	200
Contribution au fonds spécial	2.902	4.697
Gestion administrative des caisses vieillesse	5.375	6.115
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	3.858	4.178
Contrôle médical (crédits ouverts)	4.361	4.685
Dépenses diverses	849	1.744
Total des dépenses	488.321	531.288

D 2. — REPARTITION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES ASSURANCES SOCIALES (TABLEAU D 1) ENTRE LES DIFFERENTS REGIMES

(En millions de francs.)

	1954 (Résultats rectifiés.)	1955 (Résultats provisoires.)
Régime général.		
Recettes (cotisations du régime général et des régimes divers)	416.824	451.998
Dépenses:		
Maladie	172.254	245.370
Longue maladie	47.530	
Maternité	16.179	17.382
Invalidité	18.782	19.987
Décès	3.545	3.676
Vieillesse	171.938	177.507
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	149	200
Contribution au fonds spécial	2.902	4.697
Gestion administrative	22.706	25.393
Action sanitaire et sociale	3.658	3.967
Contrôle médical	3.864	4.188
Dépenses diverses	584	1.463
Total	464.091	503.830
Régime des fonctionnaires.		
Recettes (cotisations)	21.143	19.774
Dépenses:		
Maladie	15.872	20.583
Longue maladie	2.079	
Maternité	866	945
Gestion administrative	1.486	(1) 1.486
Action sanitaire et sociale	200	211
Contrôle médical	440	(1) 440
Dépenses diverses	238	263
Total	21.181	23.928
Régime des étudiants.		
Recettes (cotisations et contribution de l'Etat)	1.181	861
Dépenses:		
Maladie	486,7	833,8
Longue maladie	281,7	
Maternité	37,7	41,5
Gestion administrative	98	(1) 98
Contrôle médical	12,9	(1) 12,9
Dépenses diverses	9,2	5,4
Total	926,2	991,6
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.		
Recettes	2.278	1.425
Dépenses:		
Maladie	1.783,3	2.318
Longue maladie	116,4	
Maternité	23,1	25,1
Gestion administrative	138	(1) 138
Contrôle médical	44,5	(1) 44,5
Dépenses diverses	18,1	13
Total	2.123,4	2.538,6

(1) Evaluation des prélèvements autorisés par reconduction des résultats de 1954.

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles, depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public ne relèvent pas, pour les accidents du travail, des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

A. — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation s'est élevé en 1955 à 2,88 p. 100.

La loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles a prévu, en son article 28, que la cotisation due par les employeurs au titre des accidents du travail sur les salaires afférents à la période commençant le 1er octobre 1954 devait être majorée de 11 p. 100 en vue de couvrir l'augmentation de charges résultant de la revalorisation pour la caisse nationale et les caisses régionales de sécurité sociale.

Les encaissements de l'année 1955 se sont élevés à 77.937 millions. Ces encaissements concernent les cotisations versées pour la couverture de la totalité des risques, les cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire et les taxes dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés à l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

Toutefois, ils ne comprennent pas les versements d'un montant total de 742 millions de francs au titre desdites taxes effectués directement à la caisse nationale de sécurité sociale par la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

Le montant total des taxes effectuées en 1955, à la caisse nationale qui supporte la charge du fonds de majoration des rentes s'est élevé à 1.626 millions, y compris les versements de la caisse des mines.

Les ristournes accordées aux employeurs en application de l'article 35 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, au titre d'exercices antérieurs, qui n'ont pas été déduites des encaissements des caisses primaires, ont représenté, en 1955, 557 millions. Si on les considère comme des remboursements de cotisations, elles viennent en déduction desdits encaissements

Les cotisations encaissées en 1955 et les ristournes versées au cours de l'année sont relevées ci-dessous par mois, en millions de francs.

MOIS	COTISATIONS totales.	RISTOURNES aux employeurs.	COTISATIONS nettes
Janvier	6.230	106	6.124
Février	6.121	38	6.083
Mars	5.560	34	5.526
1er trimestre 1955	17.911	178	17.733
Avril	6.602	75	6.527
Mai	6.333	47	6.286
Juin	6.055	21	6.034
2e trimestre 1955	18.990	143	18.847
Juillet	7.077	23	7.054
Août	6.422	10	6.412
Septembre	6.193	151	6.042
3e trimestre 1955	19.692	184	19.508
Octobre	7.438	6	7.432
Novembre	7.046	20	7.026
Décembre	6.860	26	6.834
4e trimestre 1955	21.344	52	21.292
Année 1955	77.937	557	77.380

Au total, les recettes de l'assurance des accidents du travail correspondant aux encaissements des caisses primaires et unions de recouvrement (77.937 millions) augmentés des taxes versées directement à la caisse nationale (742 millions) et déduction faite des ristournes (557 millions) représentent pour 1955: 78.122 millions.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1955, à 212 millions pour les cotisations d'accidents du travail non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1955 (cotisations nettes et majorations de retard) ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation.

ORGANISMES	COTISATIONS	MAJORATIONS de retard	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques	30.240	»	30.240
Action sanitaire et sociale.	760	106	866
Contrôle médical	760	»	760
Caisses régionales.			
Gestion des risques	20.989	»	20.989
Action sanitaire et sociale.	770	»	770
Contrôle médical	770	»	770
Caisse nationale.			
Fonds national des accidents du travail	21.910	»	21.910
Fonds de prévention	1.153	»	1.153
Fonds d'action sanitaire et sociale	770	106	876
Total	78.122	212	78.334

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

a) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire : frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuits des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaption fonctionnelle et la rééducation professionnelle des accidentés.

Elles ont enregistré, en 1955, 2.049.189 déclarations d'accidents. Elles en ont signalé aux caisses régionales 102.102 pouvant donner lieu à incapacité permanente. La statistique mensuelle du nombre d'accidents du travail enregistrés et du nombre d'indemnités journalières versées est relevée ci-après :

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE total d'accidents du travail.	NOMBRE d'accidents du trajet (1).	ACCIDENTS au cours d'un déplacement (2).	NOMBRE de maladies professionnelles déclarées.	NOMBRE d'accidents pouvant donner lieu à incapacité permanente (3).
Année 1954.....	24.320.009	1.913.101	150.912	19.909	6.553	92.292
Moyenne mensuelle..	2.026.667	159.425	12.576	1.659	546	7.691
Année 1955 :						
Janvier	1.984.489	158.257	17.495	1.932	535	8.382
Février	2.061.527	154.386	13.223	1.674	588	8.455
Mars	2.318.381	173.085	12.483	1.755	642	9.575
1er trimestre	6.364.397	485.728	43.201	5.361	1.765	26.412
Avril	2.090.132	170.762	12.005	1.654	606	8.718
Mai	2.060.864	166.724	12.458	1.534	602	8.276
Juin	2.109.756	182.678	13.728	1.778	642	8.504
2e trimestre	6.260.752	520.164	38.191	4.966	1.850	25.498
Juillet	2.010.425	172.713	12.931	1.613	577	7.821
Août	2.134.802	150.145	11.477	1.436	572	7.156
Septembre	2.129.814	181.979	14.964	1.772	640	8.490
3e trimestre	6.275.041	504.837	39.372	4.821	1.789	23.467
Octobre	2.197.661	177.476	14.954	1.828	571	8.906
Novembre	2.208.571	172.066	15.335	1.751	670	8.812
Décembre	2.454.941	188.918	17.652	1.990	680	9.007
4e trimestre	6.861.173	538.460	47.941	5.569	1.921	26.725
Année 1955.....	25.761.363	2.049.189	168.705	20.717	7.325	102.102
Moyenne mensuelle...	2.146.780	170.766	14.059	1.726	610	8.509

(1) Compris dans le total d'accidents du travail.
(2) Déplacement autre que le trajet.
(3) Signalés au cours de la période considérée par la caisse primaire à la caisse régionale.

Au total, les caisses primaires ont supporté, en 1955, une charge globale de 29.844 millions, dont 18.385 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau E 1 ci-après.

E 1. — **PRESTATIONS D'INCAPACITE TEMPORAIRE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux	FRAIS pharmaceutiques	HOSPITALISATION	APPAREILS orthopédie, lunettes.	PROTHESE et soins dentaires	FRAIS funéraires.	INDEMNITÉS journalières.	RÉADAPTATION fonctionnelle, rééducation.	DIVERS	TOTAL
Année 1954.....	3.287,5	925,2	1.774,3	3.449,6	196,6	28	52,2	16.100,1	156,3	55,3	26.025,1
Moyenne mensuelle.	273,9	77,1	147,8	287,5	16,4	2,4	4,4	1.341,7	13	4,6	2.168,8
Janvier 1955.....	253,8	70,2	126,4	199,7	20,2	2,1	4,6	1.382,2	13,6	5,4	2.078,2
Février	270,1	89,3	156,9	251,7	18,5	2,3	4,4	1.419,1	14,8	6,3	2.233,4
Mars	316,1	107,4	162,2	318,9	22,7	2,4	4,4	1.389,7	14,1	7,3	2.545,2
1er trimestre	840	266,9	445,5	770,3	61,4	6,8	13,4	4.391	42,5	19	6.856,8
Avril	299,7	94,7	156,3	253,5	13,8	1,9	4,4	1.467,5	14,2	6,9	2.312,9
Mai	304,2	96,3	196,8	531,2	25	2,5	4,6	1.447,1	15,1	6,9	2.629,6
Juin	308,9	97,1	173,3	396,2	22,9	2,2	5	1.499,8	16,3	6,9	2.528,7
2e trimestre	912,8	288,1	526,4	1.180,9	61,7	6,6	14	4.414,4	45,6	20,7	7.471,2
Juillet	220,3	65,5	126,7	260,3	16 4	2,1	4,2	1.484,1	17,7	5,7	2.203
Août	287,9	71,3	120,6	368,9	10,4	2,3	4,2	1.557,6	13,4	5,5	2.442,1
Septembre	328,6	94,5	192,2	366,9	14,3	2,2	4,4	1.574,3	15,7	6,5	2.599,6
3e trimestre	836,8	231,3	439,5	996,1	41,1	6,6	12,8	4.616	46,8	17,7	7.244,7
Octobre	358,2	97,6	171,4	317,8	13,2	2,3	5	1.565,1	16,4	6,4	2.553,4
Novembre	317,5	101,5	201,3	314,4	20,3	1,9	6,2	1.630,4	19	8,5	2.621
Décembre	435,3	124,2	236,8	449,6	33,9	3,5	6,5	1.768,5	24,4	13,9	3.096,6
4e trimestre	1.111,0	323,3	609,5	1.081,8	67,4	7,7	17,7	4.964	59,8	28,8	8.271
Année 1955.....	3.700,6	1.109,6	2.020,9	4.029,1	231,6	27,7	57,9	18.385,4	194,7	86,2	29.843,7
Moyenne mensuelle.	308,4	92,5	168,4	335,8	19,3	2,3	4,8	1.532,1	16,2	7,2	2.487

b) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1955, elles ont payé 19.160 millions d'arrérages, et 438 millions de rachats de rentes. Leur compte « accidents du travail » a supporté par ailleurs une fraction des frais de soins d'urgence, soit 183 millions et les frais d'enquêtes, d'expertises, de contentieux et de justice (285 millions).

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre se sont élevées à 873 millions.

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs):

	GESTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL					PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL			
	Rentes.	Rachats de rentes.	Soins d'urgence.	Frais d'enquête, d'expertise et de contentieux, divers.	Total.	Soins d'urgence.	Frais de personnel.	Subventions et divers.	Total.
1er trimestre	4.507	90	48	57	4.702	32	106	30	168
2e trimestre	4.560	97	18	72	4.747	60	112	49	221
3e trimestre	4.910	109	42	56	5.117	61	129	31	221
4e trimestre	5.183	142	75	100	5.500	69	151	43	263
Total	19.160	438	183	285	20.066	222	498	153	873

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité sociale doit rembourser aux caisses régionales la plus grande partie des dépenses effectuées par ces organismes, au titre de la prévention. En 1955, le fonds national a effectivement remboursé 814 millions aux caisses régionales. Dans le tableau récapitulatif, on a déduit des dépenses des caisses régionales de 1955 les remboursements effectués par le fonds national de prévention au cours de cette année.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales, au 31 décembre de chaque année, est indiqué ci-après.

	31 DÉCEMBRE 1950.	31 DÉCEMBRE 1951.	31 DÉCEMBRE 1952.	31 DÉCEMBRE 1953.	31 DÉCEMBRE 1954.	31 DÉCEMBRE 1955.
Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	169.641	230.689	296.838	358.017	426.158	480.267
Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	20.303	23.001	24.379	28.985	32.255	34.608

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années.

Une statistique établie au 31 décembre 1954 et portant sur 423.772 rentes d'assurés servies par les caisses régionales donnait la ventilation ci-après, par taux d'incapacité permanente:

TAUX d'incapacité permanente.	NOMBRE de rentes.	RÉPARTITION DE 100 RENTES	
1-4	92.651	21,86	48,04
5-9	110.958	26,18	
10-14	76.328	18,01	34,79
15-19	42.668	10,07	
20-24	28.451	6,71	
25-29	18.524	4,37	
30-34	17.504	4,13	12,53
35-39	6.888	1,64	
40-44	6.957	1,65	
45-49	3.142	0,74	
50-54	4.595	1,08	
55-59	1.908	0,45	3,14
60-64	2.893	0,68	
65-69	1.913	0,45	
70-74	2.031	0,48	
75-79	1.383	0,33	
80-84	1.402	0,33	0,99
85-89	597	0,14	
90-94	639	0,15	
95-99	190	0,04	
100	(1) 2.150	0,51	0,51
Total	423.772	100	100

(1) Dont 731 rentes assorties de la majoration pour tierce personne (0,17 p. 100 du total des rentes).

c) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds de majoration des rentes géré par la caisse des dépôts et consignations:

1° Aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947;

2° Aux titulaires de rentes se rapportant aux accidents survenus en Algérie, où subsiste l'ancienne législation des accidents du travail.

Depuis 1951, le fonds de majoration discrimine les opérations afférentes à la métropole de celles concernant l'Algérie.

En ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, sur le territoire métropolitain, le fonds de majoration était alimenté jusqu'au 1er janvier 1947 par des taxes versées par les employeurs. Depuis cette date, c'est la caisse nationale de sécurité sociale qui en assure l'alimentation.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 incombe à ces organismes.

Le salaire annuel de rajustement des rentes correspondant à une incapacité de travail au moins égale à 10 p. 100 avait été fixé à 252.000 F à compter du 1er juin 1952 par la loi du 25 juillet 1952 qui avait, par ailleurs, relevé de 120.000 à 200.000 F l'allocation pour aide d'une tierce personne.

La loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 a modifié profondément les règles d'après lesquelles étaient rajustées les rentes anciennes en réalisation une péréquation générale de ces rentes. Chaque rente, correspondant à une incapacité de travail au moins égale à 10 p. 100 est revisée avec effet du 1er septembre 1954 en partant du salaire qui a servi à sa liquidation initiale, ledit salaire étant affecté d'un coefficient fixé par la loi. Le salaire minimum de rajustement prévu à l'article 49 de la loi du 30 octobre 1946 est maintenu. Il est porté de 252.000 à 276.000 F à partir du 1er septembre 1954.

Par ailleurs, la loi du 2 septembre 1954 a prévu que la péréquation effectuée, toutes les rentes, anciennes et nouvelles, devaient être majorées dans l'avenir comme le sont les pensions d'invalidité du régime général des assurances sociales.

En application de l'arrêté du 8 avril 1955 les rentes résultant de la péréquation générale prévue par la loi du 2 septembre 1954 ont été majorées de 7 p. 100 à compter du 1er mars 1955, le salaire minimum a été porté à 295.320 F et l'allocation pour aide d'une tierce personne relevée à 214.000 F.

Une nouvelle revalorisation de 8,5 p. 100 a été fixée par l'arrêté du 30 avril 1956 à partir du 1er mars 1956, le salaire minimum pour les incapacités permanentes égales ou supérieures à 10 p. 100 et l'allocation pour aide d'une tierce personne étant respectivement portés à 320.422 F et 232.000 F.

Les dépenses effectuées en 1955 par le fonds de majoration des rentes se sont élevées à 22.632 millions. La caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé à la caisse des dépôts et consignations pour l'alimentation du fonds 13.541 millions, y compris les avances du Trésor accordées par les décrets des 18 juin (5 milliards) et 30 septembre 1955 (5 milliards). Sa dette à l'égard du fonds de majoration s'établissait à 8.181 millions au 31 décembre 1955. Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 330.000 au 31 décembre 1955.

Le fonds de solidarité assure la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre. Les dépenses de l'année représentent 58 millions.

2° Action sanitaire et sociale, contrôle médical, fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médicale et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

En ce qui concerne les cotisations de l'assurance obligatoire pour la totalité des risques, les taux de prélèvement ont été les suivants en 1955 :

Action sanitaire et sociale..... .... 3 p. 100.
Contrôle médical..... 2 —
Fonds de prévention..... 1 — jusqu'au 31 juillet et 2 p. 100 depuis le 1er août (arrêté du 11 juillet 1955).

Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations versées au titre de l'assurance partielle et de l'assurance volontaire.

Au total, les prélèvements pour l'année 1955 ont été de 2.300 millions pour l'action sanitaire et sociale, 1.530 millions pour le contrôle médical et 1.153 millions pour le fonds de prévention.

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 1.310 millions en 1955, y compris le remboursement, indiqué plus haut, de 814 millions aux caisses régionales.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « assurances sociales » peuvent être ainsi retenues :

Caisses primaires et unions pour le recouvrement des cotisations ..... 4.753 millions.
Caisses régionales..... 2.460 millions.

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent :

a) Une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations..... 227,6 millions.
b) La charge du reclassement des agents des caisses. 7,5 —
c) Les frais de fonctionnement des commissions régionales d'invalidité en cas de contestation portant sur le taux d'incapacité de travail..... 15,5 —
d) Les allocations forfaitaires versées aux entreprises d'assurances contre les accidents du travail, en application des articles 6 et 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ..... 15,4 —

Soit au total..... 266 millions.

Le tableau E 2 donne la récapitulation des opérations effectuées en 1954 et 1955 au titre des accidents du travail.

E 2. — **RECAPITULATION ACCIDENTS DU TRAVAIL**

(En millions de francs.)

Recettes.	1954 (Résultats rectifiés.)	1955 (Résultats provisoires.)	*Dépenses.*	1954 (Résultats rectifiés.)	1955 (Résultats provisoires.)
			Incapacité temporaire (caisses primaires)....	26.025	29.841
			Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales)	13.298	19.598
Cotisations (1).....	63.539	78.122	Autres dépenses des caisses régionales.....	728	527
			Fonds de majoration des rentes.....	16.464	22.632
			Fonds de solidarité.....	31	58
			Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)..	1.890	2.300
			Contrôle médical (crédits ouverts).....	1.256	1.530
			Fonds de prévention (crédits ouverts).....	611	1.153
Produits des taxes versées à la Caisse des dépôts et consignations (fonds de majoration et de solidarité).....	23	5	Gestion administrative :		
			Caisses primaires.....	4.106	4.573
			Caisses régionales.....	2.118	2.295
			Dépenses diverses.....	213	266
Total.....	63.562	78.127	Total.....	66.770	84.776

(1) Déduction faite des ristournes versées aux employeurs au titre d'exercices antérieurs.

III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines avait été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952. Depuis le 1er avril 1954, ce sont les unions de sociétés de secours minières qui sont chargées de ce service, en application du décret n° 54-339 du 23 mars 1954, mais la compensation continue à être assurée par le régime général.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales, alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1955, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.828.000 familles pour 6.408.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1955 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales	
	Effectifs	Pourcentage.	Effectifs	Pourcentage	Effectifs	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	35.650	1,7	35.650	1,5
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(2) 34.872	2,2	104.836	5	773.121	32,8
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			633.413	30		
Familles de 2 enfants	781.114	49,5	664.790	31,5	781.114	33,2
Familles de 3 enfants	416.496	26,3			416.496	17,7
Familles de 4 enfants	192.769	12,2			192.769	8,2
Familles de 5 enfants	87.097	5,5	672.527	31,8	87.097	3,8
Familles de 6 enfants	38.481	2,4			38.481	1,6
Familles de 7 enfants	17.148	1,1			17.148	0,7
Familles de 8 enfants et plus	11.796	0,8			11.796	0,5
Total	1.579.773	100	2.111.216	100	2.353.672	100

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, non compris les bénéficiaires du régime minier.

(2) Familles de travailleurs nord-africains.

Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1955.

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	4.218	2,3	4.218	2,2
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(1) 3.541	2,8	10.203	5,5	65.171	34,5
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			51.427	27,9		
Familles de 2 enfants	60.047	48,9	59.076	32,1	60.047	31,9
Familles de 3 enfants	32.620	26,6	59.274	32,2	32.620	17,3
Familles de 4 enfants	14.634	12			14.634	7,7
Familles de 5 enfants	6.770	5,3			6.770	3,6
Familles de 6 enfants	3.058	2,5			3.058	1,7
Familles de 7 enfants	1.325	1,2			1.325	0,7
Familles de 8 enfants et plus	844	0,7			844	0,4
Total	122.839	100	184.198	100	188.687	100

(1) Familles de travailleurs nord-africains.

Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1955.

COMPOSITION DES FAMILLES	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Familles de 2 enfants	172.768	60,4
Familles de 3 enfants	70.929	24,8
Familles de 4 enfants	25.667	9
Familles de 5 enfants	9.574	3,4
Familles de 6 enfants	3.892	1,4
Familles de 7 enfants	1.724	0,6
Familles de 8 enfants et plus	1.250	0,4
Total	285.804	100

Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1955 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS du régime général (2)		ENFANTS DES SALARIÉS des mines		ENFANTS DES EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		TOTAL
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	
Familles de 1 enfant	773.121	14,7	65.171	15,9	»	»	838.292
Familles de 2 enfants	1.562.228	29,8	120.094	29,2	345.536	45,8	2.027.858
Familles de 3 enfants	1.249.488	23,8	97.860	23,9	212.787	28,2	1.560.135
Familles de 4 enfants	771.076	14,8	58.536	14,3	102.668	13,7	932.280
Familles de 5 enfants	435.485	8,3	33.850	8,2	47.870	6,3	517.205
Familles de 6 enfants	230.886	4,4	18.348	4,5	23.352	3,1	272.586
Familles de 7 enfants	120.036	2,3	9.275	2,3	12.068	1,5	141.379
Familles de 8 enfants et plus	100.266	1,9	7.174	1,7	10.625	1,4	118.065
Total	5.242.586	100	410.308	100	754.906	100	6.407.800

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de 8 enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1955. Congés de naissance.

	SALARIÉS et personnes sans activité professionnelle (1).	SALARIÉS des mines.	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.
Allocations prénatales			
Nombre de payements après le premier examen.....	409.681	29.477	38.801
Nombre de payements après le deuxième examen.....	414.065	29.284	41.555
Nombre de payements pour solde après le troisième examen	412.310	29.622	42.964
Allocations de maternité.			
Nombre d'allocations pour la première naissance:			
Premiers versements.....	133.003	6.123	10.878
Deuxièmes versements...	124.496	5.883	10.165
Nombre d'allocations pour les naissances suivantes:			
Premiers versements.....	223.360	17.327	23.066
Deuxièmes versements...	214.008	16.586	22.458
Totaux:			
Premiers versements.....	356.363	23.450	33.944
Deuxièmes versements...	338.504	22.469	32.623
Nombre de congés à l'occasion d'une naissance.....	266.754	30.392	»

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

SALARIES

A. — RECETTES

La cotisation due à la section « salariés » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires, dans la limite duquel elle s'applique, est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé au total, en 1955, 470.631 millions au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières ont été isolés.

	COTISATIONS du régime général proprement dit.	COTISATIONS des exploitations minières.	TOTAL
Janvier	39.657	1.898	41.555
Février	34.822	1.640	36.462
Mars	32.170	2.013	34.183
1er trimestre 1955.....	106.649	5.551	112.200
Avril	39.764	1.624	41.388
Mai	35.869	1.723	37.592
Juin	33.456	1.383	34.839
2e trimestre 1955.....	109.089	4.730	113.819
Juillet	41.610	2.098	43.708
Août	36.185	1.808	37.993
Septembre	34.188	1.537	35.725
3e trimestre 1955.....	111.983	5.443	117.426
Octobre	44.589	1.926	46.515
Novembre	38.808	1.627	40.435
Décembre	38.104	2.132	40.236
4e trimestre 1955.....	121.501	5.685	127.186
Année 1955.....	449.222	21.409	470.631

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé, en 1955 à 1.705 millions pour les cotisations d'allocations familiales non versées dans les délais légaux (section des salariés: 1.293 millions; section des employeurs et travailleurs indépendants: 412 millions). Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sociale des caisses d'allocations familiales et, pour moitié, au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Du 1er septembre 1948 au 31 décembre 1954, le salaire mensuel de base est demeuré fixé à 12.000 F dans le département de la Seine. Dans les autres départements, il subissait l'abattement applicable aux salaires à la date de promulgation de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives.

En 1950 et 1951, les prestations familiales ont été relevées à plusieurs reprises, sans que le salaire de base soit modifié. Du 1er octobre 1951 au 31 décembre 1954, le taux de majoration a été égal à 43,75 p. 100 (loi du 26 septembre 1951). Il s'appliquait à l'ensemble des prestations familiales, à l'exclusion des allocations de maternité En fait, pour la détermination des prestations majorées, la base mensuelle de calcul des allocations se trouvait être de 17.250 F.

Aux allocations familiales proprement dites, déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, s'ajoute, depuis le 1er septembre 1948, une majoration attribuée aux familles relevant des sections « salariés » et destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille. Le decret du 6 octobre 1948 avait fixé cette majoration mensuelle, qui ne subit pas les abattements de zones, à 650 F pour le deuxième enfant à charge et 1.000 F pour chaque enfant à charge, à partir du troisième. Depuis le 1er octobre 1951, elle s'établit respectivement à 934 F et 1.437 F.

La loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953 a majoré exceptionnellement de 30 p. 100 les allocations familiales proprement dites versées au titre du mois de décembre 1953. Elle a relevé, à compter du 1er janvier 1954, le taux des allocations familiales de 20 à 22 p. 100 pour le deuxième enfant à charge et de 30 à 33 p. 100 pour le troisième enfant et chacun des suivants. Elle a donc eu pour effet de majorer de 10 p. 100, à partir du 1er octobre 1953, les allocations familiales proprement dites. Par ailleurs, elle a modifié le régime des allocations prénatales.

Le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954 a modifié, à compter du 1er janvier 1955, la base de calcul des prestations familiales. Celle-ci a été portée à 18.000 F dans le département de la Seine, excepté en ce qui concerne l'allocation de salaire unique qui « continue à être calculée d'après les bases en vigueur au 31 décembre 1954 », c'est-à-dire en fait à partir de 17.250 F. La base mensuelle de 18.000 F est applicable à l'allocation de maternité mais le coefficient multiplicateur de cette allocation est ramené au double pour la première naissance et aux quatre tiers pour les autres naissances, de telle sorte que le montant de l'allocation est inchangé.

Par ailleurs, l'article 3 du décret du 31 décembre 1954 a accordé pour chaque enfant à charge dès lors qu'il atteint l'âge de dix ans — à l'exception du plus âgé — une majoration d'allocations familiales égale à 5 p. 100 de la base mensuelle.

Le décret n° 55-361 du 3 avril 1955 a réduit d'un quart les taux d'abattement de zones, à compter du 1er avril 1955. L'écart maximum avec le département de la Seine s'est trouvé ainsi ramené de 20 à 15 p. 100.

La loi n° 56-263 du 17 mars 1956 a fait subir une nouvelle réduction d'un tiers aux taux d'abattement, à compter du 1er avril 1956. Désormais, les abattements s'échelonnent de 0,50 p. 100 à 10 p. 100.

Le tableau F 1 donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1955 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 F et 1.437 F sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

F 1. — PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « SALARIES »

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1955.	2e TRIMESTRE 1955.	3e TRIMESTRE 1955.	4e TRIMESTRE 1955.	ANNÉE 1955	
					En millions.	En pourcentage.
Salariés du régime général.						
Allocations prénatales	3.479	3.630	3.612	3.666	14.387	4,16
Allocations de maternité	2.161	2.173	2.292	2.276	8.902	2,58
Allocations familiales	42.420	45.149	46.115	47.123	180.807	52,33
Allocations de salaire unique	32.432	33.419	33.583	34.467	133.901	38,75
Congés de naissance	263	288	295	317	1.163	0,34
Allocations de logement	1.103	1.281	1.265	1.701	5.350	1,55
Prêts pour l'amélioration de l'habitat	133	127	110	136	506	0,15
Divers	66	160	104	154	484	0,14
Total	82.057	86.227	87.376	89.840	345.500	100
Salariés des mines.						
Allocations prénatales	268	261	253	261	1.043	3,40
Allocations de maternité	154	149	146	148	597	1,94
Allocations familiales	4.051	3.857	4.134	4.128	16.170	52,67
Allocations de salaire unique	3.224	2.988	3.158	3.151	12.521	40,79
Congés de naissance	37	34	35	32	138	0,45
Allocations de logement	46	51	58	75	230	0,75
Total	7.780	7.340	7.784	7.795	30.699	100
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.						
Allocations prénatales	240	229	240	240	949	3,92
Allocations de maternité	197	192	192	199	780	3,21
Allocations familiales	2.487	3.525	3.307	3.252	13.571	56,02
Allocations de salaire unique	2.356	2.261	2.113	2.093	8.823	36,43
Allocations de logement	22	25	24	32	102	0,42
Total	6.302	6.232	5.876	5.815	24.225	100
Total des prestations versées aux salariés et assimilés	96.139	99.799	101.036	103.450	400.424	

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués par le ministère de la santé publique. On a retenu provisoirement à ce titre le crédit budgétaire de 540 millions.

Les dépenses de la section « salariés », à l'exclusion des allocations de logement, deviennent alors les suivantes:

Allocations prénatales	16.379	millions.
Allocations de maternité	9.739	—
Allocations familiales	210.548	—
Allocations de salaire unique	155.245	—
Congés de naissance	1.301	—
Divers	484	—
Total	393.696	millions.

2° Allocations de logement

Pour la période antérieure au 1er juillet 1955, l'arrêté du 6 juillet 1951 avait fixé le montant des ressources rendues provisoirement disponibles par la réforme de l'allocation de salaire unique et destinées au financement des allocations de logement et des primes d'aménagement et de déménagement. Ce montant était déterminé par l'application d'un pourcentage de 0,60 p. 100 des prestations versées par les caisses aux salariés ou assimilés. Sur ces ressources, les caisses étaient habilitées, à titre exceptionnel et temporaire, à consentir des prêts pour l'amélioration de l'habitat, dans une limite fixée, pour la période du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955, à 0,20 p. 100 du montant des prestations familiales payées en 1953.

Aux termes de l'article 2 du décret n° 55-684 du 20 mai 1955 « à dater du 1er juillet 1955, le financement des allocations de logement et des primes de déménagement est assuré dans chaque régime dans les mêmes conditions que celui des autres prestations familiales ». Cette réforme a permis de supprimer le fonds commun de l'allocation de logement institué par la loi du 1er septembre 1948.

Le décret du 20 mai 1955 supprime par ailleurs les primes d'aménagement.

En application du décret n° 55-1326 du 5 octobre 1955 les conditions d'attribution des prêts pour l'amélioration de l'habitat sont maintenues jusqu'au 30 juin 1956.

En vue de simplifier la présentation des résultats de l'exercice 1955, on a relevé dans les tableaux F 1 et F 2 les dépenses effectives des caisses au titre de l'allocation logement, des primes de déménagement et d'aménagement et les prêts pour l'amélioration de l'habitat accordés au cours de l'année. Au total, la section des salariés a versé 5.665 millions d'allocations et de primes et 523 millions de prêts et la section des « employeurs et travailleurs indépendants » 135 millions d'allocations et de primes et 14 millions de prêts. Les frais de gestion afférents au service de ces prestations sont inclus dans les dépenses administratives totales.

Les statistiques portant sur la période 1er juillet 1954-30 juin 1955 ont donné les résultats ci-après:

a) Allocation de logement.

Dépenses:

Régime général. — Salariés	3.890	millions.
E. T. I.	117	—
Total	4.007	millions.
Société nationale des chemins de fer français et autres régimes particuliers	959	millions.
Total	4.966	millions.

Nombre d'allocataires:

Régime général. — Salariés	119.28	
E. T. I.	5.71	
Total	125.00	
Régimes particuliers	34.82	
Total	159.82	

Par rapport à la période 1953-1954, les dépenses du régime général et des régimes particuliers sont en augmentation de 2.056 millions et le nombre de bénéficiaires de ces mêmes régimes de 49.326.

b) Primes d'aménagement et de déménagement.

Caisses d'allocations familiales du régime général.

Primes d'aménagement:

Nombre: 781.
Montant: 25 millions.

Primes de déménagement:

Nombre: 12.225.
Montant: 150 millions.

c) Prêts pour l'amélioration de l'habitat.

Caisses d'allocations familiales du régime général.

Nombre de prêts accordés:

Propriétaires	3.612
Locataires	1.596
Total	5.208

Montant total des prêts accordés: 636 millions.
Montant moyen des prêts: 122.198 francs.
Montant des crédits disponibles (0,2 p. 100 des prestations payées entre le 1er janvier 1953 et le 31 décembre 1953 aux allocataires salariés): 664 millions.

3° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au cours de l'année 1955 sur les cotisations de la section des salariés du régime général représente:

a) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations;

b) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 1 p. 100 des cotisations (arrêté du 23 décembre 1954).

En ce qui concerne l'action sanitaire et sociale des salariés des mines, le prélèvement de 3,50 p. 100 des prestations est affecté au compte d'action sanitaire et sociale des unions régionales de sociétés de secours minières et le prélèvement de 1 p. 100 des cotisations au fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (arrêté du 10 janvier 1955).

Au total, les prélèvements de l'année 1955 ont été de 13.779 millions pour les caisses d'allocations familiales et les unions minières, 4.492 millions pour la caisse nationale de sécurité sociale, et 214 millions pour la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

4° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses d'allocations familiales sont autorisées à effectuer sur leurs ressources pour couvrir leurs dépenses administratives est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales.

Les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales se sont élevées, en 1955, à 11.205 millions, auxquels il convient d'ajouter une fraction des dépenses des unions pour le recouvrement des cotisations déterminée comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales », soit 1.105 millions.

Pour établir le présent bilan, les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales, communes aux sections « salariés » et « travailleurs indépendants », ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 5 et 1 résultant du rapport des prélèvements effectués en 1954 sur les cotisations des deux sections. Par suite, on a retenu 10.258 millions au titre de la section « salariés ».

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des prestations familiales comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations (1.138,1 millions) et, d'autre part, la participation du régime général à l'alimentation du fonds spécial destiné à assurer le fonctionnement de l'union nationale et des unions départementales d'associations familiales.

La fraction des dépenses communes à la charge du fonds national des prestations familiales est répartie entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 15 et 1 fixés par l'arrêté du 12 août 1955 pour l'année 1954 et par l'arrêté du 30 août 1956 pour l'année 1955.

Le montant de la participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales a été fixé par l'article 2 de la loi du 24 mai 1951 à 0,03 p. 100 des prestations légales servies au cours de l'année précédente.

Au total, les dépenses diverses à la charge de la section des salariés pour l'année 1954 peuvent être retenues pour 1.154,6 millions se décomposant comme suit:

Participation aux dépenses communes aux trois fonds, 1.067 millions.

Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales, 87,6 millions.

6° Surcompensation interprofessionnelle

Le décret n° 53-1024 du 17 octobre 1953 a institué une surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, à compter du 1er novembre 1953. L'arrêté du 18 septembre 1954 a fixé, pour chacun des trimestres de l'année 1954, les versements à valoir sur les règlements définitifs qui seront opérés au titre de la période 1er novembre 1953-31 décembre 1954. Le régime général devait verser 1.200 millions par trimestre, soit 4.800 millions pour l'année 1954.

La loi n° 54-805 du 13 août 1954 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953 a, par son article 3, étendu, pour le 2e semestre 1954, la surcompensation entre les régimes de salariés non agricoles aux prestations familiales légales servies aux salariés agricoles. L'arrêté du 4 novembre 1954 a fixé les règlements provisionnels à opérer en 1954 en application de la loi du 13 août 1954. Le régime général devait verser 4.075 millions pour chacun des deux derniers trimestres, soit 8.150 millions pour l'année.

L'article 7 du décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954 portant réforme et amélioration de certaines prestations familiales a maintenu à partir du 1er janvier 1955 la surcompensation interprofessionnelle entre les régimes non agricoles et le régime agricole.

La caisse nationale a effectivement versé en 1954, 4.800 millions au titre de la surcompensation non agricole et 5.750 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 10.550 millions. Au 31 décembre 1954, il lui restait à verser 2.400 millions.

Au cours de l'année 1955, aucun règlement n'a été effectué directement par la caisse nationale de sécurité sociale mais des avances ont été versées par le Trésor au budget annexe des prestations familiales agricoles, « en atténuation de la dette du régime général à l'égard de cet organisme, au titre de la surcompensation », soit 6 milliards en application du décret du 18 juin 1955, 5 milliards en application du décret du 19 août 1955, et 5 milliards en application du décret du 30 septembre 1955, au total 16 milliards.

Les arrêtés du 29 mars 1956 ont fixé les règlements provisionnels à opérer pour l'exercice 1955. Au total, le régime général aurait dû verser 4.400 millions au titre de la surcompensation non agricole et 16.920 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 21.320 millions.

Déduction faite des avances du Trésor (16 milliards), il restait dû par la caisse nationale au 31 décembre 1955:

3.320 millions au titre de la surcompensation agricole.
et 4.400 millions au titre de la surcompensation non agricole,

soit au total 7.720 millions.

Par ailleurs, la caisse nationale est chargée de l'ensemble des opérations de surcompensation. En 1955, elle a reçu de différents régimes 23.720 millions (y compris les 16 milliards d'avances du Trésor) et elle a rétrocédé 24.520 millions, dont 800 millions au titre de 1954.

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Depuis le 1er juillet 1953, elles sont fixées comme suit (arrêté du 12 février 1953 modifié par l'arrêté du 30 mars 1953):

REVENU ANNUEL	COTISATION ANNUELLE
120.001 à 180.000 F	4.800
180.001 à 240.000 F	7.200
240.001 à 300.000 F	9.600
300.001 à 360.000 F	12.000
360.001 à 420.000 F	14.400
420.001 à 480.000 F	16.800
480.001 à 600.000 F	19.200
600.001 à 720.000 F	24.000
720.001 à 840.000 F	28.800
840.001 à 960.000 F	33.600
960.001 à 1.080.000 F	38.400
1.080.001 à 1.200.000 F	43.200
1.200.001 à 1.320.000 F	48.000
1.320.001 à 1.440.000 F	52.800
Revenu supérieur à 1.440.000 F	58.000

Toutefois, la cotisation à verser par chaque employeur ou travailleur indépendant ne peut être inférieure à une cotisation minimum établie forfaitairement par l'arrêté du 29 septembre 1949.

La statistique de la répartition des cotisants au 31 décembre 1954 est relevée ci-après.

Cotisants aux sections « Employeurs et travailleurs indépendants » au 31 décembre 1955.

	EMPLOYEURS	TRAVAILLEURS indépendants	TOTAL	RÉPARTITION de 100 cotisants
Cotisation basée sur le revenu professionnel	531.697	867.244	1.398.941	84,8
Cotisation forfaitaire minimum	52.168	183.348	235.516	14,4
Cotisation forfaitaire réduite	»	14.481	14.481	0,8
Total	583.865	1.065.073	1.648.938	100
Exonérés	»	50.276	50.276	
Dispensés	18.374	31.631	50.025	
Répartition des cotisants d'après le revenu professionnel (1).				
Revenu annuel:				
120.001 à 180.000 F	10.439	77.102	87.541	6,3
180.001 à 240.000 F	17.656	99.249	116.905	8,4
240.001 à 300.000 F	25.232	144.735	169.967	12,1
300.001 à 360.000 F	24.443	72.354	96.797	6,9
360.001 à 420.000 F	27.017	67.376	91.423	6,7
420.001 à 480.000 F	26.773	48.255	75.028	5,3
480.001 à 600.000 F	56.447	80.097	136.544	9,8
600.001 à 720.000 F	41.341	43.368	84.709	6,1
720.001 à 840.000 F	36.937	31.414	68.351	4,9
840.001 à 960.000 F	33.136	24.027	57.163	4,1
960.001 à 1.080.000 F	24.555	15.369	39.924	2,9
1.080.001 à 1.200.000 F	24.071	13.710	37.781	2,7
1.200.001 à 1.320.000 F	15.032	6.313	21.345	1,5
1.320.001 à 1.440.000 F	13.143	5.222	18.365	1,3
Supérieur à 1.440.000 F	90.648	22.700	113.348	8
Taxés d'office et non répartis	64.797	115.953	180.750	13
Total	531.697	867.244	1.398.941	100

(1) A l'exclusion des assujettis à la cotisation forfaitaire.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1955 31.643 millions au titre des employeurs et travailleurs indépendants Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions):

Janvier	4.454	Juillet	4.368
Février	1.801	Août	1.912
Mars	1.192	Septembre	1.209
1er trimestre 1955	7.447	3e trimestre 1955	7.489
Avril	4.437	Octobre	4.634
Mai	1.807	Novembre	2.975
Juin	1.176	Décembre	1.678
2e trimestre 1955	7.420	4e trimestre 1955	9.287

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

La loi du 26 septembre 1951 avait fixé à 26,50 p. 100 à compter du 1er octobre 1951, la majoration à appliquer aux prestations calculées à partir du salaire de base de 12.000 F Il convient donc de considérer que le salaire de base se trouvait ainsi relevé à 15.180 (exception faite pour l'allocation de maternité).

Le décret du 12 février 1953 a porté la majoration des prestations des employeurs et travailleurs indépendants au taux de celle des salariés, à compter du 1er janvier 1953. A partir de cette date, les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants se trouvaient donc calculées en fait sur le salaire de base de 17.250 F dans le département de la Seine.

La loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953, qui a majoré exceptionnellement de 30 p. 100 les allocations familiales proprement dites versées au titre du mois de décembre 1953 et relevé, à compter du 1er janvier 1954, le taux des allocations familiales de 20 à 22 p. 100 pour le deuxième enfant à charge et de 30 à 33 p. 100 pour le troisième enfant et chacun des suivants, s'appliquait aux prestations des employeurs et travailleurs indépendants.

Le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954, qui a fixé à 18.000 F dans le département de la Seine, à compter du 1er janvier 1955, la base mensuelle de calcul des prestations familiales, le décret n° 55-361 du 3 avril 1955 et la loi n° 56-263 du 17 mars 1956 portant réduction des taux d'abattement de zones se sont appliqués également aux prestations des employeurs et travailleurs indépendants.

Au total, les prestations légales servies par les sections « employeurs et travailleurs indépendants » se sont élevées en 1955 à 27.691 millions. Elles se décomposent comme suit:

Allocations prénatales	1.479	millions.
Allocations de maternité	899	—
Allocations familiales	25.164	—
Allocations de logement (y compris 14 millions de prêts pour l'amélioration de l'habitat)	149	—

Le tableau F 2 donne la répartition de ces dépenses par trimestre.

F 2. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS »**
(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1955	2e TRIMESTRE 1955	3e TRIMESTRE 1955	4e TRIMESTRE 1955	ANNÉE 1955 En millions.	ANNÉE 1955 (En pourcentage).
Allocations prénatales	374	366	357	382	1.479	5,34
Allocations de maternité	232	224	215	228	899	3,25
Allocations familiales	5.889	6.320	6.491	6.464	25.164	90,86
Allocations de logement	29	42	32	46	149	0,54
Total	6.524	6.952	7.095	7.120	27.691	100

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué sur les cotisations au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 551 millions au profit des caisses d'allocations familiales et 0,10 p. 100 des cotisations, soit 32 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale

3° Gestion administrative et dépenses diverses

Ventilées comme il a été dit au chapitre « prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants:

Gestion administrative	2.052	millions.
Dépenses diverses	71,1	—

Le tableau F 3 récapitule les recettes et les dépenses effectuées en 1954 et 1955 au titre des prestations familiales.

F 3. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES**
(En millions de francs.)

	1954 Résultats rectifiés.	1955 Résultats provisoires
1° Salariés		
Recettes.		
Cotisations	434.335	470.631
Dépenses.		
Prestations légales	364.076	393.696
Allocations de logement (1)	2.184	6.188
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	15.797	18.485
Gestion administrative	9.465	10.258
Dépenses diverses	(2) 757	1.155
Total	392.279	429.782
Surcompensation interprofessionnelle	10.550	16.000
Total	402.829	445.782
2° Employeurs et travailleurs indépendants		
Recettes.		
Cotisations	29.807	31.643
Dépenses.		
Prestations légales	25.285	27.512
Allocations de logement (1)		149
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	536	583
Gestion administrative	1.893	2.039
Dépenses diverses	34	71
Total	27.748	30.397

(1) Crédits ouverts pour 1954, dépenses effectives en 1955.
(2) Y compris 164 millions de remises de gestion aux caisses algériennes.

IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont indiquées dans le tableau G. On a porté en recettes les prélèvements sur cotisations relevées en dépenses en assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales, ainsi que les majorations de retard affectées à l'action sanitaire et sociale et, pour 1954, les remboursements d'avances et de prêts et les excédents d'exploitation des œuvres. De plus, il a été tenu compte du prélèvement à effectuer au titre du contrôle médical des fonctionnaires, des étudiants et des grands invalides, veuves et orphelins de guerre. Les prélèvements sur cotisations d'allocations familiales ont été évaluées par application des coefficients de ventilation.

Les prélèvements sur cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail résultent de la statistique des cotisations ventilées figurant dans le présent rapport (1re partie, chapitres Ier et II, 4e partie, chapitre A).

En 1955, les caisses primaires ont dépensé effectivement 5.200 millions, les caisses régionales 6.891 millions, les caisses d'allocations familiales 18.046 millions.

Les dépenses du fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale se sont élevées à 2.861 millions, dont 2.461 millions de subventions ou avances aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales.

Les dépenses des caisses primaires se décomposent ainsi par mois (en millions de francs) :

MOIS	ACTION sanitaire et sociale.	CONTROLE médical	MOIS	ACTION sanitaire et sociale.	CONTROLE médical.
Janvier	143	183	Août	238	197
Février	151	190	Septembre	190	209
Mars	171	210	Octobre	163	213
Avril	149	199	Novembre	182	230
Mai	146	194	Décembre	324	387
Juin	323	199			
Juillet	371	238	Année 1955	(1) 2.551	2.649

(1) Dont 1.136 millions de prestations supplémentaires.

La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs).

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre	QUATRIÈME trimestre.	ANNÉE 1955
Action sanitaire et sociale :					
Subventions aux œuvres	212	182	189	393	976
Dépenses d'investissement	436	529	359	333	1.657
Frais de personnel	200	189	226	350	965
Autres dépenses	69	37	43	121	270
Total	917	937	817	1.197	3.868
Contrôle médical	671	695	732	925	3.023

G. — RECAPITULATION ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

(En millions de francs.)

	1954 (résultats rectifiés)	1955 (résultats provisoires)
ACTION SANITAIRE ET SOCIALE		
Recettes (1).		
a) Caisses primaires:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	959	1.125
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	623	760
Majorations de retard	654	672
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	120	(2)
Total	2.356	2.557
b) Caisses régionales:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	2.769	3.011
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	633	770
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	791	(2)
Total	4.193	3.781
c) Caisses d'allocations familiales:		
Prélèvements sur cotisations « salariés »	12.743	13.779
Prélèvements sur cotisations « travailleurs indépendants »	506	551
Majorations de retard	854	852
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves	2.480	(2)
Total	16.583	15.182
d) Caisse nationale de sécurité sociale:		
Prélèvements sur cotisations « fonctionnaires »	130	42
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	634	770
Prélèvements sur cotisations d'allocations familiales:		
Salariés	2.939	4.492
Travailleurs indépendants	30	32
Majorations de retard	1.508	1.524
Total	5.241	6.860
Total général	28.373	28.380
Dépenses.		
Caisses primaires de sécurité sociale	2.246	2.551
Caisses régionales de sécurité sociale (3)	3.402	2.078
Caisses d'allocations familiales (4)	17.755	17.375
Caisse nationale de sécurité sociale	2.051	2.861
Total	25.454	24.865
CONTRÔLE MÉDICAL		
Recettes.		
a) Caisses primaires:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.772	1.900
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	622	760
Total	2.394	2.660
b) Caisses régionales:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	2.588	2.784
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	634	770
Total	3.222	3.554
Total général	5.616	6.214
Dépenses		
Caisses primaires de sécurité sociale	2.434	2.649
Caisses régionales de sécurité sociale	2.838	3.023
Total	5.272	5.672

(1) Non compris les prélèvements sur les réserves des comptes de prestations et certaines recettes diverses.
(2) Ces recettes n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.
(3) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (935 millions en 1954, 1.790 millions en 1955).
(4) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (595 millions en 1954, 671 millions en 1955).

Dix années après la mise en application du plan de sécurité sociale, il est apparu intéressant de dresser l'inventaire des établissements, centres ou œuvres d'action sanitaire ou d'action sociale, dont les organismes du régime général sont propriétaires ou gestionnaires.

A cette fin, une enquête a été récemment menée auprès de l'ensemble des caisses. On trouvera ci-après la récapitulation de certains des renseignements obtenus (nombre des établissements, centres ou œuvres appartenant aux caisses ou gérés par elles au 31 décembre 1955).

I. — Action sanitaire : répartition par objet.

II. — Action sociale : répartition par objet.

III. — Récapitulation et répartition par caisse.

I. — Etablissements, centres ou œuvres d'action sanitaire des caisses de sécurité sociale répartis selon leur objet

OBJET DES ÉTABLISSEMENTS, CENTRES OU ŒUVRES	CAISSE nationale de sécurité sociale.	AUTRES caisses.
Lutte antituberculeuse.		
Sanatoriums pour tuberculose pulmonaire	»	4
Sanatoriums pour tuberculose mixte	2	6
Etablissements de soins affectés au traitement de la tuberculose extra-pulmonaire	»	1
Hôtels de cure	»	4
Centres de post-cure et de rééducation professionnelle	1	4
Cliniques phtisiologiques	»	1
Préventoriums	»	9
Aériums	»	8
Centres antituberculeux	»	2
Camions pour examens de dépistage antituberculeux	»	1
Protection maternelle et infantile.		
Maisons d'accouchement sans possibilités chirurgicales	»	1
Maisons d'enfants à caractère sanitaire	»	9
Centres de protection maternelle et infantile	»	29
Consultations de nourrissons	»	13
Camions « Protection maternelle et infantile »	»	7
Lactariums	»	2
Gouttes de lait, biberonneries, centrales laitières.	»	3
Centres de placement familial et centres nourriciers	»	3
Etablissements de soins et de diagnostics.		
Etablissements d'hospitalisation de chirurgie	»	1
Maisons de santé médico-chirurgicales	»	2
Maisons de cure, de repos et de convalescence	»	17
Centres de traumatologie, maisons de réadaptation motrice et fonctionnelle	1	4
Maisons de santé pour maladies mentales	»	2
Maisons d'enfants pour cure thermale	»	2
Etablissements pour enfants inadaptés	1	7
Dispensaires de soins, centres de diagnostics	»	17
Cliniques dentaires	»	33
Laboratoires d'analyses et de recherches	»	5
Prévention de la maladie.		
Colonies sanitaires temporaires	2	8
Centres de dépistage	»	14
Rééducation professionnelle.		
Centres de rééducation professionnelle	»	6
Centres psycho-techniques	»	2
Total général	7	227

II. — Etablissements, centres ou œuvres d'action sociale des caisses de sécurité sociale répartis par région selon leur objet

OBJET DES ÉTABLISSEMENTS, CENTRES OU ŒUVRES	ACTION sociale.
Documentation, éducation, entr'aide familiale, soins.	
Secrétariats et centres sociaux	58
Centres médico-sociaux	33
Documentation et formation familiales	1
Orientation professionnelle	1
Aide ménagère.	
Aides ménagères, aides et auxiliaires familiales	4
Enseignement ménager	75
Services collectifs ménagers	2
Formation du personnel (monitrices d'enseignement ménager, aides familiales)	4
Aide au logement.	
Construction par les caisses d'immeubles à usage locatif destinés aux allocataires	4
Logements de secours, cités de transit	3
Aide aux vacances.	
Colonies de vacances	45
Camps de vacances	5
Placements familiaux de vacances	5
Garderies urbaines de vacances	7
Formation de personnel	1
Maisons familiales de vacances	7
Aide à la mère et à l'enfant.	
Garderies d'enfants, crèches, pouponnières	19
Placements familiaux surveillés	1
Maisons maternelles, hôtels maternels	3
Maisons de repos pour mères de famille	1
Maisons de repos accueillant des mères fatiguées ou convalescentes avec leurs enfants âgés de moins de dix-huit mois	2
Etablissements pour enfants inadaptés ou en danger moral.	9
Centres d'accueil et de dépannage, abris temporaires pour enfants	13
Total général	303

III. — Récapitulation et répartition par caisse

	ACTION sanitaire.	ACTION sociale.	RÉCAPITULATION
Caisses primaires	117	8	125
Caisses d'allocations familiales	33	291	324
Caisses régionales de sécurité sociale	77	4	81
Caisse nationale de sécurité sociale	7	»	7
Total	234	303	537

V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

A ce chapitre, sont examinés les éléments d'actif des organismes de sécurité sociale au 31 décembre de chaque année.

Depuis la mise en place du nouveau plan comptable, l'actif des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales est inventorié sous les quatre grandes subdivisions suivantes:

1. Valeurs immobilisées.
2. Stocks.
3. Créances à court terme.
4. Fonds disponibles.

Si, du point de vue comptable, il est nécessaire de déterminer d'une manière précise, pour chaque organisme, la valeur des éléments d'actif de chacune de ces subdivisions, du point de vue statistique et sur le plan national, il peut être fait abstraction des créances à court terme. Celles-ci représentent, pour une fraction importante, des créances sur d'autres organismes de sécurité sociale (exemple: avances de trésorerie de la caisse nationale aux caisses régionales de sécurité sociale et aux caisses d'allocations familiales); ces créances se trouvent contrebalancées par des dettes à court terme de même montant. Partant, sur le plan national, elles doivent être éliminées de l'actif de la sécurité sociale.

D'autres créances à court terme concernent des créances sur les tiers autres que les cotisants (exemple: prestations à récupérer); elles sont de très faibles importance par rapport à la valeur des autres éléments d'actif. De plus, sur le plan national, elles se trouvent en fait compensées par des dettes à court terme à l'égard des tiers (fournisseurs, créditeurs divers).

Enfin, la comptabilité relève, parmi les créances à court terme, les cotisations échues et qui n'ont pas été acquittées. Ces cotisations constituent, sans aucun doute, un élément d'actif, mais il s'agit d'un actif incertain, qui se trouve d'ailleurs contrebalancé par un passif de même montant.

Les éléments d'actif ayant une valeur certaine sont constitués, en définitive, d'une part, par les fonds disponibles, et, d'autre part, par les valeurs immobilisées, auxquelles peuvent être rattachés les stocks qui sont de faible importance, en raison même de l'objet poursuivi par les organismes de sécurité sociale.

A. — Disponibilités des organismes de sécurité sociale

Les disponibilités de la sécurité sociale se trouvent réparties entre deux séries de comptes: les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations et les comptes financiers.

1° *Comptes spéciaux d'encaissement des cotisations.*

La totalité des cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail et les cotisations d'allocations familiales encaissées par une union pour le recouvrement sont versées soit à des comptes spéciaux d'encaissement ouverts auprès des banques et, éventuellement, des trésoreries générales, soit directement à un compte courant postal, réservé à cet effet, ouvert au nom de l'organisme encaisseur. Le solde des comptes spéciaux d'encaissement ouverts auprès des banques et des trésoreries générales est viré périodiquement au compte courant postal d'encaissement des cotisations Le solde de ce dernier est lui-même viré périodiquement à un compte courant postal centralisateur ouvert au nom de la caisse des dépôts et consignations au centre des chèques postaux de Paris. De là, les fonds sont virés à la caisse des dépôts et consignations qui procède à leur répartition entre les différents organismes (caisses primaires, caisses régionales de sécurité sociale, caisse nationale, et, s'il y a lieu, caisses d'allocations familiales) d'après les états établis, tous les dix jours, par les caisses primaires et les unions de recouvrement. Au vu de ces états, la caisse des dépôts et consignations crédite chaque organisme bénéficiaire de la fraction des cotisations qui lui revient. Les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations accusent un solde débiteur ou sont soldés. Les soldes débiteurs représentent des cotisations encaissées non encore virées à la caisse des dépôts et consignations. Le compte « cotisations virées à la caisse des dépôts et consignations » peut toutefois présenter un solde créditeur, dans la mesure où les états de répartition adressés à la caisse des dépôts et consignations portent sur des cotisations dont le virement au compte centralisateur est encore en cours. C'est le cas lorsqu'un organisme procède à la fin d'une décade à la ventilation des cotisations versées à son compte bancaire; il adresse alors dès les premiers jours de la décade suivante l'ordre de répartition à la caisse des dépôts et consignations, mais les fonds peuvent mettre une dizaine de jours pour arriver à cet organisme du fait de leur passage par le compte courant postal d'encaissement de la caisse et le compte courant postal de la caisse des dépôts et consignations. En conséquence, pour déterminer le montant des fonds liquides représentant les cotisations encaissées non encore mises à la disposition des caisses, il est nécesaire de faire la somme algébrique des soldes débiteurs et créditeurs des comptes spéciaux d'encaissement des cotisations (voir tableau HI).

2° *Comptes financiers.*

Tandis que les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations accusent des fonds liquides qui ne peuvent être employés par les caisses tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un virement à leur profit par la caisse des dépôts et consignations, les comptes financiers enregistrent des fonds liquides (y compris les titres de placement qui peuvent être négociés à tout moment) que les caisses emploient pour effectuer le règlement de leurs dépenses.

B. — Les valeurs immobilisées et les stocks

Les valeurs immobilisées comprennent:

1° *Les immeubles de placement,* qui se subdivisent en immeubles de rapport et immeubles administratifs, ces derniers étant destinés au logement des différents services des caisses.

Ces immeubles sont acquis à l'aide des fonds communs des organismes de sécurité sociale. En d'autres termes, leur prix d'acquisition est réglé avec la trésorerie des caisses, qui est commune à l'ensemble des fonds de sécurité sociale (assurances sociales, accidents du travail, action sanitaire et sociale, etc.). Ce prix n'est donc pas imputé à tel ou tel fonds de sécurité sociale.

2° *Les immeubles d'action sanitaire et sociale.*

Le prix d'acquisition des immeubles d'action sanitaire et sociale est sans doute réglé à l'aide de la trésorerie qui est commune aux différents fonds de sécurité sociale et d'allocations familiales, mais son montant est imputé sur les ressources d'action sanitaire et sociale.

3° *Les agencements, aménagements, installations au titre de la gestion administrative.*

Les caisses portent à ce compte les travaux d'aménagement n'apportant aucune plus-value aux immeubles dont elles sont propriétaires et les travaux effectués dans des immeubles loués.

4° *Les immobilisations en cours.*

Sous cette rubrique, est indiqué le montant des acomptes versés sur les travaux des immeubles en cours de construction.

5° *Les immobilisations détruites par faits de guerre.*

Il s'agit de la valeur d'origine des immeubles (et matériel s'il y a lieu) qui ont été détruits en tout ou en partie par faits de guerre et qui n'ont pas encore été reconstruits.

6° *Le matériel.*

Le matériel comprend celui des services administratifs, du contrôle médical, des œuvres d'action sanitaire et sociale, des institutions de prévention et, éventuellement, celui des immeubles de rapport.

7° *Les frais d'établissement.*

A ce compte sont imputés les frais engagés au moment, soit de la création ou de la transformation d'organismes, soit de l'étude ou de la mise en place de moyens nouveaux d'exploitation.

8° *Les prêts, titres de participation et avances consenties.*

9° *Les dépôts et cautionnements.*

10° *Les stocks.*

Il s'agit, avant tout, des approvisionnements constitués pour les œuvres d'action sanitaire et sociale et des fournitures diverses destinées aux différents services des organismes de sécurité sociale.

Les immeubles et le matériel sont comptabilisés pour leur prix de revient d'achat, y compris, en ce qui concerne les immeubles, la valeur des travaux portant plus-value. Aucun élément d'actif n'a fait l'objet d'une réévaluation. Les immeubles de placement sont amortis compte tenu de leur durée d'usage probable (au taux de 1 p. 100, en principe) Compte tenu des dispositions du nouveau plan comptable les immeubles d'action sanitaire et sociale ne donnent pas lieu à amortissement.

La nouvelle présentation fait apparaître des différences importantes avec les résultats antérieurs. C'est ainsi que la statistique au 31 décembre 1954 des prêts et des immeubles relevée dans le précédent rapport donnait un total de 27 milliards alors que les valeurs immobilisées et les stocks représentent à la même date près de 54 milliards, avant déduction des amortissements, et près de 48 milliards, amortissements déduits. La différence constatée s'explique essentiellement par la prise en compte dans la nouvelle présentation d'une part du matériel, et, d'autre part de prêts et avances qui échappaient précédemment aux statistiques.

Les tableaux II 1, II 2, II 4, II 5 fournissent au 31 décembre 1955:

1° Les soldes des comptes spéciaux d'encaissement;
2° Les soldes des comptes financiers;
3° Les soldes des comptes de valeur immobilisées et des stocks.

Les soldes au 31 décembre 1954 des comptes de valeurs immobilisées et de stocks figurent au tableau II 3.

Dans le tableau II 2, il a été nécessaire d'indiquer globalement les disponibilités au 31 décembre 1955 de la section « prestations familiales » des unions régionales de sociétés de secours minières qui sont chargées de la gestion des prestations familiales servies aux salariés des mines, la compensation continuant toutefois à être assurée par le régime général.

II 1. — **SOLDES DES COMPTES SPECIAUX D'ENCAISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1955**

(En millions de francs.)

	CAISSES primaires	UNIONS de recouvrement.	TOTAL
Cotisations virées à la Caisse des dépôts et consignations	— 1.932	— 845	— 2.777
Comptes chèques postaux	1.093	1.531	2.624
Banques	4.869	8.640	13.509
Chèques remis pour versement de cotisations	1.052	410	1.462
Trésorerie générale	601	341	942
Total	5.683	10.077	15.760

II 2. — **SOLDES DES COMPTES FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1955**

(En millions de francs.)

	CAISSE nationale de S S	CAISSES régionales de S. S	CAISSE d'assurance vieillesse des salariés	CAISSES primaires	UNIONS de recouvrement.	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Fonds disponibles C. D. C.	28.710	5.040	1.210	2.364	12	393	37.729
Banques	24	1.193	1.202	2.935	171	8.385	13.910
Chèques postaux	669	2.150	1.115	4.074	54	11.247	19.309
Disponibilités courantes C. D. C. et préposé C. D. C.	»	3.066	934	4.402	23	3.114	11.539
Trésorerie générale	»	928	188	1.262	24	4.450	6.852
Chèques à encaisser	»	»	2	29	1	137	169
Caisse	2	6	6	310	8	709	1.041
Avances aux sections et correspondants	»	92	»	2.489	»	803	3.384
Fonds disponibles des œuvres	»	122	»	44	»	4	170
Titres de placement et bons du Trésor	3.680	1.058	3.643	274	»	207	8.862
Total	33.085	13.655	8.300	18.183	293	29.449	102.965
Disponibilités de la section « prestations familiales » des unions minières							1.961
Total général							104.926

II 3. — **VALEURS IMMOBILISEES ET STOCKS AU 31 DECEMBRE 1954**

(En millions de francs.)

	CAISSES régionales.	CAISSES vieillesse.	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrement	CAISSES d'allocations. familiales.	TOTAL
Immobilisations (immeubles).						
1. Fonds communs	593	1.497	3.904	52	1.932	7.978
Amortissements	(87)	(274)	(379)	(1)	(222)	(963)
2. Gestion administrative (*a*)	74	83	766	2	294	1.219
Amortissements	(64)	(39)	(629)	»	(193)	(925)
3. Action sanitaire et sociale	3.969	»	1.149	»	2.182	7.300
Amortissements	(354)	»	(89)	»	(225)	(668)
Total « immeubles »	4.636	1.580	5.819	54	4.408	16.497
Amortissements	(505)	(313)	(1.097)	(1)	(640)	(2.556)
Immobilisations (matériel).						
Total	940	904	1.825	432	2.031	6.132
Amortissements	(162)	(633)	(1.082)	(249)	(1.298)	(3.424)
Immobilisations en cours	1.388	1.131	1.062		822	4.403
Immobilisations détruites par faits de guerre	175	6	52	23	15	271
Frais d'établissement	57	13	66	11	31	178
Prêts et avances consenties.						
1. Fonds communs	3.827	3.903 (*b*)	954	191	510	3.903
2. Prévention des accidents du travail	27	607	»	»	6	6.089
3. Action sanitaire et sociale	2.623	»	466	»	11.589	33
4. Allocation logement					878	14.678
						878
Titres de participation action sanitaire et sociale	225	»	21	»	110	356
Dépôts et cautionnements	3	1	5	»	8	17
Total « prêts, avances, titres »	6.705	4.511	1.446	191	13.101	25.954
Stocks	104	24	112	41	26	307
Total général	14.005	8.169	10.382	752	20.434	53.742
Amortissements	667	946	2.179	250	1.938	5.980
Total après amortissements	13.338	7.223	8.203	502	18.496	47.762

(*a*) Exclusivement, travaux d'aménagement n'apportant aucune plus-value aux immeubles.
(*b*) Fonds commun du travail.

H 4. — **VALEURS IMMOBILISEES ET STOCKS AU 31 DECEMBRE 1955**

(En millions de francs.)

	CAISSES régionales.	CAISSES vieillesse.	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrement	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Immobilisations (immeubles).						
1. Fonds communs	1.052	1.553	4.669	187	2.315	9.776
Amortissements	(215)	(288)	(463)	(3)	(439)	(1.408)
2. Gestion administrative (*a*)	77	101	881	11	242	1.312
Amortissements	(67)	(64)	(711)	(2)	(228)	(1.072)
3. Action sanitaire et sociale	4.230	»	1.478	»	2.441	8.149
Amortissements	(380)	»	(127)	»	(366)	(873)
Total « immeubles »	5.359	1.654	7.028	198	4.998	19.237
Amortissements	(662)	(352)	(1.301)	(5)	(1.033)	(3.353)
Immobilisations (matériel).						
Total	1.428	1.115	2.592	564	2.680	8.379
Amortissements	(239)	(825)	(1.682)	(336)	(1.756)	(4.838)
Immobilisations en cours	1.609	1.203	1.404	27	844	5.087
Immobilisations détruites par faits de guerre	173	7	43	»	15	238
Frais d'établissement	86	3	33	14	26	162
Prêts et avances consenties.						
1. Fonds communs	5.423	(*b*) 3.692 592	967	240	739	3.692 7.961
2. Prévention des accidents du travail	23	»	3	»	3	29
3. Action sanitaire et sociale	3.235	»	664	»	15.890	19.789
4. Allocation logement	»	»	»	»	683	683
Titres de participation action sanitaire et sociale	280	»	21	»	251	552
Dépôts et cautionnements	4	1	117	»	7	129
Total « prêts, avances, titres »	8.965	4.285	1.772	240	17.573	32.835
Stocks	120	26	182	49	25	402
Total général	17.740	8.293	13.054	1.092	26.161	66.340
Amortissements	901	1.177	2.983	341	2.789	8.191
Total après amortissements	16.839	7.116	10.071	751	23.372	58.149

(*a*) Exclusivement, travaux d'aménagement n'apportant aucune plus-value aux immeubles.
(*b*) Fonds commun du travail.

H 5. — **IMMEUBLES ET PRETS DE LA CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	AU 31 DÉCEMBRE 1954	AU 31 DÉCEMBRE 1955
Immeubles	552	582
Amortissements	(25)	(31)
Immeubles sanitaires	1.329	1.455
Amortissements	(1.329)	(1.455)
Prêts (1)	331	305
Placements « fonds communs du travail »	1.192	1.125
Total	3.404	3.467
	(1.354)	(1.486)

(1) Compte non tenu des prêts pour acquisitions et constructions d'immeubles accordés aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales (5.198 millions au 31 décembre 1955) et des prêts aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales au titre de l'action sanitaire et sociale (4.926 millions au 31 décembre 1955) lesquels constituent des opérations internes au régime.

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1954 et au 31 décembre 1955:

	AU 31 DÉCEMBRE 1954	AU 31 DÉCEMBRE 1955
I. — Comptes spéciaux d'encaissement des caisses primaires et des unions de recouvrement	10.108	15.760
II. — Comptes financiers.		
1° Fonds disponibles C. D. C.	17.856	37.729
2° Comptes de disponibilités courantes	63.597	53.740
3° Avances aux sections et correspondants	3.363	3.384
4° Caisse	1.206	1.041
5° Fonds disponibles des œuvres	92	170
6° Titres de placement et bons du Trésor	8.631	8.862
Total II	94.745	104.926
III. — Valeurs immobilisées et stocks.		
1° Immobilisations (immeubles)	18.378	21.274
	(3.910)	(4.839)
2° Immobilisations (matériel)	6.132	8.379
	(3.424)	(4.838)
3° Immobilisations en cours, frais d'établissement, immobilisations détruites par faits de guerre	4.852	5.487
4° Prêts, avances et titres de participation	27.477	34.265
5° Stocks	307	402
Total III	57.146	69.807
	(7.334)	(9.677)
Total général	161.999	190.323
	(7.334)	(9.677)

La trésorerie du régime général est constituée par les soldes des comptes spéciaux d'encaissement et des comptes financiers.

Ainsi qu'il a été indiqué, certains éléments, précédemment tirés des écritures de la caisse des dépôts et consignations, le sont maintenant des balances des organismes, et par ailleurs, les soldes des comptes spéciaux d'encaissement constitués par des cotisations non encore ventilées sont compris dans la situation au 31 décembre 1954 et au 31 décembre 1955

Les cotisations en cours d'encaissement ou de virement dans les comptes centralisateurs ne sont pas utilisables immédiatement.

Ainsi définie, la trésorerie du régime représentait 104.853 millions au 31 décembre 1954 et 120.686 millions au 31 décembre 1955, accusant un accroissement de 15.833 millions au cours de l'année, alors que les tableaux récapitulatifs D 1, E 2, F 3 font apparaître pour l'ensemble des trois législations un excédent de dépenses sur les recettes de 37.784 millions.

La différence existant entre ces deux sommes s'explique principalement par le fait que le régime général a reçu au cours de l'année 30 milliards d'avances du Trésor, dont il n'a pas été tenu compte dans les recettes. D'autre part, des règlements ont été différés et des recettes diverses se sont ajoutées aux encaissements de cotisations. L'augmentation de la trésorerie peut s'analyser comme suit, en milliards de francs:

Déficit des assurances sociales	— 57,2
Déficit des accidents du travail	— 6,6
Excédent des prestations familiales	26,1
Déficit de la sécurité sociale	— 37,7
Immobilisations	— 1,7
Charges diverses	— 1,6
Total	— 41
Avances du Trésor	30
Règlements différés	10
Majorations de retard	3
Remboursements du fonds commun de l'allocation logement et du fonds spécial	2,5
Revenu du patrimoine de la caisse nationale	0,5
Opérations diverses et recettes à imputer (revenus du patrimoine, remboursements d'avances et de prêts d'action sanitaire et sociale, produit des recours contre les tiers, etc.)	10,8
Augmentation de la trésorerie	15,8

Les avances du Trésor se décomposent comme suit:

1° Décret du 18 juin 1955: 15 milliards. Sur le montant de cette avance 4 milliards ont été mis à la disposition de la caisse nationale de sécurité sociale pour assurer le service des prestations du régime général, 6 milliards ont été versés directement au budget annexe des prestations familiales agricoles, en atténuation de la dette du régime général au titre de la surcompensation et 5 milliards au fonds de majoration des rentes d'accidents du travail en atténuation de la dette du régime général à l'égard de cet organisme;

2° Décret du 19 août 1955: 5 milliards. Cette somme a été versée directement au budget annexe des prestations familiales agricoles en atténuation de la dette du régime général au titre de la surcompensation;

3° Décret du 30 septembre 1955: 10 milliards. Sur le montant de cette avance, 5 milliards ont été versés pour le compte du régime général et au titre de la surcompensation au budget annexe des prestations familiales agricoles et 5 milliards au fonds de majoration des rentes d'accidents du travail.

Il convient de rappeler que le régime général avait déjà reçu en 1951, 16 milliards d'avances du Trésor Au 31 décembre 1955, la caisse nationale était donc débitrice du Trésor de 46 milliards.

Le tableau H 4 explique les variations des disponibilités du régime à partir des résultats de recettes et de dépenses de l'année 1955. En ce qui concerne l'année 1954, il récapitule les différentes opérations effectuées sans les rapprocher de la trésorerie, en raison des difficultés de raccordement de la présentation nouvelle des disponibilités avec les statistiques antérieures.

H 6. — RECAPITULATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE

(En millions de francs.)

	1954		1955	
1. Disponibilités et actif réalisable au 1er janvier			104.853	104.853
2. Recettes relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	441.426		474.058	
Accidents du travail	63.562		78.127	
Prestations familiales:				
Salariés	434.335		470.631	
Employeurs et travailleurs indépendants	29.807		31.643	
Total 2		969.130		1.054.459
3. Dépenses relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	— 488.321		— 531.288	
Accidents du travail	— 66.770		— 84.776	
Prestations familiales:				
Salariés	— 402.829		— 445.782	
Employeurs et travailleurs indépendants	— 27.748		— 30.397	
Total 3		— 985.668		— 1.092.243
4. Différence entre les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2, F 3 et les dépenses effectives:				
Action sanitaire et sociale (1)	— 3.488		467	
Contrôle médical (1)	345		543	
Fonds de prévention des accidents du travail	— 166		— 157	
Allocation de logement	— 1.442		»	
Total 4		— 4.751		853
5. Recettes et dépenses comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3, n'ayant pas donné lieu ou n'ayant donné lieu qu'en partie à des opérations de trésorerie du régime général:				
Taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (accidents du travail)	— 23		— 5	
Fonds de majoration et de solidarité (accidents du travail) (2)	1.417		9.149	
Total 5		1.394		9.144
6. Recettes et dépenses non comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Immobilisations (immeubles et matériel) (3):				
Caisses primaires	— 1.056		— 857	
Caisses régionales	— 269		— 234	
Caisses vieillesse	— 286		— 104	
Caisses d'allocations familiales	— 761		— 467	
Unions de recouvrement	— 154		— 64	
Total des immobilisations	— 2.526		— 1.726	
Revenus du patrimoine	(4) 2.084		(5) 513	
Majorations de retard	3.017		3.049	
Surcompensation interprofessionnelle	800		— 800	
Accords internationaux	— 1.151		— 502	
Accidents du travail dans les départements d'outre-mer	59		37	
Coordination métropole-Algérie			— 260	
Allocation de logement (6)	388		1.882	
Remboursements d'avances et de prêts et autres reprises sur réserves d'action sanitaire et sociale	3.391			
Allocation spéciale (7)	1.801		609	
Dommages-intérêts et intérêts de droit et recours	(8) 2.381			
Avances du Trésor			30.000	
Total 6		10.244		32.802
7. Opérations diverses et recettes à imputer			(9) 10.818	(9) 10.818
8. Disponibilités et actif réalisable au 31 décembre (10)			120.686	120.686

(1) Les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2 et F 3 ne constituent pas la totalité des recettes de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical.

(2) Différence entre les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (16.495 millions en 1954, 22.690 millions en 1955) et les versements effectifs de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (15.078 millions en 1954, 13.541 millions en 1955).

(3) Acquisitions immobilières, agencements, aménagements et installations, matériel et mobilier. A l'exclusion des opérations relevant de l'action sanitaire et sociale.

(4) Caisse nationale: 471 millions; caisses d'allocations familiales: 475 millions; caisses primaires: 242 millions; caisses régionales 243 millions; caisses vieillesse: 653 millions.

(5) Caisse nationale seulement.

(6) Sommes reçues du fonds commun de l'allocation logement.

(7) Allocations versées par les caisses régionales d'assurance vieillesse pour le compte du fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations et remboursements dudit fonds.

(8) Caisses primaires: 1.533 millions; caisses régionales: 848 millions.

(9) Y compris les revenus des caisses primaires, régionales, vieillesse, d'allocations familiales, les remboursements d'avances et de prêt, le produit des recours contre les tiers qui n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

(10) Ce poste correspond à la somme des postes 1 à 7.

VI. — PRINCIPAUX RESULTATS PAR REGION DE SECURITE SOCIALE

I. — **Cotisations et prestations d'assurances sociales** (1).

(En millions de francs.)

RÉGIONS	COTISATIONS	PRESTATIONS MALADIE et longue maladie.		PRESTATIONS MATERNITÉ		DÉCÈS
		En nature.	En espèces.	En nature.	En espèces.	
Paris	156.434	65.489	16.652	4.287	1.754	1.254
Rouen	21.755	8.768	2.638	689	220	196
Lille	47.620	15.798	6.158	1.269	502	442
Nancy	26.257	9.687	3.400	771	279	221
Rennes	12.044	5.385	1.359	430	112	91
Nantes	16.566	6.926	1 713	557	148	133
Orléans	9 610	3.346	945	256	105	67
Dijon	17.892	6.863	1.952	537	174	139
Limoges	10.908	5.120	1.153	380	99	69
Clermont-Ferrand	8.918	4.395	1.128	235	75	69
Lyon	43.880	18.654	5.187	1.157	404	380
Bordeaux	14.593	7.819	1.245	430	129	108
Toulouse	9.893	4.742	1.067	338	86	66
Montpellier	7.829	5.028	907	276	58	57
Marseille	22.076	12.794	3.137	658	157	171
Strasbourg	25.723	13.183	2.732	600	210	213
Total	451.998	193.997	51.373	12.870	4.512	3.676

RÉGIONS	TOTAL des prestations servies par les caisses primaires (2).	PENSIONS d'invalidité.	ASSURANCE VIEILLESSE et allocations aux vieux travailleurs salariés.			
			Pensions vieillesse (3).	Allocations aux vieux travailleurs salariés (4).	Divers.	Total.
Paris	89.436	6.498	28.874	14.621	666	44.161
Rouen	12.511	1.118	4.276	3.602	230	8.108
Lille	24.169	2.376	10.938	5.434	467	16.839
Nancy	14.358	703	5.976	2.467	242	8.685
Rennes	7.377	554	2.351	3.514	301	6.166
Nantes	9.477	721	3.568	4.491	188	8.247
Orléans	4.719	361	2.259	2.883	194	5.336
Dijon	9.665	563	4.159	3.283	252	7.694
Limoges	6.821	555	2.389	4.384	295	7.068
Clermont-Ferrand	5.902	437	2.179	2.514	202	4.895
Lyon	25.782	1.801	9.414	4.766	530	14.710
Bordeaux	9.731	498	3.648	4.024	359	8.031
Toulouse	6.299	490	2.810	3.330	267	6.407
Montpellier	6.326	412	2.472	3.149	198	5.819
Marseille	16.917	879	4.942	4.151	540	9.633
Strasbourg	16.938	2.021	14.647	315	236	15.198
Total	266.428	19.987	104.902	66.928	5.167	176.997

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

(3) Pensions servies aux assurés sociaux ayant cotisé et pensions de réversion.

(4) Y compris l'allocation aux mères de cinq enfants et le secours viager.

II. — **Nombre d'indemnités, allocations ou pensions servies au titre des assurances sociales au cours de l'année ou au 31 décembre 1955** (1).

RÉGIONS	INDEMNITÉS journalières de l'assurance maternité.	NOMBRE DE NAISSANCES			NOMBRE de décès.	PENSIONS D'INVALIDITÉ		
		Mères assurées	Mères non assurées	Total		Entrées de l'année (2)	Sorties de l'année (2).	Pensions en cours au 31 décembre 1955.
Paris	4.058.069	52.320	53.072	105.392	15.202	10.723	10.127	90.413
Rouen	624.580	8.526	20.419	28.945	2.985	2.494	1.611	16.163
Lille	1.370.012	16.755	37.919	54.674	5.806	4.442	7.238	27.474
Nancy	766.589	9.834	21.203	31.037	2.918	1.290	1.937	7.895
Rennes	338.094	5.110	12.811	17.921	1.469	999	1.024	8.382
Nantes	503.832	6.198	16.728	22.926	1.903	1.512	1.359	10.331
Orléans	310.733	4.197	7.221	11.418	979	700	614	5.038
Dijon	486.385	6.638	14.424	21.062	1.961	973	888	7.878
Limoges	304.340	4.336	10.526	14.862	1.061	857	690	8.121
Clermont-Ferrand	210.425	3.112	6.117	9.229	982	931	600	6.137
Lyon	1.103.085	13.717	25.629	39.346	5.319	3.711	3.268	25.295
Bordeaux	385.440	5.823	11.008	16.831	1.587	953	762	7.886
Toulouse	268.278	3.895	8.052	11.947	935	905	756	7.006
Montpellier	184.448	2.432	5.956	8.388	891	952	655	5.564
Marseille	426.588	4.785	11.928	16.713	2 237	1.806	1.257	10.654
Strasbourg	557.721	7.300	17.013	24.313	2.770	»	»	19.106
Total	11.898.620	154.978	280.026	435.004	49.005	(3) 33.248	(4) 32.766	263.343

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Non compris les pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).

(3) Non compris la région de Strasbourg.

(4) 25.743 sorties concernant des pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et 7.023 des pensions liquidées en application du décret-loi du 28 octobre 1935, non compris la région de Strasbourg.

III. — **Cotisations et prestations « Accidents du travail ». — Nombre d'indemnités journalières. Rentes en cours au 31 décembre 1955.**

RÉGIONS	COTISATIONS (en millions de francs) (1).	INCAPACITÉ TEMPORAIRE				INCAPACITÉ PERMANENTE			
		Indemnités journalières (en millions de francs).	Autres prestations (en millions de francs).	Total des prestations (en millions de francs).	Nombre d'indemnités journalières	Rentes servies par les caisses régionales (en millions de francs) (2).	Nombre de rentes en cours au 31 décembre 1955 (3). Assurés	Ayants droit.	Total
Paris	23.847	5.239	3.477	8.716	6.082.322	5.458	131.580	4.039	135.619
Rouen	4.496	1.043	588	1.631	1.519.524	1.219	28.585	1.968	30.553
Lille	8.947	2.190	1.182	3.372	3.211.504	1.733	43.061	2.480	45.541
Nancy	5.139	1.287	743	2.030	1.848.849	1.178	30.094	2.686	32.780
Rennes	2.217	436	288	724	756.187	441	10.844	1.516	12.360
Nantes	2.999	648	391	1.039	1.059.335	558	15.252	903	16.155
Orléans	1.574	337	205	542	539.409	376	9.257	591	9.848
Dijon	2.938	526	331	857	889.375	611	15.106	1.145	16.251
Limoges	1.969	392	255	647	695.810	546	12.664	675	13.339
Clermont-Ferrand	1.762	400	225	625	637.929	453	13.195	590	13.785
Lyon	8.008	2.065	1.183	3.248	2.983.326	2.030	63.305	2.843	66.148
Bordeaux	2.836	486	358	844	795.361	649	20.456	1.225	21.681
Toulouse	1.652	375	279	654	625.650	521	11.001	1.075	12.076
Montpellier	1.427	390	267	657	627.712	463	11.243	759	12.002
Marseille	4.463	1.543	979	2.522	1.967.545	1.207	39.700	2.429	42.129
Strasbourg	3.663	1.028	708	1.736	1.521.525	1.717	32.037	2.571	34.608
Total	77.937	18.385	11.459	29.844	25.761.363	19.160	487.380	27.495	514.875

(1) Les ristournes versées aux employeurs au titre d'exercices antérieurs n'ont pas été déduites.

(2) A l'exclusion des majorations de rentes servies par le fonds de majoration dont la charge incombe également au régime général.

(3) Rentes correspondant à des accidents survenus depuis le 1er janvier 1947, exception faite pour la région de Strasbourg où le régime est antérieur.

IV. — **Cotisations d'allocations familiales et prestations familiales par région de sécurité sociale. Familles bénéficiaires au 31 décembre 1955.**

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS — Cotisations (en millions)			SECTION DES SALARIÉS — Prestations (en millions) (1)				
				Salariés du régime général				
	Régime général	Régime des mines	Total	Allocations familiales	Allocations de salaire unique	Autres prestations (2)	Total	Population non active — Total
Paris	162.747	»	162.747	41.303	34.944	7.453	83.700	6.242
Rouen	21.240	161	21.401	12.103	7.870	1.853	21.826	1.766
Lille	47.684	9.638	57.322	22.499	15.965	4.255	42.719	2.743
Nancy	26.000	»	26.000	13.024	8.692	2.141	23.857	1.262
Rennes	11.392	47	11.439	7.391	4.830	1.142	13.363	1.343
Nantes	16.160	257	16.417	10.250	6.951	1.787	18.988	1.224
Orléans	9.271	»	9.271	4.383	2.988	674	8.045	573
Dijon	17.463	1.022	18.485	8.832	5.888	1.516	16.236	820
Limoges	10.139	»	10.139	5.697	3.970	866	10.533	797
Clermont-Ferrand	8.685	»	8.685	3.748	2.761	573	7.082	481
Lyon	43.955	1.497	45.452	17.655	12.392	3.012	33.059	1.661
Bordeaux	13.929	»	13.929	6.550	4.958	978	12.486	937
Toulouse	9.151	994	10.145	4.566	3.666	763	8.995	893
Montpellier	7.225	1.547	8.772	3.900	3.161	556	7.617	677
Marseille	21.155	»	21.155	9.437	7.768	1.394	18.599	1.924
Strasbourg	23.026	6.246	29.272	9.470	7.096	1.899	18.395	972
Total	449.222	21.409	470.631	180.807	133.901	30.792	345.500	24.225

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS — Prestations (1)		SECTION DES SALARIÉS — Familles bénéficiaires			EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS		
	Salariés des mines (total) (4)	Total général des prestations	Salariés du régime général (3)	Salariés des mines (4)	Total	Cotisations (en millions)	Prestations (en millions)	Familles bénéficiaires
Paris	»	89.942	604.452	»	604.452	8.239	5.378	56.169
Rouen	288	23.880	132.176	1.556	133.732	1.817	1.788	17.386
Lille	15.038	60.500	264.366	90.708	355.074	3.215	2.658	24.265
Nancy	»	25.119	153.978	»	153.978	1.569	1.393	13.779
Rennes	86	14.792	86.777	455	87.232	1.525	1.855	19.400
Nantes	448	20.660	116.780	2.241	119.021	1.517	2.027	19.636
Orléans	»	8.618	53.153	»	53.153	948	808	8.846
Dijon	1.405	18.461	103.274	8.526	111.800	1.309	1.289	12.965
Limoges	»	11.330	71.489	»	71.489	1.328	1.262	13.721
Clermont-Ferrand	»	7.563	50.346	»	50.346	884	763	8.676
Lyon	2.347	37.067	225.242	13.837	239.079	2.893	2.738	27.715
Bordeaux	»	13.423	88.141	»	88.141	1.336	1.244	13.395
Toulouse	1.134	10.932	65.878	9.203	75.081	924	922	10.607
Montpellier	2.303	10.597	59.710	14.657	74.367	996	925	10.293
Marseille	»	20.523	143.929	»	143.929	1.734	1.574	17.820
Strasbourg	7.650	27.017	133.981	47.504	181.485	1.409	1.067	11.131
Total	30.699	400.424	2.353.672	188.687	2.542.359	31.643	27.691	285.804

(1) Y compris les allocations de logement, les primes de déménagement et d'aménagement et les prêts pour l'amélioration de l'habitat.

(2) Allocations prénatales, allocations de maternité, congés de naissance, allocations de logement.

(3) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

(4) Le service des prestations familiales aux salariés des mines est assuré par les unions de sociétés de secours minières de Lens, Metz, Montceau-les-Mines, Saint-Etienne, Alès et Toulouse (décret n° 54-339 du 23 mars 1954) et pour la région de l'Ouest par les caisses d'allocations familiales du régime général, l'union de sociétés de secours minières d'Angers comptant un nombre total d'affiliés inférieur à 10.000 (décret n° 54-1280 du 27 décembre 1954).

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA LEGISLATION DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES NOUVEAUX DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Législation et réglementation.

Le décret n° 47-2032 du 17 octobre 1947 a jeté les bases de l'organisation technique et financière de la sécurité sociale dans les nouveaux départements français d'outre-mer et prévu l'extension progressive à ces départements de l'ensemble de la législation de sécurité sociale en vigueur dans la métropole.

Les assurances sociales.

Ce principe a trouvé une première application dans les dispositions du décret n° 48-593 du 30 mars 1948, étendant aux nouveaux départements à compter du 1er avril 1948 le bénéfice de l'ordonnance du 2 février 1945, qui organisait sur de nouvelles bases l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 30 mars 1948 fixait des taux d'allocation plus bas que ceux appliqués à l'époque dans la métropole, soit 15.000 F par an pour les travailleurs résidant dans les villes de plus de 5.000 habitants et 12.000 F pour les autres, l'allocation pouvant être attribuée à partir de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'inaptitude au travail.

Ces taux ont été modifiés à diverses reprises. Portés à partir du 1er octobre 1951 à 59.800 F et 56.400 F par la loi du 26 septembre 1951, ils ont été de nouveau relevés par la loi du 21 mars 1954, prenant effet du 1er janvier 1954, et fixés à 65.800 F et 62.400 F.

Les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés sont actuellement les suivantes:

A compter du 1er janvier 1954, l'allocation n'est due que si le total des ressources personnelles du travailleur ou du conjoint survivant et de l'allocation n'excède pas 194.000 F ou 244.000 F lorsque l'allocataire est marié. En 1953, les plafonds de ressources étaient respectivement de 188.000 F et 232.000 F.

Par ailleurs, l'âge minimum des requérants a été uniformément ramené à soixante ans (loi du 26 septembre 1951). Ceux-ci doivent justifier de cinq années de salariat après l'âge de cinquante ans ou, à défaut, de vingt-cinq années de salariat au total, leur dernière activité professionnelle devant avoir été, dans l'un ou l'autre cas, une activité salariée. En outre, les périodes de travail salarié ne sont retenues que si elles ont procuré à l'intéressé des ressources ne pouvant, depuis le 1er janvier 1950, être inférieures au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants. Enfin, les périodes de travail postérieures à l'année 1947 ne peuvent être prises en considération que si elles ont donné lieu, pour une année au moins, au versement de la double contribution des assurances sociales, sauf recours contre l'employeur défaillant

Les conditions de nationalité et de ressources, ainsi que les droits à avantages complémentaires — majoration pour conjoint à charge et bonification pour enfants — et les droits des conjoints survivants sont appréciés dans les mêmes conditions que dans la métropole.

En vue d'assurer le financement des allocations aux vieux travailleurs salariés, le décret n° 48-603, également en date du 30 mars 1948, prenant effet du 1er janvier 1948, avait fixé à titre provisoire à 9 p. 100 le taux de la cotisation des assurances sociales dans les nouveaux départements, dont 5 p. 100 à la charge de l'employeur et 4 p. 100 à la charge du salarié ou assimilé. Ce texte disposait que le taux de la cotisation serait majoré progressivement, au fur et à mesure que seraient appliquées les diverses législations de sécurité sociale, pour atteindre finalement, comme en France métropolitaine, 16 p 100 des salaires assujettis.

Par la loi du 13 août 1954, la couverture, à compter du 1er janvier 1955, des risques maladie, invalidité, décès, vieillesse, ainsi que celle des charges de la maternité, se trouve étendue aux départements d'outre-mer.

Cette loi dispose, en son chapitre Ier, que dans ces départements le régime des assurances sociales sera le même pour les salariés des professions non agricoles et des professions agricoles.

Elle prévoit, en outre, que des décrets pris sur le rapport des ministres intéressés doivent fixer, d'une part, les conditions d'application du régime de l'assurance vieillesse et, d'autre part, les mesures relatives à la coordination dudit régime avec celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer avait prévu, en son article 10, que les dispositions relatives aux prestations de chaque risque couvert dans ces départements ne pourraient prendre effet avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle les dispositions concernant les cotisations correspondantes auraient reçu leur application.

La couverture des risques des assurances sociales ayant été étendue à compter du 1er janvier 1955, un arrêté du 28 septembre 1954 a fixé au 1er octobre 1954 la date à partir de laquelle le taux global des cotisations des assurances sociales devait être porté de 9 p. 100 à 16 p. 100 (10 p. 100 à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge du salarié).

Il convient également de souligner qu'à la date du 4 mars 1954, était intervenu un arrêté (inséré au *Journal officiel* du 20 mars 1954) qui, dans un but d'harmonisation avec la pratique suivie en métropole, avait déterminé pour les départements d'outre-mer les modalités d'application de la législation relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 10 février 1955 a déterminé les modalités d'application de la loi du 13 août 1954. Sans qu'il soit possible de donner dans le cadre du présent exposé une analyse complète de ce texte, il y a lieu d'indiquer que celui-ci, en matière d'assurance vieillesse, fixe les règles transitoires permettant de prendre en compte des périodes d'assurance réduites pour l'ouverture du droit à pension, jusqu'à ce que les assurés sociaux des départements considérés puissent justifier d'une durée d'affiliation égale à celle admise en métropole

Il détermine également les conditions de validation des périodes antérieures à la date d'application de la loi du 13 août 1954, ainsi que les coefficients de revision des pensions déjà liquidées.

Il règle, enfin, la situation des requérants à pension de vieillesse ou à allocation ayant cotisé ou ayant exercé une activité salariée, pour partie dans les départements d'outre-mer et pour partie dans la métropole.

Les dispositions du décret du 20 mai 1955 portant réforme de l'assurance maladie n'ont pas encore été étendues aux nouveaux départements.

En son article 25, ce décret prévoit qu'un règlement d'administration publique, pris sur le rapport des ministres intéressés, en fixerait, avec effet du 1er janvier 1957, les conditions d'application et d'adaptation. Le projet de ce règlement d'administration publique est en voie d'élaboration.

L'assurance contre les accidents du travail.

La loi du 2 août 1949 a introduit dans les nouveaux départements français d'outre-mer les dispositions de la législation de sécurité sociale relatives à la prévention et à la réparation des accidents du travail.

Ce régime est effectivement entré en vigueur le 1er janvier 1952, conformément à l'article 1er du décret n° 51-1463 du 22 décembre 1951 pris pour l'application de la loi du 2 août 1949.

Il est pratiquement identique à celui de la métropole, reposant sur les mêmes bases légales et réglementaires (loi du 30 octobre 1946 et règlement d'administration publique du 31 décembre 1946), n'en différant que par des particularités, soit imposées par certaines données géographiques ou économiques locales, soit tenant au fait que l'ensemble des législations sociales n'est pas actuellement appliqué dans les départements en cause.

Ces particularités sont essentiellement les suivantes:

Les tarifs médicaux et pharmaceutiques applicables sont, à titre transitoire, fixés par arrêtés préfectoraux, après avis de commissions comprenant des représentants des diverses parties intéressées;

Les attributions respectivement dévolues dans la métropole, en matière d'accidents du travail, aux caisses primaires et aux caisses régionales de sécurité sociale sont confiées à une caisse départementale unique dite « caisse générale de sécurité sociale »;

Enfin, la législation est commune aux accidents du travail survenus dans les professions agricoles et non agricoles.

Prestations familiales.

La législation métropolitaine n'a pas été jusqu'à présent rendue applicable aux quatre nouveaux départements.

A. — ASSURANCES SOCIALES

I. — Statistique des salariés immatriculés et des employeurs identifiés au 31 décembre 1955.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Salariés	73.534	69.444	(1) 5.656	71.071	219.705
Employeurs (2)	5.345	5.376	580	9.521	20.822

(1) Effectif au 31 décembre 1954, la caisse n'ayant pas été en mesure de fournir un chiffre à une date plus récente.
(2) Ces chiffres comprennent les employeurs de gens de maison: Martinique: 3.021; Guadeloupe: 2.567; Guyane: 230; la Réunion: 3.722.

II. — Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1955 (en francs).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Principal	1.040.926.198	938.197.758	183.491.749	908.823.144	3.071.438.849
Majorations de retard	6.150.981	5.396.668	817.613	4.143.528	16.508.790
Total	1.047.077.179	943.594.426	184.309.362	912.966.672	3.087.947.639

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

III. — PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE SERVIES AU COURS DE L'ANNEE 1955.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Prestations en nature:					
Consultations	14.723.152	9.038.566	7.141.868	9.924.910	40.828.496
Visites	1.561.533	2.359.047	466.640	3.348.866	7.736.086
Pratique médicale courante	3.496.247	3.232.831	178.502	592.126	7.499.706
Soins d'auxiliaires	359.789	256.175	83.040	1.782.654	2.481.658
Frais de déplacement	2.093.393	904.271	591.244	1.500.372	5.089.280
Frais chirurgicaux	6.792.396	3.634.853	129.398	6.421.386	16.978.033
Soins et prothèse dentaires	18.470.809	14.184.468	498.470	8.813.208	41.966.955
Pharmacie	66.015.653	46.871.957	2.594.499	44.878.946	160.364.055
Lunettes et orthopédie	1.134.590	444.356	20.017	7.776	1.606.739
Frais d'hospitalisation	36.965.421	21.376.464	1.142.377	21.680.032	81.164.294
Honoraires dans les hôpitaux publics	1.425.094	414.533	64.463	3.411.692	5.015.782
Cures thermales	126.869	18.219	21.656	6.491.176	6.657.920
Remboursements à l'A. M. G.	»	347.580	»	7.250.158	7.597.738
Divers	390.349	2.323.735	479.056	43.026	3.236.166
Total des prestations en nature	153.555.295	105.410.055	13.411.230	115.846.328	388.222.908
Prestations en espèces	13.478.697	7.631.846	1.045.038	5.296.306	27.451.887
Total général	167.033.992	113.041.901	14.456.268	121.142.634	415.674.795
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires:					
Assurés	86.693.364	62.432.819	10.724.226	56.601.470	216.451.879
Conjoints	22.175.141	18.382.813	1.119.034	23.338.050	65.015.038
Enfants	44.507.222	24.462.494	1.502.402	35.678.498	106.150.616
Autres membres de la famille	179.568	130.237	64.636	228.310	602.751
Invalides	»	»	932	»	932
Pensionnés	»	1.692	»	»	1.692
Total	153.555.295	105.410.055	13.411.230	115.846.328	388.222.908

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

IV. — **Ventilation des prestations en espèces de l'assurance maladie servies au cours de l'année 1955** (nombre et montant).

	MARTINIQUE		GUADELOUPE		GUYANE		LA RÉUNION		TOTAL	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre	Montant.
Indemnités journalières :										
Normales	27.752	8.579.657	16.761	5.524.208	2.257	787.274	13.246	4.410.764	60.016	19.301.903
Réduites	14.813	2.123.125	6.753	989.877	1.438	212.488	2.262	254.160	25.266	3.579.650
Majorées	6.301	2.775.915	2.712	1.117.761	63	45.276	2.079	631.382	11.155	4.570.334
Total	48.866	13.478.697	26.226	7.631.846	3.758	1.045.038	17.587	5.296.306	96.437	27.451.887

V. — **Prestations de l'assurance maternité servies au cours de l'année 1955.**

Prestations en nature.	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux de l'accouchement.	759.461	702.831	19.950	2.221.868	3.704.110
Frais pharmaceutiques et d'appareils	131.741	488.628	9.175	7.370	636.914
Frais d'hospitalisation	1.243.785	475.329	105.329	7.189.574	9.014.017
Frais médicaux d'accouchement	1.336.639	2.369.210	261.760	5.548.546	9.516.155
Primes d'allaitement aux assurés	368.163	162.030	20.500	24.430	575.123
Primes d'allaitement aux conjointes	384.723	358.290	8.500	6.600	758.113
Bons de lait aux assurées	8.850	17.125	»	410	26.385
Bons de lait aux conjointes	36.210	42.260	»	»	78.470
Primes diverses	230.890	161.805	24.960	227.684	645.339
Total des prestations en nature	4.500.462	4.777.508	450.174	15.226.482	24.954.626
Indemnités journalières	5.885.998	1.258.223	257.260	1.632.174	9.033.655
Total général des prestations	10.386.460	6.035.731	707.434	16.858.656	33.988.281

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VI. — **Nombre de naissances indemnisées au cours de l'année 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Mères assurées	189	75	18	36	318
Mères non assurées	251	174	16	116	557
	440	249	34	152	875

VII. — **Prestations servies au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés au cours de l'année 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Pensions de vieillesse	191.373	673.447	»	»	864.720
Rentes de vieillesse	»	11.565	»	»	11.565
Pensions de réversion	»	»	»	»	»
Pensions de veufs et de veuves	25.520	»	»	»	25.520
Allocations aux vieux travailleurs salariés	591.206.135	541.013.157	67.081.103	624.959.996	1.824.260.391
Secours viagers	4.939.894	2.311.529	293.198	8.068.996	15.613.617
Allocations de veufs et de veuves	12.518	»	»	»	12.518
Remboursements de cotisations	»	2.072.129	»	»	2.072.129
Autres dépenses (frais de gestion exclus)	»	»	»	9.849.894	9.849.894
Total	596.375.340	546.081.827	67.374.301	642.878.886	1.852.710.354

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VIII. — **Etat des rentes, pensions et allocations en cours au 31 décembre 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Pensions de vieillesse	26	62	»	»	88
Rentes de vieillesse	»	5	»	»	5
Pensions de réversion	»	»	»	»	»
Pensions de veufs et de veuves	3	»	»	»	3
Allocations aux vieux travailleurs salariés	8.797	7.220	981	8.596	25.594
Secours viagers	153	85	9	250	497
Allocations de veufs et de veuves	»	»	»	»	»
Total	8.979	7.372	990	8.846	26.187

B. — **ACCIDENTS DU TRAVAIL**

I. — **Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1955** (en francs).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Principal	222.552.304	172.548.699	53.433.627	178.835.742	627.369.772
Majorations de retard	410.545	142.927	202.940	1.035.884	1.792.296
Total	222.962.849	172.691.026	53.636.567	179.871.626	629.162.068

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

II. — **Prestations servies au cours de l'année 1955** (en francs).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
A. — *Incapacité temporaire.*					
Frais médicaux	14.965.337	20.703.137	908.358	3.708.672	40.285.504
Frais chirurgicaux	2.328.664	4.520.884	»	933.606	7.783.154
Frais pharmaceutiques	5.808.898	5.818.086	622.773	3.012.400	15.262.157
Frais d'hospitalisation	24.126.343	15.062.946	11.330.910	11.042.434	61.562.633
Frais d'appareils, lunettes	274.204	355.709	15.410	28.584	673.907
Prothèse et soins dentaires	95.485	»	»	»	95.485
Frais funéraires	107.900	191.080	15.375	13.350	327.705
Réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle	323.672	77.000	38.500	3.920	443.092
Frais d'enquêtes	346.254	242.925	37.800	264.406	891.385
Divers (frais de gestion exclus)	489.814	1.289.764	311.570	320.006	2.411.154
Indemnités journalières	34.272.831	39.031.199	6.656.653	9.778.282	89.738.965
Total	83.139.402	87.292.730	19.937.349	29.105.660	219.475.141
B. — *Incapacité permanente.*					
Rentes servies	10.618.578	8.017.438	2.983.572	13.346.556	34.966.144
Total des dépenses de prévention proprement dites	10.400	35.721	»	»	46.121
Total des frais de participation aux services de soins d'urgence	168.736	729.307	»	»	898.043
Frais d'expertise et de contentieux	»	13.500	»	»	13.500
Divers	414.000	»	»	»	414.000
Total	11.211.714	8.795.966	2.983.572	13.346.556	36.337.808
C. — *Majorations de rentes payées par les trésoriers payeurs généraux.*					
Majorations de rentes	25.687.005	17.184.494	1.841.349	2.482.554	47.195.402
Total général des prestations	120.038.121	113.273.190	24.762.270	44.934.770	303.008.351

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

III. — **Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Assurés	351	224	57	527	1.159
Ayants droit	61	62	9	386	518
Total	412	286	66	913	1.677

IV. — **Répartition des arrérages de rentes servis au cours de l'année 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Assurés	7.455.578	5.403.639	1.539.292	6.559.334	20.957.843
Ayants droit	3.163.000	2.613.799	1.444.280	6.787.222	14.008.301
Total	10.618.578	8.017.438	2.983.572	13.346.556	34.966.144

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

V. — **Etat des rentes d'accidents du travail liquidées en 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Assurés	119	91	21	53	284
Ayants droit	13	11	6	18	48
Total	132	102	27	71	332

VI. — **Montant annuel des rentes d'accidents du travail liquidées en 1955.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Assurés	1.900.295	2.566.320	624.308	3.036.760	8.127.683
Ayants droit	603.130	1.323.700	715.586	835.520	3.477.936
Total	2.503.425	3.890.020	1.339.894	3.872.280	11.605.619

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

VII. — **Renseignements statistiques complémentaires.**

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Nombre de journées indemnisées en 1955	117.602	106.620	11.397	25.821	261.440
Nombre d'accidents du travail déclarés en 1955 (1)	5.674	6.439	833	2.874	15.820
Nombre de maladies professionnelles déclarées en 1955	»	2	»	2	4

(1) Y compris les accidents du trajet: Martinique: 172; Guadeloupe: 272; Guyane: 18; la Réunion: 56.

C. — GESTION ADMINISTRATIVE

I. — Dépenses de gestion administrative et frais de premier établissement des caisses générales de sécurité sociale au cours de l'année 1955 (en francs).

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION (1)	TOTAL
Loyer, impôts, assurances, éclairage	4.894.407	1.466.116	972.513	2.171.856	9.504.892
Traitements et salaires du personnel	95.201.932	86.803.141	17.230.846	126.735.906	325.971.825
Cotisations de S. S. et charges sociales	17.656.319	15.281.731	4.366.532	23.635.390	60.939.972
Frais de déplacement du personnel	2.196.885	2.045.075	438.037	3.877.416	8.557.413
Fonctionnement du conseil d'administration	710.135	928.387	299.106	»	1.937.628
Impressions documentation	5.063.909	11.508.128	618.893	233.106	17.424.036
Fournitures et matériel de bureau	4.273.891	3.522.847	536.840	6.600.850	14.934.428
Frais de correspondance, etc	2.833.609	2.375.526	354.164	6.425.316	11.988.615
Aménagement des locaux	466.247	262.692	175.504	»	904.443
Frais de contentieux et d'encaissement des cotisations	177.804	190.716	— 3.000	1.693.638	2.059.158
Frais d'études et d'expertise pour des opérations immobilières	1.707.077	486.000	414.653	»	2.607.730
Remboursement à d'autres organismes au titre des frais de gestion	1.229.378	23.575	22.837	262.384	1.538.174
Cotisations à divers groupements	»	»	»	75.000	75.000
Divers	4.173.915	3.289.347	201.616	152.236	7.817.114
Total (2)	140.585.508	128.183.281	25.628.541	171.863.098	466 260.428
Frais de premier établissement	16.238.037	»	»	85.687.896	101.925.933
Total	156.823.545	128.183.281	25.628.541	(2) 257.550.994	568.186.361

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.
(2) Y compris l'imputation aux allocations familiales par la caisse générale de la somme de 41.364.252 F.

II. — Etat du personnel employé par les caisses générales de sécurité sociale au 31 décembre 1955.

	MARTINIQUE	GUADELOUPE	GUYANE	LA RÉUNION	TOTAL
Personnel de direction	3	3	1	3	10
Agents des cadres	12	10	2	13	37
Agents de maîtrise	6	4	2	»	12
Employés	109	85	17	78	289
Personnel de service	4	1	1	2	8
Auxiliaires	»	10	»	5	15
Agents de contrôle	8	3	»	6	17
Total	142	116	23	107	388
Personnel à temps partiel	»	3	2	3	8

TROISIÈME PARTIE

L'ALLOCATION VIEILLESSE DES NON-SALARIES

La loi du 17 janvier 1948 a institué une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et prévu une organisation autonome pour chacun des groupes de professions ci-après:

1° Professions artisanales;
2° Professions industrielles et commerciales;
3° Professions libérales;
4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, la mise en place des organisations autonomes a fait l'objet des décrets des 19 juillet et 19 novembre 1948 et les régimes d'allocations de vieillesse ont été fixés par les textes suivants:

Professions artisanales: décret du 2 novembre 1953 abrogeant et remplaçant le décret du 23 octobre 1950;
Professions libérales: décret du 30 mars 1949;
Professions industrielles et commerciales: décret du 21 avril 1949.

Les professions artisanales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte l'inscription au registre des métiers ou dont la dernière activité professionnelle aurait été de nature à provoquer cette inscription si elle avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

L'organisation autonome des caisses artisanales comprend:

47 caisses interprofessionnelles locales;
8 caisses professionnelles;
1 caisse de compensation: la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.).

Les cotisations sont portables et versées trimestriellement d'avance dans le premier mois du trimestre auquel elles se rapportent directement, par chaque assujetti au siège de la caisse. Elles correspondent à un nombre d'heures de travail fixé par décret. A compter du 1er janvier 1954, la cotisation annuelle a été calculée sur la base de cent trente-cinq heures de travail et la valeur de l'heure de travail étant égale à la 600e partie du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Les artisans et les conjoints reçoivent à soixante-cinq ans, ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail, une allocation dont le taux annuel minimum a été fixé, depuis le 1er janvier 1954, à 31.200 F.

Pendant les quinze années suivant le 1er janvier 1949 ou suivant le début de l'activité artisanale, s'il est postérieur, l'allocation minimum ou allocation de base est majorée d'un dixième par année entière de cotisation. Au delà de quinze ans, chaque année entière de cotisation ouvre droit à une allocation complémentaire égale à un vingtième de l'allocation de base. Mais, sous réserve de la possibilité de bénéficier de la totalité des avantages prévus en opérant un rachat de cotisations, chaque année entière de cotisation antérieure au 1er janvier 1954 n'ouvre droit qu'à une allocation complémentaire égale à un quinzième de l'allocation minimum.

Toutefois, un décret du 25 novembre 1955, dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 1956, a complètement modifié la physionomie du régime.

A compter de cette date, il est institué huit classes donnant droit à:

Classe A	4	points.
Classe B	6	—
Classe C	8	—
Classe D	12	—
Classe E	16	—
Classe F	24	—
Classe G	32	—
Classe H	40	—

Chaque assujetti peut dorénavant opter pour toutes les classes de cotisation supérieures à la classe D qui est la classe minimum, sauf en cas d'exonération de la moitié de la cotisation pour insuffisance de revenu.

Les allocations servies comprennent depuis cette date:

1° Une allocation dite de reconstitution de carrière consistant dans une attribution de points pour les années d'activité antérieures au 1er janvier 1949 avec maximum de 160 points;

2° Une allocation dite proportionnelle déterminée en fonction des cotisations versées depuis le 1er janvier 1949 et, le cas échéant, des cotisations rachetées.

Les allocations attribuées antérieurement au 1er janvier 1956 ne sont pas soumises à révision.

Les professions industrielles et commerciales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce, soit l'assujettissement à la contribution de la patente, en tant que commerçant.

L'organisation autonome des caisses d'allocations de vieillesse de l'industrie et du commerce comprend:

75 caisses interprofessionnelles locales;
15 caisses professionnelles nationales;
9 caisses professionnelles régionales;
1 caisse de compensation: la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O. R. G. A. N. I. C.).

Chaque assujetti opte pour une des classes de cotisation ci-après correspondant à un nombre déterminé de points de cotisation:

Classe I	4	points de cotisation.
Classe II	6	— —
Classe III	8	— —
Classe IV	10	— —
Classe V	12	— —
Classe VI	18	— —
Classe VII	24	— —

Les classes VI et VII ont été ajoutées depuis le 1er juillet 1951 et la classe I ne continue à subsister que pour ordre (décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points correspondant à chaque classe par la valeur du point fixée à 1.400 F, à compter du 1er juillet 1951 et portée à 1.667 F au 1er octobre 1952 par l'arrêté du 29 septembre 1952.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent à 65 ans, ou à partir de 60 ans, en cas d'inaptitude au travail, l'allocation minimum indiquée plus haut.

En régime plein, pour les assujettis ayant cotisé, l'allocation sera égale au produit de la somme des points correspondants aux cotisations successivement versées par la valeur du point d'allocation.

L'arrêté du 29 septembre 1952 a relevé de 280 F à 305 F la valeur du point, à compter du 1er octobre 1952.

L'organisation autonome des professions libérales comprend:

15 caisses, dites sections professionnelles, dont la compétence s'étend à toute la France métropolitaine;
1 caisse nationale.

La cotisation annuelle a été fixée, pour la première année (1949) à un taux uniforme pour l'ensemble des sections professionnelles, soit 7.000 F. Pour les années postérieures, elle varie suivant la section professionnelle.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent l'allocation minimum à 65 ans ou à partir de 60 ans en cas d'inaptitude au travail. Des régimes d'assurance vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens (décrets du 22 avril 1949), les vétérinaires (décret du 21 octobre 1950), les experts comptables et comptables agréés (décret du 21 mai 1953), les huissiers et huissiers greffiers (décret du 3 novembre 1953), les chirurgiens dentistes (décret du 6 janvier 1950 modifié le 3 janvier 1955), les officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires (décret du 27 juillet 1955).

Ces régimes sont financés par des cotisations complémentaires versées par les assujettis. Ils doivent prévoir des avantages revisables chaque année, selon les ressources qui peuvent y être affectées.

L'organisation des professions agricoles a été créée par la loi du 10 juillet 1952, à compter du 1er juillet 1952. Le régime applicable aux professions agricoles a été modifié par la loi du 5 janvier 1955, dont les modalités d'application ont été fixées par le décret du 31 mai 1955.

Les effectifs des différents régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées des professions non agricoles et les opérations effectuées en 1955 sont relevés dans les tableaux ci-après :

TABLEAU I. — **Effectifs au 31 décembre 1955 des régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**

RÉGIMES	COTISANTS	ALLOCATAIRES ET PENSIONNÉS
Professions artisanales	585.665	175.466
Professions industrielles et commerciales	1.020.868	330.100
Professions libérales	131.946	42.168
Ensemble	1.738.479	547.734

TABLEAU II. — **Opérations effectuées en 1955 par les régimes d'allocation de vieillesse des personnes non salariées.**
(En millions de francs.)

	PROFESSIONS artisanales.	PROFESSIONS industrielles et commerciales	PROFESSIONS libérales.	ENSEMBLE
Recettes.				
Cotisations	(1) 6.305	(2) 16.094	4.063	26.462
Majorations de retard	241	287	42	570
Autres ressources	289	593	194	1.076
Total	6.835	16.974	4.299	28.108
Dépenses.				
Prestations	(3) 5.770	14.729	3.020	23.519
Gestion administrative	(4) 795	(6) 1.443	(7) 616	2.854
Versements au fonds spécial de l'allocation spéciale (5)	50	585	20	655
Versement forfaitaire de 3 p. 100	»	193	68	261
Total	6.615	16.950	3.724	27.289

(1) Dont 94 millions au titre des cotisations de rachat.

(2) Y compris 280 millions prélevés sur la réserve de rachat échelonné, non compris 2.499 millions de cotisations affectées à ce fonds.

(3) Dont 68 millions d'arrérages différés.

(4) Crédits et recettes diverses affectés à la gestion administrative des caisses augmentés des dépenses propres de la caisse nationale de compensation (102 millions).

(5) Versements effectifs de l'année 1955.

(6) Total des prélèvements de gestion augmentés de 15 millions ne s'imputant pas sur ces prélèvements (cotisations de sécurité sociale des retraités et frais de contrôle de l'inaptitude).

(7) Prélèvements autorisés calculés sur la base de 10 p. 100 des cotisations encaissées augmentés du produit des majorations de retard et des recettes diverses affectés à la gestion administrative.

TABLEAU III. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. — Etat des cotisants au 31 décembre 1955.**

SECTIONS PROFESSIONNELLES	NOMBRE TOTAL des assujettis.	NOMBRE DES ASSUJETTIS compris ci-contre bénéficiaires d'exonérations totales	NOMBRE DES ASSUJETTIS du régime complémentaire
Notaires (1)	6.600	76	6.600
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	7.992	663	3.055
Médecins	31.695	2.557	31.695
Chirurgiens dentistes	11.110	300	9.791
Pharmaciens	14.956	3	14.956
Sages-femmes	5.091	70	»
Infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures	10.536	103	»
Vétérinaires	3.101	238	2.860
Artistes (arts graphiques et plastiques)	1.980	»	»
Agents généraux d'assurances	14.844	6	»
Professeurs de musique et musiciens	1.975	1	»
Architectes	6.209	109	»
Experts-comptables et comptables agréés	9.385	1.560	9.385
Ingénieurs, techniciens et experts	4.909	131	»
Géomètres, experts agricoles et fonciers	1.563	37	»
Total	131.946	5.854	78.342

(1) Y compris les assujettis au régime de Colmar, au nombre de 149 également affiliés au régime minimum et au régime complémentaire.

TABLEAU IV. — **Allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. — Effectif des bénéficiaires au 31 décembre 1955.**

SECTIONS PROFESSIONNELLES	ALLOCATAIRES AU 31 DÉCEMBRE 1955 :								
	1° Admis au titre de l'inaptitude et âgés de moins de 65 ans; 2° orphelins					Agés de plus de 65 ans			
	Droits propres	Conjoints d'allocataires.	Veuves d'allocataires	Orphelins.	Total.	Droits propres	Conjoints d'allocataires	Veuves d'allocataires.	Total
Notaires	39	8	351	4	402	2.683	674	3.777	7.134
Notaires (régime spécial de Colmar)	»	»	5	»	5	5	»	7	12
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	10	4	14	»	28	1.036	427	1.581	3.044
Médecins	28	4	942	803	1.777	2.632	1.212	4.733	8.577
Chirurgiens dentistes	26	9	26	2	63	1.177	374	414	1.965
Pharmaciens	13	»	27	219	259	1.359	684	2.861	4.904
Sages-femmes	20	»	»	»	20	1.647	»	»	1.467
Infirmiers, masseurs - kinésithérapeutes	38	»	»	»	38	1.278	38	38	1.354
Vétérinaires	10	3	11	115	139	382	172	521	1.075
Artistes (arts graphiques et plastiques)	»	2	1	»	3	169	40	37	246
Agents généraux d'assurances	44	15	26	»	85	2.466	1.097	1.414	4.977
Professeurs de musique et musiciens	»	»	»	»	»	441	21	22	484
Architectes	12	3	12	»	27	722	252	616	1.590
Experts - comptables et comptables agréés	18	»	1	19	38	608	99	497	1.204
Ingénieurs, techniciens et experts	2	1	»	»	3	585	234	175	994
Géomètres, experts agricoles et fonciers	1	3	3	»	7	93	40	114	247
Total	261	52	1.419	1.162	2.894	17.103	5.364	16.807	39.274

TABLEAU V. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Etat des recettes encaissées au cours de l'année 1955.** (En francs.)

SECTIONS PROFESSIONNELLES	COTISATIONS au titre du régime minimum obligatoire	COTISATIONS au titre du régime complémentaire	PÉNALITÉS de retard	INTÉRETS des fonds placés	RECETTES diverses.	TOTAL
Notaires	126.141.207	586.238.769	1.822.460	30.010 853	215.865	744.429.254
Notaires (régime spécial de Colmar)	3.486.628	»	3.878	183.835	»	3.674.341
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	94.412.918	71.008.574	1.005.330	1.758.696	»	168.185.518
Médecins	321.299.772	1.113.987.922	15.740.614	81.318.952	»	1.532.347.260
Chirurgiens dentistes	53.104.000	259.071.000	236.524	9.096.687	»	321.508.211
Pharmaciens	190.680.856	291.819.970	5.790.086	6.790.979	8.897.735	503.979.626
Sages-femmes	49.326.352	»	1.934.620	1.567.806	192.625	53.021.403
Infirmiers, masseurs - kinésithérapeutes et pédicures	65.861.874	»	4.970.165	5.457.654	8.000.247	84.289.940
Vétérinaires	39.885.959	69.599.263	580.613	488.013	8.587.875	119 141.723
Artistes (arts graphiques et plastiques)	14.752.285	»	116.485	342.724	»	15.211.494
Agents généraux d'assurances	163.347.767	»	3.607.660	1.840.192	299.898	169.095.517
Professeurs de musique et musiciens	14.865.690	»	145.685	975.200	54.000	16.040.575
Architectes	70.173.788	»	1.671.431	1.734.718	»	73.579.937
Experts-comptables et comptables agréés	20.020.034	353.004.729	876.494	22.444.254	»	396.345.511
Ingénieurs, techniciens et experts	72.207.187	»	3.268.426	3.338.951	»	78.814.564
Géomètres, experts agricoles et fonciers	19.058.854	»	»	77.718	109.493	19.246.065
Total	1.318.625.271	2.744.730.227	41.770.471	167.427.232	26.537.738	4.298.910.939

TABLEAU VI. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Etat des prestations servies au cours de l'année 1955. — Montant des allocations servies au cours de l'année 1955.**

SECTIONS PROFESSIONNELLES	VENTILATION DU TOTAL DES PRESTATIONS — Régime de base.				
	Droits propres.	Conjoints d'allocataires.	Veuves d'allocataires.	Autres dépenses au titre des prestations.	Total.
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Notaires	45.854.251	20.649.587	65.046.203	1.966.871	133.516.912
Notaires (régime spécial de Colmar)	928.878	»	1.494.104	»	2.422.982
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	32.910.539	13.560.655	50.183.853	5.278.063	101.933.110
Médecins	83.888.636	37.966.824	142.732.360	»	264.587.820
Chirurgiens dentistes	37.267.316	11.864.860	13.630.600	127.383	62.890.159
Pharmaciens	41.176.233	19.797.505	83.138.439	»	144.112.177
Sages-femmes	19.275.194	»	»	14.424	19.289.618
Infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures.	37.768.298	296.400	296.400	»	38.361.098
Vétérinaires	12.330.752	5.504.800	16.766.455	1.047.594	35.649.601
Artistes (arts graphiques et plastiques)	5.948.979	1.478.446	1.337.640	725.950	9.491.015
Agents généraux d'assurances	73.595.650	32.722.502	41.935.804	»	148.253.956
Professeurs de musique et musiciens	15.169.072	722.337	756.733	3.732.740	20.380.882
Architectes	18.000.175	6.253.466	15.400.693	1.202.598	40.856.932
Experts-comptables et comptables agréés	8.321.565	3.218.105	8.289.059	1.325.225	24.153.954
Ingénieurs, techniciens et experts	18.906.179	7.536.727	5.668.636	2.780.620	34.892.162
Géomètres, experts agricoles et fonciers	7.239.527	3.223.740	4.488.842	47.401	14.999.510
Total	488.581.244	164.795.954	451.165.821	21 248.869	1.125.791.888

SECTIONS PROFESSIONNELLES	VENTILATION DU TOTAL DES PRESTATIONS — Régime complémentaire.				
	Droits propres.	Veuves d'allocataires.	Orphelins.	Autres dépenses au titre des prestations.	Total.
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Notaires	259.147.144	208.809.588	356.979	»	468.313.711
Notaires (régime spécial de Colmar)	»	»	»	»	»
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	7.667.508	»	»	»	7.667.508
Médecins	455.767.347	383.959.202	99.054.908	»	938.781.457
Chirurgiens dentistes	43.345.000	8.191.000	15.000	»	51.551.000
Pharmaciens	132.407.111	134.112.286	3.058.860	»	269.578.257
Sages-femmes	»	»	»	»	»
Infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures.	»	»	»	»	»
Vétérinaires	40.710.684	20.423.391	2.943.600	1.835.426	65.913.101
Artistes (arts graphiques et plastiques)	»	»	»	»	»
Agents généraux d'assurances	»	»	»	»	»
Professeurs de musique et musiciens	»	»	»	»	»
Architectes	»	»	»	»	»
Experts-comptables et comptables agréés	53.630.536	35.353.571	2.764.271	»	91.948.378
Ingénieurs, techniciens et experts	»	»	»	»	»
Géomètres, experts agricoles et fonciers	»	»	»	»	»
Total	992.875.330	790.849.038	108.193.618	1.835.426	1.893.753.412

QUATRIÈME PARTIE

REPARTITION DETAILLEE DES OPERATIONS DE L'ANNEE 1954 DANS LE CADRE DES REGIONS. — RESULTATS D'ORDRE DEMOGRAPHIQUE

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

I. — **Cotisations d'assurances sociales (régime général et régimes divers) encaissées par les caisses primaires de sécurité sociale et les unions de recouvrement au cours de l'année 1954 (compte tenu des identifications, annulations, remboursements et régularisations).**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL				ASSURÉS PARTIELS ET VOLONTAIRES (1)		
	Cotisations aux taux de 16 p. 100, 12 p. 100, 10 p. 100.	Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (art. 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (décrets des 20 janvier 1950 et 14 avril 1953).	Total.	Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (soins), décès	Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (pensions et soins), décès	Vieillesse, invalidité (pensions)
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	141.885.206.210	1.212.028	164.016.442	142.050.434.680	222.861.344	815.530	801.515
Rouen	20.033.750.118	5.158.474	7.566.712	20.046.475.304	72.717.356	1.903.825	1.471.180
Lille	43.930.531.674	10.513.500	17.233.576	43.958.278.750	111.381.528	1.944.273	2.197.299
Nancy	23.943.127.086	6.176.322	11.476.864	23.960.780.272	55.411.860	1.774.548	1.161.225
Rennes	10.578.041.650	5.944.318	6.339.443	10.590.325.411	76.159.012	2.179.795	770.040
Nantes	14.968.354.878	6.185.485	6.571.251	14.981.111.614	78.675.287	1.386.951	468.786
Orléans	8.560.042.607	4.761.719	1.456.444	8.566.260.770	40.337.900	916.141	399.674
Dijon	16.107.372.976	6.775.797	5.445.120	16.119.593.893	86.304.094	885.859	190.475
Limoges	9.586.406.901	5.196.550	6.042.274	9.597.645.725	84.121.042	474.177	674.189
Clermont-Ferrand	8.028.872.611	2.946.628	2.837.987	8.035.657.226	37.213.096	1.468.277	193.134
Lyon	39.760.390.348	12.669.291	17.240.365	39.790.300.004	172.062.043	5.507.453	778.505
Bordeaux	12.857.686.510	7.894.941	5.139.078	12.870.120.529	56.716.647	560.026	33.534.465
Toulouse	8.870.837.402	4.824.069	2.778.022	8.878.439.493	57 002.169	575.227	836.194
Montpellier	7.070.630.685	5.484.975	2.976.003	7.079.091.663	45 652.070	318.047	579.723
Marseille	20.097.471.058	16.045.627	12.578.412	20.126.095.097	99.822.422	2.456.873	10.004.543
Strasbourg	22.958.566.247	12.215.603	5.240.821	22.976.022.671	98.316.420	7.922.798	2.622.162
Total	409.236.688.961	115.005.327	274.938.814	409.626.633.102	1.395.256.306	31.089.800	56.683.109

RÉGIONS	ASSURÉS PARTIELS ET VOLONTAIRES (1) (*suite*)					TOTAL GÉNÉRAL
	Agents des collectivités locales (régime mixte, art. 3 du décret du 2 mars 1951).	Agents d'Électricité et Gaz de France	Retraités des collectivités locales.	Assurés volontaires.	Total	
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	86.039.842	649.312.996	1.967.384	298.707.840	1.260.506.451	143.310.941.131
Rouen	54.172.108	96.960.993	2.897.122	36.054.959	266.177.543	20.312.652.847
Lille	232.569.334	163.485.421	18.911.840	58.344.812	588.834.507	44.547.113.257
Nancy	110.239.860	92.192.415	7.339.798	60.843.949	328.953.625	24.289.743.897
Rennes	107.387.553	57.975.679	9.385.874	52.849.055	306.677.008	10.897.002.419
Nantes	137.138.525	77.290.950	6.893.543	61.961.987	366.816.029	15.347.927.643
Orléans	57.308.608	45.530.838	3.589.458	24.412.470	172.495.089	8.738.755.859
Dijon	60.062.954	68.839.649	4.156.302	68.689.887	289.129.220	16.408.723.113
Limoges	73.758.565	66.846.300	5.242.530	41.761.935	272.878.738	9.870.524.463
Clermont-Ferrand	28.417.224	52.934.336	1.697.661	42.272.453	164.196.181	8.199.853.407
Lyon	192.943.716	202.931.720	9.624.428	128.124.216	711.972.081	40.502.272.085
Bordeaux	110.265.323	92.179.040	16.736.264	50.535.678	360.527.443	13.230.647.972
Toulouse	77.657.070	68.104.242	7.121.053	36.149.674	247.445.629	9.125.885.122
Montpellier	102.354.850	71.711.571	11.316.759	47.630.235	279.563.255	7.358.654.918
Marseille	261.306.452	183.095.412	20.629.571	83.256.190	660.571.463	20.786.666.560
Strasbourg	140.578.476	88.685.243	16.847.906	564.640.737	920.115.758	23.896.138.429
Total	1.832.200.460	2.078.076.805	144.357.493	1.659.206.047	7.196.870.020	416.823.503.122

(1) Cotisations des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat et des étudiants non comprises.

II. — **Cotisations d'assurances sociales (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) versées ou attribuées à la caisse nationale de sécurité sociale au cours de l'année 1954.**

	COTISATIONS versées directement à la caisse nationale	COTISATIONS attribuées à la caisse nationale.	TOTAL
	Francs	Francs.	Francs.
Fonctionnaires en activité	17.190.797.825	768.589.155	17.959.386.980
Fonctionnaires retraités	3.152.213.121	31.676.131	3.183.889.252
Total	20.343.010.946	800.265.286	21.143.276.232

III. — **Cotisations d'assurances sociales (régime des étudiants) encaissées par les caisses primaires de sécurité sociale et les unions de recouvrement au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	MONTANT	RÉGIONS	MONTANT
	Francs.		Francs.
Paris	28.960.980	Clermont-Ferrand	1.773.600
Rouen	1.641.815	Lyon	6.274.700
Lille	3.713.000	Bordeaux	3.033.000
Nancy	2.016.000	Toulouse	3.887.017
Rennes	2.202.000	Montpellier	2.689.000
Nantes	2.121.586	Marseille	4.386.000
Orléans	196.000	Strasbourg	2.573.000
Dijon	1.541.000		
Limoges	1.851.000	Total	68.891.398

IV. — **Cotisations d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	ASSURANCE obligatoire totalité des risques	ASSURANCE obligatoire partie des risques (1).	TAXES (2).	ASSURANCE volontaire	TOTAL
	Francs	Francs	Francs.	Francs	Francs
Paris	19.084.195.577	256.977.653	762.365.547	6.396.273	20.109.935.050
Rouen	3.646.667.669	35.040.522	11.510.238	1.194.690	3.694.413.119
Lille	7.681.023.294	3.579.857	329.780	1.417.581	7.686.350.512
Nancy	4.389.838.248	15.703.210	585.233	2.393.139	4.408.519.830
Rennes	1.761.715.781	2.315.162	409.368	1.261.307	1.765.701.618
Nantes	2.506.213.090	»	369.449	1.367.526	2.507.950.065
Orléans	1.312.414.827	590.736	174.286	466.613	1.313.646.462
Dijon	2.136.270.771	229.093.895	15.755	1.701.994	2.367.082.415
Limoges	1.570.668.707	»	624.755	1.654.544	1.572.848.006
Clermont-Ferrand	1.413.139.880	242.394	154.882	174.446	1.413.711.572
Lyon	6.823.527.690	4.068.567	14.810	2.564.669	6.630.175.736
Bordeaux	2.132.651.323	4.549.520	6.105.318	1.061.850	2.141.368.011
Toulouse	1.307.941.761	2.334.876	1.540.560	296.387	1.312.113.604
Montpellier	1.163.114.428	»	190.483	801.144	1.164.106.055
Marseille	3.706.713.535	14.885.290	4.979.082	1.113.428	3.727.721.335
Strasbourg	3.076.362.590	1.910.626	»	30.519.042	3.108.792.258
Total	63.712.459.191	571.292.308	789.369.546	54.414.603	65.127.535.648

(1) Cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire (art. 4 de la loi du 30 octobre 1946).

(2) Dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés par l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités et entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

IV (*suite*). — **Cotisations d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	RISTOURNES remboursées avant ventilation.	MONTANT à ventiler.	RISTOURNES remboursées par ventilation.	PRODUIT net des cotisations.	POUR MÉMOIRE: Montant total des ristournes.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	243.421.292	19.866.513.758	60.309.553	19.806.204.205	303.730.845
Rouen	»	3.694.413.119	24.171.033	3.670.242.086	24.171.033
Lille	52.873.656	7.633.476.856	391.775.752	7.241.701.104	444.649.408
Nancy	934.037	4.407.585.793	22.042.284	4.385.543.509	22.976.321
Rennes	52.704	1.765.618.914	90.498.663	1.675.150.251	90.551.367
Nantes	47.922.241	2.460.027.824	52.890.858	2.407.136 966	100.813.099
Orléans	5.464.087	1.308.182.375	16.052.191	1.292.130.184	21.516.278
Dijon	10.081.796	2.357.000.619	60.147.684	2.296.852.935	70.229.480
Limoges	»	1.572.948.006	8.359.281	1.564.588.725	8.359.281
Clermont-Ferrand	7.066.372	1.406.645.200	29.518.641	1.377.126.559	36.585.013
Lyon	35.679	6.830.140.057	145.003.692	6.685.136.365	145.039.371
Bordeaux	63.588.342	2.080.779.669	47.244.134	2.033.535.535	110.832.476
Toulouse	417.793	1.311.695.811	76.193.983	1.235.501.828	76.611.776
Montpellier	»	1.164.106.055	70.697.333	1.093.408.722	70.697.333
Marseille	194.605	3.727.526.730	60.012.565	3.667.514.165	60.207.170
Strasbourg	1.910.019	3.106.882.239	»	3.106.882.239	1.910.019
Total	433.962.623	64.693.573.025	1.154.917.647	63.538.655.378	1.588.880.270

V. — **Majorations de retard d'assurances sociales et d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	MAJORATIONS de retard d'assurances sociales	MAJORATIONS de retard d'accidents du travail	TOTAL	RÉGIONS	MAJORATIONS de retard d'assurances sociales	MAJORATIONS de retard d'accidents du travail	TOTAL
	Francs	Francs	Francs		Francs	Francs	Francs
Paris	254.075.358	34.163.796	288.239.154	Clermont-Ferrand	27.155.233	5.089.471	32.244.704
Rouen	97.943.135	19.271.705	117.214.840	Lyon	158.846.094	30.424.848	189.270.942
Lille	82.203.679	15.665.991	97.869.670	Bordeaux	46.551.817	9.169.172	55.720.989
Nancy	37.553.475	9.797.996	47.351.471	Toulouse	24.679.725	3.284.993	27.964.718
Rennes	57.126.142	11.957.784	69.083.926	Montpellier	32.810.326	9.138.627	41.948.953
Nantes	64.007.604	11.368.142	75.375.746	Marseille	59.847.870	13.102.751	72.950.621
Orléans	38.338.703	9.268.519	47 607.222	Strasbourg	42.339.591	6.977.314	49.316.905
Dijon	44.877.843	11.749.898	56.627.741				
Limoges	34.136.592	6.457.649	40.594.241	Total	1.102.493.187	206.888.656	1.309.381.843

VI. — **Cotisations ventilées en 1954 au titre des assurances sociales** (1).

RÉGIONS	TOTAL des cotisations ventilées assurances sociales.	COTISATIONS ATTRIBUÉES						
		Aux caisses primaires			Aux caisses régionales			A la caisse nationale de sécurité sociale.
		Risques	Action sanitaire et sociale	Contrôle médical	Risques	Action sanitaire et sociale	Contrôle médical	Fonds national des assurances sociales
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	143.310.941.131	56.056.848.146	292.119.998	513.905.267	4.985.783.259	948.165.252	797.669.838	79.716.149.371
Rouen	20.312.652.847	7.999.851.443	43.309.749	73.908.202	703.825.880	134.526.067	113.975.534	11.243.255.972
Lille	44.547.113.257	17.554.971.137	95.884.491	162.297.121	1.541.779.626	294.584.079	250.179.380	24.647.417.423
Nancy	24.289.743.897	9.569.194.391	52.179.004	88.477.719	842.244.300	160.685.563	136.363.789	13.440.599.131
Rennes	10.897.002.419	4.369.373.269	24.633.099	41.369.277	374.394.590	73.965.542	62.525 252	5.950.741.390
Nantes	15.347.927.643	6.122.988.225	33.999.293	57.570.702	528.619.374	103.586.638	87.510.834	8.413.652.577
Orléans	8.738.755.859	3.469.913.296	19.153.075	32.393.466	301.166.649	58.503.788	49.533.435	4.808.092.150
Dijon	16.408.723.113	6.489.796.557	35.635.196	60.355.841	568.245.706	109.171.765	92.561.991	9.052.956.057
Limoges	9.870.524.463	3.958.365.439	22.230.471	37.467.933	338.767.370	67.079.789	56.640.616	5.389.972.845
Clermont-Ferrand	8.199.853.407	3 246.620.821	17.878.235	30.254.475	283.573.756	54.663.220	46.312.181	4.520.550.719
Lyon	40.502.272.085	16 024.556.012	87.923.050	148.887.627	1.400.726.056	269.442.650	228.427.205	22.342.309.485
Bordeaux	13.230.647.972	5.270.251.068	29.175.908	49.483.154	456.059.966	89.049.003	75.132.461	7.261.496.112
Toulouse	9.125.885.122	3 653.449.908	20.401.002	34.486.402	312.359.034	61.869.282	52.228.004	4.991.091.490
Montpellier	7.358 654.918	2.990.338.221	16.839.912	28.196.591	250.166.335	50.030.803	42.247.179	3.980.835.877
Marseille	20.786.666.560	8.379.771.373	45.079.229	77.026.801	711.152.222	137.418.616	117.433.062	11.318.755.257
Strasbourg	23.896.138.429	10.173.681.843	52.470.953	88.112.173	827 616.254	156.099.738	131.229.915	12.166.927.553
Total	416.823.503.122	165 629.971.149	889.212.665	1.524.193.051	14.426.480.377	2.768.871.795	2.339.970.676	229.244.803.409

(1) Cotisations des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat et des étudiants exclues.

VII. — Cotisations ventilées en 1954 au titre des accidents du travail.

RÉGIONS	TOTAL des cotisations ventilées accidents du travail.	COTISATIONS ATTRIBUÉES AUX CAISSES PRIMAIRES		
		Risques	Action sanitaire et sociale	Contrôle médical
	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	19.866.513.758	8.318.197.789	189.005.526	187.927.313
Rouen	3.691.413.119	1.594.649.339	36.242.298	36.242.260
Lille	7.633.476.856	3.184.408.765	72.395.492	72.395.432
Nancy	4.407.585.793	1.922.235.891	43.716.533	43.716.513
Rennes	1.765.648.914	735.623.554	16.736.912	16.736.893
Nantes	2.460.027.824	1.059.432.761	24.099.869	24.099.849
Orléans	1.308.182.375	567.896.705	12.913.783	12.913.768
Dijon	2.357.000.619	913.997.531	20.604.452	20.694.449
Limoges	1.572.948.006	687.763.620	15.656.268	15.656.224
Clermont-Ferrand	1.406.645.200	605.738.734	13.770.284	13.770.281
Lyon	6.830.140.057	2.933.068.310	66.604.723	66.678.502
Bordeaux	2.080.779.669	890.204.944	20.243.001	20.243.004
Toulouse	1.311.695.811	542.101.370	12.324.204	12.324.162
Montpellier	1.464.106.055	480.973.480	10.943.415	10.943.400
Marseille	3.727.526.730	1.605.214.073	36.492.754	36.492.737
Strasbourg	3.106.882.239	1.361.713.901	31.340.017	31.339.978
Total	64.693.573.025	27.403.220.737	623.179.531	622.174.759

RÉGIONS	COTISATIONS ATTRIBUÉES					
	aux caisses régionales.			à la caisse nationale de sécurité sociale.		
	Risques	Action sanitaire et sociale	Contrôle médical	Fonds national des accidents du travail.	Fonds national d'action sanitaire et sociale	Fonds national de prévention des accidents du travail
	Francs.	Francs	Francs	Francs	Francs.	Francs
Paris	4.007.806.110	192.083.329	193.097.558	6.391.625.344	193.104.765	193.666.024
Rouen	762.672.694	36.955.013	36.943.058	1.116.772.777	36.885.153	37.050.327
Lille	1.840.846.123	72.482.863	72.466.973	2.173.404.571	72.482.081	72.594.556
Nancy	901.695.747	44.054.497	44.030.525	1.319.859.713	44.030.477	44.245.897
Rennes	425.968.619	16.795.783	16.783.156	503.207.598	16.783.334	17.013.068
Nantes	534.119.373	24.077.060	24.063.255	721.538.071	24.095.008	24.502.578
Orléans	274.969.426	12.930.359	12.925.562	387.738.623	12.927.303	12.966.846
Dijon	556.374.400	25.293.335	25.276.324	743.964.334	25.352.121	25.353.673
Limoges	321.350.606	15.672.755	15.656.165	469.630.657	15.757.166	15.804.548
Clermont-Ferrand	304.992.647	13.777.500	13.775.127	413.249.078	13.774.793	13.796.756
Lyon	1.484.607.730	67.174.154	67.074.699	2.010.521.957	67.235.725	67.174.257
Bordeaux	453.467.797	20.330.964	20.322.513	613.099.613	20.333.159	22.534.707
Toulouse	323.319.934	12.364.163	12.361.171	372.095.103	12.362.140	12.443.564
Montpellier	289.382.273	10.945.461	10.937.431	328.033.609	10.938.143	11.008.816
Marseille	794.781.991	36.789.684	36.778.456	1.107.248.172	36.820.219	36.908.644
Strasbourg	624.427.210	31.653.907	31.344.054	929.628.422	31.295.313	34.139.437
Total	13.900.782.680	633.380.827	633.836.027	19.601.617.642	634.176.900	641.203.922

VIII. — Majorations de retard d'assurances sociales et d'accidents du travail ventilées au cours de l'année 1954.

RÉGIONS	TOTAL des majorations d'assurances sociales et d'accidents du travail ventilées	MAJORATIONS D'ASSURANCES SOCIALES			MAJORATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL		
		Total ventilé	Action sanitaire et sociale des caisses primaires.	Action sanitaire et sociale de la caisse nationale de sécurité sociale	Total ventilé	Action sanitaire et sociale des caisses primaires.	Action sanitaire et sociale de la caisse nationale de sécurité sociale
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	288.239.154	254.075.358	127.037.681	127.037.677	34.163.796	17.081.893	17.081.903
Rouen	117.214.840	97.943.135	48.971.598	48.971.537	19.271.705	9.635.872	9.635.833
Lille	97.869.670	82.203.679	41.101.886	41.101.793	15.665.991	7.833.047	7.832.944
Nancy	47.351.471	37.553.475	18.776.769	18.776.706	9.797.996	4.899.033	4.898.963
Rennes	69.083.926	57.126.142	28.563.091	28.563.051	11.957.784	5.978.918	5.978.866
Nantes	75.375.746	64.007.604	32.003.833	32.003.771	11.368.142	5.684.083	5.684.059
Orléans	47.607.222	38.338.703	19.169.398	19.169.305	9.268.519	4.634.294	4.634.225
Dijon	56.627.741	44.877.843	22.438.947	22.438.896	11 749.898	5.875.654	5.874.244
Limoges	40.594.241	34.136.592	17.068.332	17.068.260	6.457.649	3.228 857	3.288.792
Clermont-Ferrand	32.244.704	27.155.233	13.577.627	13.577.606	5.089.471	2.544.742	2.544.729
Lyon	189.270.942	158.846.094	79.423.107	79.422.987	30.424.848	15.212.448	15.212.400
Bordeaux	55.720.989	46.551.817	23.275.941	23.275.876	9.169.172	4.584 621	4.584.551
Toulouse	27.964.718	24.679.725	12.334.806	12.344.919	3.284.993	1.642.518	1.642.475
Montpellier	41.948.953	32.810.326	16.405.179	16.405 147	9 138.627	4.569 329	4.569.298
Marseille	72.950.621	59.847.870	29.923.947	29.923.923	13.102.751	6.551.389	6.551.362
Strasbourg	49.316.905	42.339.591	21.169.841	21 169.750	6 977.314	3.488 692	3.488.622
Total	1.309.381.843	1.102.493.187	551.241.983	551.251.204	206.888.656	103.445.390	103.443.266

IX. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1954.

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX					
	Consultations	Visites	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Total
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	2.538.754.514	1.981.442.291	2.199.442.774	684.705.201	159.418.956	7.563.763.736
Rouen	304.961.734	320.004.623	54.735.194	203.244.469	91.891.237	974.837.257
Lille	709.312.354	750.324.797	63.015.559	195.188.844	117.318.545	1.835.160.099
Nancy	407.708.036	369.025.210	76.603.753	148.028.307	131.623.244	1.132.988.550
Rennes	220.368.940	196.826.473	57.493.533	73.605.591	66.934.860	615.229.197
Nantes	264.370.486	253.712.427	48.615.482	124.652.650	90.662.029	782.013.074
Orléans	121.236.073	134.093.131	21.236.616	41.314.127	51.474.623	369.354.570
Dijon	282.525.369	234.331.995	70.651.036	107.721.940	98.226.263	793.456.623
Limoges	199.117.680	224.183.446	39.738.374	53.961.229	83.427.930	600.431.659
Clermont-Ferrand	150.128.814	106.619.158	22.195.818	67.483.761	44.452.153	390.879.704
Lyon	450.408.370	294.228.158	226.442.675	233.537.819	119.441.905	1.324.058.927
Bordeaux	325.693.457	358.062.762	211.786.674	96.678.236	66.873.775	1.059.094.904
Toulouse	223.848.761	215.819.491	66.000.367	34.963.517	57.898.563	598.530.699
Montpellier	184.275.447	201.311.949	43.673.898	54.103.071	44.173.376	527.537.741
Marseille	409.948.283	261.276.829	88.846.311	186.466.910	73.832.475	1.020.370.808
Strasbourg	756.809.384	432.758.218	226.788.081	137.933.967	78.528.320	1.632.817.970
Total	7.549.467.722	6.334.020.958	3.517.266.145	2.443.592.439	1.376.178.254	21.220.525.518
Répartition de 100 F de prestations	4,38	3,68	2,04	1,42	0,80	12,32

RÉGIONS	FRAIS chirurgicaux	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS DENTAIRES	FRAIS d'hospitalisation	HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	3.172.030.319	11.845.237.891	830.946.769	4.173.976.616	18.954.042.168	1.539.040.805
Rouen	449.789.975	2.054.902.171	150.278.251	498.942.366	1.854.648.155	144.548.115
Lille	917.664.098	4.229.487.543	235.955.929	771.045.116	2.817.592.409	209.350.289
Nancy	624.826.682	2.423.429.095	164.482.919	614.008.772	1.916.488.664	184.216.638
Rennes	433.852.922	1.159.499.180	75.602.730	367.848.809	938.803.810	61.171.015
Nantes	497.656.061	1.699.360.157	116.213.141	451.148.034	1.663.953.212	94.774.924
Orléans	220.453.648	848.625.864	57.131.413	217.870.197	646.935.537	29.502.917
Dijon	439.918.155	1.585.841.763	106.903.171	505.093.203	1.461.551.970	91.444.550
Limoges	327.505.029	1.256.833.566	85.505.241	320.684.067	978.412.133	63.279.327
Clermont-Ferrand	219.409.617	890.066.864	59.586.451	257.845.604	785.377.962	33.230.772
Lyon	708.724.452	3.034.876.166	229.184.429	1.126.037.944	5.543.338.757	451.224.761
Bordeaux	382.533.718	1.399.086.256	108.862.606	415.067.961	1.853.875.227	84.570.558
Toulouse	408.915.141	1.047.900.690	70.819.526	276.285.437	1.064.775.820	53.205.796
Montpellier	364.943.475	928.696.770	73.631.776	252.113.163	1.241.844.271	65.552.219
Marseille	1.008.705.082	2.369.973.171	168.915.347	583.971.681	3.464.253.528	231.622.694
Strasbourg	765.013.610	2.644.090.358	207.784.703	1.029.794.434	3.349.751.611	306.849.065
Total	10.911.941.984	39.387.907.508	2.741.810.375	11.861.703.404	48.535.651.667	3.643.590.842
Répartition de 100 F de prestations	6,33	22,87	1,59	6,89	28,18	2,12

RÉGIONS	CURES thermales	REMBOURSEMENTS à l'A. M. G non ventilés	RÉÉDUCATION professionnelle des invalides	DIVERS	TOTAL des prestations en nature	INDEMNITÉS journalières	TOTAL général
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	82.656.925	243.595.215	102.044.260	67.407.149	48.574.741.853	10.085.615.583	58.660.357.436
Rouen	56.468.463	»	4.801.857	4.347.843	6.163.564.453	1.654.067.428	7.817.631.881
Lille	6.248.590	272.266.110	7.346.760	3.150.766	11.305.274.709	3.929.513.237	15.234.787.946
Nancy	80.159.540	67.774.875	444.186	854.495	7.209.674.416	2.047.680.303	9.257.354.719
Rennes	2.472.897	27.368.804	801.797	394.264	3.683.015.425	714.454.604	4.397.470.029
Nantes	5.154.736	22.665.017	1.731.998	3.550.078	5.338.220.435	1.047.895.850	6.386.116.285
Orléans	22.942.223	130.814.124	»	52.962	2.513.686.455	595.880.918	3.109.567.373
Dijon	31.900.918	26.686.872	248.345	1.728.294	5.044.773.864	1.220.848.473	6.265.623.337
Limoges	31.575.167	35.274.830	1.579.633	4.074.334	3.705.154.956	689.957.145	4.395.112.101
Clermont-Ferrand	489.281.342	15.687.095	22.274	1.592.763	3.142.979.848	726.453.518	3.869.433.366
Lyon	173.738.014	30.269.251	23.497.126	436.497	12.645.386.324	3.318.800.578	15.964.186.902
Bordeaux	86.643.532	57.995.124	8.898.984	2.306.203	5.458.935.073	744.935.701	6 203.870.774
Toulouse	122.673.607	7.393.022	932.133	324.429	3 651.756.300	626.949.943	4.278.706.243
Montpellier	34.086.182	46.605.961	208.779	3.705.899	3.538.929.239	493.471.199	4 032.400.438
Marseille	21.202.890	118.749.002	1.831.703	21.648.622	9.011.250.928	1.653.139.833	10.664.390.761
Strasbourg	33.399.613	3.404.898	401.706	1.174	9.973.309.172	1.743.458.018	11.716.767.190
Total	1.280.604.639	1.106.550.200	154.791.541	115.575.772	140.960.653.450	31.293.122.331	172.253.775.781
Répartition de 100 F de prestations	0,74	0,64	0,09	0,07	81,84	18,16	100,00

X. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS	
	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.
	Francs		Francs		Francs	
Paris	24.891.470.922	51,24	5.926.759.828	12,20	9.937.587.080	20,46
Rouen	2.738.656.507	44,44	977.315.868	15,86	1.455.480.677	23,61
Lille	4.998.506.431	44,22	1.906.161.213	16,86	2.615.770.171	23,14
Nancy	3.402.207.023	47,19	1.216.369.683	16,87	1.727.162.153	23,95
Rennes	1.605.142.116	43,57	575.624.061	15,64	876.645.142	23,81
Nantes	2.500.079.756	46,83	846.981.891	15,86	1.293.549.842	24,24
Orléans	1.146.396.658	45,59	372.538.954	14,84	600.230.667	23,86
Dijon	2.333.800.427	46,26	806.111.606	15,98	1.122.806.185	22,26
Limoges	1.576.498.56	42,55	589.880.780	15,93	941.413.339	25,40
Clermont-Ferrand	1.556.183.434	49,51	459.711.195	14,63	720.793.873	22,94
Lyon	6.349.362.332	50,21	1.666.581.987	13,17	2.802.040.481	22,16
Bordeaux	2.404.830.253	44,05	755.172.598	13,83	1.385.974.885	25,39
Toulouse	1.714.981.944	46,96	600.913.974	16,45	898.602.287	24,62
Montpellier	1.570.164.242	44,38	575.239.519	16,25	808.905.692	22,86
Marseille	4.254.039.775	47,21	1.466.234.870	16,27	1.813.259.710	20,12
Strasbourg	4.669.508.159	46,82	1.637.652.872	16,42	1.823.834.292	18.29
Total	67.711.828.542	48,04	20.379.250.899	14,46	30.824.056.475	21,87

RÉGIONS	PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1).		PRESTATIONS AUX INVALIDES et à leurs ayants-droit.		PRESTATIONS AUX PENSIONNÉS et à leurs ayants-droit.		TOTAL des prestations en nature
	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	Francs.		Francs.		Francs		Francs.
Paris	20.506.303	0,04	5.609.381.960	11,55	2.189.035.760	4,51	48.574.741.853
Rouen	5.576.196	0,09	695.333.633	11,28	291.201.572	4,72	6.163.564.453
Lille	5.407.163	0,04	1.226.594.915	10,86	552.834.816	4,88	11.305.274.709
Nancy	4.148.122	0,06	434.321.874	6,02	425.465.562	5,91	7.209.674.416
Rennes	1.649.531	0,05	413.170.456	11,21	210.784.119	5,72	3.683.015.425
Nantes	2.915.007	0,05	434.952.398	8,15	259.741.541	4,87	5.338.220.435
Orléans	590.196	0,04	208.240.727	8,27	185.689.253	7,40	2.513.686.455
Dijon	2.154.153	0,04	416.799.426	8,27	363.102.067	7,19	5.044.773.864
Limoges	1.184.909	0,03	356.399.754	9,61	239.777.611	6,48	3.705.154.956
Clermont-Ferrand	824.593	0,03	256.989.969	8,18	148.476.784	4,71	3.142.979.848
Lyon	8.676.258	0,07	1.369.165.043	10,83	449.560.223	3,56	1.264.386.324
Bordeaux	2.764.623	0,05	622.572.991	11,41	287.619.723	5,27	5.458.935.073
Toulouse	1.326.425	0,03	259.721.898	7,12	176.209.772	4,82	3.651.756.300
Montpellier	1.849.358	0,06	357.353.240	10,09	225.417.188	6,36	3.538.929.239
Marseille	7.164.140	0,08	956.315.662	10,61	514.236.771	5,71	9.011.250.928
Strasbourg	3.963.833	0,04	657.851.505	6,60	1.180.498.511	11,83	9.973.309.172
Total	70.700.810	0,05	14.275.165.451	10,12	7.699.651.273	5,46	140.960.653.450

(1) Bénéficiaire de l'article 23 (2°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XI. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX					
	Consultations	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	189.525.822	97.874.796	268.877.369	122.395.385	24.369.985	703.043.357
Rouen	27.284.964	16.373.094	12.439.437	35.028.012	12.341.835	103.467.342
Lille	87.079.048	50.578.799	16.188.749	45.472.533	23.905.431	223.224.560
Nancy	34.481.274	20.182.536	12.503.888	19.673.905	25.521.758	112.363.361
Rennes	22.723.603	10.434.355	13.937.853	14.504.652	9.700.007	71.300.470
Nantes	18.146.402	8.785.139	7.598.549	13.916.411	10.864.433	59.310.934
Orléans	9.181.798	5.220.380	3.234.446	7.672.755	8.559.615	33.868.994
Dijon	20.816.535	9.358.584	9.436.239	13.881.543	11.961.733	65.454.634
Limoges	15.891.376	9.082.733	7.699.399	9.036.763	9.868.388	51.578.659
Clermont-Ferrand	8.504.525	4.421.047	2.386.624	8.729.317	8.981.581	33.023.094
Lyon	33.327.307	10.145.230	26.417.092	30.630.529	28.812.150	129.332.308
Bordeaux	24.269.617	16.691.812	38.475.424	14.2[illegible]5.770	9.135.521	102.858.144
Toulouse	16.590.100	8.383.164	9.529.998	6.858.444	7.629.553	48.991.259
Montpellier	15.330.500	11.455.775	6.997.743	7.459.880	8.108.443	49.352.341
Marseille	43.575.581	17.569.546	32.013.554	37.691.609	28.809.272	159.659.562
Strasbourg	30.855.737	13.235.275	16.310.691	10.712.966	4.344.256	75.458.425
Total	597.583.689	309.792.265	484.047.055	397.950.474	232.913.961	2.022.287.444
Répartition de 100 F de prestations	1,26	0,65	1,02	0,83	0,49	4,25

RÉGIONS	FRAIS chirurgicaux	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS DENTAIRES	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	435.437.388	1.237.670.472	38.431.620	2.271.883	7.625.894.956	300.374.114
Rouen	76.695.915	219.488.133	10.414.618	348.963	1.032.572.232	39.538.867
Lille	140.732.988	551.356.811	15.361.878	1.516.726	1.655.797.634	52.411.515
Nancy	82.421.256	235.646.118	8.558.324	1.006.548	755.170.368	52.971.520
Rennes	81.692.838	134.293.774	3.538.506	1.665.961	688.470.455	25.149.277
Nantes	65.192.790	139.152.692	4.010.337	3.019.421	775.730.489	27.527.944
Orléans	29.035.671	68.890.430	1.911.670	392.649	221.102.134	7.161.632
Dijon	49.933.973	126.337.867	4.218.000	2.041.825	795.181.225	20.410.275
Limoges	47.517.262	104.721.067	4.341.654	796.917	534.916.260	11.697.144
Clermont-Ferrand	24.785.209	64.316.235	2.534.658	338.365	589.625.619	10.640.405
Lyon	91.575.604	242.019.226	9.875.886	12.695.546	3.846.727.074	81.120.821
Bordeaux	35.127.252	113.712.088	5.620.254	542.228	1.388.230.890	22.620.168
Toulouse	44.125.409	72.331.295	3.041.034	1.958.954	311.749.980	9.513.028
Montpellier	45.044.206	76.183.810	2.357.846	519.914	733.623.902	9.942.025
Marseille	150.804.181	282.873.187	9.876.673	2.170.420	2.049.932.697	51.768.102
Strasbourg	61.563.829	123.101.492	3.878.261	4.206.474	882.853.829	32.360.554
Total	1.461.685.771	3.792.064.697	127.971.219	35.492.794	23.887.579.744	755.207.391
Répartition de 100 F de prestations	3,07	7,98	0,27	0,07	50,26	1,59

RÉGIONS	CURES thermales	REMBOURSEMENTS à l'A. M. G non ventilés	RÉÉDUCATION professionnelle.	DIVERS	TOTAL	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL GÉNÉRAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.498.162	4.179.768	65.697.104	10.199.744	10.432.698.568	4.938.044.195	15.370.742.763
Rouen	16.237.818	»	6.809.937	6.212.352	1.511.786.177	790.253.803	2.302.039.980
Lille	3.877.194	36.829.344	12.878.903	582.585	2.694.570.138	1.613.057.900	4.307.628.038
Nancy	21.777.592	8.461.564	1.742.851	5.000	1.280.094.502	988.681.360	2.268.975.862
Rennes	1.117.228	12.274.803	219.314	»	1.019.722.626	450.906.551	1.470.629.177
Nantes	1.627.687	756.759	1.482.289	1.260.319	1.079.071.661	509.446.118	1.588.517.779
Orléans	3.813.803	24.598.695	52.260	37.287	390.865.425	265.236.280	656.101.705
Dijon	6.441.701	2.289.238	1.124.574	499.413	1.073.932.725	496.021.007	1.569.953.732
Limoges	9.719.995	3.415.550	587.827	295.317	769.587.652	345.988.256	1.115.575.908
Clermont-Ferrand	105.190.155	248.943	»	144.642	830.847.325	292.254.406	1.123.101.731
Lyon	38.394.258	2.205.744	20.349.594	115.943	4.474.412.004	1.440.614.762	5.915.026.766
Bordeaux	21.815.502	9.064.572	9.869.092	892.464	1.710.352.654	374.421.326	2.084.773.980
Toulouse	14.120.583	361.858	1.583.416	700	507.577.516	323.468.628	831.046.144
Montpellier	7.172.516	2.448.770	119.415	485.371	927.200.116	321.276.240	1.248.476.356
Marseille	3.613.610	7.245.250	12.522.215	2.671.275	2.733.167.172	1.157.620.400	3.890.787.572
Strasbourg	7.276.093	15.677	3.311.704	431.436	1.194.457.774	592.854.393	1.787.312.167
Total	271.723.897	114.396.735	138.150.495	23.783.848	32.630.344.035	14.900.345.625	47.530.689.660
Répartition de 100 F de prestations	0,57	0,24	0,29	0,05	68,65	31,35	100,00

XII. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS		PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1)		TOTAL
	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	des prestations en nature
	Francs		Francs		Francs.		Francs		Francs.
Paris	6.992.304.710	67,02	942.098.597	9,03	2.496.480.989	23,93	1.814.272	0,02	10.432.698.568
Rouen	1.034.620.246	68,45	166.617.247	10,98	310.000.253	20,51	548.431	0,06	1.511.786.177
Lille	1.718.161.778	63,76	288.361.311	10,70	687.386.646	25,50	660.403	0,04	2.694.570.138
Nancy	893.583.007	69,84	143.325.400	11,17	241.976.555	18,91	1.209.540	0,08	1.280.094.502
Rennes	649.073.577	63,69	106.247.307	10,40	264.004.471	25,91	397.271	»	1.019.722.626
Nantes	708.096.738	65,62	94.265.377	8,74	275.432.188	25,52	1.277.358	0,12	1.079.071.661
Orléans	262.552.675	67,27	41.088.550	10,48	87.049.301	22.25	174.899	»	390.865.425
Dijon	786.485.623	73,19	94.130.606	8,75	192.683.801	17,97	632.695	0,09	1.073.932.725
Limoges	486.520.209	63,25	70.834.795	9,22	211.976.138	27,53	256.510	»	769.587.652
Clermont-Ferrand	520.697.697	62,70	69.635.306	8,42	240.381.628	28,88	132.694	»	830.847.325
Lyon	3.049.304.882	68,15	316.115.465	7,06	1.107.303.566	24,74	1.688.091	0,05	4.474.412.004
Bordeaux	1.096.889.460	64,15	119.942.213	7,02	492.452.953	28,77	1.068.028	0,06	1.710.352.654
Toulouse	353.175.172	69,59	56.403.685	11,12	97.903.992	19,29	94.667	»	507.577.516
Montpellier	613.937.773	66,24	93.149.613	10,03	219.867.191	23,73	245.509	»	927.200.116
Marseille	1.929.949.655	70,62	230.164.374	8,42	571.382.060	20,89	1.671.083	0,07	2.733.167.172
Strasbourg	889.051 470	74,43	126.941.579	10,64	178.150.649	14,90	314.076	0,03	1.194.457.774
Total	21.984.404.672	67,37	2.959.321.455	9,07	7.671.432.381	23,52	12.185.527	0,04	32.630.344.035

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XIII. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature	PRIMES D'ALLAITEMENT	
						Assurées.	Conjointes
	Francs	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs
Paris	594.941.829	161.852.537	2.135.107.620	638.366.090	3.530.268.076	103.296.092	130.791.037
Rouen	49.792.219	42.509.477	253.571.549	158.246.335	504.119.580	13.297.912	39.251.735
Lille	100.479.575	122.068.560	433.047.956	304.659.780	960.255.871	33.008.838	93.630.941
Nancy	57.418.594	34.642.563	327.141.576	159.075.835	578.278.568	25.790.758	64.285.158
Rennes	43.526.214	20.382.367	131.379.945	133.227.248	328.515.774	5.160.150	20.154.478
Nantes	34.345.759	29.491.228	212.199.097	153.903.271	430.029.355	10.160.118	36.506.300
Orléans	25.700.370	19.756.704	86.503.564	53.313.283	185.273.921	7.608.658	18.255.682
Dijon	50.899.690	32.788.592	234.358.958	96.244.776	414.292.016	14.032.727	43.857.077
Limoges	35.659.834	31.474.939	132.630.017	97.473.823	297.238.613	11.303.963	33.240.531
Clermont-Ferrand	18.585.959	20.329.023	94.560.308	45.485.758	178.961.048	6.778.998	20.045.963
Lyon	78.066.838	55.899.984	615.528.942	171.936.749	921.432.513	43.197.614	95.527.169
Bordeaux	26.738.287	27.334.697	166.075.766	105.208.686	325.357.436	20.390.684	40.603.916
Toulouse	25.658.851	31.453.280	127.055.059	77.290.312	261.457.502	9.259.819	27.309.266
Montpellier	27.083.885	12.759.365	116.545.787	56.490.108	212.879.145	7.808.172	23.352.653
Marseille	65.862.757	40.758.603	299.316.776	115.137.016	521.075.152	20.882.371	57.290.465
Strasbourg	51.151.197	25.264.155	281.858.814	110.416.360	468.690.526	16.646.102	50.402.952
Total	1.285.911.858	708.766.074	5.646.881.734	2.476.565.430	10.118.125.096	348.622.976	794.705.323
Répartition de 100 F de prestations	7,95	4,39	34,90	15,30	62,54	2,15	4,91

RÉGIONS	BONS DE LAIT		PRIMES DIVERSES	INDEMNITÉS journalières	TOTAL des prestations en espèces	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Assurées.	Conjointes.				
	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	70.030.273	79.574.672	49.267.195	1.602.916.493	2.035.875.762	5.566.143.838
Rouen	16.457.346	41.888.045	15.438.458	204.448.403	330.781.899	834.901.479
Lille	29.739.665	66.537.350	2.453.142	469.461.492	695.031.428	1.655.287.299
Nancy	15.270.572	29.707.909	4.557.604	260 243.990	399.855.991	978.134.559
Rennes	9.046.334	28.009.056	194.660	95.932.185	158.496.863	487.012.637
Nantes	10.104.897	31.586.332	3.672.041	133.038.589	225.068.277	655.097.632
Orléans	6.426.654	10.941.172	3.741.218	90.796.521	137.769.905	323.043.826
Dijon	9.697.347	19.431.834	3.228.787	155.567.831	245.815.603	660.107.619
Limoges	6.467.299	13.144.853	1.689.716	93.531.828	159.378.200	456.616.813
Clermont-Ferrand	5.329.915	10.148.948	771.249	69.354.156	112.429.229	291.390.277
Lyon	17.393.545	28.400.835	6.057.974	377.424.871	568.002.008	1.489.434.521
Bordeaux	4.803.294	8.123.392	2.677.317	117.422.770	194.021.373	519.378.809
Toulouse	5.885.847	10.201.794	5.054.245	77.095.504	134.806.475	396.263.977
Montpellier	3.178.735	7.193.097	4.790.025	56.382.540	102.705.222	315.584.367
Marseille	7.211.270	17.240.225	15.349.684	143.502.444	261.476.459	782.551.611
Strasbourg	10.730.191	19.204.568	4.994.853	197.656.923	299.635.589	768.326.115
Total	227.773.184	421.334.092	123.938.168	4.144.776.540	6.061.150.283	16.179.275.379
Répartition de 100 F de prestations	1,41	2,60	0,77	25,62	37,46	100

XIV. — **Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité. — Année 1954.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE		
	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total	Mères assurées	Mères non assurées	Total	Mères assurées.	Mères non assurées	Total	Mères assurées	Mères non assurées	Total
Paris	48.007	51.373	99.380	2.408	2.855	5.263	249	223	472	7	17	24
Rouen	8.364	19.904	28.268	609	1.110	1.719	5	11	16	2	59	61
Lille	18.567	38.397	56.964	1.100	1.689	2.789	18	40	58	8	50	58
Nancy	9.953	21.232	31.185	665	1.151	1.816	17	37	54	9	46	55
Rennes	4.502	13.144	17.646	547	1.375	1.922	16	20	36	5	118	123
Nantes	5.921	17.138	23.059	480	1.127	1.607	8	18	26	9	96	105
Orléans	3.878	6.772	10.650	445	604	1.049	1	1	2	4	32	36
Dijon	6.048	13.675	19.723	529	1.002	1.541	7	9	16	1	49	50
Limoges	4.405	10.602	15.007	603	923	1.526	10	11	21	7	84	91
Clermont-Ferrand	2.812	6.113	8.925	389	434	823	16	13	29	5	22	27
Lyon	13.522	25.683	39.205	783	1.285	2.068	66	78	144	5	46	51
Bordeaux	5.892	10.931	16.823	590	1.062	1.652	35	41	76	8	72	80
Toulouse	3.599	8.392	11.991	529	849	1.378	44	40	84	3	30	33
Montpellier	2.100	5.544	7.644	335	603	938	30	30	60	1	33	34
Marseille	5.717	13.949	19.666	620	1.483	2.103	40	47	87	6	48	54
Strasbourg	6.756	15.290	22.046	436	1.280	1.716	20	11	31	23	51	74
Total	150.043	278.139	428.182	11.078	18.832	29.910	582	630	1.212	103	853	956

XV. — **Nombre de déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires de sécurité sociale au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE		
	Mères assurées.	Mères non assurées	Total	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total	Mères assurées	Mères non assurées	Total	Mères assurées	Mères non assurées.	Total
Paris	52.426	57.009	109.435	3.707	3.892	7.599	375	421	796	»	7	7
Rouen	9.002	20.851	29.853	623	1.322	1.945	10	10	20	4	35	39
Lille	19.403	42.616	62.019	688	1.257	1.945	15	25	40	5	5	10
Nancy	10.520	22.403	32.923	766	1.145	1.911	14	34	48	14	21	35
Rennes	5.151	13.971	19.122	653	1.625	2.278	28	23	51	17	149	166
Nantes	5.850	16.255	22.105	438	845	1.283	9	18	27	17	92	109
Orléans	4.516	7.913	12.429	403	671	1.074	»	2	2	2	18	20
Dijon	7.089	15.650	22.739	639	1.066	1.705	9	5	14	1	35	36
Limoges	4.720	11.050	15.770	402	856	1.258	10	8	18	7	149	156
Clermont-Ferrand	2.891	6.454	9.345	233	376	609	16	6	22	1	15	16
Lyon	14.324	29.025	43.349	1.120	1.563	2.683	47	43	90	2	19	21
Bordeaux	5.560	11.551	17.111	517	807	1.324	38	32	70	13	57	70
Toulouse	3.771	8.607	12.378	447	829	1.276	59	47	106	7	22	29
Montpellier	2.795	6.772	9.567	474	794	1.268	50	53	103	5	48	53
Marseille	5.865	15.060	20.925	822	1.765	2.587	63	46	109	5	19	24
Strasbourg	8.488	18.795	27.283	445	1.417	1.862	38	19	57	8	38	46
Total	162.371	304.012	466.383	12.377	20.230	32.607	781	792	1.573	108	729	837

XVI. — **Assurances décès. — Année 1954.**

RÉGIONS	NOMBRE DE DÉCÈS ayant donné droit à l'attribution des prestations.	MONTANT DES DÉPENSES	POURCENTAGE DES DÉPENSES de l'assurance décès par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général.
		Francs	
Paris	16.018	1.245.479.194	0,87
Rouen	2.839	185.155.208	0,91
Lille	5.785	415.924.460	0,93
Nancy	3.013	215.708.141	0,89
Rennes	1.569	93.186.911	0,85
Nantes	1.992	133.141.691	0,87
Orléans	977	61.211.718	0,70
Dijon	1.783	120.178.771	0,73
Limoges	1.108	66.960.117	0,68
Clermont-Ferrand	1.022	67.116.138	0,82
Lyon	5.277	369.339.517	0,91
Bordeaux	1.654	103.174.338	0,78
Toulouse	907	57.619.326	0,63
Montpellier	887	53.572.625	0,73
Marseille	2.341	166.787.362	0,80
Strasbourg	2.639	190.847.381	0,80
Total	49.816	3.545.402.898	0,85

XVII. — **Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Total.	
	Francs	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	228.087.907	201.898.705	109.802.962	70.170.717	27.053.705	673.013.996	322.201.850
Rouen	38.390.533	42.545.022	6.827.592	22.258.006	13.181.312	123.202.465	59.925.080
Lille	56.600.895	71.577.602	6.848.463	17.623.159	13.860.352	166.570.471	94.273.420
Nancy	45.557.776	46.927.222	8.169.292	15.969.738	18.106.544	134.730.572	82.343.570
Rennes	49.378.392	46.213.697	12.609.418	17.035.137	12.530.813	137.767.457	104.653.608
Nantes	39.894.918	37.824.494	7.188.738	16.962.779	11.427.311	113.298.240	75.368.755
Orléans	23.580.363	27.221.702	4.948.160	8.306.531	10.506.977	74.563.733	45.854.367
Dijon	39.438.941	39.495.734	13.169.990	16.272.545	17.583.808	125.961.018	65.180.066
Limoges	47.215.249	53.465.708	9.312.191	11.690.832	20.488.383	142.172.273	81.837.529
Clermont-Ferrand	24.976.273	22.853.652	4.742.907	13.552.116	11.205.481	77.330.429	43.424.072
Lyon	50.582.353	36.436.540	26.008.676	28.051.370	19.613.293	160.692.232	94.421.557
Bordeaux	63.655.081	70.175.537	31.121.585	14.818 233	15.066.544	194.836.980	96.704.045
Toulouse	54.142.718	55.923.439	14.781.289	8.979.317	15.188.530	149.015.293	101.532.280
Montpellier	40.503.042	49.605.383	11.593.779	10.222.723	11.831.899	123.756.826	79.292.617
Marseille	80.389.569	59.958.261	17.770.695	37.344.185	18.970.501	214.433.211	197.413.040
Strasbourg	72.072.040	45.042.219	22.250.653	12.204.484	8.503.172	160.072.568	79.727.604
Total	954.526.050	907.161.917	307.116.300	321.461.872	245.118.625	2.735.417.764	1.624.153.460
Répartition de 100 F de prestations	6,01	5,72	1,94	2.02	1,54	17,23	10,23

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS dentaires	FRAIS d'hospitalisation	HONORAIRES dans les hôpitaux publics	CURES thermales	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	1.195.099.877	87.648.293	415.751.301	870.202.963	78.041.758	14.422.501	7.631.325	3.628.013.864
Rouen	271.626.363	22.453.327	71.576.039	117.698.869	8.145.273	14.921 159	173.995	689.722.570
Lille	409.441.802	25.386.321	85.414.816	114.341.582	6.110.347	1.554.860	841.718	903.938 337
Nancy	298.513.741	23.030.485	81.099.641	119.767.772	10.887.520	22.772.304	761.070	773.909.675
Rennes	280.694.833	20.713.127	87.731.768	139.006.008	6.178.454	1.722.649	183.615	778.651.519
Nantes	256.638.762	19.240.015	74.350.114	128.874.416	5.047.983	1.001.648	313.275	674.133.208
Orléans	170.542.002	13.516.935	48.636.539	73.980.168	2.637.680	5.614.462	2.571.873	437.977.859
Dijon	257.351.383	20.789.168	83.072.589	128.697.424	6.586.060	5.792.573	535.993	693.966.274
Limoges	304.701.514	23.608.192	83.480.316	123.523.728	10.289.331	9.487.808	1.529.247	780.629.938
Clermont-Ferrand	174.512.641	12.993.412	50.760.914	76.018.539	3.010.943	152.130.862	173.542	590.355.351
Lyon	367.477.165	29.926.356	135.928.432	364.747.168	24.494.813	47.210.969	189.962	1.225.088.654
Bordeaux	295.671.021	25.916.408	83.435.517	149.404.350	5.437.124	23.950.585	643.652	875.999.682
Toulouse	277.643.681	20.510.626	69.677.196	128.929.274	4.445.548	51.611.861	3.221.069	806.586.828
Montpellier	226.218.704	19.084.964	63.577.015	107.266.845	4.105.026	11.940.212	964.282	636.206.491
Marseille	553.388.658	42.452.995	145.683.845	328.249.434	26.701.470	6.582.580	916.828	1.515.822.061
Strasbourg	274.533.113	21.940.161	115.955.760	189.808.513	16.366.623	2.878.978	31.997	861.315.317
Total	5.611.055.260	429.210.785	1.696.191.799	3.160.520.053	218.485.953	373.596.011	20.686.543	15.872.317.628
Répartition de 100 F de prestations	35.37	2,71	10,69	19,91	1,38	2.35	0,13	100,00

XVIII. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux
	Consultations	Visites	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Total	
	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.822.501	5.975.091	12.679.091	8.685.290	3.023.163	40.185.115	29.421.396
Rouen	2.000.500	1.448.064	1.067.420	2.368.454	1.116.259	8.000.697	6.214.106
Lille	3.897.222	3.159.021	932.096	2.980.618	1.364.130	12.333.087	9.372.687
Nancy	1.429.089	1.092.160	850.969	1.058.027	1.391.708	5.821.953	5.854.150
Rennes	3.305.119	1.889.801	2.458.723	2.531.715	1.413.508	11.598.866	14.392.836
Nantes	1.536.542	792.316	815.576	1.410.225	1.125.607	5.680.296	5.699.029
Orléans	1.154.345	759.651	651.145	1.110.354	1.214.678	4.920.173	4.265.725
Dijon	1.604.014	1.038.584	1.218.459	1.074.998	1.303.652	6.239.707	5.283.712
Limoges	2.135.155	1.665.316	1.386.691	1.420.167	1.999 595	8.606.924	7.851.577
Clermont-Ferrand	638.091	370.288	440.798	707.155	909.910	3.066.242	3.229.414
Lyon	2.027.235	803.829	1.962.201	2.451.891	2.818.019	10.063.175	8.963.356
Bordeaux	2.519.110	1.962.328	3.735.358	1.329.044	856.470	10.402.310	5.867.237
Toulouse	2.012.164	1.236.740	1.381.804	1.245.973	1.027.474	7.004.155	7.006.023
Montpellier	1.402.694	1.285.282	1.222.147	864.415	1.000.565	5.775.103	5.362.586
Marseille	4.100.329	1.942.642	2.401.111	5.551.783	3.565.033	17.560.895	16.685.504
Strasbourg	2.243.582	1.009.136	1.411.406	745.059	303.648	5.715.831	4.772.038
Total	41.827.689	26.530.279	31.617.974	35.535.168	21.463.419	162.974.529	140.141.376
Répartition de 100 F de prestations	2,01	1,28	1,66	1,71	1,18	7,84	6,74

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS dentaires	FRAIS d'hospitalisation	HONORAIRES dans les hôpitaux publics	CURES thermales	DIVERS	TOTAL
	Francs	Francs.	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	73.251.441	2.610.909	401.750	282.402.467	9.699.451	1.038.477	706.803	439.750.812
Rouen	17.827.817	669.324	81.968	37.394.656	1.449.234	2.155.257	342.309	74.145.368
Lille	32.663.082	858.719	232.179	56.080.458	1.119.035	526.520	50.902	113.236.669
Nancy	12.628.368	392.513	97.184	27.955.689	1.679.036	2.490.094	41.465	56.960.452
Rennes	23.930.569	481.303	543.110	67.670.523	2.335.326	461.268	»	121.416.831
Nantes	12.911.476	326.363	681.096	42.552.018	1.231.687	278.236	55.511	69.418.742
Orléans	10.210.517	327.032	82.727	19.809.810	579.175	583.900	399.175	41.208.534
Dijon	14.117.272	428.411	482.096	46.937.186	1.076.297	1.058.880	20.588	75.644.149
Limoges	16.711.427	481.683	289.337	98.862.379	1.065.293	1.760.207	9.660	135.638.487
Clermont-Ferrand	5.396.092	212.081	25.407	35.400.208	708.914	17.958.516	31.521	66.028.425
Lyon	18.707.825	680.069	2.281.508	280.637.176	3.589.559	6.699.257	60.269	331.685.194
Bordeaux	11.755.634	492.843	58.981	82.096.214	709.854	3.737.178	347.959	118.468.210
Toulouse	11.709.003	412.589	771.438	30.503.243	582.214	3.094.306	248.906	61.334.877
Montpellier	9.603.901	319.316	59.103	45.313.297	568.905	1.274.483	84.840	68.421.564
Marseille	32.055.630	974.211	599.816	171.047.691	2.777.659	531.550	205.334	242.338.323
Strasbourg	10.230.021	238.039	762.262	39.317.531	1.365.913	608.494	»	63.011.159
Total	316.740.078	9.968.435	7.473.022	1.361.040.549	30.537.582	44.256.653	2.605.572	2.078.737.796
Répartition de 100 F de prestations	15,24	0,48	0,36	65,62	1,47	2,13	0,12	100,00

XIX. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES d'allaitement — Assurées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	31.225.424	11.829.896	97.166.301	40.465.660	180.687.281	5.471.664
Rouen	3.592.725	3.795.592	16.892.564	11.884.014	36.164.895	1.216.040
Lille	4.989.097	6.554.761	22.598.480	15.812.136	49.954.474	1.914.398
Nancy	3.914.805	2.307.769	22.886.542	10.821.691	39.930.807	1.659.731
Rennes	4.942.846	2.690.112	18.521.513	16.243.694	42.398.165	780.625
Nantes	2.768.799	2.453.195	17.573.875	12.231.942	35.027.811	784.718
Orléans	2.637.380	1.858.722	9.172.559	6.086.003	19.754.664	923.904
Dijon	4.978.306	2.735.455	21.221.100	8.694.112	37.628.973	1.616.956
Limoges	4.219.049	3.501.278	16.057.019	10.831.863	34.609.209	1.639.772
Clermont-Ferrand	2.270.033	2.358.032	8.965.162	5.203.323	18.796.550	960.361
Lyon	4.879.489	3.951.603	36.111.866	12.209.378	57.152.336	2.863.800
Bordeaux	3.533.764	2.667.564	15.983.530	11.223.641	33.408.499	1.928.020
Toulouse	2.828.371	3.638.127	13.874.406	10.289.148	30.630.052	1.265.460
Montpellier	3.348.017	1.780.912	11.094.095	7.314.274	23.537.298	1.340.909
Marseille	6.356.230	4.744.800	27.691.178	13.766.514	52.558.722	2.261.397
Strasbourg	4.314.546	1.823.820	19.789.800	7.604.495	33.532.661	971.950
Total	90.798.881	58.691.638	375.599.990	200.681.888	725.772.397	27.599.705
Répartition de 100 F de prestations	10,48	6,77	43,36	23,17	83,78	3,19

RÉGIONS	PRIMES d'allaitement — Conjointes	BONS DE LAIT		PRIMES DIVERSES	TOTAL des prestations en espèces.	TOTAL GÉNÉRAL de dépenses de l'assurance maternité
		Assurées.	Conjointes.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	7.284.834	3.945.942	5.006.445	2.755.310	24.464.195	205.151.476
Rouen	2.373.084	1.340.054	2.505.212	650.835	8.085.225	44.250.120
Lille	4.330.881	1.516.368	3.123.444	141.850	11.026.941	60.981.415
Nancy	3.637.794	1.207.877	2.117.609	205.550	8.828.561	48.759.368
Rennes	2.487.767	1.139.993	3.177.683	46.684	7.632.752	50.030.917
Nantes	2.602.589	819.374	2.547.416	199.805	6.953.902	41.981.713
Orléans	1.874.556	722.603	1.002.198	315.883	4.839.144	24.593.808
Dijon	3.029.674	962.215	1.727.473	219.779	7.556.097	45.185.070
Limoges	3.005.160	999.970	1.481.185	143.759	7.269.846	41.879.055
Clermont-Ferrand	1.632.415	666.209	1.003.977	80.016	4.343.008	23.139.558
Lyon	5.191.765	1.430.388	2.061.612	408.559	11.956.124	69.108.460
Bordeaux	3.494.266	339.690	964.360	304.337	7.030.673	40.439.172
Toulouse	2.327.811	888.316	1.249.881	555.039	6.286.507	36.916.559
Montpellier	1.983.663	355.445	771.906	438.055	4.889.978	28.427.276
Marseille	5.875.473	862.569	2.459.104	1.572.985	13.031.528	65.590.250
Strasbourg	3.038.343	555.540	1.415.748	311.972	6.293.553	39.826.214
Total	54.170.105	17.752.553	32.615.253	8.350.418	140.488.034	866.260.431
Répartition de 100 F de prestations	6,25	2,05	3,77	0,96	16,22	100

XX. — **Prestations versées aux étudiants au cours de l'année 1954.**

RÉGIONS	ASSURANCE maladie.	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	203.936.168	85.235.848	17.631.157	306.803.193
Rouen	8.607.701	1.171.077	431.361	10.210.139
Lille	19.046.137	3.707.731	1.595.866	24.349.734
Nancy	14.234.397	3.186.481	1.396.936	18.817.814
Rennes	17.371.248	6.182.349	947.373	24.500.970
Nantes	14.144.373	2.665.374	714.144	17.523.891
Orléans	1.545.616	673.211	55.722	2.274.551
Dijon	12.383.194	1.688.001	532.553	14.603.748
Limoges	9.186.366	2.300.859	495.575	11.982.800
Clermont-Ferrand	12.189.579	645.414	759.606	13.594.599
Lyon	45.702.649	91.982.117	2.729.184	140.413.950
Bordeaux	23.476.474	21.736.824	2.208.907	47.422.205
Toulouse	27.578.915	7.563.651	2.859.680	38.002.246
Montpellier	24.707.816	9.061.233	1.787.708	35.556.787
Marseille	30.293.408	37.207.928	2.504.569	70.005.905
Strasbourg	22.339.132	6.680.988	1.032.816	30.052.936
Total	486.743.225	281.689.086	37.683.157	806.115.468

XXI. — **Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre au cours de l'annee 1954.**

RÉGIONS	ASSURANCE maladie.	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	223.556.316	11.385.296	1.960.211	236.901.823
Rouen	73.639.506	6.454.806	1.133.444	81.227.756
Lille	91.512.629	5.853.039	1.164.776	98.530.444
Nancy	92.659.461	5.327.950	1.146.655	99.334.066
Rennes	130.588.123	12.603.369	2.795.182	145.986.674
Nantes	134.040.170	5.176.366	2.179.249	141.395.785
Orléans	61.559.828	2.590.395	752.999	64.903.222
Dijon	94.541.026	6.590.336	1.322.518	102.453.880
Limoges	155.688.903	10.483.379	2.167.263	168.339.545
Clermont-Ferrand	89.302.317	3.950.905	707.862	93.961.084
Lyon	124.262.893	12.282.110	1.617.059	138.162.062
Bordeaux	148.318.133	9.415.933	2.040.498	159.774.564
Toulouse	85.801.481	2.811.873	731.990	89.345.344
Montpellier	81.268.891	4.165.768	657.899	86.092.558
Marseille	131.658.579	13.385.734	1.223.095	146.267.408
Strasbourg	64.671.035	3.948.931	1.530.705	70.150.671
Total	1.763.269.291	116.426.190	23.131.405	1.922.826.886

XXII. — **Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie.**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires		RÉGIME des étudiants		GRANDS INVALIDES, veuves et orphelins de guerre		TOTAL	
	Maladie	Longue maladie	Maladie.	Longue maladie	Maladie	Longue maladie	Maladie	Longue maladie	Maladie	Longue maladie
Prestations en nature.										
Consultations	7.550	597	955	42	25,8	2,1	97,7	2,7	8.630	644
Visites	6.334	310	907	27	10,8	0,6	120,5	4	7.373	342
Pratique médicale courante	3.517	484	307	35	20,5	4,5	30,3	2	3.875	525
Soins d'auxiliaires	2.444	398	321	35	6,3	1	34,7	2,6	2.806	437
Frais de déplacement	1.376	233	245	24	4,2	1,8	51,4	2,2	1.677	261
Frais chirurgicaux	10.912	1.462	1.624	140	60,0	12,8	162,5	6,5	12.759	1.621
Soins et prothèse dentaires	11.862	35	1.696	7	81,8	0,1	156,5	0,4	13.797	43
Pharmacie	39.388	3.792	5.614	317	123,4	14,6	644,9	26,4	45.772	4.150
Lunettes et orthopédie	2.742	128	429	10	10,8	0,3	57,6	0,6	3.240	139
Frais d'hospitalisation	48.536	23.888	3.161	1.364	128,1	241,4	368,6	63,7	52.195	25.557
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	3.643	755	218	31	7,8	1,9	33	2,2	3.902	790
Frais de cures thermales	1.281	272	374	44	7,1	0,4	11,6	1	1.674	317
Remboursements à l'A. M. G non ventilés	1.106	114	8	1	»	0,1	12,6	1,9	1.118	117
Rééducation professionnelle	155	138	»	»	»	»	»	»	155	138
Divers	115	24	13	2	0,1	0,1	1,4	0,2	130	26
Total des prestations en nature	140.961	32.630	15.872	2.079	486,7	281,7	1.783,3	116,4	159.103	35.107
Prestations en espèces.										
Indemnités journalières (maladie)	31.293	»	»	»	»	»	»	»	31.293	»
Allocations mensuelles (longue maladie)	»	14.900	»	»	»	»	»	»	»	14.900
Total général des prestations	172.254	47.530	15.872	2.079	486,7	281,7	1.783,3	116,4	190.396	50.007
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.										
Assurés	67.712	21.985	6.895	1.270	461,2	277,1	1.390,5	72,2	76.459	23.604
Conjoints	20.379	2.959	2.566	278	12,3	2	216,6	19,5	23.174	3.259
Enfants	30.824	7.674	3.596	530	13,2	2,6	176,2	24,7	34.609	8.231
Autres membres de la famille (1)	71	12	12	1	»	»	»	»	83	13
Invalides et leurs ayants droit	14.275	»	425	»	»	»	»	»	14.700	»
Pensionnés et leurs ayants droit	7.700	»	2.378	»	»	»	»	»	10.078	»
Total	140.961	32.630	15.872	2.079	486,7	281,7	1.783,3	116,4	159.103	35.107

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XXIII. — **Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité.**

(En millions de francs.)

	RÉGIME général	RÉGIME des fonctionnaires	RÉGIME des étudiants	RÉGIME des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	1.286	91	3,5	2,5	1.383
Frais pharmaceutiques et d'appareils	709	59	2,5	1,5	772
Frais d'hospitalisation	5.647	375	18,5	8,5	6.049
Frais médicaux d'accouchement	2.476	201	8,5	6,4	2.692
Primes d'allaitement servies aux assurées	348	27	1,3	0,2	377
Primes d'allaitement servies aux conjointes	795	54	1,6	2,3	853
Bons de lait servis aux assurées	228	18	0,7	0,1	247
Bons de lait servis aux conjointes	421	33	0,8	1.4	456
Primes diverses	124	8	0,3	0,2	132
Total des prestations en nature	12.034	866	37,7	23,1	12.961
Indemnités journalières	4.145	»	»	»	4.145
Total général	16.179	866	37,7	23,1	17.106

XXIV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux	FRAIS chirurgicaux	FRAIS pharmaceutiques	SOINS dentaires	HOSPITALISATION	DIVERS	INDEMNITÉS journalières	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Paris	5,28	2,21	8,84	2,91	14,60	0,05	7,04	40,93
Rouen	4,80	2,07	10,86	2,46	10,14	0,02	8,14	38,49
Lille	4,12	2,06	10,02	1,73	7,44	0,01	8,82	34,20
Nancy	4,66	2,57	10,66	2,53	9,26	»	8,43	38,11
Rennes	5,65	3,98	11,33	3,37	9,46	»	6,56	40,35
Nantes	5,10	3,24	11,83	2,94	11,65	0,02	6,83	41,61
Orléans	4,23	2,52	10,03	2,49	9,50	»	6,82	35,59
Dijon	4,83	2,68	10,32	3,08	9,82	0,01	7,44	38,18
Limoges	6,08	3,32	13,60	3,25	11,25	0,04	6,99	44,53
Clermont-Ferrand	4,77	2,67	11,58	3,14	16,15	0,02	8,86	47,19
Lyon	3,27	1,75	8,06	2,78	15,36	»	8,19	39,41
Bordeaux	8,00	2,89	11,40	3,14	15,81	0,02	5,63	46,89
Toulouse	6,56	4,48	12,26	3,03	13,69	»	6,87	46,89
Montpellier	7,18	4,96	13,62	3,42	18,86	0,05	6,70	54,79
Marseille	4,91	4,85	12,21	2,81	18,46	0,11	7,95	51.30
Strasbourg	6,83	3,20	11,94	4,31	15,46	»	7,29	49,03
France entière	5,09	2,62	10,11	2,84	13,13	0,03	7,51	41,33

XXV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance longue maladie (régime général) — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux	FRAIS pharmaceutiques	HOSTIPALISATION	SOINS dentaires et divers	ALLOCATIONS mensuelles	TOTAL
	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
Paris	0,49	0,30	0,89	5,59	0,01	3,45	10,73
Rouen	0,51	0,38	1,13	5,39	0,03	3,89	11,33
Lille	0,50	0,32	1,27	3,96	»	3,62	9,67
Nancy	0,46	0,34	1,01	3,46	»	4,07	9,34
Rennes	0,65	0,75	1,27	6,67	0,02	4,14	13,50
Nantes	0,38	0,43	0,93	5,26	0,03	3,32	10,35
Orléans	0,39	0,33	0,81	2,94	»	3,04	7,51
Dijon	0,40	0,30	0,80	5,03	0,02	3,02	9,57
Limoges	0,52	0,48	1,10	5,68	0,01	3,51	11,30
Clermont-Ferrand	0,40	0,30	0,82	8,61	»	3,56	13,69
Lyon	0,32	0,22	0,62	9,85	0,03	3,56	14,60
Bordeaux	0,78	0,26	0,90	10,97	0,01	2,83	15,75
Toulouse	0,54	0,48	0,83	3,69	0,02	3,54	9,10
Montpellier	0,67	0,61	1,07	10,24	0,01	4,37	16,97
Marseille	0,77	0,73	1,41	10,22	0,02	5,57	18,72
Strasbourg	0,32	0,26	0,53	3,87	0,02	2,48	7,48
France entière	0,49	0,35	0,94	6,04	0,01	3,57	11,40

XXVI. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1954.**

RÉGIONS	PRESTATIONS EN NATURE	PRIMES D'ALLAITEMENT, bons de lait et primes diverses	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	TOTAL
	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage	Pourcentage
Paris	2,46	0,30	1,12	3,88
Rouen	2,48	0,62	1,01	4,11
Lille	2,15	0,51	1,06	3,72
Nancy	2,38	0,57	1,07	4,02
Rennes	3,02	0,57	0,88	4.47
Nantes	2,80	0,60	0,87	4,27
Orléans	2,12	0,54	1,04	3,70
Dijon	2.52	0,55	0,95	4,02
Limoges	3,01	0,67	0,95	4,63
Clermont-Ferrand	2,18	0,52	0,85	3,55
Lyon	2,28	0,47	0,93	3,68
Bordeaux	2.46	0,58	0,89	3,93
Toulouse	2,87	0,63	0,84	4,34
Montpellier	2,89	0,63	0,77	4,29
Marseille	2.51	0,56	0,69	3,76
Strasbourg	1,96	0,43	0,83	3,22
France entière	2,43	0,46	0,99	3,88

XXVII. — **Dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils, orthopédie, lunettes.	PROTHÈSE et soins dentaires
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.113.514.497	49.840.328	440.539.931	1.112.959.669	42.086.737	5.410.462
Rouen	142.687.631	53.947.241	102.833.197	197.153.238	12.585.423	1.866.700
Lille	317.630.976	148.522.224	285.197.996	247.450.475	19.495.861	3.792.547
Nancy	180.320.143	83.858.084	128.191.532	197.727.844	12.636.838	1.986.163
Rennes	61.877.110	43.397.920	43.781.583	78.280.745	4.927.640	674.971
Nantes	107.728.753	37.398.537	74.291.070	107.257.997	8.317.502	951.714
Orléans	59.926.861	13.470.946	33.729.458	51.819.745	2.917.898	832.543
Dijon	106.592.815	29.596.322	56.415.218	103.945.103	8.326.257	1.121.444
Limoges	67.938.433	47.425.247	48.485.475	64.356.709	6.895.092	699.293
Clermont-Ferrand	45.936.937	40.868.511	37.747.619	63.392.669	4.122.061	656.278
Lyon	381.671.366	98.025.738	183.449.491	408.734.223	25.704.788	2.653.135
Bordeaux	153.560.469	35.452.619	67.815.732	99.080.744	9.843.630	1.074.922
Toulouse	89.232.853	26.384.828	38.532.763	69.607.714	4.498.046	646.931
Montpellier	81.070.971	19.951.076	39.605.266	89.718.949	1.997.783	787.479
Marseille	213.099.052	139.240.256	114.511.049	297.335.676	13.078.858	2.252.261
Strasbourg	164.736.182	57.862.136	79.171.128	260.779.672	16.179.272	2.587.259
Total	3.287.525.049	925.242.013	1.774.298.508	3.449.601.172	196.613.686	27.994.102
Répartition de 100 F de prestations	12,63	3,56	6,82	13,25	0,76	0,11

RÉGIONS	FRAIS funéraires	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle	DIVERS	INDEMNITÉS journalières	TOTAL
	Francs	Francs	Francs	Francs.	Francs
Paris	12.623.091	35.954.113	4.447.975	4.500.404.676	7.317.781.479
Rouen	3.184.118	5.013.914	6.205.229	894.642.924	1.420.119.615
Lille	5.104.459	25.216.769	6.338.145	1.920.816.871	2.979.566.323
Nancy	3.339.768	15.845.434	6.666.862	1.119.672.517	1.750.245.185
Rennes	2.422.592	8.675.540	805.616	352.202.194	597.045.911
Nantes	3.466.481	3.596.151	5.175.269	593.962.322	942.145.796
Orléans	1.426.152	1.174.607	316.705	297.299.337	462.914.252
Dijon	2.216.968	4.266.715	2.215.222	464.969.282	779.665.346
Limoges	1.835.707	6.689.764	4.217.440	348.594.254	597.137.414
Clermont-Ferrand	671.103	2.240.642	1.389.306	358.502.115	555.527.241
Lyon	5.212.620	15.268.962	2.125.015	1.912.054.194	3.034.899.532
Bordeaux	1.524.377	4.622.414	3.658.763	464.059.694	840.693.361
Toulouse	1.273.012	4.133.889	1.617.219	331.648.881	567.576.136
Montpellier	1.100.699	8.325.014	1.326.086	313.360.120	560.243.443
Marseille	3.430.886	4.975.993	7.677.079	1.375.060.213	2.170.661.323
Strasbourg	3.356.804	10.297.000	1.105.601	852.831.990	1.448.907.044
Total	52.188.837	156.296.921	55.287.532	16.100.081.584	26.025.129.404
Répartition de 100 F de prestations	0,20	0,60	0,21	61,86	100

XXVIII. — **Importance en pourcentage (1) par rapport aux cotisations d'accidents du travail de chacune des catégories de prestations servies au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1954.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	FRAIS d'hospitalisation	FRAIS d'appareils, orthopédie, lunettes	SOINS dentaires.	FRAIS funéraires	RÉADAPTATION fonctionnelle.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100
Paris.....	5,62	0,25	2,23	5,62	0,21	0,03	0,06	0,18	0,03	22,72	36,95
Rouen.....	3,89	1,47	2,80	5,37	0,34	0,05	0,09	0,14	0,17	21,37	38,69
Lille.....	4,38	2,05	3,94	3,42	0,27	0,05	0,07	0,35	0,09	26,52	41,14
Nancy.....	4,11	1,91	2,92	4,51	0,29	0,05	0,08	0,36	0,15	25,53	39,91
Rennes.....	3,69	2,59	2,61	4,67	0,29	0,04	0,15	0,52	0,05	21,03	35,64
Nantes.....	4,48	1,55	3,09	4,45	0,35	0,04	0,14	0,15	0,21	24,68	39,14
Orléans.....	4,64	1,04	2,61	4,01	0,23	0,06	0,11	0,09	0,03	23,01	35,83
Dijon.....	3,68	1,02	1,95	3,59	0,29	0,04	0,08	0,15	0,07	16,06	26,93
Limoges.....	4,34	3,03	3,10	4,11	0,44	0,05	0,12	0,43	0,27	22,28	38,17
Clermont-Ferrand.	3,34	2,97	2,74	4,60	0,30	0,05	0,05	0,16	0,10	26,03	40,34
Lyon.....	5,71	1,47	2,74	6,11	0,39	0,04	0,08	0,23	0,03	28,60	45,40
Bordeaux.....	7,55	1,74	3,34	4,87	0,48	0,05	0,08	0,23	0,18	22,82	41,34
Toulouse.....	7,22	2,14	3,12	5,63	0,37	0,05	0,10	0,34	0,13	26,84	45,94
Montpellier.....	7,41	1,83	3,62	8,21	0,46	0,07	0,10	0,76	0,12	28,66	51,24
Marseille.....	5,81	3,80	3,12	8,11	0,36	0,06	0,09	0,14	0,21	37,49	59,19
Strasbourg.....	5,30	1,86	2,55	8,39	0,52	0,08	0,11	0,33	0,04	27,45	46,63
Total.....	5,17	1,47	2,79	5,43	0,31	0,04	0,08	0,24	0,09	25,34	40,96

(1) Pourcentages calculés par rapport au produit net des cotisations « Accidents du travail » figurant au tableau IV.

XXIX. — **Nombre d'indemnités journalières servies en 1954 (regime général).**

RÉGIONS	AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE				AU TITRE de l'assurance maternité	AU TITRE des accidents du travail
	Indemnités normales	Indemnités majorées.	Indemnités réduites	Total.		
Paris	19.757.664	198.005	2.497.444	22.453.113	3.949.272	5.620.086
Rouen	3.980.531	120.537	336.714	4.437.782	626.149	1.379.453
Lille	9.321.487	179.702	504.622	10.005.811	1.376.969	2.980.756
Nancy	4.832.080	116.547	392.523	5.341.150	768.067	1.775.576
Rennes	1.957.972	62.513	196.817	2.217.302	319.807	677.464
Nantes	2.673.350	48.568	256.463	2.978.381	435.839	1.049.049
Orléans	1.556.908	23.472	154.223	1.734.603	330.491	516.303
Dijon	2.920.009	67.681	274.256	3.261.946	452.691	836.004
Limoges	1.914.958	38.314	164.800	2.118.072	307.777	656.061
Clermont-Ferrand	1.733.704	30.588	137.652	1.901.944	204.343	600.003
Lyon	7.481.550	173.809	1.033.591	8.688.950	1.110.071	2.914.309
Bordeaux	1.967.745	30.963	225.885	2.224.593	377.630	802.341
Toulouse	1.624.869	30.931	161.100	1.816.900	251.101	631.133
Montpellier	1.382.113	22.582	163.468	1.568.163	187.002	540.116
Marseille	3.857.982	95.939	500.985	4.452.906	435.331	1.960.396
Strasbourg	3.731.949	95.746	638.482	4.465.777	487.300	1.380.959
Total	70.691.471	1.333.897	7.639.025	79.667.393	11.619.840	24.320.009

XXX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses primaires de sécurité sociale. — Charges d'exploitation. Dépenses d'investissement de l'année. — Année 1954.

RÉGIONS	PRESTATIONS supplémentaires.	SUBVENTIONS à des œuvres étrangères aux caisses.	SUBVENTION aux œuvres des caisses.	SECOURS sociaux	PARTICIPATIONS et autres dépenses techniques	FRAIS de personnel	FRAIS de gestion générale et divers.	TOTAL A (1)
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs	Francs.	Francs.
Paris	133.146.046	64.862.557	23.253.590	29.279.931	14.517.138	182.499.135	32.110.684	479.669.081
Rouen	62.538.295	27.681.341	200.000	1.332.939	5.109.867	12.698.535	2.289.272	111.850.249
Lille	133.521.744	9.978.996	»	13.994.779	9.198.693	1.260.262	1.448.488	169.402.962
Nancy	61.601.442	9.704.912	6.000.000	13.374.236	13.815.141	3.938.378	1.013 224	109.447.333
Rennes	28.632.900	12.083.091	2.958.294	10.171.951	6.379.982	1.902.081	931.596	63.059.895
Nantes	43.375.098	15.617.144	3.164.496	5.736.516	2.111.372	5.378.600	3.300.936	78.684.162
Orléans	15.764.341	6.338.577	905.200	2.136.185	»	3.256.330	734.658	29.135.291
Dijon	21.776.189	7.069.511	363.864	13.576.530	2.977.285	3.145.139	946.617	49.855.135
Limoges	23.976.495	6.035.778	»	7.647.243	265.721	5.942.846	1.483.334	45.351.417
Clermont-Ferrand	7.178.508	6.597.072	216.347	2.890.575	2.095.200	7.104.410	1.959.666	28.041.774
Lyon	80.347.365	39.776.231	9.458.612	3.768.602	5.123.440	9.423.239	5.596.576	153.494.095
Bordeaux	22.693.940	3.331.666	18.842.425	859.219	17.700.318	1.194.725	2.483.103	67.105.396
Toulouse	25.975.094	3.173.965	207.895	3.769.913	571.275	2.429.666	675.243	36.803.051
Montpellier	7.717.611	5.347.825	»	1.569.039	»	1.776.568	150.778	16.561.821
Marseille	12.958.964	2.611.000	5.669.816	1.207.951	2.722.010	5.433.305	2.807.103	33.410.149
Strasbourg	170.261.999	10.692.900	6.907.212	15.433.859	21.746.163	3.563.626	861.458	229.467.217
Total	851.466.031	230.902.566	78.147.781	126.749.464	104.333.605	250.946.845	58.792.736	1.701.339.028

RÉGIONS	PRESTATIONS supplémentaires à payer de l'exercice (2)	DOTATIONS (2).	TOTAL des charges d'exploitation (3)	INVESTISSEMENTS DE L'ANNÉE (4)			
				Immeubles.	Matériel, mobilier et stocks.	Prêts, avances et titres de participation	Total B
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	31.104.052	20.852.192	531.625.325	131.215.609	7.151.492	50.290.381	188.657 482
Rouen	678.712	3.115.305	115.644.266	32.506.854	2.205.433	10.530.000	45.242.287
Lille	2.274.053	»	171.677.015	7.938.504	943.697	2.400.000	11.282.201
Nancy	38.887.715	5.239	148.340.287	690.847	»	10.300.000	10.690 847
Rennes	83.319	»	63.143.214	»	430.496	12.901.041	13.331.537
Nantes	839.125	1.038.640	80.561.927	4.526.923	355.761	25.487.704	30.370.388
Orléans	7.448	969.911	30.112.650	677.963	»	»	677.963
Dijon	923.396	»	50.778.531	»	2.777.221	22.208.310	24.985.531
Limoges	3.430.232	»	48.781.649	»	2.039 856	17.662.734	19.702.590
Clermont-Ferrand	408.231	»	28.450.005	»	244.490	24.415.000	24.659.490
Lyon	1.843.473	1.181.379	156.518.947	6.720.335	576.972	2.550.968	9.848.275
Bordeaux	»	»	67.105.396	»	2.774 877	18.897.270	21.672.147
Toulouse	421	»	36.803.472	2.320.199	3 928.456	»	6.248.655
Montpellier	398.252	524.165	17.484.238	1.628.913	»	4.601.439	6.230.352
Marseille	1.503.483	84.096	34.997.728	24.724.026	2.001.136	80.000	26.805.162
Strasbourg	»	»	229.467 217	10.699 776	10.743.856	83.214 229	104.657.861
Total	82.381.912	27.770.927	1.811.491.867	223.649.949	36.173.743	285.239.076	545.062.768

(1) Total des dépenses effectives de l'année figurant au compte d'exploitation d'action sanitaire et sociale.
(2) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.
(3) Y compris les prestations supplémentaires à payer et les dotations.
(4) Les recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations d'action sanitaire et sociale ne sont pas déduites.

XXXI. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1954.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT hospitalier	PROTECTION maternelle et infantile	LUTTE antituberculeuse	RÉÉDUCATION professionnelle et réadaptation fonctionnelle.	MAISONS de repos ou de convalescence	ENFANCE inadaptée.	CLINIQUES dentaires.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	38.840.451	179.933.246	23.354.327	107.386.439	»	98.915.912	1.199.178
Rouen	15.472.430	15.234.503	2.108.554	»	700.000	»	»
Lille	1.304.980	11.987.890	1.389.278	»	»	»	»
Nancy	10.000.000	21.277.498	6.000.000	»	»	»	1.500.000
Rennes	4.353.592	10.801.482	9.220.579	500.000	»	»	»
Nantes	6.250.000	1.431.510	16.789.983	4.600.000	»	»	»
Orléans	»	3.692.820	1.503.300	150.000	905.200	»	123.490
Dijon	13.283.731	4.068.811	7.826.000	450.000	1.088.443	»	»
Limoges	8.798.177	981.476	10.561.305	»	»	»	»
Clermont-Ferrand	12.700.000	99.241	13.165.000	296.309	»	»	»
Lyon	8.219.760	11.498.979	6.443.607	»	500.000	3.110.188	75.680
Bordeaux	1.244.927	6.300.000	720.739	»	23.127.131	»	4.605.412
Toulouse	540.000	299.895	4.178.100	»	»	2.881.965	»
Montpellier	»	435.500	4.562.325	»	»	»	»
Marseille	»	18.018.597	250.000	1.692.846	»	»	»
Strasbourg	43.764.229	4.888.575	8.187.758	15.800.000	14.875.305	»	9.018.657
Total	164.767.277	320.941.723	116.260.855	130.875.594	41.196.079	104.908.065	16.522.417

RÉGIONS	DIVERS	TOTAL	PRESTATIONS supplémentaires	SECOURS sociaux	FRAIS DE PERSONNEL et frais de gestion générale non ventilés.	TOTAL GÉNÉRAL (1)
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	34.439.044	484.068.597	133.146.046	29.279.931	21.831.989	668.326.563
Rouen	10.223.403	73.738.890	62.538.295	1.332.939	19.482.412	157.092.536
Lille	895.943	15.578.091	133.521.744	13.994.779	17.590.549	180.685.163
Nancy	2.065.509	39.343.007	61.601.442	13.374.236	5.819.495	120.138.180
Rennes	2.126.448	27.002.101	28.632.900	10.171.951	10.584.480	76.391.432
Nantes	3.591.907	34.163.400	43.375.098	5.736.516	25.779.536	109.054.550
Orléans	868.967	7.243.777	15.764.341	2.136.185	4.668.951	29.813.254
Dijon	4.701.522	31.418.207	21.776.189	13.576.530	8.069.740	74.840.666
Limoges	2.843.351	23.179.309	23.976.495	7.647.243	10.250.960	65.054.007
Clermont-Ferrand	7.307.559	33.568.109	7.178.508	2.890.571	9.064.076	52.701.264
Lyon	25.844.078	55.692.292	80.347.365	3.768.602	23.534.111	163.342.370
Bordeaux	7.656.724	43.654.933	22.693.940	859.219	25.569.451	88.777.543
Toulouse	2.270.555	10.170.515	25.975.094	3.769.913	3.136.184	43.051.706
Montpellier	350.000	5.347.825	7.717.611	1.569.039	8.157.698	22.792.173
Marseille	13.631.579	33.593.022	12.958.964	1.207.951	12.455.374	60.215.311
Strasbourg	15.731.449	112.257.973	170.261.999	15.433.859	36.171.247	334.125.078
Total	134.548.038	1.030.020.048	851.466.031	126.749.464	238.166.253	2.246.401.796

(1) Ce total correspond au total A du tableau XXX augmenté du total B.

XXXII. — **Dépenses de contrôle médical des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1954.**

RÉGIONS	INDEMNITÉS de déplacement et de séjour.	AUTRES DÉPENSES techniques.	FRAIS DE PERSONNEL		
			Traitements et salaires.	Cotisations de sécurité sociale et autres charges sociales.	Autres frais de personnel.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs
Paris	38.657.190	214.610	491.863.447	136.667.022	14.925.706
Rouen	4.853.511	2.969.746	66.224.003	20.960.494	161.196
Lille	17.245.673	8.881.166	138.580.156	36.652.039	5.274.137
Nancy	5.449.147	4.639.428	62.199.718	19.214.590	1.429.769
Rennes	4.590.192	2.262.092	32.011.056	9.471.178	118.671
Nantes	5.327.262	5.605.840	47.036.057	14.020.972	614.157
Orléans	2.274.859	785.401	25.464.330	7.493.081	207.514
Dijon	6.499.510	2.138.646	41.258.616	13.050.528	1.935.470
Limoges	5.159.945	2.816.985	31.566.573	9.710.595	595.333
Clermont-Ferrand	7.747.920	857.506	22.510.931	7.496.294	193.615
Lyon	8.608.335	9.189.911	115.509.512	34.818.136	858.473
Bordeaux	3.700.617	5.382.219	52.565.893	16.029.279	37.800
Toulouse	7.057.741	5.352.759	35.905.498	10.748.433	424.222
Montpellier	2.267.213	935.656	32.627.544	9.740.583	438.686
Marseille	3.493.852	4.731.263	76.338.948	22.434.214	1.363.502
Strasbourg	7.027.577	2.116.595	56.758.560	17.882.434	276.609
Total	129.960.544	58.879.823	1.328.420.842	386.389.872	28.854.860

RÉGIONS	FRAIS de gestion générale et divers.	TOTAL (1)	DOTATIONS (2)	REMBOURSEMENTS au titre des subsistants (3).	TOTAL des charges d'exploitation.
	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs
Paris	172.170.984	854.498.959	11.945.536	7.709.253	874.153.748
Rouen	22.927.437	118.096.387	3.651.672	944.119	122.692.178
Lille	39.247.251	245.880.422	1.892.463	1.507.895	249.280.780
Nancy	24.668.644	117.601.296	3.108.375	1.429.714	122.139.385
Rennes	22.133.708	70.586.897	3.042.919	1.383.388	75.013.204
Nantes	18.354.668	90.958.956	1.359.851	1.162.548	93.481.355
Orléans	11.814.299	48.039.484	2.207.341	955.516	51.202.341
Dijon	17.163.347	32.046.117	1.031.701	2.057.048	85.134.866
Limoges	15.503.826	65.353.257	3.352.414	477.733	69.183.404
Clermont-Ferrand	11.153.572	49.959.838	3.093.295	143.354	53.196.487
Lyon	44.669.755	213.654.122	3.964.011	3.346.311	220.964.444
Bordeaux	25.646.430	103.362.238	1.098.199	889.980	105.350.417
Toulouse	14.516.211	74.004.864	975.011	502.765	75.482.640
Montpellier	10.688.143	56.697.825	1.593.900	238.566	58.530.291
Marseille	23.588.271	131.950.050	688.116	890.613	133.528.779
Strasbourg	27.094.198	111.155.973	3.212.364	534.145	114.902.482
Total	501.340.744	2.433.846.685	46.217.168	24.172.948	2.504.236.801

(1) Dépenses effectives de l'année.
(2) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année
(3) Ces remboursements constituent des virements internes au régime.

XXXIII. — Dépenses de gestion administrative et immobilisations des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1954.

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale (part patronale).	AUTRES charges sociales	AUTRES FRAIS de personnel.	FRAIS de gestion générale.	REMISES aux sections mutualistes du régime général et aux correspondants.	TOTAL	REMBOURSEMENTS au titre des subsistants (1).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.942.085.056	790.980.731	208.471.851	89.512.981	1.050.791.459	141.630.752	6.223.472.830	257.004.742
Rouen	721.858.454	162.824.013	35.736.921	4.172.652	151.589.230	30.453.367	1.106.634.637	17.559.247
Lille	1.346.277.639	300.729.445	72.385.026	10.298.962	269.221.495	45.728.573	2.044.641.140	62.116.524
Nancy	614.358.755	147.443.649	35.593.577	3.523.630	152.317.709	18.060.955	971.898.275	9.593.101
Rennes	459.354.225	103.445.521	24.904.464	5.164.189	115.027.488	9.935.062	717.830.949	4.071.747
Nantes	560.457.411	126.149.902	28.322.872	6.733.545	149.553.845	25.560.859	896.778.434	16.749.914
Orléans	287.809.830	65.910.250	14.362.378	911.255	88.722.088	6.177.401	463.893.202	4.004.984
Dijon	464.822.919	103.988.106	25.298.577	2.389.824	106.636.706	21.861.524	724.997.656	5.021.460
Limoges	379.603.399	88.284.270	19.040.259	9.771.225	88.660.489	18.690.703	604.050.345	6.926.099
Clermont-Ferrand	284.385.392	68.294.883	16.118.127	3.652.129	71.118.132	4.788.699	448.357.362	3.665.053
Lyon	1.200.558.485	273.212.010	64.144.842	3.945.258	321.393.466	60.404.586	1.923.658.647	53.610.973
Bordeaux	490.507.652	110.681.567	25.985.919	4.184.887	143.013.346	21.773.093	796.146.464	6.374.767
Toulouse	356.274.419	81.814.331	17.793.107	2.276.258	86.142.353	15.922.671	560.223.139	8.965.771
Montpellier	341.929.726	76.772.766	18.566.751	2.741.163	82.747.561	13.110.405	535.868.372	2.263.515
Marseille	788.798.839	166.570.328	39.504.393	7.922.694	209.776.869	35.640.872	1.248.213.995	25.835.283
Strasbourg	763.609.819	163.320.093	77.076.253	24.246.308	187.854.763	5.508.072	1.221.615.308	4.320.669
Total	13.002.692.020	2.830.421.865	723.305.317	181.446.960	3.274.566.999	475.847.594	20.488.280.755	488.083.849

RÉGIONS	COTISATIONS aux unions de recouvrement (1).	DOTATIONS (2)	TOTAL des charges d'exploitation (3).	REMISES DE GESTION aux sociétés mutualistes.		IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE			
				de fonctionnaires.	d'étudiants.	Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagements	Matériel.	Total
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.
Paris	608.478.814	44.672.941	7.133.629.327	242.511.756	31.762.920	114.284.114	25.921.040	57.142.998	197.348.152
Rouen	21.338.493	26.219.350	1.171.751.727	32.076.089	1.084.860	68.988.983	9.986.101	30.331.695	109.306.779
Lille	»	54.965.170	2.161.722.834	60.909.114	4.204.270	8.039.041	4.310.434	50.044.362	62.393.837
Nancy	17.797.913	43.434.437	1.042.723.726	32.576.272	2.081.520	36.131.723	4.101.279	32.352.438	72.585.440
Rennes	»	36.590.869	758.493.565	41.076.525	2.483.880	6.031.916	2.779.800	39.235.088	48.046.804
Nantes	»	37.223.310	950.751.658	28.721.583	1.926.150	28.980.115	1.914.918	26.771.496	57.666.529
Orléans	»	25.306.783	493.204.969	20.256.292	»	»	1.131.928	11.635.615	12.767.543
Dijon	22.395.702	16.547.267	768.962.085	28.071.948	811.209	»	127.611	19.018.547	19.146.158
Limoges	24.164.279	56.988.854	692.129.577	40.350.160	952.630	»	4.684.757	39.397.414	44.082.171
Clermont-Ferrand	»	22.881.463	474.903.878	16.339.017	1.655.724	68.039.555	2.821.361	30.809.094	101.670.010
Lyon	94.990.644	42.378.816	2.114.639.080	56.810.768	6.898.080	47.200.134	1.298.427	31.919.456	80.418.017
Bordeaux	11.598.663	30.660.860	844.780.754	59.618.705	3.339.337	»	4.696.436	17.521.640	22.218.076
Toulouse	7.091.592	15.239.502	591.520.004	38.934.241	4.542.573	6.115.164	304.878	11.985.230	18.405.272
Montpellier	»	7.467.082	545.598.969	39.059.993	4.620.397	»	6.540.177	19.774.388	26.314.565
Marseille	47.355.936	37.276.906	1.358.682.120	63.272.164	4.005.288	73.164.875	5.193.101	26.333.926	104.691.902
Strasbourg	»	28.542.502	1.254.478.479	42.923.148	2.803.077	32.402.837	12.434.865	34.469.931	79.307.633
Total	855.212036	526.396.112	22.357.972.752	843.507.775	73.171.915	489.378.457	88.247.113	478.743.318	1.056.368.888

(1) Ces remboursements et cotisations constituent des virements internes au régime.
(2) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme les dotations.
(3) Y compris les remboursements au titre des subsistants, les cotisations aux unions de recouvrement et les dotations.

XXXIV. — **Dépenses de gestion administrative et immobilisations des unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. — Année 1954.**

UNIONS DE RECOUVREMENT	TRAITEMENTS et salaires.	COTISATIONS de sécurité sociale (part patronale).	AUTRES CHARGES sociales.	AUTRES FRAIS de personnel.	FRAIS de gestion générale.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs.
Paris	711.874.900	134.798.900	37.475.617	17.682.082	181.720.290	1.083.551.789
Melun	44.286.443	8.713.928	2.285.409	44.800	11.633.432	66.964.012
Evreux	34.147.038	7.709.509	1.780.544	33.290	7.666.489	51.336.870
Bar-le-Duc	18.143.710	3.877.710	930.627	»	4.494.974	27.447.021
Besançon	16.138.507	3.261.515	920.741	29.570	4.259.992	24.610.325
Belfort	10.041.195	1.998.794	527.406	49.876	2.302.793	14.920.064
La Rochelle	30.568.360	7.056.883	1.614.533	169.960	8.377.230	47.786.966
Annonay	7.242.340	1.709.911	303.812	4.640	1.649.031	10.909.734
Grenoble	52.010.811	10.740.654	2.861.245	108.995	14.933.659	80.655.364
Chambéry	24.170.930	5.299.298	1.273.131	15.580	7.643.400	38.402.339
Lyon	40.937.868	9.124.728	2.137.561	91.387	14.376.726	66.668.270
Bayonne	14.318.855	3.113.126	753.441	»	3.664.464	21.849.886
Toulouse	504.596	105.649	11.310	18.420	12.857.632	13.497.607
Nice	57.351.359	12.061.302	2.618.871	246.435	13.666.797	85.944.764
Digne	5.113.044	1.299.199	320.449	»	1.292.567	8.025.259
Total	1.066.849.956	210.871.106	55.814.697	18.495.035	290.539.476	1.642.570.270

UNIONS DE RECOUVREMENT	DOTATIONS (1)	TOTAL des charges d'exploitation (2).	IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE			
			Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagements.	Matériel.	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	63.447.557	1.146.999.346	»	1.982.941	98.291.968	100.274.909
Melun	2.087.551	69.051.563	»	36.743	1.510.255	1.546.998
Evreux	3.279.519	54.616.389	»	15.191	6.284.857	6.300.048
Bar-le-Duc	1.292.054	28.739.075	»	46.763	1.245.291	1.292.054
Besançon	»	24.610.325	»	»	»	»
Belfort	5.325.982	20.246.046	»	33.950	4.744.461	4.778.411
La Rochelle	1.086.603	48.873.569	»	440.678	4.992.341	5.433.019
Annonay	1.323.167	12.232.901	»	»	»	»
Grenoble	4.448.747	85.104.111	23.675.000	»	4.448.747	28.123.747
Chambéry	»	38.402.339	»	32.192	883.385	915.577
Lyon	288.638	66.956.908	»	4.040.924	50.000	4.090.924
Bayonne	762.036	22.611.922	762.036	»	»	762.036
Toulouse	138.748	13.636.355	»	»	693.742	693.742
Nice	»	85.944.764	»	»	»	»
Digne	»	8.025.259	»	»	»	»
Total	83.480.602	1.726.050.872	24.437.036	6.629.382	123.145.047	154.211.465

NOTA. — La participation des différentes caisses primaires et d'allocations familiales aux dépenses de fonctionnement des unions de recouvrement est précisée dans les tableaux XXXI du chapitre A et XIII du chapitre B.

(1) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.

(2) Y compris les dotations.

XXXV. — **Etat du personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	SERVICES ADMINISTRATIFS								SERVICES SOCIAUX (1)				PERSONNEL des œuvres propres aux caisses		
	Personnel de direction.	Agents des cadres (2).	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total	Personnel à temps partiel.	Personnel technique.	Agents administratifs.	Total	Personnel à temps partiel.	Permanent.	Saisonnier.	Total
Paris	76	830	539	5.010	219	123	6.827	271	33	933	966	8	647	261	908
Rouen	25	134	63	1.121	24	29	1.396	40	86	72	158	5	8	»	8
Lille	51	258	94	2.160	43	42	2.648	83	109	177	286	20	3	1	4
Nancy	28	130	73	962	8	24	1.225	77	61	56	117	8	8	2	10
Rennes	19	115	23	733	12	30	932	29	24	54	78	3	»	»	»
Nantes	23	120	35	839	11	55	1.083	49	52	56	108	7	81	23	104
Orléans	16	66	33	400	10	63	588	7	10	44	54	2	1	7	8
Dijon	27	107	48	671	16	30	899	41	18	72	90	17	11	»	11
Limoges	20	78	31	621	14	31	795	23	36	28	64	6	25	2	27
Clermont-Ferrand	12	62	24	420	5	35	558	43	19	28	47	4	»	2	2
Lyon	45	252	206	1.700	28	30	2.261	119	42	219	261	21	141	2	143
Bordeaux	18	118	41	729	17	38	961	37	64	41	105	5	34	»	34
Toulouse	17	91	29	567	9	6	719	16	18	63	81	3	6	6	12
Montpellier	13	81	40	476	6	6	622	23	47	17	64	4	»	»	»
Marseille	23	185	116	996	19	38	1.377	76	110	49	159	1	4	»	4
Strasbourg	26	228	79	1.053	4	48	1.438	116	33	82	115	15	147	2	149
Total	439	2.855	1.474	18.488	445	628	24.329	1.050	762	1.991	2.753	129	1.116	308	1.424

(1) Action sanitaire et sociale et contrôle médical.
(2) Y compris 368 contrôleurs d'employeurs.

XXXVI. — **Etat du personnel des unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (services administratifs). — Année 1954.**

UNIONS de recouvrement.	PERSONNEL de direction.	CADRES et maîtrise (1).	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service.	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel
Paris	3	444	678	48	1	1.174	»
Melun	2	14	45	»	5	66	»
Evreux	»	15	51	»	»	66	2
Bar-le-Duc	2	8	20	»	»	30	2
Besançon	1	6	19	»	2	28	2
Belfort	»	5	17	»	»	22	»
La Rochelle	»	13	51	»	»	64	1
Annonay	»	6	7	»	»	13	»
Grenoble	2	29	68	»	»	99	»
Lyon	3	58	161	»	3	225	»
Chambéry	2	13	28	»	»	43	1
Bayonne	2	11	23	»	»	36	»
Toulouse	»	1	»	»	7	8	»
Digne	2	4	7	»	»	13	»
Nice	2	28	72	»	»	102	5
Total	21	655	1.247	48	18	1.989	13

(1) Y compris 300 contrôleurs d'employeurs.

XXXVII. — **Produits des dommages intérêts et recours contre tiers.**

RÉGIONS	ASSURANCES sociales.	ACCIDENTS du travail	RÉGIONS	ASSURANCES sociales.	ACCIDENTS du travail
	Francs.	Francs.		Francs.	Francs.
Paris	189.394.129	254.396.315	Clermont-Ferrand	20.834.768	23.807.890
Rouen	34.918.056	36.432.352	Lyon	103.096.387	90.093.729
Lille	75.826.176	78.766.755	Bordeaux	36.873.252	29.692.017
Nancy	35.683.901	38.074.533	Toulouse	11.338.867	16.568.056
Rennes	15.567.025	11.953.282	Montpellier	23.844.209	27.102.247
Nantes	29.064.581	22.743.292	Marseille	55.101.564	60.059.384
Orléans	11.037.925	8.759.336	Strasbourg	52.961.390	50.842.072
Dijon	32.762.055	28.378.906			
Limoges	12.440.011	14.089.198	Total	740.744.296	791.759.364

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

I. — Gestion des assurances sociales. — Charges d'exploitation.

RÉGIONS	PRESTATIONS à payer de l'exercice.	PENSIONS	REMBOURSEMENTS aux caisses primaires de frais de rééducation professionnelle.	SUBVENTIONS de compensation.	AUTRES dépenses techniques.	FRAIS de justice.	PRÉLÈVEMENT pour opérations administratives.	TOTAL des charges d'exploitation.
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	6.375.243.280	43.744.906	17.994.242.616	1.110	1.176.188	363.490.223	24.777.898.323
Rouen	»	1.018.828.670	8.796.557	1.983.448.574	»	372.732	48.330.716	3.059.777.249
Lille	16.004.760	2.217.429.637	18.075.972	»	»	190.166	89.522.997	2.341.223.532
Nancy	7.901.874	649.839.461	4.644.195	2.065.100.568	50.822	83.600	31.500.083	2.759.120.603
Rennes	»	521.143.886	1.782.742	1.213.591.912	»	25.662	28.600.307	1.765.144.509
Nantes	»	676.885.496	2.732.505	»	»	91.796	33.207.884	713.007.681
Orléans	4.112.800	335.076.744	1.692.417	500.377.452	»	11.250	18.885.486	860.156.149
Dijon	»	532.058.214	3.901.182	1.306.027.420	»	224.745	27.571.199	1.869.782.760
Limoges	»	507.221.067	»	1.868.663.164	4.073.579	22.930	27.267.509	2.407.248.249
Clermont-Ferrand	»	401.426.979	3.303	764.191.704	»	236.727	24.230.585	1.187.089.298
Lyon	»	1.627.304.398	8.514.562	4.249.044.473	»	103.625	76.918.021	5.961.885.079
Bordeaux	»	467.919.896	657.320	6.275.759.155	779.446	115.635	28.513.869	6.773.745.321
Toulouse	»	453.329.122	2.100.937	1.085.340.977	»	72.822	23.525.149	1.564.369.007
Montpellier	9.305.724	375.901.363	5.950.556	81.077.502	7.682.630	10.000	19.628.759	499.556.534
Marseille	8.225	783.038.390	9.954.541	3.124.407.296	»	135.170	32.980.439	3.950.524.061
Strasbourg	»	1.838.972.940	2.991.781	4.090.586.615	564.528	158.199	100.283.174	6.033.557.237
Total	37.333.383	18.781.619.543	115.543.476	46.601.859.428	13.152.115	3.031.247	971.546.400	66.524.085.592

II. — Gestion des accidents du travail. — Charges d'exploitation.

RÉGIONS	PRESTATIONS à payer de l'exercice.	RENTES	RACHATS DE RENTES	FRAIS D'AUTOPSIE remboursés aux caisses primaires.	FRACTION DES FRAIS de soins d'urgence imputée à la gestion des accidents du travail.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	3.524.651.917	32.454.232	158.215	45.354.269
Rouen	»	830.931.185	15.158.076	39.015	10.718.700
Lille	4.720.769	1.194.711.593	27.849.887	175.276	»
Nancy	15.495.006	770.531.999	6.951.963	125.178	13.607.710
Rennes	»	303.537.043	8.240.219	18.726	3.379.140
Nantes	»	400.801.055	11.819.532	31.224	5.773.552
Orléans	»	258.809.066	5.082.329	7.814	4.792.033
Dijon	523.704	438.070.452	11.235.000	68.307	14.839.379
Limoges	»	385.752.557	9.622.349	59.241	538.282
Clermont-Ferrand	»	321.787.935	23.862.336	21.681	6.081.625
Lyon	»	1.423.885.810	29.965.219	74.733	42.819.905
Bordeaux	»	463.700.197	4.253.343	58.272	2.514.071
Toulouse	»	330.511.076	5.038.019	10.225	1.641.830
Montpellier	41.086.192	333.609.812	4.604.910	12.805	1.299.472
Marseille	»	832.336.501	31.534.520	»	9.275.289
Strasbourg	»	1.244.984.758	11.581.698	62.815	4.812.655
Total	61.825.671	13.058.612.956	239.253.122	923.557	167.448.212

RÉGIONS	FRAIS D'ENQUÊTES et d'expertises.	SUBVENTIONS de compensation.	AUTRES dépenses techniques.	FRAIS de justice.	PRÉLÈVEMENTS pour opérations administratives.	TOTAL des charges d'exploitation.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	37.998.361	»	398.480	11.703.909	624.550.518	4.277.269.901
Rouen	12.795.071	112.268.870	6.372	2.870.258	109.334.768	1.094.122.315
Lille	24.744.859	»	»	1.881.615	187.082.756	1.441.166.755
Nancy	11.525.198	»	2.599.519	1.909.159	111.970.455	934.716.187
Rennes	4.659.243	85.632.677	54.872	797.188	54.888.085	461.207.523
Nantes	7.373.430	»	»	1.866.902	68.901.161	496.566.856
Orléans	3.754.421	»	»	652.869	45.261.862	318.360.424
Dijon	7.690.812	60.596.106	105.816	1.206.530	85.657.026	619.993.102
Limoges	5.388.707	»	»	853.752	56.694.838	458.909.726
Clermont-Ferrand	5.373.187	35.164.184	»	1.434.000	55.917.097	449.642.045
Lyon	22.954.353	492.260.572	»	2.526.543	227.043.538	2.241.530.673
Bordeaux	4.393.215	158.006.571	16.706.566	1.162.473	81.439.964	732.234.672
Toulouse	4.513.325	»	»	1.112.296	51.205.665	394.032.436
Montpellier	2.771.570	»	»	702.214	52.071.184	436.155.159
Marseille	6.812.054	»	»	2.021.084	145.166.407	1.027.145.855
Strasbourg	8.930.273	»	»	1.557.023	158.372.500	1.430.301.122
Total	171.678.079	943.928.980	19.871.625	34.257.815	2.115.557.824	16.813.357.841

III. — **Gestion de la prévention des accidents du travail. — Charges d'exploitation. — Année 1954.**

RÉGIONS	SUBVENTIONS de fonctionnement ou d'exploitation.	SUBVENTIONS aux entreprises.	PARTICIPATIONS	RÉCOMPENSES, prix, concours.	FRACTION des frais de soins d'urgence imputée à la prévention	AUTRES dépenses techniques.	TRAITEMENTS et salaires.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES frais de personnel.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	1.777.800	»	»	590.871	45.354.269	429.357	116.996.591	24.138.184	»
Rouen	»	»	»	617.589	10.718.699	2.482.699	16.609.786	3.595.081	»
Lille	»	21.593.598	22.874.879	1.924.331	25.847.994	3.138.576	35.025.036	9.175.336	1.777
Nancy	»	40.909	»	274.000	13.607.711	»	18.099.407	4.490.619	»
Rennes	»	»	»	165.027	3.379.410	8.500	10.621.842	1.936.802	394.614
Nantes	»	»	»	66.000	6.172.522	201.171	16.977.319	3.603.003	22.389
Orléans	»	»	»	240.620	277.912	»	11.131.756	2.823.777	1.115.834
Dijon	»	»	»	568.794	14.839.379	10.789	9.416.141	2.217.327	»
Limoges	»	»	538.279	789.180	»	88.610	11.138.477	2.183.325	»
Clermont-Ferrand	24.988.400	»	»	15.064	6.081.624	410.230	10.715.193	2.651.794	194.599
Lyon	»	»	5.283.806	71.084	42.819.904	119.647	22.898.011	5.931.419	»
Bordeaux	»	»	»	»	»	6.405	7.730.696	1.882.148	172.874
Toulouse	2.250.000	»	39.430	190.000	1.641.831	3.910	6.540.472	1.538.926	256.524
Montpellier	»	»	»	165.000	1.135.753	395.736	11.740.754	2.591.213	»
Marseille	»	266.764	»	73.000	9.275.290	471.772	21.913.119	4.714.200	81.863
Strasbourg	1.000.000	»	»	2.098.360	4.812.656	»	23.094.742	5.239.775	9.633
Total	30.016.200	21.906.271	28.736.394	7.788.923	185.965.014	7.767.402	350.682.345	78.772.986	2.250.107

RÉGIONS	IMPOTS et taxes.	FRAIS pour biens meubles et immeubles.	FRAIS de transport et de déplacement.	FOURNITURES extérieures.	FRAIS de gestion générale.	INTÉRÊTS des avances et des prêts dus à d'autres organismes.	DOTATIONS	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	5.793.385	356.545	9.490.530	308.332	3.858.859	37.150	1.492.801	»	210.624.671
Rouen	835.123	27.489	3.889.325	»	1.593.761	53.770	470.387	»	40.893.709
Lille	1.791.076	77.642	5.748.735	»	4.171.050	7.617	496.862	»	131.882.512
Nancy	904.970	187.293	4.251.681	211.316	2.107.331	»	1.469.573	»	45.647.843
Rennes	531.516	156.235	2.455.147	53.442	1.321.787	»	51.203	62.729	21.188.284
Nantes	858.016	113.135	2.149.120	103.337	876.202	»	531.837	»	31.631.081
Orléans	»	1.251	2.793.876	26.550	5.635.962	»	»	»	24.050.511
Dijon	471.412	728.833	3.053.082	11.462	576.006	»	909.655	»	32.792.880
Limoges	557.046	135.497	2.459.179	32.442	748.861	»	994.152	»	19.635.048
Clermont-Ferrand	515.350	»	1.751.045	»	363.476	»	199.303	1.031.290	48.957.368
Lyon	1.144.903	37.050	4.034.187	»	3.964.313	57.110	2.735.983	»	89.097.120
Bordeaux	437.371	517.715	1.741.880	198.916	884.571	»	155.263	664.184	14.391.982
Toulouse	327.015	204.981	1.399.115	»	506.574	»	»	»	14.898.778
Montpellier	537.211	40.626	1.665.653	9.939	768.606	»	103.767	757.283	19.851.571
Marseille	1.091.679	248.591	3.747.874	10.136	1.460.305	»	»	»	43.354.593
Strasbourg	1.036.146	241.386	4.602.423	100.216	2.858.958	»	608.558	»	45.082.883
Total	16.865.249	3.074.272	54.602.855	1.069.088	31.596.522	155.647	10.219.374	2.515.486	833.981.135

IV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales du régime général des dépenses effectuées au titre des pensions d'invalidité.**

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ servies.
	P. 100
Paris	4,48
Rouen	5,02
Lille	4,98
Nancy	2,68
Rennes	4,78
Nantes	4,41
Orléans	3,83
Dijon	3,24
Limoges	5,14
Clermont Ferrand	4,90
Lyon	4,02
Bordeaux	3,54
Toulouse	4,97
Montpellier	5,11
Marseille	3,77
Strasbourg	7,70
France entière	4,51

V. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail (1) des dépenses effectuées au titre des rentes d'accidents du travail.**

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ servies.
	P. 100
Paris	17,79
Rouen	22,64
Lille	16,50
Nancy	17,57
Rennes	18,12
Nantes	16,65
Orléans	20,03
Dijon	19,07
Limoges	24,65
Clermont-Ferrand	23,37
Lyon	21,30
Bordeaux	22,80
Toulouse	26,75
Montpellier	30,51
Marseille	22,69
Strasbourg	40,07
France entière	20,55

(1) Produit net des cotisations, tableau IV du chapitre A : caisses primaires de sécurité sociale.

VI. — **Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application du décret-loi du 28 octobre 1935.				NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945.							
					A 30 p 100 du salaire de base				A 40 p 100 du salaire de base			
	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total	Pensions complètes	Pensions suspendues.		Total	Pensions complètes	Pensions suspendues.		Total
		En partie	En totalité			En partie.	En totalité			En partie	En totalité	
Paris	11.410	1.450	9.417	22.277	13.288	3.313	7.189	23.790	33.794	1.576	6.347	41.717
Rouen	2.041	95	1.445	3.581	1.710	209	884	2.803	7.392	95	939	8.426
Lille	3.964	12	2.014	5.990	2.875	67	1.973	4.915	15.757	129	2.309	18.235
Nancy	1.368	50	660	2.078	1.244	72	554	1.870	3.826	51	408	4.285
Rennes	1.165	40	630	1.835	1.487	57	843	2.387	3.531	11	415	3.957
Nantes	1.518	59	1.035	2.612	1.503	85	589	2.182	4.098	32	554	4.684
Orléans	1.067	13	20	1.100	868	25	23	916	2.773	6	9	2.788
Dijon	1.203	271	937	2.411	954	220	481	1.655	2.983	95	368	3.446
Limoges	1.515	48	907	2.470	1.002	73	398	2.073	2.898	9	254	3.161
Clermont-Ferrand	905	32	526	1.463	1.632	35	467	2.134	1.764	22	259	2.045
Lyon	3.367	264	3.179	6.810	372	151	2.741	3.264	12.561	169	1.501	14.231
Bordeaux	1.139	33	1.086	2.258	1.204	46	633	1.883	2.752	11	503	3.266
Toulouse	994	105	671	1.770	1.071	79	435	1.585	2.795	58	363	3.216
Montpellier	842	»	441	1.283	996	»	294	1.290	2.397	»	47	2.444
Marseille	1.288	34	606	1.928	716	10	370	1.096	5.822	44	591	6.457
Strasbourg	12.444	109	759	13.312	400	13	58	471	1.104	5	107	1.216
Total	46.260	2.615	24.333	73.208	31.927	4.455	17.932	54.314	106.247	2.313	15.064	123.624

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945				NOMBRE de pensions de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945)	NOMBRE TOTAL DE PENSIONS				MONTANT des pensions servies au cours de l'année	NOMBRE total de pensions donnant lieu à majoration pour assistance d'une tierce personne	NOMBRE de pensions supprimées ou éteintes dans l'année
	A plus de 40 p 100 du salaire de base											
	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total		Pensions complètes	Pensions suspendues		Total			
		En partie	En totalité				En partie	En totalité				
Paris	1.436	12	1	1.449	458	60.378	6.353	22.960	89.691	6.375.243.280	2.073	10.943
Rouen	250	»	»	250	164	11.557	399	3.268	15.224	1 018.828.670	367	1.351
Lille	515	3	»	518	459	23.570	211	6.386	30.167	2.217.429.637	782	3.722
Nancy	155	»	»	155	225	6.814	174	1.625	8.613	649.839.461	305	1.048
Rennes	98	»	»	98	98	6.378	108	1.889	8.375	521.143.886	167	986
Nantes	134	»	»	134	121	7.407	176	2.180	9.763	676.885.496	204	1.191
Orléans	103	»	2	105	27	4.838	44	54	4.936	335.076.744	136	560
Dijon	141	9	1	151	105	5.383	595	1.790	7.768	532.058.214	228	886
Limoges	148	»	»	148	95	6.256	130	1.561	7.947	507.221.067	242	664
Clermont-Ferrand	62	1	1	64	77	4.437	90	1.256	5.783	401.426.979	163	621
Lyon	257	»	10	267	181	16.734	584	7.435	24.753	1.627.304.398	1.377	3.138
Bordeaux	169	2	1	172	90	5.349	92	2.228	7.669	467.919.896	246	864
Toulouse	134	»	»	134	98	5.092	212	1.469	6.803	453.329.122	144	681
Montpellier	127	»	»	127	88	4.416	»	786	5.232	375.901.363	156	695
Marseille	358	7	2	367	198	8.382	95	1.569	10.046	783.038.390	349	1.091
Strasbourg	46	»	1	47	3.692	17.838	132	968	18.938	1.838.972.940	561	2.871
Total	4.133	34	19	4.186	6.376	194.859	9.425	57.421	261.708	18.781.[illegible]9.543	7.500	31.312

VII. — **Etat par catégorie des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		RÉCAPITULATION		TOTAL des décès correspondant aux rentes en cours.
	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	Nombre	Montant.	
		Francs		Francs.		Francs		Francs		Francs.	
Paris	113.195	3.009.805.609	3.036	354.028.480	2.354	138.930.498	595	21.887.330	119.180	3.524.651.917	3.468
Rouen	24.009	677.759.600	989	98.244.134	590	50.175.873	160	4.751.378	25.748	830.931.185	1.206
Lille	44.978	956.634.982	1.522	163.101.856	758	67.016.604	235	7.958.151	47.493	1.194.711.593	1.687
Nancy	25 979	622.636.535	873	91.289.191	1.090	47.462.188	293	9.143.785	28.235	770.531.999	1.197
Rennes	8.981	225.765.533	559	50.134.926	744	26.781.806	30	854.778	10.314	303.537.043	643
Nantes	13.371	305.062.137	637	90.340.960	36	2.168.536	107	3.229.422	14.151	400.801.055	719
Orléans	7.904	213.807.564	315	29.664.551	172	14.061.768	45	1.275.183	8.436	258.809.066	360
Dijon	14.957	353.892.350	544	53.769.414	624	26.369.958	132	4.038.730	16.257	438.070.452	598
Limoges	10.647	318.479.286	169	62.684.992	16	1.475.812	92	3.112.467	10.924	385.752.557	549
Clermont-Ferrand	11.218	270.628.403	304	34.925.208	179	14.913.245	42	1.321.079	11.743	321.787.935	339
Lyon	57.464	1.191.812.132	1.346	142.651.815	748	77.362.661	366	12.059.202	59.924	1.423.885.810	1.652
Bordeaux	15.519	400.557.552	481	41.739.226	504	17.984.774	112	3.418.645	16.616	463.700.197	547
Toulouse	9 082	271.791.041	396	37.558.384	381	18.910.620	86	2.251.031	9.945	330.511.076	526
Montpellier	10.266	285.713.316	296	30.510.321	277	15.891.376	48	1.494.799	10.887	333.609.812	304
Marseille	34.683	695.245.127	864	88.938.237	934	41.801.225	223	6.351.912	36.704	832.336.501	1.007
Strasbourg	28.886	968.932.278	2.102	226.154.831	986	41.880.358	281	8.017.291	32.255	1.244.984.758	2.398
Total	431 139	10.768.523.645	14.433	1.595.736.826	10.393	603.187.302	2.847	91.165.183	458.812	13.058.612.956	17.200

VIII. — **Etat par catégorie des rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		TOTAL		NOMBRE d'accidents graves.		TOTAL des décès correspondant à ces rentes.
	Nombre	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant	Nombre.	Montant.	déclarés dans l'année.	déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1954.	
		Francs.		Francs		Francs.		Francs		Francs.			
Paris	21.531	775.789.204	528	77.450.932	556	34.986.933	127	5.294.744	22.742	893.519.813	27.405	8.392	596
Rouen	4.801	145.318.020	141	16.161.020	86	8.823.480	22	773.260	5.050	171.075.780	5.953	3.636	138
Lille	7.059	180.276.952	251	29.192.920	134	15.190.260	35	1.492.080	7.929	226.152.212	10.898	6.683	279
Nancy	4.456	122.779.774	155	18.228.348	285	15.347.196	67	2.423.629	4.963	158.778.947	5.370	3.980	170
Rennes	1.785	47.543.604	106	10.025.260	195	7.435.808	6	166.448	2.092	65.171.120	2.884	1.834	108
Nantes	2.431	62.055.160	114	16.491.170	15	2.404 350	16	361.180	2.596	81.311.860	3.429	1.750	131
Orléans	1.424	43.496.990	57	5.901.260	29	3.877.920	4	178.320	1.514	53.454.490	1.819	1.399	60
Dijon	2.507	69.011.946	95	11.560.360	135	7.320.860	22	744.280	2.759	88.637.446	3.811	2.740	99
Limoges	1.989	62.282.420	74	9.540.240	2	170.880	19	534.780	2.084	72 528.320	2.393	1.757	83
Clermont-Ferrand	2.130	51.770.289	57	5.936.971	39	3.989.519	7	190.696	2.233	61.887.505	2.667	1.076	68
Lyon	13.909	308.177.984	252	26.635.380	141	14 233.700	78	2.935.340	14.380	351.982.404	14.489	5.893	284
Bordeaux	3.358	96.576.680	80	7.471.560	105	4.256.560	21	651.040	3.564	108.955.840	3.424	3.564	92
Toulouse	1.805	57.749.327	47	4.929.900	65	3.174.940	13	532.100	1.930	66.386.267	2.212	1.933	68
Montpellier	1.670	50.355 100	38	3.738.900	42	2.690 420	7	202.580	1.757	56.987.000	2.007	1.828	51
Marseille	6.677	193.870 920	132	36.075.330	95	6.114.470	36	1.080.420	6.940	237.141.140	8.495	4.994	132
Strasbourg	4.527	152.952.760	172	25.989.164	195	9.819.020	21	674.864	4.915	189.435.808	4.867	3.614	205
Total	82 509	2.120.007.130	2.229	305.328.715	2.119	139.836.346	501	18.233.761	87.428	2.883.405.952	102.123	55.073	2.564

IX. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		SUISSE		ALLEMAGNE		POLOGNE	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	18	1.306.118	72	8.157.639	112	5.324.566	9	687.366	15	1.750.687
Rouen	2	47.377	10	1.209.656	1	32.399	»	»	1	63.800
Lille	1.019	85.120.655	18	2.313.417	3	443.182	2	71.284	»	»
Nancy	34	4.353.318	22	1.558.242	»	»	»	»	6	644.626
Rennes	6	60.167	4	91.200	2	32.900	»	»	»	»
Nantes	»	»	»	»	1	16.450	2	131.600	»	»
Orléans	2	104.950	4	281.267	1	44.367	»	»	5	412.912
Dijon	1	32.638	7	510.654	15	1.608.140	2	158.510	8	497.533
Limoges	»	»	7	772.132	1	46.700	»	»	»	»
Clermont-Ferrand.	»	»	2	99.144	2	180.600	»	»	4	259.333
Lyon	3	224.876	76	5.843.292	4	386.795	2	593.326	8	925.306
Bordeaux	2	108.840	»	»	»	»	1	49.049	»	»
Toulouse	»	»	8	564.363	»	»	»	»	»	»
Montpellier	»	»	3	272.800	1	49.350	»	»	1	81.200
Marseille	»	»	18	1.154.107	1	66.400	»	»	»	»
Strasbourg	2	123.040	102	9.771.083	12	809.636	34	6.131.903	44	3.142.700
Total	1.089	91.486.979	353	32.598.996	156	9.041.485	52	7.823.038	92	7.778.097

RÉGIONS	PORTUGAL		ESPAGNE		LUXEMBOURG		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées
		Francs		Francs.		Francs.		Francs.		Francs
Paris	»	»	»	»	5	161.488	19	1.795.125	250	19.182.989
Rouen	»	»	»	»	1	49.350	1	64.300	16	1.466.882
Lille	26	2.226.919	»	»	2	96.700	8	510.753	1.078	90.782.910
Nancy	»	»	»	»	»	»	2	386.033	64	6.947.219
Rennes	»	»	»	»	3	48.922	»	»	15	233.189
Nantes	»	»	»	»	»	»	4	715.381	7	863.431
Orléans	»	»	2	162.300	»	»	»	»	14	1.005.796
Dijon	»	»	3	260.133	»	»	»	»	36	3.067.608
Limoges	»	»	3	250.349	»	»	5	330.300	16	1.399.481
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	8	539.077
Lyon	»	»	2	182.600	»	»	3	217.500	98	8.373.695
Bordeaux	»	»	3	207.350	»	»	2	90.074	8	455.313
Toulouse	»	»	10	864.939	»	»	»	»	18.	1.429.302
Montpellier	1	104.450	5	199.633	»	»	1	107.900	12	815.333
Marseille	»	»	1	64.800	»	»	3	236.250	23	1.521.557
Strasbourg	1	114.950	»	»	11	1.206.413	11	1.040.100	217	22.339.825
Total	28	2.446.319	29	2.192.104	22	1.562.873	59	5.493.716	1.880	160.423.607

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau I.

X. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des accidents du travail** (1).

RÉGIONS	ITALIE		BELGIQUE		ALLEMAGNE		POLOGNE		ESPAGNE		PORTUGAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
		Francs		Francs		Francs		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	104	4.979.875	22	924.091	14	593.507	16	265.778	»	»	4	257.501
Rouen	42	1.674.430	8	239.913	1	37.800	2	115.920	10	498.895	4	600.253
Lille	91	3.791.303	1.619	39.933.768	19	453.916	16	368.441	2	131.620	2	112.800
Nancy	171	8.108.739	244	10.248.430	27	979.848	14	717.557	11	440.823	»	»
Rennes	16	164.209	8	32.804	»	»	»	»	12	143.280	4	52.928
Nantes	7	345.472	1	1.005	»	»	1	57.500	2	123.390	1	19.725
Orléans	5	109.267	2	55.295	1	21.440	1	2.100	3	331.600	»	»
Dijon	72	4.742.233	3	41.755	9	254.247	5	218.492	4	243.844	4	280.346
Limoges	26	1.946.560	»	»	1	10.248	1	25.899	12	469.138	7	618.526
Clermont-Ferrand	17	1.290.519	1	43.350	2	31.774	2	119.715	4	103.668	6	247.420
Lyon	377	21.788.964	6	167.130	24	619.017	7	247.140	21	922.871	6	433.885
Bordeaux	10	406.923	3	175.875	3	154.980	»	»	12	368.504	3	113.400
Toulouse	32	1.730.812	1	17.520	1	18.900	1	2.520	28	1.366.470	3	166.370
Montpellier	29	2.052.786	3	142.680	1	50.618	»	»	13	587.973	2	37.800
Marseille	98	4.558.384	3	221.453	5	140.750	»	»	16	908.647	»	»
Strasbourg	347	19.025.507	23	1.101.406	128	6.538.452	151	7.432.891	4	295.677	2	283.500
Total	1.454	76.715.983	1.947	53.346.475	236	9.905.497	217	9.573.953	154	6.936.400	48	3.224.454

RÉGIONS	SUISSE		YOUGOSLAVIE		LUXEMBOURG		CANADA		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	17	951.986	2	85.890	2	28.704	20	355.513	23	970.389	224	9.413.234
Rouen	»	»	4	248.955	»	»	5	63.465	6	114.750	82	3.594.381
Lille	»	»	2	33.580	»	»	3	42.865	10	336.187	1.764	45.204.480
Nancy	1	7.932	1	138.600	6	186.981	6	143.442	5	117.870	486	21.090.222
Rennes	»	»	»	»	»	»	4	5.992	20	165.677	64	564.890
Nantes	1	19.563	»	»	»	»	4	121.082	4	200.341	21	888.078
Orléans	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	519.702
Dijon	4	217.151	»	»	2	45.766	1	33.360	10	144.655	114	6.221.849
Limoges	»	»	1	51.624	»	»	»	»	6	94.439	54	3.216.434
Clermont-Ferrand	»	»	1	211.882	»	»	»	»	»	»	33	2.048.328
Lyon	15	899.187	3	83.790	»	»	6	124.650	22	637.418	487	25.924.052
Bordeaux	2	113.400	»	»	»	»	4	39.800	5	40.285	42	1.413.167
Toulouse	1	10.820	1	75.600	»	»	4	168.100	3	19.330	75	3.576.442
Montpellier	3	59.850	2	101.800	»	»	4	50.685	1	53.397	68	3.137.589
Marseille	5	124.514	»	»	»	»	5	42.971	12	519.759	144	6.516.478
Strasbourg	22	712.317	29	1.354.405	26	1.307.605	8	171.125	24	1.018.595	764	39.241.480
Total	71	3.116.720	46	2.386.126	36	1.569.056	74	1.363.050	151	4.433.092	4.434	172.570.806

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau II.

XI. — **Gestion de l'action sanitaire et sociale. — Charges d'exploitation et investissements.**

RÉGIONS	PRESTATIONS extra-légales.	SUBVENTIONS aux œuvres étrangères aux caisses.	SUBVENTIONS pour fonctionnement des œuvres des caisses.	SUBVENTIONS pour déficit des œuvres des caisses.	PARTICIPATIONS légales.	PARTICIPATIONS P. M. I.	SECOURS sociaux	AUTRES dépenses techniques.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	137.201.425	98.281.348	»	33.598.362	»	»	11.238.029
Rouen	193.215	7.466.115	»	»	18.556.241	»	116.353	3.480.686
Lille	2.970.030	175.587.378	3.180.662	»	»	4.238.800	»	19.180
Nancy	»	124.119.916	»	3.500.000	»	»	3.034.780	»
Rennes	»	600.000	»	»	»	500.000	»	»
Nantes	»	38.676.422	»	3.307.850	»	»	600.000	»
Orléans	»	10.964.218	7.620.789	1.017.050	»	»	»	»
Dijon	»	1.872.101	282.197	8.800.695	»	»	»	2.205.000
Limoges	»	6.077.462	»	»	1.214.313	»	»	»
Clermont-Ferrand	»	21.385.631	»	»	68.300	»	»	»
Lyon	116.888	500.531.269	3.491.015	1.139.931	»	»	244.895	120
Bordeaux	»	39.397.378	34.425.150	»	»	»	»	61.975.589
Toulouse	»	7.246.000	»	673.947	«	»	»	»
Montpellier	1.538.391	2.477.850	»	»	»	»	»	»
Marseille	»	17.176.404	»	3.811.971	»	»	»	452.998
Strasbourg	»	34.399.592	»	3.085 089	»	»	2.968.415	3.657.701
Total	4.818.524	1.125.179.161	147.281.161	25.336.533	53.437.216	4.738.800	6.964.443	83.029.303

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires.	VACATIONS et honoraires.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES FRAIS de personnel.	IMPOTS et taxes.	FRAIS pour biens meubles et immeubles.	FRAIS de transport et de déplacement.	FOURNITURES extérieures.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	323.332.077	»	80.647.258	403.000	16.050.461	1.081.760	30.367.254	307.666
Rouen	644.372	»	159.366	»	32.219	»	28.763	»
Lille	58.347.396	1.334.268	16.597.320	5.330	2.882.736	130.566	3.847.025	65.233
Nancy	24.483.780	438.410	7.477.113	774.050	1.224.191	464.792	3.695.894	160.791
Rennes	16.720.139	»	4.062.573	1.400.894	849.578	459	2.943.125	»
Nantes	16.259.141	»	4.211.501	22.554	820.136	31.606	295.615	49.076
Orléans	6.220.372	»	1.992.213	116.081	5.436	70.458	382.088	8.954
Dijon	15.973.834	»	4.304.041	»	800.422	80.494	1.714.490	67.601
Limoges	1.489.724	»	429.631	»	82.283	57.938	»	53.267
Clermont-Ferrand	14.227.629	»	4.226.571	118.085	716.918	26.430	1.387.287	30.377
Lyon	33.360.828	500	8.943.963	1.168.891	1.683.212	27.099	1.764.673	»
Bordeaux	16.553.988	»	4.718.351	11.400	827.502	86.124	1.288.482	38.784
Toulouse	7.071.013	»	2.064.898	»	351.258	19.439	625.407	»
Montpellier	16.630.949	»	4.365.856	»	764.809	21.012	955.356	11.239
Marseille	44.029.956	1.274.000	11.551.163	131.357	2.217.572	532.890	3.268.216	469.020
Strasbourg	33.317.879	»	8.725.298	»	1.537.299	680.653	1.041.931	280.767
Total	628.643.107	3.047.178	164.567.146	4.151.642	30.846.032	3.311.720	53.605.606	1.542.775

RÉGIONS	FRAIS de gestion générale	AUTRES dépenses.	TOTAL A (1)	DOTATIONS (2)	TOTAL des charges d'exploitation.	INVESTISSEMENTS (3)			
						Immeubles.	Matériel, mobilier et stocks.	Prêts, avances, titres de participation	Total B
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	4.471.674	1.362.108	738.342.422	26.504.000	764.846.422	143.057.208	76.045.281	»	219.102.489
Rouen	5.446	269.051.208	299.733.984	»	299.733.984	926.689	34.561.885	46.312.084	81.800.658
Lille	309.813	»	269.515 737	2.242.115	271.757.852	45.895.000	»	286.031.451	331.926.451
Nancy	531.902	745.649	170.651.268	730.048	171.381 316	58.784.318	22.480.479	34.792.234	116.057.031
Rennes	66.964	»	27 143.732	»	27.143.732	»	»	»	»
Nantes	384.421	»	64.658.322	58.109	64.716.431	51.612.778	2.135.543	58.400.000	112.148.321
Orléans	557.718	»	28.955.407	»	28.955.407	»	»	17.712 399	17.712.399
Dijon	190.438	644.423	37.025.736	8.546.481	45.572.217	»	1.634.728	1.886.475	3.521.203
Limoges	226	3.043.616	12.448.454	»	12.448.454	»	»	79.880.208	79.880.208
Clermont-Ferrand	1.509.230	144.746	43.841.204	1.262.864	45.104.068	12.152.173	2.913.101	»	15.065.274
Lyon	1.181.139	»	553.654.423	98.316.182	651.970.605	»	»	98.167.257	98.167.257
Bordeaux	363.227	5.113.729	164.779.704	44.931	164.824.635	»	41.261.017	40.350.248	81.611.265
Toulouse	129.985	42.874	18.224.851	»	18.224.851	12.263.261	1.000.000	31.240.000	44.503.261
Montpellier	267.856	1.810.459	28.843.777	125.900	28.969.677	»	»	35.007.436	35.007.436
Marseille	1.446.005	»	86.361.552	18.080	86.379.632	»	2.579.570	168.294.860	170.874.430
Strasbourg	969.394	»	90.664.018	407.605	91.071.623	202.067.663	64.840.511	27.379.492	294.287.666
Total	12.385.438	281.958.806	2.634.844.591	138.256.315	2.773.100.906	526.759.090	249.452.115	925.454.144	1.701.665.349

(1) Total des dépenses effectives de l'année figurant au compte d'exploitation d'action sanitaire et sociale.
(2) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.
(3) Les recettes à la suite des opérations de réalisation des immobilisations d'action sanitaire et sociale ne sont pas déduites.

XII. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses régionales de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1954.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT hospitalier.	PROTECTION maternelle et infantile.	RÉPARATION des accidents du travail.	LUTTE anti-tuberculeuse.	LUTTE contre les maladies mentales.	LUTTE contre le cancer.	LUTTE anti-vénérienne.	TRANSFUSION sanguine.	RÉÉDUCATION professionnelle et rééducation fonctionnelle.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	38.977.225	13.281.814	2.006.365	225.696.668	33.398.485	6.123.150	118.495	»	17.432.306
Rouen	77.113.439	1.227.328	»	1.345.317	»	»	»	»	»
Lille	215.038.263	9.499.342	»	11.536.906	8.230.045	212.579.000	3.065.000	5.640.000	46.139.981
Nancy	70.995.894	41.040.000	»	38.093.375	»	7.000.000	10.520.000	»	69.091.767
Rennes	»	500.000	»	»	»	»	»	»	»
Nantes	7.142.100	16.600.000	»	64.544.322	»	900.000	»	»	53.748.328
Orléans	17.462.774	400.000	»	7.376.443	»	97.590	»	»	2.339.810
Dijon	1.122.000	»	»	7.460.554	»	»	»	»	»
Limoges	68.937.562	»	»	10.808.703	»	5.625.000	425.592	160.813	»
Clermont-Ferrand	15.608.000	»	»	10.793.175	400.000	»	»	2.500.000	»
Lyon	55.802.257	39.320.000	»	433.860.870	»	47.600.697	7.201.197	450.000	1.000.000
Bordeaux	25.895.048	114.000	12.550.000	83.556.795	50.000	17.521.800	»	2.232.449	»
Toulouse	24.296.000	60.000	»	26.399.317	400.000	57.891	»	110.000	»
Montpellier	15.739.401	»	»	20.839.282	»	»	»	106.603	»
Marseille	13.876.404	»	»	160.979.846	»	»	»	7.000.000	6.751.866
Strasbourg	33.011.290	630.658	21.019.895	216.205.461	»	1.000.000	»	»	6.681.494
Total	681.017.657	122.673.142	35.576.260	1.319.497.034	42.478.530	298.505.128	21.330.284	18.199.865	203.185.535

RÉGIONS	MAISONS de repos ou de convalescence.	ENFANCE inadaptée.	DIVERS	TOTAL	PRESTATIONS extra-légales.	SECOURS sociaux.	FRAIS de personnel et frais de gestion générale.	TOTAL général (1).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	5.259.313	»	145.889.803	488.183.624	»	»	469.261.287	957.444.911
Rouen	»	»	28.136.930	107.823.014	193.215	116.353	273.402.060	381.534.642
Lille	»	»	3.204.754	514.933.291	2.970.030	»	83.538.867	601.442.188
Nancy	»	5.857.056	1.078.875	243.676.947	»	3.034.780	39.996.572	286.708.299
Rennes	»	»	600.000	1.100.000	»	»	26.043.732	27.143.732
Nantes	240.000	5.000.000	5.957.850	154.132.593	»	600.000	22.074.050	176.806.643
Orléans	8.637.839	1.000.000	»	37.314.456	»	»	9.353.350	46.667.806
Dijon	»	3.507.066	2.386.576	14.476.196	»	»	26.070.743	40.546.939
Limoges	»	»	1.214.313	87.171.983	»	»	5.156.679	92.328.662
Clermont-Ferrand	5.362.099	506.531	1.349.400	36.519.205	»	»	22.387.273	58.906.478
Lyon	»	15.197.274	4.897.177	603.329.472	116.888	244.895	48.130.425	651.821.680
Bordeaux	6.500.000	»	7.013.701	155.433.793	»	»	90.957.176	246.390.969
Toulouse	»	»	1.100.000	52.423.208	»	»	10.304.904	62.728.112
Montpellier	»	»	800.000	37.485.286	1.538.391	»	24.827.536	63.851.213
Marseille	»	»	3.254.689	191.862.805	»	»	65.373.177	257.235.982
Strasbourg	8.109.092	600.000	44.514.457	381.772.347	»	2.968.415	50.210.922	384.951.684
Total	34.108.343	29.667.927	251.398.525	3.057.638.220	4.818.524	6.964.443	1.267.088.753	4.336.509.940

(1) Ce total correspond au total A du tableau XI augmenté du total B.

XIII. — **Gestion du contrôle médical.**

RÉGIONS	CHARGES D'EXPLOITATION						
	Indemnités de déplacement et de séjour.	Autres dépenses techniques.	Traitements et salaires.	Vacations et honoraires.	Cotisations de S.S (versements au comité d'entreprise et autres charges sociales).	Autres frais de personnel.	Impôts et taxes.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	29.015.835	21.503.499	732.046.451	25.177.357	101.439.660	34.448	36.481.007
Rouen	4.342.282	3.448.508	74.806.894	14.507.599	10.527.122	154.051	4.150.016
Lille	10.222.264	98.283	184.024.408	11.260.262	28.263.396	2.148.881	9.392.786
Nancy	8.128.263	»	86.767.144	9.415.789	13.846.680	»	4.344.188
Rennes	2.157.857	2.222.066	61.999.652	827.750	9.307.647	6.894	3.153.031
Nantes	3.660.604	3.564.575	81.593.961	»	12.223.291	519.733	4.118.423
Orléans	1.441.929	924.819	43.332.705	»	8.417.773	676.366	16.307
Dijon	1.858.432	859.624	74.549.237	1.170.682	10.819.286	»	3.832.093
Limoges	1.849.961	4.675.310	60.227.129	»	8.775.440	»	3.035.484
Clermont-Ferrand	2.912.163	»	53.935.052	6.924.045	9.843.883	1.200	2.943.868
Lyon	15.866.582	6.236.498	212.217.843	23.012.725	33.952.731	22.860	11.340.563
Bordeaux	2.693.228	8.836.089	63.931.265	9.001.490	10.847.050	90.774	3.588.782
Toulouse	3.097.194	2.228.676	58.351.797	»	8.420.635	9.549	2.917.399
Montpellier	2.338.007	93.500	59.425.821	1.803.164	7.296.660	»	2.686.716
Marseille	3.305.237	4.198.601	135.460.273	1.816.180	19.930.959	180.828	6.863.352
Strasbourg	6.278.576	15.726.915	72.810.227	3.343.677	11.880.848	722.802	3.564.508
Total	99.168.414	74.616.363	2.055.522.959	108.260.720	305.793.061	4.568.386	102.478.523

RÉGIONS	CHARGES D'EXPLOITATION						
	Frais pour meubles et immeubles.	Frais de transport et de déplacement.	Fournitures extérieures.	Frais de gestion générale et divers.	Dotations	Remboursements au titre des subsistants.	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.946.743	4.098.180	2.640.008	6.711.292	13.045.505	3.456.139	979.596.124
Rouen	»	743.860	»	672.311	6.504.003	467.233	120.323.879
Lille	258.827	2.797.243	»	1.896.484	15.536.352	245.440	266.144.716
Nancy	1.538.697	2.681.275	244.209	1.025.702	2.120.025	»	130.112.062
Rennes	355.051	3.088.171	80.164	886.902	100.235	»	84.185.420
Nantes	201.829	4.344.480	154.748	1.058.006	382.649	717.920	112.540.219
Orléans	310.859	1.399.376	372.838	5.834.522	»	339.500	63.096.904
Dijon	655.852	2.229.956	477.834	972.492	2.044.899	487.000	99.927.387
Limoges	297.457	1.114.371	241.713	1.804.345	895.079	245.320	83.261.619
Clermont-Ferrand	426.479	1.232.428	390.400	3.726.053	1.005.675	490.500	83.831.146
Lyon	149.719	4.641.549	»	3.855.294	4.615.564	1.852.540	317.814.428
Bordeaux	327.918	1.173.982	139.184	620.408	340.677	327.560	101.918.347
Toulouse	138.565	1.678.371	»	1.429.441	407.178	696.660	79.379.065
Montpellier	5.244	1.043.084	»	5.424.718	252.155	»	80.369.079
Marseille	209.365	892.455	320.961	1.044.923	181.955	941.500	175.285.989
Strasbourg	747.479	1.268.049	221.344	1.348.703	3.042.452	495.500	121.151.071
Total	9.599.775	31.427.130	5.283.493	38.311.606	50.444.403	10.462.712	2.898.937.545

XIV. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1954.**

1° PERSONNEL ADMINISTRATIF ET PERSONNEL DES ŒUVRES

RÉGIONS	PERSONNEL ADMINISTRATIF								PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses.		
	Personnel de direction	Personnel des cadres	Agents de maîtrise	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel (non compris dans la colonne ci-contre).	Permanent.	Saisonnier	Total.
Paris	8	167	138	634	108	»	1.055	1	245	»	245
Rouen	4	19	5	110	6	»	144	»	76	11	87
Lille	6	38	15	220	14	7	300	»	73	»	73
Nancy	4	17	8	101	3	7	140	15	52	62	114
Rennes	4	9	6	51	2	3	75	1	»	»	»
Nantes	5	18	13	97	7	8	148	1	15	1	16
Orléans	4	13	9	50	»	5	81	1	11	»	11
Dijon	4	13	5	90	3	9	124	»	23	»	23
Limoges	4	10	13	69	2	2	100	»	54	»	»
Clermont Ferrand	3	15	14	58	4	2	96	»	13	»	67
Lyon	4	30	31	264	15	40	384	»	38	3	44
Bordeaux	3	16	2	60	4	6	91	2	80	24	104
Toulouse	4	6	2	58	2	»	72	1	»	»	»
Montpellier	4	13	2	56	2	»	77	5	94	1	95
Marseille	4	38	12	157	4	»	215	3	4	85	89
Strasbourg	6	62	7	159	»	11	245	»	606	5	611
Total	71	484	282	2.234	176	100	3.347	30	1.371	205	1.576

2° PERSONNEL DES SERVICES TECHNIQUES

RÉGIONS	CONTRÔLE MÉDICAL							ACTION SANITAIRE ET SOCIALE		
	Médecins conseils.	Chirurgiens dentistes.	Auxiliaires médicaux.	Infirmières.	Agents administratifs	Total.	Personnel à temps partiel ou à la vacation (non compris dans la colonne « total » ci-contre).	Assistantes sociales	Autres agents	Total.
Paris	290	42	20	»	130	482	»	502	207	709
Rouen	43	4	»	1	5	53	5	1	1	2
Lille	95	10	»	»	33	138	»	68	45	113
Nancy	48	4	»	»	18	70	1	33	26	59
Rennes	30	2	»	»	10	42	2	31	»	31
Nantes	38	4	1	1	14	58	»	24	2	26
Orléans	20	2	»	1	14	37	»	9	1	10
Dijon	34	8	1	3	17	63	1	29	2	31
Limoges	28	5	1	»	11	45	1	1	2	3
Clermont-Ferrand...	25	1	1	»	15	42	41	24	4	28
Lyon	113	15	»	»	41	169	1	62	34	96
Bordeaux	32	4	»	»	5	41	16	28	30	58
Toulouse	29	4	1	»	8	42	»	15	»	15
Montpellier	26	4	1	»	9	40	»	14	18	32
Marseille	60	8	13	»	9	90	7	40	32	72
Strasbourg	35	3	»	»	17	55	11	15	38	53
Total.....	946	120	39	6	356	1.467	86	896	442	1.338

RÉGIONS	PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL				TOTAL GÉNÉRAL (SERVICES TECHNIQUES)	
	Ingénieurs conseils.	Contrôleurs de sécurité.	Agents administratifs.	Total	Personnel permanent.	Personnel à temps partiel ou à la vacation (non compris dans la colonne « total » ci-contre).
Paris	4	40	100	144	1.335	»
Rouen	2	8	12	22	77	5
Lille	4	13	40	57	308	»
Nancy	4	11	13	28	157	1
Rennes	2	4	7	13	86	2
Nantes	4	6	11	21	105	»
Orléans	2	6	9	17	64	»
Dijon	»	6	9	15	109	1
Limoges	1	7	5	13	61	1
Clermont-Ferrand...	3	5	11	19	89	41
Lyon	5	13	44	62	327	1
Bordeaux	1	4	6	11	110	16
Toulouse	1	5	5	11	68	»
Montpellier	2	6	8	16	88	»
Marseille	9	3	13	25	187	7
Strasbourg	5	10	36	51	159	11
Total.....	49	147	329	525	3.330	86

XV. — Gestion des opérations administratives (charges d'exploitation). — Immobilisations de l'année.

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS sécurité sociale (part patronale).	AUTRES charges sociales	AUTRES FRAIS de personnel.	FRAIS de gestion général.	FRAIS DE P. T. T.		TOTAL
						Imputables sur subventions	Autres	
	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	643.857.976	123.259.489	33.899.894	11.853.970	155.668.816	23.243.267	6.814.577	998.597.989
Rouen	80.704.933	16.589.890	4.248.242	155.764	16.352.642	4.802.135	803.524	123.657.130
Lille	166.175.159	35.566.184	10.169.052	960.518	31.944.261	9.378.294	902.044	255.095.512
Nancy	74.761.668	16.761.328	4.661.971	47.153	25.967.120	4.286.806	626.256	127.112.302
Rennes	41.841.063	8.574.885	2.706.427	41.516	9.112.808	2.124.942	260.999	64.665.640
Nantes	78.087.603	15.787.592	4.631.611	418.218	14.559.219	36.060	507.618	114.027.921
Orléans	42.508.170	8.258.137	4.178.073	31.562	12.768.488	1.534.516	328.095	69.610.041
Dijon	67.177.186	14.138.390	3.335.016	93.623	15.700.118	2.708.900	613.470	103.766.703
Limoges	54.899.603	11.167.061	3.592.890	»	13.441.282	2.303.253	355.170	85.759.259
Clermont-Ferrand	53.557.646	11.152.823	3.396.978	75.922	14.123.575	2.119.496	500.963	84.927.403
Lyon	173.943.301	42.103.674	9.037.952	1.216.220	59.370.630	9.073.403	2.421.389	297.166.569
Bordeaux	50.081.443	10.323.618	3.097.223	301.252	18.566.405	2.785.973	460.410	85.616.324
Toulouse	37.515.470	8.084.618	1.962.906	529.212	7.358.429	1.854.131	294.683	57.799.449
Montpellier	42.815.503	8.161.523	2.296.366	22.100	16.544.776	2.016 554	279.069	72.135.891
Marseille	127.260.332	25.034.968	7.786.280	1.223.765	21.289.435	5.175.325	889.668	188.659.773
Strasbourg	150.111.406	31.288.611	7.827.094	59.257.582	37.851.607	10.495.546	779.190	297.611.036
Total	1.885.301.462	386.252.791	106.827.975	76.231.377	470.819.611	83.938.601	16.837.125	3.026.208.942

RÉGIONS	DOTATIONS	TOTAL des charges d'exploitation.	IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE			
			Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagements	Matériel et mobilier	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	15.938.444	1.014.536.433	2.312.798	12.809.676	32.199.103	47.321.577
Rouen	1.680.176	125.337.306	1.521.532	555.752	8.098.814	10.176.098
Lille	5.905.171	261.000.683	»	1.437.926	4.467.245	5.905.171
Nancy	10.453.756	137.566.058	41.109.973	»	12.573.781	53.683.754
Rennes	3.750.158	68.415.798	863.562	1.148.524	2.601.634	4.613.720
Nantes	837.329	111.865.250	»	»	4.527.535	4.527.535
Orléans	478.000	70.088.041	»	»	2.390.000	2.390.000
Dijon	1.485.589	105.252.292	»	144.623	4.265.520	4.410.143
Limoges	9.414.043	95.173.302	72.191.646	»	12.107.904	84.299.550
Clermont-Ferrand	2.610.482	87.537.885	15.399.890	553.033	3.273.827	19.226.750
Lyon	7.254.808	304.421.377	»	»	7.254.808	7.254.808
Bordeaux	1.518.008	87.134.332	5.446.733	»	1.518.008	6.964.741
Toulouse	6.201.694	64.001.143	»	»	6.201.694	6.201.694
Montpellier	1.379.575	73.515.466	»	»	1.379.575	1.379.575
Marseille	2.339.272	190.999.045	»	290.000	2.549.095	2.839.095
Strasbourg	1.110.193	298.721.229	»	»	7.561.111	7.561.111
Total	72.356.698	3.098.565.640	138.846.134	16.939.534	112.969.654	268.755.322

XVI. — Produit des récupérations et recours contre tiers.

RÉGIONS	ASSURANCES SOCIALES				ACCIDENTS DU TRAVAIL				
	Arrérages encaissés sur les tiers	Dommages-intérêts.	Recours contre tiers.	Total.	Capitaux encaissés sur les tiers.	Arrérages encaissés sur les tiers.	Dommages-intérêts.	Recours contre tiers	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	7.082.026	»	»	7.082.026	175.296.031	79.479.971	146.118	»	254.922.120
Rouen	88.748	»	4.321.917	4.410.665	107.743	117.940	»	46.438.248	46.663.931
Lille	1.672.017	»	740.869	2.412.886	23.038.188	31.213.529	145.193	16.162.021	70.558.931
Nancy	888.836	»	»	888.836	15.053.722	18.854.422	31.101	112.057	34.051.302
Rennes	»	»	1.869.327	1.869.327	»	»	»	20.888.602	20.888.602
Nantes	2.434.170	»	»	2.434.170	»	7.713.151	8.729	25.650.902	33.372.782
Orléans	340.871	»	»	340.871	8.722.088	5.739.501	»	272.277	14.733.866
Dijon	1.044.198	»	»	1.044.198	21.423.677	18.744.378	36.292	199.218	40.403.565
Limoges	116.970	»	1.574.623	1.691.593	840.083	319.500	87.018	19.714.285	20.960.886
Clermont-Ferrand	208.091	»	2.397.763	2.605.854	12.548.076	10.134.352	20.762	»	22.703.190
Lyon	»	1.372	4.484.093	4.485.465	»	»	40.735	74.661.394	74.702.129
Bordeaux	804.607	»	3.062.268	3.866.875	»	16.780.045	»	38.196.025	54.976.070
Toulouse	637.498	»	»	637.498	112.183	20.020.725	»	»	20.132.908
Montpellier	243.808	»	457.586	701.394	»	83.297	»	8.138.095	8.221.392
Marseille	310.157	16.262	50.000	376.419	31.113.967	28.596.604	78.840	1.086.563	60.875.974
Strasbourg	745	»	2.073.082	2.073.827	»	80	»	33.258.843	33.258.923
Total	15.872.742	17.634	21.031.528	36.921.904	288.255.758	237.797.495	594.788	284.778.530	811.426.571

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES

1. — **Etat des dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (caisses régionales d'assurance vieillesse et caisse nationale d'assurances sur la vie).**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS REVISÉES à soixante-cinq ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de réversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	5.893.916	6.477.069.802	18.026.274.867	786.053.471	17.942.715
Rouen	1.542.013	491.633.053	3.294.347.263	138.255.462	8.922.923
Lille	3.234.558	1.928.382.786	7.795.862.130	470.009.610	14.885.158
Nancy	3.305.068	1.070.184.758	4.278.480.474	236.599.816	4.213.740
Rennes	2.150.069	265.923.530	1.872.164.690	76.353.493	1.557.365
Nantes	1.512.497	542.812.869	2.703.391.458	122.026.631	6.425.481
Orléans	2.014.130	280.592.714	1.760.826.295	71.460.371	149.950
Dijon	3.532.668	602.469.491	3.014.898.340	147.761.782	3.431.449
Limoges	1.141.138	240.225.559	1.928.576.290	80.308.602	2.233.925
Clermont-Ferrand	1.224.257	186.633.787	1.778.511.433	73.620.435	2.358.724
Lyon	5.381.460	1.594.529.559	6.824.332.969	250.433.841	»
Bordeaux	1.799.722	538.069.150	2.713.960.024	109.978.770	3.095.384
Toulouse	2.035.111	189.680.925	2.274.738.718	58.148.991	1.705.325
Montpellier	1.323.893	299.188.969	1.966.921.849	82.627.432	1.932.750
Marseille	2.444.522	1.056.386.607	3.248.912.693	149.705.633	6.293.208
Total	38.535.022	15.763.783.959	63.482.199.493	2.853.344.403	75.118.097
Strasbourg	»	3.472.093.986	9.720.846.870	1.639.602.503	»
C. N. A. V.	650.368	2.371.654	88.715.074	690.579	»
Total France entière	39.185.390	19.238.249.599	73.291.761.437	4.493.637.485	75.118.097

RÉGIONS	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés.	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants	ALLOCATIONS de veuves ou de veufs, allocations de réversion, secours viagers.	REMBOURSEMENTS de cotisations assurances sociales	DIVERS (1)	TOTAUX
	France	France	France	France	France	France
Paris	13.259.580.554	930.276.091	849.937.878	875.697.384	109.274.738	41.337.371.416
Rouen	3.062.120.271	463.392.688	168.000.711	152.291.322	38.217.052	7.818.722.758
Lille	3.650.960.954	1.477.013.047	518.649.359	372.925.697	76.340.851	16.308.264.150
Nancy	1.866.668.146	481.717.449	246.399.147	152.845.544	88.472.234	8.428.886.376
Rennes	3.310.870.444	428.614.818	154.254.351	177.061.714	66.860.683	6.355.811.557
Nantes	4.269.133.301	365.487.401	218.860.703	135.209.214	41.164.419	8.406.023.974
Orléans	2.588.261.323	267.232.386	177.337.238	117.344.037	41.616.682	5.306.775.126
Dijon	3.012.357.108	342.240.622	220.445.948	105.741.154	32.515.138	7.485.393.709
Limoges	4.066.311.495	342.869.165	247.651.671	108.169.534	38.846.061	7.056.335.530
Clermont-Ferrand	2.466.730.703	170.165.650	120.363.812	131.000.248	12.270.351	4.942.879.400
Lyon	4.342.846.854	416.192.042	294.464.704	266.147.384	73.146.976	14.067.475.762
Bordeaux	3.724.613.068	261.605.898	245.888.606	192.782.801	60.225.681	7.852.019.104
Toulouse	3.161.892.599	163.311.060	151.083.226	147.332.477	21.582.311	6.171.510.683
Montpellier	2.900.115.583	233.453.448	170.198.156	121.150.386	31.062.930	5.807.975.396
Marseille	3.536.768.946	488.253.580	202.241.816	291.140.727	119.868.644	9.102.019.376
Total	59.219.171.349	6.831.825.285	3.985.780.326	3.346.239.623	851.464.751	156.447.462.308
Strasbourg	20.189.339	277.342.828	7.060.324	232.925.588	24.580.854	15.394.642.292
C. N. A. V.	»	»	2.896.320	6.136	1.126.431	96.456.562
Total France entière	59.239.360.688	7.109.168.113	3.995.736.970	3.579.171.347	877.172.036	171.938.561.162

(1) Y compris notamment les taxes postales remboursées aux caisses régionales d'assurance vieillesse par la caisse nationale de sécurité sociale (316.876.305 F), les allocations différentielles (1.207 023 F) et les frais de déplacement et de contrôle.

II. — **Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale et liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale.**

RÉGIONS	ALLOCATION temporaire.	ALLOCATION spéciale.	MAJORATION (art. 45 de la loi du 10 juillet 1952).	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	80.285.674	49.184.416	»	129.470.090
Rouen	49.525.913	30.794.658	»	80.320.571
Lille	39.191.783	25.395.957	»	64.587.740
Nancy	4.277.051	29.637.388	139.250	34.053.689
Rennes	42.352.882	26.871.688	1.753.009	70.977.579
Nantes	62.277.822	40.478.665	75.300	102.831.787
Orléans	38.370.815	22.911.540	196.176	61.478.531
Dijon	37.342.700	22.829.055	62.338	60.234.093
Limoges	58.108.752	33.812.607	52.771	91.974.130
Clermont-Ferrand	68.464.465	45.392.400	»	113.856.865
Lyon	67.190.307	68.600.720	508.576	136.299.603
Bordeaux	69.183.737	43.004.345	130.818	112.318.900
Toulouse	51.147.675	24.701.225	89.451	75.938.351
Montpellier	20.911.253	15.547.962	711.516	37.170.731
Marseille	161.740.368	91.062.673	3.249.806	256.052.847
Strasbourg	5.334.537	5.075.508	»	10.410.045
Total	855.705.734	575.300.807	6.969.011	1.437.975.552
C. N. A. V.	54.644	»	»	54.644
Total général	855.760.378	575.300.807	6.969.011	1.438.030.196

III. — **Etat des payements effectués à l'étranger** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		POLOGNE		ALLEMAGNE		LUXEMBOURG	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
		Francs		Francs		Francs.		Francs		Francs.
Paris	711	28.029.329	2.161	76.858.569	113	6.286.728	52	563.608	61	2.892.220
Rouen	39	2.828.839	60	3.269.228	8	626.244	1	460.885	9	512.133
Lille	9.195	529.844.801	118	4.724.118	143	8.313.539	5	97.350	2	94.473
Nancy	900	66.643.075	794	33.251.631	70	4.229.032	»	»	31	2.283.995
Rennes	7	397.000	44	1.985.250	»	»	»	»	»	»
Nantes	12	1.008.756	17	1.035.784	2	122.718	2	67.967	»	»
Orléans	14	626.769	33	1.440.228	11	649.700	1	437.345	»	»
Dijon	13	592.637	280	10.987.296	26	1.244.232	»	»	»	»
Limoges	6	264.451	38	1.428.828	2	98.800	»	»	»	»
Clermont-Ferrand.	7	513.415	45	1.766.660	9	459.726	»	»	»	»
Lyon	16	1.083.692	1.089	44.946.384	35	1.675.768	»	»	2	128.467
Bordeaux	8	282.949	23	821.881	»	»	6	271.739	1	61.400
Toulouse	8	577.108	54	2.355.025	»	»	»	»	»	»
Montpellier	4	244.002	48	2.107.043	4	284.933	7	428.199	»	»
Marseille	19	1.095.925	877	38.995.024	3	303.366	»	»	»	»
Strasbourg	40	4.520.554	1.956	113.669.516	265	24.856.331	140	35.945.007	198	19.622.574
Total	10.999	638.553.302	7.637	339.645.965	691	49.151.117	214	38.272.100	304	25.596.262

(1) Dépenses comprises dans les prestations du tableau I.

III (*suite*). — **Etat des payements effectués à l'étranger.**

RÉGIONS	ETATS-UNIS		ESPAGNE		SUISSE		CANADA		GRANDE-BRETAGNE	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
		France		Francs		Francs.		Francs		Francs
Paris	130	7.188.437	79	3.101.018	34	969.483	26	1.436.159	12	411.128
Rouen	4	224.034	»	»	1	140.316	3	92.289	1	93.150
Lille	5	736.869	2	19.750	15	1.160.916	4	435.332	17	1.102.978
Nancy	16	1.103.100	3	172.958	»	»	2	202.717	»	»
Rennes	2	92.284	1	6.150	»	»	3	159.100	3	163.650
Nantes	2	263.379	5	370.256	3	113.150	2	120.184	4	101.067
Orléans	1	65.800	»	»	6	412.650	1	128.959	»	»
Dijon	11	729.431	»	»	42	2.473.824	»	»	»	»
Limoges	1	53.200	3	173.500	1	89.800	2	141.818	1	4.817
Clermont-Ferrand.	2	69.300	»	»	2	104.533	1	104.500	»	»
Lyon	5	430.433	12	758.844	5	338.211	2	117.351	4	279.750
Bordeaux	6	398.150	14	658.448	»	»	3	228.050	»	»
Toulouse	1	131.184	12	1.150.615	2	201.882	»	»	»	»
Montpellier	3	117.516	10	817.080	»	»	1	110.500	»	»
Marseille	10	662.617	13	569.632	1	61.900	3	208.882	3	259.261
Strasbourg	35	3.569.576	2	41.100	»	»	2	250.740	1	74.790
Total	234	15.843.310	156	7.839.361	112	6.066.665	55	3.736.581	46	2.490.591

RÉGIONS	PORTUGAL		TCHÉCOSLOVAQUIE		ARGENTINE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.
		France		Francs		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	20	1.092.110	20	1.044.818	20	792.337	103	3.901.353	3.542	134.566.307
Rouen	5	308.896	»	»	»	»	1	151.334	132	8.717.348
Lille	1	42.181	11	634.250	1	34.200	9	337.001	6.528	547.577.758
Nancy	6	48.417	1	62.050	2	3.249	2	427.650	1.827	108.427.871
Rennes	»	»	1	80.050	»	»	»	»	61	2.883.484
Nantes	»	»	»	»	»	»	»	»	49	3.203.261
Orléans	4	146.501	»	»	»	»	2	140.000	73	4.047.952
Dijon	7	295.317	1	90.253	»	»	3	208.748	383	16.621.738
Limoges	»	»	»	»	»	»	3	159.452	57	2.414.666
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	66	3.018.134
Lyon	3	191.867	1	70.667	»	»	10	871.176	1.184	50.892.610
Bordeaux	3	222.200	1	16.600	1	91.233	9	478.800	75	3.531.450
Toulouse	1	8.650	»	»	2	179.905	»	»	80	4.607.869
Montpellier	»	»	»	»	2	246.950	2	84.750	81	4.440.973
Marseille	1	25.900	»	»	1	7.833	8	441.600	939	42.631.940
Strasbourg	»	»	4	335.941	1	77.030	16	2.251.578	2.660	205.214.737
Total	51	2.382.039	40	2.334.629	30	1.432.737	168	9.453.442	20.737	1.142.798.101

IV. — **Etat des pensions et allocations en cours au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 oct 1935.	PENSIONS revisées à 65 ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de réversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 oct 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 oct. 1945.	ALLOCATIONS				SECOURS viagers	TOTAL
						aux vieux travailleurs salariés	aux mères de cinq enfants	de veuves ou de veufs.	de réversion		
Paris	1.257	101.525	187.463	16.235	266	172.997	12.502	12.609	2.253	9.156	516.263
Rouen	231	11.416	37.142	2.947	141	43.021	6.657	2.828	202	2.132	106.717
Lille	542	41.081	82.658	9.057	129	48.607	21.134	8.762	2.163	3.978	218.111
Nancy	468	20.384	47.221	5.040	95	25.377	6.778	4.397	923	1.765	112.448
Rennes	354	7.671	22.568	1.749	54	46.693	6.105	1.411	126	3.821	90.552
Nantes	258	10.924	31.151	2.578	66	58.982	5.098	1.922	297	4.300	115.576
Orléans	178	6.576	20.178	1.618	3	35.440	3.712	1.351	351	3.696	73.103
Dijon	445	11.976	33.969	3.298	66	40.810	4.777	2.734	642	3.046	101.763
Limoges	163	7.380	23.049	1.791	44	56.267	4.753	1.436	314	5.651	100.848
Clermont-Ferrand .	118	5.796	20.452	1.544	46	33.544	2.304	843	266	2.372	67.285
Lyon	919	35.853	77.287	4.913	»	59.644	5.876	4.050	523	4.008	193.073
Bordeaux	326	13.838	33.142	2.655	69	55.646	3.815	2.777	620	4.312	117.200
Toulouse	225	5.044	25.385	1.229	39	41.763	2.097	305	306	3.492	79.885
Montpellier	220	7.095	22.467	1.790	34	36.471	3.004	1.498	134	2.929	75.642
Marseille	417	22.028	37.601	3.484	54	47.558	6.659	2.231	686	2.910	123.628
Total	6.121	308.587	701.733	59.928	1.106	802.820	95.271	49.154	9.806	57.568	2.092.094
Strasbourg	»	33.284	(1) 61.815	(2) 22.405	»	252	4.167	189	»	26	122.138
Total	6.121	341.871	763.548	82.333	1.106	803.072	99.438	49.343	9.806	57.594	2.214.232

(1) Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime local.
(2) Pensions de réversion, pensions de veuves et de veufs confondues.

V. — **Gestion des opérations administratives (charges d'exploitation). — Immobilisations de l'année.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS S. S. (part patronale).	AUTRES charges sociales.	AUTRES frais de personnel.	FRAIS de gestion générale.	FRAIS DE P. T. T. Imputables sur subvention.	FRAIS DE P. T. T. Autres.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.060.535.093	215.087.964	55.787.622	7.587.138	164.695.786	74.709.128	1.423.480	1.579.826.211
Rouen	150.829.686	34.119.884	8.610.768	348.233	34.378.661	15.878.473	362.208	244.527.913
Lille	330.723.842	77.607.615	19.457.824	2.096.160	51.142.057	35.238.935	896.436	517.162.869
Nancy	123.939.258	28.902.850	8.088.363	535.119	30.337.637	16.344.529	288.745	208.436.501
Rennes	129.981.542	31.593.073	6.857.763	3.689.493	29.797.659	12.474.632	139.607	214.533.769
Nantes	155.723.253	35.696.582	7.119.995	3.301.574	23.125.815	16.831.226	295.909	242.094.354
Orléans	79.498.290	18.308.555	3.826.396	468.574	40.454.241	12.302.089	91.858	154.950.003
Dijon	116.865.365	25.990.252	5.746.248	70.918	30.609.308	15.468.281	214.197	194.964.569
Limoges	140.193.873	31.940.663	7.394.727	698.500	13.045.664	14.278.225	177.940	207.729.592
Clermont-Ferrand	81.077.583	17.833.262	4.238.882	19.482.585	12.500.139	9.504.806	239.765	144.877.022
Lyon	282.882.574	74.275.408	15.573.714	835.457	69.617.166	27.769.252	586.151	471.539.722
Bordeaux	148.405.092	34.188.680	8.800.896	1.552.785	33.449.257	16.836.168	578.150	243.811.028
Toulouse	127.146.421	30.137.347	6.678.452	1.913.018	17.182.768	13.291.555	118.996	196.468.557
Montpellier	104.918.564	23.858.630	5.461.676	641.745	15.838.632	12.972.189	33.369	163.724.805
Marseille	182.641.301	39.799.959	9.563.105	721.793	30.088.643	17.170.451	335.822	280.281.074
Strasbourg	189.790.413	46.099.399	31.101.969	5.753.053	31.986.125	4.516.627	576.462	309.824.048
Total	3.405.112.150	765.440.123	204.308.400	49.696.145	628.249.558	315.586.566	6.359.095	5.374.752.067

RÉGIONS	DOTATIONS	TOTAL des charges d'exploitation.	IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE — Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagement.	Matériel et mobilier.	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	69.863.707	1.649.689.918	»	997.702	61.339.221	62.336.923
Rouen	3.512.728	248.040.641	»	»	3.512.728	3.512.728
Lille	12.733.253	529.896.122	12.959.341	7.396.206	30.731.837	51.087.384
Nancy	1.924.535	210.361.036	»	742.123	1.182.412	1.924.535
Rennes	8.882.550	223.416.319	»	2.030.955	7.812.019	9.842.974
Nantes	11.997.717	254.092.071	»	370.380	11.327.337	11.697.717
Orléans	5.122.989	160.072.992	»	5.654.252	5.122.989	10.777.241
Dijon	13.831.141	208.795.710	»	170.846	8.660.295	8.831.141
Limoges	4.176.240	211.905.832	»	1.358.936	19.522.265	20.881.201
Clermont-Ferrand	7.668.371	152.545.393	»	233.805	7.434.566	7.668.371
Lyon	32.744.926	504.284.648	»	»	32.744.926	32.744.926
Bordeaux	5.064.074	248.875.102	»	1.809.515	11.862.139	13.671.654
Toulouse	6.093.904	202.562.461	»	»	»	»
Montpellier	6.213.058	169.937.863	»	»	2.719.552	2.719.552
Marseille	45.455.091	325.736.165	»	3.005.751	42.449.340	45.455.091
Strasbourg	4.238.169	314.062.217	»	»	2.724.129	2.724.129
Total	239.522.453	5.614.274.490	12.959.341	23.770.471	249.145.755	285.875.567

VI. — **Etat du personnel employé au 31 décembre 1954 par les caisses régionales d'assurance vieillesse.**

RÉGIONS	PERSONNEL de direction.	CADRES et contrôle.	MAITRISE	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre)
Paris	7	179	287	1.359	18	24	1.874	15
Rouen	3	25	10	258	6	1	303	»
Lille	6	51	43	592	29	»	721	3
Nancy	3	20	20	188	»	»	231	9
Rennes	3	22	24	199	6	49	303	»
Nantes	3	26	23	253	7	5	317	»
Orléans	3	12	19	119	»	»	153	5
Dijon	4	26	8	177	9	20	244	2
Limoges	4	27	5	251	2	»	289	2
Clermont-Ferrand	3	14	10	143	3	»	173	1
Lyon	6	59	31	546	19	61	722	1
Bordeaux	4	35	6	253	7	3	308	»
Toulouse	4	21	16	237	»	»	278	»
Montpellier	3	20	6	175	»	3	207	4
Marseille	4	27	22	295	2	3	353	5
Strasbourg	3	68	20	235	3	16	345	10
Total	63	632	550	5.280	111	185	6.821	57

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

I. — Cotisations d'allocations familiales encaissées au cours de l'année 1954.

RÉGIONS	COTISATIONS AUX SECTIONS « SALARIÉS »			COTISATIONS aux sections « Travailleurs indépendants et employeurs ».	MAJORATIONS de retard	REMBOURSEMENTS effectués par l'Etat (1).
	Régime général proprement dit.	Régime minier.	Total			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	150.352.805.057	»	150.352.805.057	7.642.308.704	496.887.756	153.039.559
Rouen	19.471.702.661	164.642.077	19.636.344.738	1.694.309.567	93.436.650	50.588.242
Lille	44.493.139.338	9.373.541.783	53.866.681.121	3.141.520.154	152.343.081	72.187.577
Nancy	24.123.439.330	367.679.485	24.491.118.815	1.506.202.970	49.047.504	34.601.275
Rennes	10.194.065.402	47.002.567	10.241.067.969	1.368.780.332	91.094.310	34.961.815
Nantes	14.819.511.218	270.309.632	15.089.820.850	1.468.768.832	84.892.799	31.633.000
Orléans	8.383.200.532	31.663.896	8.414.864.428	899.679.136	44.110.476	14.616.830
Dijon	15.897.583.322	867.473.222	16.765.056.544	1.274.029.838	64.784.494	23.553.054
Limoges	9.134.625.122	20.214.860	9.154.839.982	1.240.938.118	76.253.833	35.898.075
Clermont-Ferrand	7.836.973.173	179.345.065	8.016.318.238	831.153.033	37.123.082	16.692.700
Lyon	40.251.009.434	1.475.638.039	41.726.647.463	2.746.376.059	231.427.952	29.211.700
Bordeaux	12.491.468.721	18.689.737	12.510.158.458	1.193.026.746	64.319.013	31.644.388
Toulouse	8.376.522.451	758.513.762	9.135.036.213	866.408.549	26.876.235	25.615.935
Montpellier	6.668.012.301	1.580.555.853	8.248.568.154	925.738.230	44.326.399	33.680.568
Marseille	19.611.235.991	122.778.585	19.734.014.576	1.689.470.664	66.975.242	43.122.685
Strasbourg	21.733.927.053	5.218.016.775	26.951.943.828	1.317.864.998	84.377.637	35.689.950
Total	413.839.221.096	20.496.065.338	434.335.286.434	29.806.575.930	1.708.276.463	666.737.373

(1) Ces remboursements concernent les allocations de maternité aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle dont la charge est supportée par l'Etat (art. 4, 4e alinéa, loi du 22 août 1946).

II. — **Prestations légales servies aux salariés du régime général** (1). — **Année 1954.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales (2).	ALLOCATIONS de salaire unique	CONGÉS de naissance.	DIVERS (3).	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.919.624.632	2.071.751.072	38.050.129.676	32.899.491.662	288.370.745	41.168.388	77.270.536.175
Rouen	1.010.836.258	578.404.271	10.581.580.749	7.339.993.486	68.696.064	5.609.458	19.585.120.286
Lille	2.090.233.722	1.139.655.187	20.155.645.051	15.146.772.248	158.345.439	10.823.609	38.701.475.256
Nancy	1.130.751.335	624.385.918	11.892.341.726	8.380.795.796	79.303.773	12.268.240	22.119.846.788
Rennes	580.159.841	328.163.398	6.542.524.693	4.501.591.242	34.274.914	6.820.842	11.993.534.930
Nantes	797.361.617	470.402.804	9.041.487.031	6.475.439.971	50.420.523	3.781.058	16.838.893.004
Orléans	345.231.000	196.876.116	3.846.988.156	2.781.359.802	22.349.669	1.221.312	7.194.026.055
Dijon	721.195.133	408.467.917	7.817.784.455	5.489.533.913	53.603.934	6.027.966	14.496.613.318
Limoges	459.583.202	265.488.515	4.871.520.155	3.625.312.516	26.280.602	3.392.014	9.251.577.004
Clermont-Ferrand	306.257.341	175.968.489	3.310.936.860	2.582.302.171	20.838.380	1.541.196	6.397.844.437
Lyon	1.392.322.103	765.811.392	15.549.919.960	11.669.199.821	103.890.953	10.396.923	29.491.541.152
Bordeaux	535.177.393	297.204.504	5.764.321.835	4.635.648.507	25.316.674	3.965.872	11.261.631.785
Toulouse	376.720.745	197.381.011	3.903.662.626	3.298.850.533	19.338.073	1.144.620	7.797.097.578
Montpellier	314.870.984	171.252.242	3.468.097.168	2.987.374.641	14.873.405	3.447.416	6.959.915.856
Marseille	780.444.963	402.868.510	8.705.216.368	7.683.362.177	36.094.599	9.142.054	17.617.128.671
Strasbourg	919.401.061	520.377.159	8.523.937.545	6.802.355.502	70.813.910	14.956.676	16.851.841.853
Total	15.680.171.300	8.614.458.475	162.026.094.054	126.299.383.988	1.072.811.657	135.707.644	313.828.627.118
Répartition de 100 F de prestations	5	2,74	51,63	40,25	0,34	0,04	100

(1) Non compris les salariés des mines.
(2) Y compris les allocations compensatrices de 650 F et 1.000 F majorées.
(3) Notamment: frais de tutelle aux allocations familiales, remises d'action sociale aux caisses algériennes.

III. — **Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle. — Année 1954.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales	ALLOCATIONS de maternité	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	263.771.975	231.175.775	2.942.698.691	2.332.599.273	5.773.244.214
Rouen	60.103.124	64.760.594	1.096.911.901	603.549.422	1.825.325.241
Lille	131.520.663	102.495.220	1.456.163.953	952.178.500	2.642.358.336
Nancy	38.383.146	31.584.350	660.580.388	416.472.759	1.147.020.643
Rennes	30.376.732	27.255.900	687.904.806	403.325.570	1.148.863.008
Nantes	37.604.856	31.481.050	615.278.197	381.547.340	1.068.911.443
Orléans	19.311.705	16.062.781	311.221.229	181.190.992	527.786.707
Dijon	28.474.160	25.288.618	444.082.008	266.977.579	764.822.365
Limoges	31.836.257	34.377.050	525.130.786	306.851.563	898.195.656
Clermont-Ferrand	15.899.830	18.544.850	231.486.356	153.726.482	419.657.578
Lyon	51.576.677	40.269.420	936.105.750	666.531.344	1.694.483.191
Bordeaux	37.303.038	29.895.920	529.818 282	341.409.855	938.427.095
Toulouse	30.290.208	27.297.118	419.531.763	296.194.974	773.314.093
Montpellier	28.039.493	31.449.756	323.769.904	234.474.613	617.733.766
Marseille	49.803.114	57.608.168	780.605.838	539.227.120	1.427.334.240
Strasbourg	34.764.051	28.459.760	585.249.800	417.504.506	1.065.978.207
Total	889.148.189	804.006.560	12.546.539.142	8.493.761.892	22.733.455.783
Répartition de 100 F de prestations	3,91	3,54	55,19	37,36	100.00

IV. — **Prestations légales servies aux salariés des mines (1). — Année 1954.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique	CONGÉS de naissance	TOTAL (2)
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	»	»	»	»	»	»
Rouen	13.076.168	7.694.100	149.213.308	91.333.180	1.496.501	262.843.257
Lille	666.314.074	296.435.149	7.205.928.162	6.068.846.113	62.629.591	14.300.153.089
Nancy	27.929.445	10.837.100	239.591.098	188.742.181	3.797.824	470.897.648
Rennes	2.781.219	1.072.200	43.179.002	31.989.985	154.745	79.177.151
Nantes	17.870.178	9.759.070	218.453.971	144.939.967	1.539.066	392.562.252
Orléans	2.063.726	651.900	22.658.889	17.031.743	168.637	42.574.895
Dijon	47.451.571	22.607.510	585.755.197	479.720.953	4.618.821	1.140.154.052
Limoges	1.179.793	544.700	12.587.312	9.722.745	118.996	24.153.576
Clermont-Ferrand	10.003.230	5.312.110	117.479.696	88.677.860	1.272.369	222.745.265
Lyon	77.156.025	36.745.225	1.122.741.166	844.210.616	6.643.512	2.087.496.544
Bordeaux	1.302.795	615.840	11.529.309	8.896.102	238.355	22.582.491
Toulouse	39.925.896	18.319.662	528.901.219	457.692.024	3.873.305	1.048.712.106
Montpellier	81.091.671	40.879.831	1.175.779.857	878.088.902	6.662.128	2.182.502.389
Marseille	6.863.662	3.203.815	76.625.715	65.390.745	639.451	152.723.388
Strasbourg	263.489 115	125.464.381	2.852.976.537	2.477.898.567	31.152.023	5.750.980.623
Total	1.258.498.568	580.142.593	14.363.430.558	11.853.181.683	125.005.324	28.1-0.258.726
Répartition de 100 F de prestations	4,47	2,06	50,97	42.06	0,44	100,00

(1) Au 31 décembre 1954, le service des prestations familiales aux salariés des mines est assuré par les unions de sociétés de secours minières de Lens, Metz, Monceau-les-Mines, Saint-Etienne, Alès et Toulouse (décret n° 54-339 du 23 mars 1954) et pour la région de l'Ouest par les caisses d'allocations familiales du régime général, l'Union de sociétés de secours minières d'Angers comptant un nombre total d'affiliés inférieur à 10.000 (décret n° 54 1280 du 27 décembre 1954).

(2) Non compris: 846.666 F de dépenses diverses.

V. — **Prestations légales servies pour les travailleurs dont la famille réside en Algérie ou à l'étranger.**

(Ces prestations sont comprises dans les sommes des tableaux II et IV.)

RÉGIONS	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs algériens.	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs belges.	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs italiens.
	Francs	Francs	Francs
Paris	2.034.429.398	»	31.384.527
Rouen	123.922.204	»	2.088.392
Lille	595.626.115	906.952.523	9.3 8.518
Nancy	455.896.792	50.246.938	43.741.275
Rennes	899.088	»	561.716
Nantes	19.594.862	»	476.921
Orléans	21.245.421	»	2.122.933
Dijon	170.956.003	3.122.669	21.654.097
Limoges	11.311.227	»	721.321
Clermont-Ferrand	67.564.201	»	3.039.419
Lyon	761.709.466	»	31.302.364
Bordeaux	14.849.906	»	740.561
Toulouse	41.062.149	»	802.477
Montpellier	103.529.751	»	212.106
Marseille	432.500.034	»	7.538.221
Strasbourg	604.677.878	»	106.391.961
Total	5.552.775.125	1.050.322.130	262.466.819

Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Sarre: 202.633.830 F (région de Strasbourg).
Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Allemagne occidentale: 6.346.820 F (région de Strasbourg).
Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside au Luxembourg: 82.671.218 F (régions de Rouen, Nancy et Strasbourg).

VI. — **Prestations légales servies aux travailleurs indépendants et employeurs.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales	ALLOCATIONS de maternité	ALLOCATIONS familiales	TOTAL (1)
	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	298.323.992	182.946.738	4.480.075.797	4.961.346.527
Rouen	97.266.783	60.908.315	1.458.310.105	1.616.485.203
Lille	157.013.015	91.466.955	2.159.766.062	2.408.246.032
Nancy	78.209.865	46.941.522	1.160.766.655	1.285.918.042
Rennes	108.181.689	65.930.955	1.494.194.954	1.668.307.598
Nantes	110.907.576	68.100.257	1.654.369.099	1.833.376.932
Orléans	43.813.791	24.505.682	671.682.515	740.001.988
Dijon	71.365.561	42.061.358	1.060.829.887	1.174.256.806
Limoges	68.250.376	41.155.583	1.002.331.717	1.111.737.676
Clermont-Ferrand	44.416.043	24.454.170	636.870.513	705 740.726
Lyon	140.633.749	83.169.690	2.295.749.551	2.519.552.990
Bordeaux	68.955.867	43.811.541	1.015.029.373	1.127.796 781
Toulouse	50.443.324	30.740.741	740.951.584	822 135.649
Montpellier	50.304.555	29.755.922	740.790.151	820 850.628
Marseille	85.135.566	47.993.863	1.349.124.433	1.482.253.862
Strasbourg	66.663.557	42.015.330	898.034.879	1.006.713.766
Total	1.539.885.309	925.958.622	22.818.877.275	25.284 721 206

(1) Non compris 686.014 F de dépenses diverses.

VII. — **Pourcentage des prestations légales par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections et les « salariés » (1).	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « employeurs et travailleurs indépendants »	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations
	Francs.	P. 100.	Francs.	P. 100.
Paris	82.890.740.830	55,13	4.961.346.527	64,92
Rouen	21.622.700.542	110,12	1.616.485.203	95,41
Lille	55.571.799.104	103,17	2.408.246.032	76,66
Nancy	23.703.163.804	96,78	1.285.918.042	85,37
Rennes	13.186.613.274	128,76	1.668.307.598	121.88
Nantes	18.268.733.699	121,07	1.833.376.932	124,82
Orléans	7.749.770.827	92,10	740.001.988	82,25
Dijon	16.378.036.681	97,69	1.174.256.806	92,17
Limoges	10.138.028.161	110.74	1.111.737.676	89,58
Clermont-Ferrand	7.023.554.580	87,62	705.740.726	84,91
Lyon	33.241.309.187	79,67	2.519.552.990	91,74
Bordeaux	12.190.999.983	97,45	1.127.796.781	94,53
Toulouse	9.593.507.842	105,02	822.135.649	94,89
Montpellier	9.726.471.393	117,92	820.850.628	88,67
Marseille	19.154.063.614	97,06	1.482.253.862	87,73
Strasbourg	23.633.110.733	87,69	1.006.713.766	76,39
Total	364.075.604.254	83,82	25.284.721.206	84,83

(1) Y compris les prestations aux salariés des mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

VIII. — **Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat versés en 1954.**

RÉGIONS	SALARIÉS					
	Allocations logement.	Primes.		Prêts pour l'amélioration de l'habitat.		Total (1).
		De déménagement.	D'aménagement.	Prêts de l'année.	Remboursements de prêts.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	506.760.223	32.715.884	1.754.911	178.209.472	170.272.020	549.168.470
Rouen	118.718.990	5.435.153	1.964.823	39.333.924	23.098.156	142.354.734
Lille	605.055.113	12.927.205	3.384.095	88.962.990	42.450.652	667.878.751
Nancy	204.126.155	5.393.749	549.386	65.300.793	31.460.420	243.909.663
Rennes	124.655.912	5.191.637	1.108.264	24.030.692	17.349.433	137.637.072
Nantes	229.855.759	7.140.509	2.395.983	61.488.829	27.538.831	273.342.249
Orléans	50.615.355	1.911.620	182.182	17.413.925	12.908.130	57.214.952
Dijon	173.579.624	7.361.456	1.016.763	30.704.170	19.629.598	193.032.415
Limoges	60.890.484	2.088.386	709.732	28.180.471	14.853.719	77.015.354
Clermont-Ferrand	48.136.813	1.142.969	201.150	13.819.285	10.419.132	52.881.085
Lyon	358.636.804	20.818.809	2.139.266	87.646.436	52.777.722	416.463.593
Bordeaux	76.363.019	2.500.899	244.053	18.200.109	10.046.960	87.261.120
Toulouse	85.543.719	2.152.674	347.706	11.961.077	11.277.616	88.727.560
Montpellier	47.728.311	1.296.269	614.318	16.881.260	8.903.266	57.616.892
Marseille	130.880.963	4.607.589	1.599.127	33.519.960	21.792.110	148.815.529
Strasbourg	301.530.771	6.513.350	284.988	35.839.930	14.517.896	329.651.143
Total	3.123.078.015	119.198.158	18.496.747	751.493.323	489.295.661	3.522.970.582

RÉGIONS	TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ET EMPLOYEURS				
	Allocations de logement.	Primes.		Prêts pour l'amélioration de l'habitat.	Total.
		De déménagement.	D'aménagement.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	10.024.817	477.666	4.300	775.500	11.282.283
Rouen	3.592.607	89.475	53.516	2.248.470	5.984.068
Lille	5.311.137	111.172	31.200	710.000	6.163.509
Nancy	3.805.333	60.810	38.487	1.407.670	5.312.300
Rennes	6.975.353	234.865	168.216	1.031.250	8.409.684
Nantes	7.920.410	136.327	201.250	2.993.950	11.251.937
Orléans	1.423.574	42.740	76.185	130.000	1.672.499
Dijon	3.529.404	199.507	98.500	621.563	4.448.974
Limoges	2.658.669	128.501	»	1.601.800	4.388.970
Clermont-Ferrand	1.781.969	106.187	106.000	618.000	2.612.156
Lyon	11.914.313	592.382	»	3.110.211	15.616.906
Bordeaux	3.375.289	113.065	»	2.251.860	5.740.214
Toulouse	3.358.059	52.968	»	220.000	3.631.027
Montpellier	2.415.987	16.000	47.244	857.767	3.336.998
Marseille	4.218.154	31.994	185.000	558.500	4.993.648
Strasbourg	6.904.643	35.548	»	1.650.578	8.590.769
Total	79.209.718	2.429.207	1.009.898	20.787.119	103.435.942

(1) Déduction faite des remboursements de prêts pour l'amélioration de l'habitat.

IX. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale effectuées par les caisses d'allocations familiales** (1). — **Charges d'exploitation. Dépenses d'investissement de l'année.**

RÉGIONS	PRESTATIONS extra-légales.	SUBVENTIONS à des œuvres étrangères aux caisses	SUBVENTIONS aux œuvres des caisses.	PARTICIPATIONS à des œuvres pour services rendus aux caisses.	SECOURS sociaux.	PARTICIPATIONS légales et autres dépenses techniques.	TOTAL A	FRAIS de personnel
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	884.911.223	189.455.764	187.109.182	206.268.134	195,585.069	71.747.726	1.735.077.098	882.422.654
Rouen	89.656.232	238.361.567	49.263.006	129.329.357	15.881.079	48.726.487	571.217.728	70.879.194
Lille	500.915.474	486.925.298	128.927.021	313.941.357	31.423.437	284.386.231	1.746.518.818	156.869.966
Nancy	83.403.534	294.509.541	34.886.284	229.310.454	12.098.932	83.027.302	737.236.047	56.528.696
Rennes	45.236.450	77.023.142	56.242.412	46.757.715	14.455.845	55.320.674	295.036.238	75.449.444
Nantes	52.556.933	97.869.996	26.492.172	167.204.322	17.818.617	171.833.468	533.775.508	70.228.618
Orléans	63.174.499	3.870.000	12.758.619	43.875.961	5.482.948	29.416.226	158.578.253	36.142.366
Dijon	118.876.544	123.037.303	12.735.784	165.900.296	21.686.126	17.090.853	459.326.906	30.508.400
Limoges	48.976.720	126.361.828	35.974.330	42.369.983	13.491.522	52.311.083	319.485.466	38.130.304
Clermond-Ferrand	41.847.624	44.383.741	15.825.089	21.887.491	4.189.112	39.739.369	167.872.429	35.961.545
Lyon	96.235.765	250.297.852	51.936.753	595.143.210	46.075.440	27.948.173	1.067.637.193	148.893.209
Bordeaux	51.938.908	120.836.615	27.497.510	61.079.875	30.083.114	410.426	291.846.448	54.932.815
Toulouse	29.462.505	68.106.108	5.675.473	91.493.542	21.047.898	400.814	216.186.340	26.045.952
Montpellier	27.637.500	169.500.240	3.335.927	107.177.211	18.517.088	56.517.064	382.685.030	25.846.281
Marseille	45.624.497	52.663.980	102.998.798	178.216.868	35.149.251	74.175.699	488.829.093	98.626.096
Strasbourg	69.168.055	582.360.541	3.962.718	121.101.789	71.701.823	5.440.197	853.735.123	31.743.722
Total	2.249.622.463	2.925.563.516	755.621.078	2.521.057.568	554.687.301	1.018.491.792	10.025.043.718	1.839.199.262

RÉGIONS	FRAIS de gestion générale et divers.	TOTAL B (2).	PRESTATIONS extra-légales à payer (3).	DOTATIONS (3).	TOTAL C des charges d'exploitation (4).	INVESTISSEMENTS DE L'ANNEE (5)			
						Immeubles.	Matériel, mobilier, stocks.	Prêts, avances et titres de participation	Total D.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	148.401.261	2.765.901.013	»	29.762.658	2.795.663.671	30.848.787	66.569.464	1.116.982.929	1.214.401.180
Rouen	12.863.570	654.960.492	»	4.732.686	659.693.178	264.461	23.471.220	338.807.073	362.542.754
Lille	28.098.920	1.931.487.704	»	252.944	1.931.740.648	29.538.478	11.110.262	753.909.118	794.557.858
Nancy	13.658.462	807.423.205	»	»	807.423.205	4.533.120	1.866.942	271.777.768	278.177.830
Rennes	19.310.657	389.796.339	»	2.397.232	392.192.571	13.199.013	8.187.057	260.116.002	281.502.072
Nantes	15.620.629	619.614.755	»	220.368	619.835 123	10.624.881	5.871.696	190.090.633	206.587.210
Orléans	7.681.031	202.401.650	»	567.320	202.968.970	33.867.354	7.043.248	136.845.953	177.756.555
Dijon	6.263.359	496.098.665	74.895	»	496.173.560	14.821.623	3.255.585	331.908.940	349.986.148
Limoges	8.737.607	366.353.377	»	65.470.998	431.824.375	11.014.236	2.328.287	171.536.279	184.878.802
Clermond-Ferrand	7.400.485	211.234.459	»	504.756	211.739.215	16.301.410	13.377.821	134.383.958	164.063.189
Lyon	25.240.924	1.241.771 326	18.338.565	»	1.260.109.891	174.739.557	20.251.316	562.100.078	757.090.951
Bordeaux	10.943.769	357.723.032	2.369.021	195.357	360.287.410	20.760.572	4.209.991	390.239.973	415.210.536
Toulouse	5.430.895	247.663.187	»	956.567	248 619.754	3.131.924	4.812.212	245.803.548	253.747.684
Montpellier	4.712.857	413.244.168	1.297.047	85.000	414.626.215	6.669.317	930.657	115.338.970	122.938.944
Marseille	16.172.444	603.627.633	782.824	»	604.410.457	24.207.979	6.433.951	161.773.517	192.415.447
Strasbourg	6.072.130	891.550.975	379.932	73.958.091	965.888.998	3.061.909	367.562	389.835.556	393.265.117
Total	336.609.000	12.200.851 980	23.242.284	179.103.977	12.403.198.241	397.584.711	180.087.271	5.571.450.295	6.149.122.277

(1) Y compris les dépenses des unions régionales de sociétés de secours minières au titre de l'action sanitaire et sociale des prestations familiales.
(2) Total des dépenses effectives de l'année figurant au compte d'exploitation d'action sanitaire et sociale.
(3) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.
(4) Y compris les prestations supplémentaires à payer et les dotations.
(5) Les recettes à la suite des opérations de réalisations des immobilisations de l'action sanitaire et sociale ne sont pas déduites.

X. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense (1).

REGIONS	AIDE AU LOGEMENT		AIDE AUX VACANCES					
	Construction de logements neufs	Aménagement et amélioration des logements existants	Colonies de vacances	Vacances familiales	Placements familiaux surveillés	Camps de vacances	Maisons familiales de vacances	Garderies urbaines
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	985.687.136	69.190.833	426.100.682	379.143.385	34.650.383	13.905.114	27.800.797	11.713.100
Rouen	318.242.480	12.201.690	122.438.579	31.736.507	941.153	9.440.169	2.045.960	22.783.817
Lille	830.217.702	29.672.548	298.957.528	315.050.382	9.486.947	5.605.742	7.561.116	10.262.673
Nancy	204.647.245	50.313.400	183.551.174	98.121.650	327.371	5.846.356	7.375.226	8.684.115
Rennes	234.386.953	1.080.894	57.704.892	40.516.174	»	3.896.560	2.713.931	3.305.815
Nantes	185.388.903	10.860.231	86.405.195	111.684.301	18.000	2.878.780	706.300	9.961.785
Orléans	92.249.008	16.019.845	71.848.518	14.493.183	3.839.237	881.966	248.700	299.900
Dijon	287.833.419	15.710.000	153.877.430	36.270.270	2.338.435	7.714.174	1.179.871	3.890.285
Limoges	156.202.080	24.002.942	87.887.082	24.955.602	3.349.394	2.051.973	690.422	5.310.594
Clermont-Ferrand	90.122.709	22.756.555	85.969.672	6.678.538	1.180.125	2.820.193	878.016	2.954.025
Lyon	359.523.535	68.795.157	280.553.266	155.435.135	8.226.043	7.133.994	131.053.678	9.938.206
Bordeaux	300.352.556	25.087.073	94.857.240	25.788.876	15.154.709	1.840.022	1.881.889	10.630.721
Toulouse	160.974.642	22.331.327	74.946.703	32.064.121	621.180	4.857.237	6.491.977	2.178.750
Montpellier	121.048.871	9.004.336	123.380.726	53.396.344	28.000	1.733.040	7.477.160	»
Marseille	138.903.827	37.247.335	127.207.219	66.473.385	118.350	12.607.527	784.220	14.241.470
Strasbourg	380.314.900	2.400.000	251.511.380	67.779.617	»	11.163.527	4.971.139	3.179.211
Total	4.846.126.575	425.674.166	2.527.197.286	1.459.587.470	80.279.327	94.376.374	203.860.402	119.334.467

REGIONS	AIDE MÉNAGÈRE				FORMATION du personnel (aide aux vacances et aide ménagère).	PLACEMENTS en établissements pour la mère et l'enfant (2)
	Travailleuses familiales.	Enseignement ménager.	Equipement ménager familial.	Services collectifs ménagers.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	79.413.263	17.958.626	52.330.184	202.733	180.000	144.104.054
Rouen	47.787.644	36.678.624	65.306.023	4.872.829	615.500	75.364.070
Lille	99.051.989	37.069.031	172.600.414	4.080.494	4.010.963	153.043.390
Nancy	76.839.360	31.345.741	93.930.812	1.847.522	468.520	87.551.296
Rennes	28.307.632	31.438.169	19.706.069	7.362.829	2.583.200	36.417.498
Nantes	35.683.015	39.846.439	49.515.953	10.499.150	2.692.074	88.364.256
Orléans	12.387.322	14.603.597	21.912.939	1.167.000	»	14.022.138
Dijon	39.867.598	44.688 870	42.789.034	6.014.805	1.339.118	15.525.548
Limoges	12.506.181	10.729.188	34.825.486	1.480.000	696.543	48.108.112
Clermont-Ferrand	6.134.947	19.871.636	17.511.506	122.632	408.842	21.036.786
Lyon	72.688.375	61.475.738	184.187.657	717.406	19.182.753	164.942.923
Bordeaux	13.729.946	13.320.305	63.162.877	3.086.593	386.440	34.077.205
Toulouse	18.836.792	4.223.667	48.807.979	168.867	33.000	13.216.089
Montpellier	15.796.523	19.985.113	14.536.649	203.000	399.033	42.870.176
Marseille	23.988.992	26.278.657	9.748.300	600.000	923.036	93.694.948
Strasbourg	46.636.882	27.812.694	112.385.945	1.057.386	5.058.000	150.684.510
Total	629.656.461	437.326.095	1.003.257.827	43.483.246	38.977.022 (3)	1.183.022.999

(1) Ventilation statistique des dépenses effectives de l'année.
(2) Crèches, pouponnières, abris temporaires, maisons maternelles.
(3) 6.620.886 F au titre de l'aide aux vacances et 32.356.136 F au titre de l'aide ménagère.

X (*suite*). — **Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense.**

RÉGIONS	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES			SECOURS et prêts d'honneur.	ÉDUCATION, documentation familiale et entr'aide familiale.	CENTRES sociaux.	DIVERS	TOTAL (1)
	Assouplissement des prestations légales.	Prestations expérimentales.	Primes aux mères médaillées.					
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	150.266.661	69.231.950	13.744.250	201.986.394	28.318.166	114 939.779	128.610.788	2.949.478.278
Rouen	73.996.227	12.242.987	3.123.388	20.681.152	5.900.772	38.286.978	29.073.924	933.760.482
Lille	171.046.308	168.308.078	9.849.183	46.295.132	17.472.201	12.795.025	138.609.830	2.541.076.676
Nancy	41.179.133	23.989.777	3.528.520	19.376.201	10.429.296	1.516.000	55.545.162	1.015.413.877
Rennes	43.658.740	541.605	2.316.140	18.962.327	2.465.817	12.952.881	26.220.184	576.538.310
Nantes	49.489.836	1.976.000	1.629.306	20.845.163	4.384.570	5 459.649	24.073.812	740.362.718
Orléans	34.757.330	15.164.969	875.470	10.362.652	2.367.777	2.318.452	6.514.805	336.334.808
Dijon	95.881.440	1.639.571	2.116.505	25.629.918	2.469.269	8.733.932	13.803.562	809.313.054
Limoges	45.456.437	8.168.465	738.000	20.791.962	1.110.073	»	12.303.132	504.364.268
Clermont-Ferrand	37.841.460	1.814.878	938.151	6.978.717	1.963.094	240.000	3.713.136	331.935.618
Lyon	41.342.790	47.006.539	6.277.893	61.129.062	8.494.907	51.141.806	82.481.281	1.824.728.144
Bordeaux	27.858.609	3.187.290	768.098	38.189.617	13.178.050	17.136.882	3.381.986	707.056.984
Toulouse	25.997.192	964.800	1.170.845	40.472.946	6.881.573	»	4.694.337	469.934.024
Montpellier	23.956.402	3.280.098	401.000	24.452.760	3.164.664	900.000	39.610.079	505.623.974
Marseille	35.837.648	3.327.530	1.922.406	47.350.914	9.322.743	9.512.788	21.153.245	681.244.540
Strasbourg	33.383.291	1.984.000	3.259.590	42.011.953	8.367.000	22.973.122	70.066.093	1.247.000.240
Total	934.949.504	362.828.537	52.658.745	645.516.870	129.289.972	296.907.294	659.855.356 (2)	16.174.165.995

RÉGIONS	FRAIS DE PERSONNEL	FRAIS de gestion générale.	TOTAL DES DÉPENSES de l'année (3).	DÉPENSES ENGAGÉES mais non effectuées au 31 décembre 1954.	TOTAL GÉNÉRAL (4)
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	882.422.654	148.401.261	3.980.302.193	65.882.305	4.046.184.498
Rouen	70.879.194	12.863.570	1.017.503.246	160.300.193	1.177.803.439
Lille	156.869.966	28.098.920	2.726.045.562	195.314.295	2.921.359.857
Nancy	56.528.696	13.658.462	1.085.601.035	40.695.793	1.126.296.828
Rennes	75.449.444	19.310.657	671.298.411	87.489.427	758.787.838
Nantes	70.218.618	15.620.629	826.201.965	32.589.307	858.791.272
Orléans	36.142.366	7.681.031	380.158.205	4.687.833	384.846.038
Dijon	30.508.400	6.263.359	846.084.813	88.650.038	934.734.851
Limoges	38.130.304	8.737.607	551.232.179	147.660.089	698.892.268
Clermont-Ferrand	35.961.545	7.400.485	375.207.648	3.769.770	379.067.418
Lyon	148.893.209	25.240.924	1.998.862.277	42.761.880	2.041.624.157
Bordeaux	54.932.815	10.943.769	772.933.568	12.290.660	785.224.228
Toulouse	26.045.952	5.430.895	501.410.871	30.302.450	531.713.321
Montpellier	25.846.281	4.712.857	536.183.112	122.167.094	658.350.206
Marseille	98.626.096	16.172.444	796.043.080	47.835.562	843.878.642
Strasbourg	31.743.722	6.072.130	1.284.816.092	207.454.244	1.492.270.336
Total	1.839.199.262	336.609.000	18.349.974.257	1.289.850.940	19.639.825.197

(1) Ce total correspond au total A du tableau IX augmenté du total D.
(2) Dont: action médico-sociale, 36.983.537 F; action sociale en faveur des travailleurs nord-africains, 99.094.535 F; protection maternelle et infantile, 158.728.839 F.
(3) Ce total correspond au total B du tableau IX augmenté du total D.
(4) Y compris les dépenses engagées mais non effectuées au 31 décembre 1954.

XI. — **Dépenses de gestion administrative et immobilisations des caisses d'allocations familiales. — Année 1954.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale (part patronale)	AUTRES charges sociales.	AUTRES frais de personnel.	FRAIS de gestion générale.	TOTAL	COTISATIONS aux unions de recouvrement.	DOTATIONS (1).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.840.399.399	374.533.158	123.004.227	49.928.541	390.405.653	2.778.270.978	551.543.473	302.638.202
Rouen	325.506.693	73.158.642	17.497.701	1.590.095	143.151.625	560.904.756	25.832.102	39.933.355
Lille	701.493.541	152.607.921	37.206.410	8.602.823	241.042.256	1.140.952.951	»	38.193.084
Nancy	315.579.605	68.068.789	16.990.801	1.287.479	131.584.364	533.511.038	15.585.922	23.317.485
Rennes	277.626.409	62.124.596	15.770.438	3.271.464	103.067.862	461.860.769	»	32.135.244
Nantes	315.623.853	70.822.385	18.089.893	3.233.047	127.091.342	534.860.520	»	19.634.242
Orléans	153.479.557	34.672.974	7.562.331	1.778.335	57.957.298	255.450.495	»	6.044.673
Dijon	217.857.142	50.101.314	11.438.209	1.383.973	102.862.377	383.643.015	22.395.701	21.377.971
Limoges	185.263.574	41.718.290	10.456.723	1.117.399	73.518.131	312.074.117	24.164.278	25.135.793
Clermont-Ferrand	158.582.422	36.290.380	9.183.207	1.414.345	66.542.497	272.012.851	»	5.172.961
Lyon	523.538.696	120.064.733	28.866.872	2.058.781	200.461.478	874.990.563	98.695.650	42.348.180
Bordeaux	270.292.099	61.040.652	15.642.787	1.548.828	89.715.459	438.239.825	11.206.459	16.586.552
Toulouse	179.986.034	42.767.583	9.434.007	4.851.889	99.304.635	336.344.148	6.814.095	15.562.698
Montpellier	157.646.858	35.759.374	8.400.065	993.373	75.622.418	278.422.088	»	28.435.115
Marseille	370.144.551	83.481.348	22.718.956	13.021.125	108.332.260	597.698.240	47.192.273	18.144.792
Strasbourg	315.782.027	71.651.872	17.258.018	2.160.934	129.146.673	535.999.524	»	35.856.970
Total	6.308.802.460	1.378.864.011	369.520.645	98.242.434	2.139.806.328	10.295.235.878	806.429.953	670.517.317

RÉGIONS	TOTAL des charges d'exploitation (2).	GESTION administrative des unions de sociétés de secours minières (3)	REMISES de gestion aux caisses algériennes (4).	IMMOBILISATIONS DE L'ANNÉE			
				Acquisitions immobilières.	Agencements, aménagement et installations.	Matériel et mobilier.	Total
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.635.452.653	»	60.814.923	»	5.997.248	98.988.841	104.986.089
Rouen	626.670.213	»	3.713.317	»	5.641.448	29.229.537	34.870.985
Lille	1.179.146.035	113.352.129	17.823.405	1.004.737	14.478.024	32.535.092	48.017.853
Nancy	572.414.445	»	13.517.722	56.155.262	3.986.904	19.583.048	79.725.214
Rennes	493.996.013	»	215.213	75.843.396	2.021.490	37.628.320	115.493.206
Nantes	554.494.762	»	589.678	5.904.251	2.192.041	21.113.763	29.210.055
Orléans	261.495.168	»	697.392	»	249.169	8.437.254	8.686.423
Dijon	427.416.687	13.010.088	4.874.720	400.527	2.244.611	18.209.883	20.855.021
Limoges	361.374.188	»	305.906	13.886.080	4.431.209	27.059.028	45.376.317
Clermont-Ferrand	277.185.812	»	2.019.479	62.654	321.318	2.669.668	3.053.640
Lyon	1.016.034.393	28.152.144	23.850.545	65.565.444	1.721.122	38.667.497	105.954.063
Bordeaux	466.032.836	»	446.906	31.480.708	361.001	22.192.010	54.033.719
Toulouse	358.720.941	18.159.048	1.240.307	11.784.624	251.152	14.730.829	26.766.605
Montpellier	306.857.203	26.048.071	2.596.107	»	9.533.181	17.076.079	26.609.260
Marseille	663.035.305	»	12.444.513	7.730.936	2.506.985	20.375.054	30.612.975
Strasbourg	571.856.494	67.493.266	19.239.591	»	»	26.842.624	26.842.624
Total	11.772.183.148	266.214.746	164.389.724	269.818.619	55.936.903	435.338.527	761.094.049

(1) Charges d'exploitation ne pouvant être considérées comme des dépenses effectives de l'année.
(2) Y compris les cotisations aux unions de recouvrement et les dotations.
(3) Prélèvement autorisé au titre des prestations familiales.
(4) Ces remises de gestion sont remboursées aux caisses d'allocations familiales par la caisse nationale de sécurité sociale.

XII. — Personnel des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1954.

RÉGIONS	SERVICES ADMINISTRATIFS							
	Personnel de direction.	Agents des cadres (1).	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel
Paris	34	497	561	1.858	38	72	3.060	225
Rouen	23	71	27	490	9	12	632	23
Lille	40	185	60	969	27	8	1.289	19
Nancy	18	65	28	458	7	»	576	12
Rennes	18	77	19	384	8	8	514	14
Nantes	15	74	36	414	9	14	562	9
Orléans	14	40	21	202	1	3	281	30
Dijon	22	45	18	328	9	13	435	10
Limoges	19	40	27	259	3	15	363	8
Clermont-Ferrand	16	50	8	213	6	11	304	38
Lyon	36	192	81	622	12	11	954	16
Bordeaux	14	77	36	342	1	19	489	26
Toulouse	18	44	22	227	5	21	337	48
Montpellier	15	49	17	193	5	18	297	20
Marseille	21	101	60	432	7	22	643	31
Strasbourg	11	64	43	458	24	21	621	24
Total	334	1.671	1.064	7.849	171	268	11.357	553

RÉGIONS	SERVICES SOCIAUX						PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses.		
	Assistantes sociales.	Autre personnel technique.	Agents administratifs.	Personnel de service	Total.	Personnel à temps partiel	Personnel permanent.	Personnel saisonnier.	Total.
Paris	392	503	277	35	1.207	103	247	452	699
Rouen	50	44	25	4	123	4	49	12	61
Lille	104	44	54	»	202	14	115	145	260
Nancy	42	17	18	1	78	12	106	23	129
Rennes	63	47	27	1	138	26	26	54	80
Nantes	56	21	27	»	104	10	34	2	36
Orléans	34	6	10	»	50	10	23	15	38
Dijon	27	6	11	»	44	3	13	»	13
Limoges	46	4	15	1	66	2	33	45	78
Clermont-Ferrand	38	12	13	»	63	7	2	144	146
Lyon	90	56	43	»	189	48	81	37	118
Bordeaux	51	19	18	»	88	11	9	»	9
Toulouse	29	2	10	»	41	1	6	26	32
Montpellier	21	2	12	»	35	1	»	13	13
Marseille	69	27	38	»	134	2	102	210	312
Strasbourg	21	1	28	»	50	1	»	»	»
Total	1.133	811	626	42	2.612	255	846	1.178	2.024

(1) Y compris les contrôleurs d'employeurs.

XIII. — **Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954** (1).

RÉGIONS	1 ENFANT (2)	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAL
Paris	16.252	194.418	91.661	36.821	14.723	5.716	2.225	1.414	363.230
Rouen	443	38.137	22.313	11.679	5.459	2.700	1.324	1.064	83.119
Lille	2.148	79.213	44.183	20.930	9.787	4.376	2.044	1.276	163.957
Nancy	1.883	46.440	26.809	13.476	6.491	2.973	1.213	957	100.242
Rennes	20	25.455	14.779	7.144	3.330	1.477	740	487	53.432
Nantes	97	34.088	20.076	9.775	4.499	2.008	962	778	72.283
Orléans	174	15.724	8.831	4.280	1.963	1.018	432	353	32.775
Dijon	827	30.339	17.710	8.927	4.156	1.807	803	617	65.186
Limoges	38	20.333	10.499	5.320	2.431	1.104	517	401	40.643
Clermont-Ferrand	106	15.748	7.800	3.358	1.455	642	262	190	29.561
Lyon	4.549	71.148	37.093	17.429	7.349	3.241	1.288	888	142.985
Bordeaux	113	27.648	14.019	5.904	2.469	1.060	440	258	51.911
Toulouse	232	20.978	9.704	4.176	1.529	588	226	129	37.562
Montpellier	423	18.995	8.495	3.345	1.253	532	239	101	33.383
Marseille	636	41.300	19.477	7.813	3.302	1.356	502	359	74.745
Strasbourg	2.700	40.607	19.841	8.889	3.944	1.634	690	406	78.801
Total	30.641	720.661	373.290	169.266	74.140	32.232	13.907	9.678	1.423.815
Répartition pour 100 familles	2,1	50,7	26,2	11,9	5,2	2,3	0,9	0,7	100

(1) Non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Les nombres figurant dans cette colonne concernent des familles de travailleurs algériens.

XIV. — **Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1954. Congés de naissance accordés en 1954** (1).

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE						CONGÉS de naissance accordés en 1954
	Jeunes ménages (allocation à 10 p. 100).	Un enfant (allocation à 10 p. 100)	Un enfant (allocation à 20 p. 100).	Deux enfants (allocation à 40 p. 100).	Trois enfants et plus (allocation à 50 p. 100).	Total	
Paris	5.709	31.275	158.397	158.334	128.747	482.462	59.163
Rouen	1.991	5.092	31.491	34.039	42.548	115.161	19.403
Lille	3.811	10.740	65.557	70.261	75.514	225.883	39.351
Nancy	2.280	4.324	38.351	39.487	46.794	131.236	20.437
Rennes	1.630	2.469	19.130	22.406	25.248	70.883	10.525
Nantes	2.490	3.128	27.142	30.932	35.734	99.426	12.741
Orléans	519	2.240	13.165	14.026	15.563	45.513	6.112
Dijon	1.454	3.807	24.170	26.519	30.395	86.345	13.912
Limoges	1.030	3.097	18.239	18.242	19.071	59.679	7.853
Clermont-Ferrand	834	2.465	12.824	13.859	12.410	42.392	5.459
Lyon	3.260	10.694	51.232	58.451	55.923	179.560	21.790
Bordeaux	1.191	13.671	13.652	25.489	21.569	75.572	7.662
Toulouse	1.072	3.077	18.033	18.599	14.735	55.516	5.164
Montpellier	1.504	3.772	15.404	16.762	12.576	50.018	4.806
Marseille	3.388	7.749	38.608	38.000	30.180	117.925	11.606
Strasbourg	4.085	5.121	38.370	36.525	31.324	115.425	18.695
Total	36.248	112.721	583.765	621.931	598.331	1.952.996	265.129
Répartition pour 100 familles	1,9	5,8	29,9	31,8	30,6	100	

(1) Non compris les bénéficiaires du régime minier.

XV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAUX
Paris	9.191	4.573	2.092	964	460	180	128	17.588
Rouen	2.326	1.468	833	517	292	135	103	5.674
Lille	4.545	2.419	1.299	703	345	163	110	9.584
Nancy	1.893	1.054	582	288	172	83	65	4.137
Rennes	2.186	1.283	634	309	170	100	71	4.753
Nantes	2.130	1.367	698	375	196	70	63	4.899
Orléans	821	448	237	141	76	29	34	1.786
Dijon	1.378	817	442	209	110	62	36	3.054
Limoges	1.443	829	457	225	119	48	58	3.179
Clermont-Ferrand	912	482	227	102	64	16	20	1.823
Lyon	2.838	1.558	781	370	220	98	72	5.937
Bordeaux	1.825	959	466	241	109	51	31	3.682
Toulouse	1.380	662	264	119	58	26	21	2.530
Montpellier	1.751	722	345	140	63	23	17	3.061
Marseille	3.906	1.819	841	409	178	69	43	7.265
Strasbourg	2.258	1.158	500	264	119	60	40	4.399
Total	40.783	21.618	10.698	5.376	2.751	1.213	912	83.351
Répartition pour 100 familles....	49	26	12,8	6,3	3,3	1,5	1,1	100

XVI. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	JEUNES MÉNAGES (allocation à 10 p. 100).	UN ENFANT (allocation à 10 p. 100).	UN ENFANT (allocation à 20 p. 100)	DEUX ENFANTS (allocation à 10 p. 100)	TROIS ENFANTS et plus (allocation à 30 p. 100).	TOTAL
Paris	441	883	13.431	7.537	6.405	28.697
Rouen	53	101	2.398	1.854	2.733	7.139
Lille	335	215	6.118	3.492	4.143	14.303
Nancy	59	96	2.325	1.552	1.928	5.960
Rennes	48	65	2.339	1.689	2.010	6.151
Nantes	214	38	1.990	1.535	1.865	5.642
Orléans	26	45	809	607	737	2.224
Dijon	40	74	1.588	1.128	1.411	4.241
Limoges	34	92	1.469	1.021	1.297	3.913
Clermont-Ferrand	16	41	951	700	703	2.411
Lyon	132	162	3.518	2.346	2.659	8.817
Bordeaux	59	1.172	901	1.199	1.389	4.720
Toulouse	21	80	1.431	1.029	860	3.421
Montpellier	60	191	1.462	1.414	1.102	4.229
Marseille	112	267	3.804	3.028	2.882	10.093
Strasbourg	60	129	2.433	1.659	1.570	5.851
Total	1.710	3.651	46.967	31.790	33.694	117.812
Répartition pour 100 familles....	1,5	3	39,9	27	28,6	100

XVII. — **Familles du régime minier bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954.**

CAISSES OU UNIONS MINIÈRES	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Caisses d'allocations familiales de la région de Rouen	»	443	301	202	88	37	18	11	1.100
Union minière du Nord (Lens)	»	29.683	15.923	7.176	3.267	1.452	587	351	58.439
Caisses d'allocations familiales de la région de Rennes	»	144	88	40	22	11	2	2	309
Caisses d'allocations familiales de la région de Nantes	»	802	476	241	117	61	36	21	1.754
Union minière du Centre-Est (Montceau-les-Mines)	»	2.896	1.432	657	315	138	65	55	5.558
Union minière du Centre (Saint-Etienne)	106	4.725	2.588	1.202	555	239	117	85	9.617
Union minière du Sud-Ouest (Toulouse)	»	3.138	1.398	597	255	88	50	36	5.562
Union minière du Sud-Est (Alès)	278	4.773	2.416	1.073	472	199	79	59	9.349
Union minière de l'Est (Metz)	325	15.184	7.643	3.311	1.410	598	233	177	28.881
Total	709	61.788	32.265	14.499	6.501	2.823	1.187	797	120.569
Répartition pour 100 familles	0,6	51,3	26,8	12	5,3	2,3	1	0,7	100

XVIII. — **Familles du régime minier bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1954.**

CAISSES OU UNIONS MINIÈRES	JEUNES ménages (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 10 p. 100).	1 ENFANT (allocation à 20 p. 100).	2 ENFANTS (allocation à 40 p. 100).	3 ENFANTS (allocation à 50 p. 100).	TOTAL	CONGÉS de naissances accordés en 1954.
Caisses d'allocations familiales de la région de Rouen	52	41	319	414	628	1.454	386
Union minière du Nord (Lens)	1.682	5.045	26.443	28.898	28.423	90.491	14.373
Caisses d'allocations familiales de la région de Rennes	8	20	137	122	163	450	56
Caisses d'allocations familiales de la région de Nantes	62	109	604	737	923	2.435	374
Union minière du Centre-Est (Montceau-les-Mines)	215	571	2.425	2.792	2.623	8.626	975
Union minière du Centre (Saint-Etienne)	221	834	3.550	4.390	4.539	13.534	1.558
Union minière du Sud-Ouest (Toulouse)	254	664	2.540	3.023	2.384	8.865	1.347
Union minière du Sud-Est (Alès)	473	983	4.015	4.437	4.011	13.919	2.579
Union minière de l'Est (Metz)	1.665	2.053	13.507	14.539	12.929	44.693	3.807
Total	4.632	10.320	53.540	59.352	56.623	184.467	25.010
Répartition par 100 familles	2,5	5,6	29	32,2	30,7	100	

XIX. — Allocations prénatales et de maternité versées en 1954 aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle (1).

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances		Naissances suivantes			
	Nombre de payements après le 1er examen.	Nombre de payements après le 2e examen.	Nombre de payements pour solde après le 3e examen.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements	Deuxièmes versements.
Paris	99.476	98.969	103.492	34.699	33.561	46.132	44.398	80.831	77.959
Rouen	27.457	27.604	28.876	8.135	7.492	16.858	16.046	24.993	23.538
Lille	70.745	68.690	69.819	19.401	18.009	41.176	37.933	60.577	55.942
Nancy	32.096	29.796	30.720	8.770	8.177	17.174	16.658	25.944	24.835
Rennes	15.896	15.491	16.432	4.956	4.327	9.597	8.956	14.553	13.283
Nantes	22.336	21.810	22.329	6.670	6.144	13.805	13.077	20.475	19.221
Orléans	9.431	9.728	9.973	3.163	3.026	5.327	5.347	8.490	8.373
Dijon	20.302	20.570	21.306	6.246	5.651	11.945	11.200	18.191	16.851
Limoges	14.225	14.837	15.140	5.016	4.715	8.824	8.299	13.840	13.014
Clermont-Ferrand	8.160	8.442	8.922	3.014	2.654	4.595	4.227	7.609	6.881
Lyon	33.351	32.770	32.608	10.456	9.049	16.004	15.609	26.460	24.748
Bordeaux	11.730	11.467	11.470	3.470	3.243	5.753	5.228	9.223	8.471
Toulouse	11.726	11.745	11.965	4.053	3.854	5.840	5.663	9.893	9.517
Montpellier	8.770	8.628	8.463	3.046	2.852	4.535	4.201	7.581	7.053
Marseille	21.345	21.719	24.028	7.193	6.646	10.510	9.734	17.703	16.380
Strasbourg	29.523	30.631	29.768	8.175	7.321	16.238	14.989	24.413	22.310
Total	436.569	432.897	445.311	136.463	126.721	234.313	221.655	370.776	348.376
Salariés du régime général	387.714	382.594	393.381	115.523	108.630	205.089	195.178	320.612	303.808
Salariés des mines	27.196	27.754	26.567	5.617	5.395	15.802	15.067	21.419	20.462
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle	21.196	22.549	25.363	15.323	12.696	13.422	11.410	28.745	24.106
Total	436.569	432.897	445.311	136.463	126.721	234.313	221.655	370.776	348.376

(1) Y compris les bénéficiaires du régime minier.

XX. — Familles de travailleurs indépendants et d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1954.

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAUX
Paris	34.953	12.164	4.209	1.713	714	401	207	54.361
Rouen	9.770	4.574	1.809	705	290	118	85	17.351
Lille	13.778	6.164	2.382	960	386	172	136	23.978
Nancy	7.297	3.622	1.387	558	182	92	87	13.225
Rennes	10.383	4.848	1.901	641	250	116	181	18.320
Nantes	10.402	5.168	2.529	925	353	141	119	19.637
Orléans	5.297	2.155	758	282	113	46	35	8.686
Dijon	7.311	3.396	1.295	481	250	91	76	12.900
Limoges	8.242	3.370	1.108	377	163	57	51	13.368
Clermont-Ferrand	5.491	2.087	657	232	79	40	21	8.607
Lyon	16.608	7.072	2.489	914	384	166	106	27.739
Bordeaux	8.548	3.202	1.127	351	121	46	43	13.438
Toulouse	6.411	2.675	941	229	69	31	14	10.370
Montpellier	7.268	2.502	708	230	77	32	11	10.828
Marseille	11.821	4.070	1.253	402	155	64	38	17.803
Strasbourg	7.202	3.181	1.026	358	132	58	52	12.009
Total	170.782	70.250	25.579	9.358	3.718	1.671	1.262	282.620
Répartition pour 100 familles	60,4	24,9	9	3,3	1,3	0,6	0,5	100

XXI. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1954 aux travailleurs indépendants et employeurs.**

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances		Naissances suivantes			
	Nombre de payements après le 1er examen.	Nombre de payements après le 2e examen	Nombre de payements pour solde après le 3e examen.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements	Premiers versements	Deuxièmes versements.
Paris	7.366	7.526	8.448	2.193	2.065	4.734	4.386	6.927	6.451
Rouen	2.562	2.767	2.992	705	653	1.745	1.576	2.450	2.229
Lille	3.869	4.022	4.272	1.134	1.036	2.455	2.352	3.589	3.388
Nancy	2.358	2.154	2.315	531	465	1.284	1.312	1.815	1.777
Rennes	2.998	3.116	3.336	850	749	1.957	1.799	2.807	2.548
Nantes	3.102	3.176	3.404	689	691	2.112	2.012	2.801	2.703
Orléans	1.075	1.198	1.290	303	243	670	609	973	852
Dijon	1.834	1.987	2.233	567	463	1.233	1.127	1.800	1.590
Limoges	1.843	2.005	2.074	561	522	1.105	1.073	1.666	1.595
Clermont-Ferrand	1.187	1.255	1.350	320	297	688	600	1.008	897
Lyon	3.423	3.447	3.505	968	829	1.962	1.939	2.930	2.768
Bordeaux	1.690	1.696	1.823	464	429	882	797	1.346	1.226
Toulouse	1.478	1.469	1.530	411	365	736	758	1.147	1.123
Montpellier	1.358	1.450	1.403	435	398	778	672	1.213	1.070
Marseille	2.062	2.211	2.574	677	622	1.044	949	1.721	1.571
Strasbourg	1.722	1.914	2.045	552	457	1.100	1.026	1.652	1.483
Total	39.927	41.393	44.594	11.360	10.284	24.485	22.987	35.845	33.271

XXII. — **Nombre de familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1954 (récapitulation).**

COMPOSITION DES FAMILLES	SALARIÉS ET PERSONNES N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE (1).						TRAVAILLEURS indépendants et employeurs.	
	Familles bénéficiaires des allocations familiales		Familles bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.		Familles bénéficiaires des prestations familiales.			
	Effectif	Pourcentage.	Effectif	Pourcentage.	Effectif	Pourcentage.	Effectif.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	42.590	1,8	42.590	1,7	»	»
Familles de 1 enfant (sal. unique à 10 p. 100).	(2) 31.350	1,9	126.692	5,6	842.314	34	»	»
Familles de 1 enfant (sal. unique à 20 p. 100).			684.272	30,4				
Familles de 2 enfants	823.232	50.6	713.073	31,7	823.232	33,2	170.782	60,5
Familles de 3 enfants	427.173	26,3			427.173	17,1	70.250	24,9
Familles de 4 enfants	194.463	12			194.463	7,8	25.579	9
Familles de 5 enfants	86.017	5,2	688.648	30,5	86.017	3,5	9.358	3,3
Familles de 6 enfants	37.806	2,3			37.806	1,5	3.718	1,3
Familles de 7 enfants	16.307	1			16.307	0,7	1.671	0,6
Familles de 8 enfants et plus	11.387	0,7			11.387	0,5	1.262	0,4
Total	1.627.735	100	2.255.275	100	2.481.289	100	282.620	100

(1) Y compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Familles de travailleurs nord-africains.

XXIII. — **Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1954** (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS (2)		ENFANTS des travailleurs indépendants et employeurs		TOTAL	
	Effectif	P. 100	Effectif	P. 100	Effectif	P. 100
Familles de 1 enfant	842.314	16	»	»	842.314	13,8
Familles de 2 enfants	1.646.464	30,3	341.564	45,8	1.988.028	32,3
Familles de 3 enfants	1.281.519	23,7	210.750	28,2	1.492.269	24,2
Familles de 4 enfants	777.852	14	102.316	13,8	880.168	14,3
Familles de 5 enfants	430.085	7,9	46.790	6,2	476.885	7,7
Familles de 6 enfants	226.836	4,2	22.308	3	249.144	4
Familles de 7 enfants	114.149	2,1	11.697	1,6	125.846	2
Familles de 8 enfants et plus	96.789	1,8	10.727	1,4	107.516	1,7
Total	5.416.008	100	746.152	100	6.162.160	100

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de huit enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle et des bénéficiaires du régime minier.

CINQUIÈME PARTIE

UTILISATION DES DIVERS MOYENS DE RECOUVREMENT FORCE DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE (REGIME GENERAL) (1)

La phase proprement contentieuse du recouvrement des cotisations commence, en principe, à l'expiration d'un délai de quinze jours après expédition de la mise en demeure, lorsque celle-ci est restée sans effet ou d'un effet incomplet.

C'est cette phase qui fait l'objet de cette rapide étude.

Il paraît d'abord utile de situer l'importance des créances arriérées des organismes. Le tableau ci-après fait ressortir le montant, par région, des restes à recouvrer comptabilisés et des sommes mises en recouvrement forcé (contentieux) au 31 décembre 1955:

Etat du total des restes à recouvrer et des sommes en contentieux au 31 décembre 1955.

REGIONS	MONTANT TOTAL des restes à recouvrer comptabilisés.	SOMMES EN CONTENTIEUX			POURCENTAGE des sommes en contentieux au total des restes à recouvrer.
		Cotisations mises en contentieux.	Majorations de retard mises en contentieux.	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	
Paris	55.398.700.622	34.286.767.987	2.717.588.902	37.004.356.889	66,80
Rouen	6.312.949.619	3.624.124.012	1.441.905.321	5.066.029.333	80,25
Lille	4.374.783.415	2.647.981.795	906.196.879	3.554.178.674	81,24
Nancy	1.671.177.115	1.081.881.716	273.192.557	1.355.074.273	81,08
Rennes	2.630.016.650	1.619.694.969	488.053.871	2.107.748.840	80,13
Nantes	3.041.434.851	2.201.837.961	503.946.180	2.705.784.141	88,96
Orléans	2.140.836.194	1.239.216.271	440.616.016	1.679.832.287	78,47
Dijon	2.308.398.113	1.379.993.815	401.954.034	1.781.947.849	77,20
Limoges	2.386.086.370	1.659.320.406	427.896.508	2.087.216.914	87,47
Clermont-Ferrand	1.304.751.477	689.958.730	301.467.432	991.426.162	75,98
Lyon	9.865.541.113	6.881.618.074	2.138.202.139	9.019.820.213	71,15
Bordeaux	4.117.511.367	2.460.349.165	937.093.549	3.397.442.714	82,51
Toulouse	3.162.805.883	1.985.094.229	513.305.850	2.498.400.079	79
Montpellier	3.354.582.650	1.868.232.688	640.750.530	2.508.983.218	74,80
Marseille	8.300.474.013	5.748.596.615	1.696.021.101	7.444.617.716	89,68
Strasbourg	2.675.998.651	1.563.119.553	373.673.722	1.936.793.275	72,38
Total	113.046.051.103	70.937.787.986	14.201.864.591	85.139.652.577	75,32

(1) Cette partie du rapport a été établie à partir d'une étude effectuée en 1954 par le Contrôle général de la sécurité sociale. Elle ne porte que sur le recouvrement forcé faisant abstraction des procédés amiables de recouvrement (par sursis à poursuites ou même à exécution) et les incitations à verser qui résultent de l'article 52 de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Il apparaît, à la lecture de ce tableau, que 75 p. 100 des créances constatées avaient fait l'objet d'une mise en contentieux pour recouvrement forcé au 31 décembre 1955. Les autres créances devaient se retrouver en précontentieux, en sursis à poursuites, ou dans les remises de majorations de retard en instance devant les commissions de recours gracieux.

⁂

Les statistiques de l'année 1953, établies par enquête avant l'application du plan comptable, révèlent que dans leur ensemble et sur le plan national, les divers organismes ont utilisé les moyens de recouvrement contentieux mis à leur disposition dans les conditions suivantes, d'après le montant total des *sommes mises en recouvrement:*

MOYENS DE RECOUVREMENT	AU 31 DÉCEMBRE 1953
	P. 100.
Contrainte	29,05
Procédure sommaire	12,50
Production à faillite	20,75
Divers	37,70

Mais les pourcentages ci-dessus ne donnent qu'une image assez inexacte de la réalité. En effet, le détail des pourcentages d'emploi en montant des sommes mises en recouvrement de chacune des quatre grandes catégories de moyens contentieux s'établit comme suit par région:

Contrainte.

RÉGIONS	POURCENTAGE
Limoges	56,25
Strasbourg	56,20
Toulouse	51,20
Marseille	49-55
Bordeaux	47-75
Nantes	47,40
Nancy	46,70
Lille	45,45
Orléans	43,30
Rennes	42,05
Lyon	41,22
Montpellier	38
Clermont-Ferrand	28,55
Rouen	27,60
Dijon	26
Paris	9,55

Procédure sommaire.

RÉGIONS	POURCENTAGE
Rouen	35,70
Clermont-Ferrand	30
Montpellier	29,15
Limoges	22,85
Bordeaux	22,20
Dijon	16,90
Rennes	15,70
Toulouse	14,05
Lyon	13,69
Orléans	12,40
Marseille	11,10
Paris	7,70
Nancy	5,70
Lille	5,30
Nantes	2,50
Strasbourg	0,30

Production à faillite.

RÉGIONS	POURCENTAGE
Nancy	40,30
Orléans	37,80
Lille	37,25
Lyon	37,10
Dijon	30,10
Rennes	29.05
Clermont-Ferrand	27
Rouen	26,60
Nantes	26,55
Toulouse	24,70
Strasbourg	23,75
Bordeaux	20,30
Marseille	19,70
Montpellier	15,25
Limoges	12,60
Paris	12,25

Divers.

RÉGIONS	POURCENTAGE
Paris	70,50
Dijon	27
Nantes	23,55
Strasbourg	19,75
Marseille	19,65
Montpellier	17,60
Clermont-Ferrand	14,45
Rennes	13,20
Lille	12
Rouen	10,10
Toulouse	10,05
Bordeaux	9,75
Limoges	8,30
Lyon	7,95
Orléans	6,50
Nancy	7,30

Paris utilisant peu la contrainte (en montant des sommes en recouvrement), pour mieux juger de l'ensemble, il semble intéressant d'écarter provisoirement cette région.

Paris mis à part, les pourcentages globaux de 1953 deviennent alors:

MOYENS DE RECOUVREMENT	AU 31 DÉCEMBRE 1953
Contrainte	43,20
Procédure sommaire	16
Production à faillite	27
Divers	13,80

La contrainte avait donc pris, dès 1953, une place prépondérante qui sera confirmée par des statistiques de 1955, quoique portant d'éléments différents.

Par rapport au total des *sommes mises en recouvrement* au 31 décembre 1953, la contrainte représentait (région de Paris exclue) :

Pour les caisses primaires de sécurité sociale..... 43,05 p. 100.
Pour les caisses d'allocations familiales..... 45,35 —
Pour les unions et services communs..... 31,95 —

Il semblait donc que les caisses d'allocations familiales comme les caisses primaires de sécurité sociale recouraient plus volontiers à cette procédure que les unions ou services communs.

En incluant désormais la région de Paris, *la valeur moyenne d'une contrainte* en francs s'établissait ainsi :

Caisses primaires de sécurité sociale :

1952 ..... 137.000
1953 ..... 121.000

Caisses d'allocations familiales :

1952 ..... 86.000
1953 ..... 72.000

Unions et services communs :

1952 ..... 347.000
1953 ..... 176.000

Moyenne pour l'ensemble des organismes :

1952 ..... 115.000
1953 ..... 95.000

Les contraintes émises par les caisses d'allocations familiales étaient d'un montant unitaire nettement inférieur (d'environ 40 p. 100) à celles délivrées par les caisses primaires de sécurité sociale, cette situation provenait des créances sur les employeurs et travailleurs indépendants dont les cotisations sont souvent d'un montant moyen plus faible. Les chiffres relatifs aux unions étaient gonflés par ceux de Paris

Si la valeur unitaire de chaque contrainte a diminué de 1952 à 1953, l'explication peut en être trouvée dans le fait que le recours à cette voie d'exécution se généralise, les petits débiteurs étant les plus nombreux

C'est ainsi que *le nombre des contraintes* émises a été en constante augmentation. Pour l'ensemble de la France il s'élevait en effet à :

1952 ..... 126.380
1953 ..... 183.811
1955 ..... 213.962

(dont 3.690 oppositions à contraintes, *chiffre infime*).

En partant du *nombre de dossiers* affectés aux *diverses procédures*, les pourcentages d'emploi des principaux moyens contentieux s'établissent ainsi pour l'ensemble de la France au 31 *décembre* 1955 :

MOYENS DE RECOUVREMENT	AU 31 DÉCEMBRE 1955
	P. 100.
Contrainte	54,29
Procédure sommaire.....	14,19
Production à faillite.....	11,11
Divers	20,41

Le détail des pourcentages d'emploi en nombre de dossiers, au 31 décembre 1955, est le suivant, pour les divers organismes groupés par région :

RÉGIONS	CONTRAINTE	PROCÉDURE sommaire.	FAILLITE (production assignation).	DIVERS (tribunaux répressifs commissions contentieuses).	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100	P. 100.
Strasbourg	89,4	0,1	7,7	2,8	100
Lille	73,2	3,9	12,3	10,6	100
Nantes	69,7	0,5	10,8	19	100
Toulouse	65,8	17,9	7	9,3	100
Nancy	64,7	18,6	13,3	3,4	100
Bordeaux	62	16,4	8,4	13,2	100
Lyon	62,1	3	15,4	19,5	100
Orléans	58,6	15,8	8,8	16,8	100
Clermont-Ferrand...	56,7	22,8	5,9	14,6	100
Limoges	56,6	35	5,6	2,8	100
Rennes	46,9	23,9	6,2	23	100
Dijon	46,5	19,9	16,7	16,9	100
Rouen	44,9	14,6	9,8	30,7	100
Montpellier	44,4	21,4	9,7	24,5	100
Marseille	40,2	8,2	18,4	33,2	100
Paris	28,4	11,9	13,8	12,9	100

On constate que la région de Paris continue de présenter des pourcentages éloignés de la moyenne des autres régions. L'union de recouvrement de Paris a, en effet, surtout axé ses moyens de recouvrement sur les « Divers » (commissions de contentieux fort lentes, tribunaux répressifs). Par contre, la région de Strasbourg utilise essentiellement la contrainte.

Là encore la contrainte semble donc tenir la place la plus importante parmi les voies d'exécution du recouvrement forcé.

Cette tendance est également confirmée par les statistiques générales établies à partir des *sommes recouvrées en contentieux*. On ne reliendra pas les « instances à engager », créances comptabilisées au crédit des comptes de contentieux de la balance de recouvrement et qui n'avaient pas encore, lors du versement intervenu, donné lieu à l'engagement d'une procédure. Ces instances représentaient environ un tiers des sommes recouvrées.

Le détail s'établit ainsi pour l'année 1955 :

Sommes en contentieux recouvrees pour le régime général en 1955 ventilées selon les procédures employées (France entière).

DÉSIGNATION	PRINCIPAL	MAJORATIONS	TOTAL	POURCENTAGES
	Francs.	Francs.	Francs.	
Procédure sommaire.....	494.194.879	248.282.709	742.477.588	3
Tribunaux répressifs.....	3.486.237.435	161.860.639	3.648.098.074	14,7
Commissions de contentieux (loi du 24 octobre 1946)...	5.534.456.024	504.184.088	6.038.640.112	24,4
Contraintes	12.447.639.406	867.781 101	13.315.420.507	53,8
Oppositions sur vente de fonds de commerce.....	258.032.927	23.665.401	281.698.328	1,2
Faillites et liquidations judiciaires.....	691.166.213	35.427.936	726.594.149	2,9
Total général.....	22.911.726.884	1.841.201.874	24.752.928.758	100

Le développement par région de la statistique générale précédente figure dans le tableau ci-dessous. Le pourcentage indiqué montre la

Sommes en contentieux (principal plus majorations)

MOYENS DE RECOUVREMENT	PARIS		ROUEN		LILLE		NANCY	
	Montant.	Pourcentage selon les procédures	Montant	Pourcentage selon les procédures	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures.
	Francs.		Francs.		Francs		Francs.	
Procédure sommaire	172.923.385	1,78	108.052.875	8,43	12.567.071	0,67	20.049.962	2,60
Tribunaux répressifs	2.115.305.683	21,79	207.284.398	16,18	240.354.262	12,79	27.937.428	3,63
Commissions de contentieux	5.675.910.426	58,46	29.626.875	2,30	17.743.587	0,95	16.412.890	2,14
Contraintes	1.530.260.587	15.77	857.988.160	66,95	1.509.230.636	80,30	684.047.199	88,88
Opposition sur vente de fonds de commerce	79.442.958	0,82	40.997.161	3,19	12.904.930	0,69	3.501.051	0,45
Faillites et liquidations judiciaires	134.663.617	1,38	37.756.264	2,95	86.319.098	4,60	17.735.211	2,30
Totaux	9.708.506.656	100	1.281.705.672	100	1.879.119.584	100	769.683.741	100

MOYENS DE RECOUVREMENT	RENNES		ORLÉANS		NANTES		DIJON	
	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures	Montant.	Pourcentage selon les procédures	Montant.	Pourcentage selon les procédures.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.	
Procédure sommaire	56.236.771	6,57	23.996.451	3,80	10.505.114	0,77	43.739.053	6,15
Tribunaux répressifs	156.421.186	18,30	52.098.325	8,23	257.822.656	20,30	142.158.834	19,97
Commissions de contentieux	13.414.031	1,57	52.118.671	8,24	23.915.596	1,88	8.784.321	1,23
Contraintes	593.289.445	69,38	470.487.431	74.39	887.327.936	69,73	455.795.361	64,03
Opposition sur vente de fonds de commerce	14.941.696	1,74	5.310.180	0,84	17.083.173	1,35	5.792.865	0,81
Faillites et liquidations judiciaires	20.873.751	2,44	28.521.012	4,50	75.885.074	5,97	55.658.527	7,81
Totaux	855.176.880	100	632.532.070	100	1.272.539.549	100	711.928.961	100

proportion d'utilisation de chacun des moyens proprement contentieux :

recouvrées en 1955 selon les procédures employées.

MOYENS DE RECOUVREMENT	LIMOGES		CLERMONT-FERRAND		LYON		BORDEAUX	
	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures.
	Francs.		Francs		Francs.		Francs.	
Procédure sommaire	73.305.151	8,24	21.746.136	5,81	41.249.891	2,02	46.847.758	4,72
Tribunaux répressifs	14.603.279	1,62	22.517.339	6.02	158.819.083	7,79	15.235.117	1,53
Commissions de contentieux	763.016	0,09	7.839.079	2,10	100.893.172	4.95	9.219.247	0,93
Contraintes	778.917.682	87,25	310.177.237	82,96	1.627.407.982	79,78	865.369.645	87,18
Opposition sur vente de fonds de commerce	8.303.470	0,92	5.922.699	1,59	25.357.657	1,25	13.632.432	1,38
Faillites et liquidations judiciaires	16.765.024	1,88	5.670.733	1,52	85.952.137	4,21	42.317.065	4,26
Totaux	892.657.622	100	373.873.223	100	2.039.679.922	100	992.621.264	100

MOYENS DE RECOUVREMENT	TOULOUSE		MONTPELLIER		MARSEILLE		STRASBOURG	
	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures.	Montant.	Pourcentage selon les procédures.
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.	
Procédure sommaire	35.201.979	6,50	40.025.823	6,70	33.796.153	3,91	2.234.015	0,17
Tribunaux répressifs	41.141.736	7,60	125.909.759	21,08	67.311.306	7,79	3.177.683	0,28
Commissions de contentieux	6.068.417	1.11	12.597.305	2,10	55.121.708	6,38	8.211.771	0.60
Contraintes	427.301.548	78,86	380.163.099	63,65	654.184.020	75,69	1.283.472.539	95,80
Opposition sur vente de fonds de commerce	13.096.257	2,42	7.579.037	1,27	25.003.722	2,90	2.829.040	0,20
Faillites et liquidations judiciaires	18.993.149	3,51	31.052.230	5,20	28.807.859	3,33	39.623.458	2,95
Totaux	541.803.086	100	597.327.253	100	864.224.768	100	1.339.548.506	100

Les régions de Paris et Strasbourg se situent ici encore aux deux extrêmes : l'une emploie surtout les citations en commissions de contentieux, l'autre la contrainte.

A partir *des sommes recouvrées* par voie contentieuse, les deux tableaux ci-dessous montrent *l'évolution du recouvrement forcé* par comparaison des quatrième trimestre 1954 et quatrième trimestre 1955.

Sommes en contentieux recouvrées au cours du quatrième trimestre 1954, ventilées selon les procédures employées.

DÉSIGNATION	ASSURANCES SOCIALES et accidents du travail (1).	ALLOCATIONS familiales (1).	TOTAL	POURCENTAGE sans les instances
	Francs.	Francs.	Francs.	
Procédure sommaire	118.729.126	169.086.485	287.815.611	3,58
Tribunaux répressifs	482.569.826	636.713.661	1.119.283.487	13,95
Commissions de contentieux (loi du 24 octobre 1946)	1.237.766.618	1.238.511.926	2.476.278.544	30,86
Contraintes	2.008.813.223	1.843.510.504	3.852.323.727	48,02
Oppositions sur vente de fonds de commerce	30.299.918	95.734.193	126.034.141	1,58
Faillites et liquidations judiciaires	85.900.620	76.353.531	162.254.151	2,01
Total général	3.964.079.361	4.059.910.300	8.023.989.661	100

(1) Majorations de retard comprises.

Quatrieme trimestre 1955.

DÉSIGNATION	ASSURANCES sociales et accidents du travail (1).	ALLOCATIONS familiales (1).	TOTAL	POURCENTAGE sans les instances
	Francs.	Francs.	Francs.	
Procédure sommaire	52.105.261	100.237.528	152.342.789	2,37
Tribunaux répressifs	470.302.105	600.100.760	1.070.402.865	16,66
Commissions de contentieux (loi du 24 octobre 1946)	658.296.172	469.832.213	1.128.128.385	17,56
Contraintes	1.919.716.601	1.873.015.884	3.792.732.465	59,04
Oppositions sur vente de fonds de commerce	12.833.020	47.972.703	60.805.723	0,95
Faillites et liquidations judiciaires	112.825.858	107.263.474	220.089.332	3,42
Total général	3.226.079.017	3.198.422.562	6.424.501.579	100

(1) Majorations de retard comprises.

De 1954 à 1955, il y a, la aussi, un progrès marqué de la contrainte et un recul de la procédure sommaire.

***

L'appréciation de l'*efficacité* des diverses procédures utilisées résulte de la comparaison des sommes mises en recouvrement et des sommes recouvrées par chaque voie d'exécution. Les chiffres de 1952 et 1953 donnaient les indications suivantes, en ce qui concerne la *contrainte :*

DÉSIGNATION		SOMMES (En milliers de francs.) Mises en recouvrement.	Recouvrées.	POURCENTAGES
C. P. S. S.	1952	5.371.498	2.594.437	48.30
	1953	6.372.345	4.090 605	64,19
Ensemble		11.743.843	6.685.042	56,92
C. A. F.	1952	6.171.637	2.409.833	39,04
	1953	7.884.733	4.151.031	52,64
Ensemble		14.056.370	6.560.864	46.67
Unions et services communs	1952	1.834.932	1.048.702	57,15
	1953	1.822.228	727.147	39,90
Ensemble		3.657.160	1.775.849	48,55
Ensemble	1952	13.378.067	6.052.972	45,24
	1953	16.079.306	8.968.783	55,77
Ensemble		29.457.373	15.021.755	50,99 (en deux ans).

Par contre, l'efficacité de la procédure sommaire, avec des chiffres plus approximatifs, a été estimée à moins de 75 p. 100 apres sept années.

SIXIÈME PARTIE

REVUE DE LA JURISPRUDENCE (1954-1955)

La loi du 24 octobre 1946 a institué un contentieux spécial pour trancher les litiges nés de l'application de la législation de sécurité sociale.

Ce contentieux comporte une juridiction à deux degrés qui comprend un magistrat président et des assesseurs choisis parmi les assurés et les employeurs.

Mais, afin de réduire autant que possible le nombre des litiges, il a été prévu l'institution d'une procédure gracieuse préalable qui a pour but avant toute intervention juridictionnelle de porter le recours devant une commission constituée au sein du conseil d'administration de chaque organisme

La procédure contentieuse se déroule, en premier degré devant la commission de première instance, en second degré devant la commission régionale d'appel.

La cour de cassation qui statue en dernier ressort demeure juge du droit et assure l'unité de la jurisprudence.

Le nombre des pourvois intentés en matière de sécurité sociale a considérablement augmenté au cours des dernières années puisqu'il est passé de 128 pour l'année judiciaire 1947-1948 à 1.826 pour l'année 1954-1955.

Dans le même temps, au contraire, le nombre des pourvois en matière civile restait sensiblement constant.

C'est là une preuve de l'importance grandissante du droit social.

Le présent exposé se propose de passer en revue les plus importantes décisions rendues par la cour de cassation en matière de sécurité sociale au cours des deux dernières années.

CHAMP D'APPLICATION

Fidèle à sa position initiale, la cour de cassation continue, dans chaque cas d'espèce, à rechercher si l'existence d'un lien de subordination ou tout au moins de dépendance entre l'employeur et le travailleur est bien démontrée pour conclure à l'assujettissement de ce dernier aux assurances sociales.

Les dirigeants de sociétés commerciales.

Le cas des gérants de sociétés à responsabilité limitée et des présidents directeurs généraux et directeurs adjoints de sociétés anonymes a toujours, on le sait, prêté à difficulté. C'est dans le but de mettre fin à ces difficultés qu'est intervenue la loi du 28 mai 1955, qui ajoute à l'article 3 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 énumérant les personnes auxquelles, notamment, s'impose l'obligation d'affiliation d'une part les gérants de sociétés à responsabilité limitée remplissant certaines conditions relatives à la durée de leur mandat, la limitation de leurs pouvors et au nombre de parts sociales qu'ils possèdent; d'autre part les présidents directeurs et directeurs généraux de sociétés anonymes.

Aucune condition n'étant prévue en ce qui concerne ces derniers, leur affiliation obligatoire ne parait plus devoir désormais faire de doute

Il est cependant intéressant de remarquer que dans le moment même où la loi venait ainsi de s'aligner sur la jurisprudence de la cour de cassation, celle-ci paraissait vouloir revenir quelque peu sur sa position antérieure.

Depuis l'arrêt Lautier intervenu le 19 juillet 1951 (1), la cour de cassation avait, à maintes reprises, confirmé le principe de l'affiliation systématique des présidents directeurs généraux et directeurs généraux de sociétés anonymes rémunérés pour l'exercice de leurs fonctions. Elle considérait en effet ceux-ci comme employés par la société, étant sous la dépendance du conseil d'administration, puisque celui-ci peut à tout moment leur retirer leurs fonctions (2). Trois arrêts rendus en 1954 ajoutaient à ces motifs que l'article 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 est un texte général (3).

Au contraire, l'arrêt rendu par les chambres réunies le 29 juin 1955 confirme la décision des juges du fond refusant de soumettre une société anonyme à l'obligation d'affilier son président directeur général à la sécurité sociale; à l'appui de cette décision elle retient que « la société anonyme était une société à caractère familial dans laquelle le président directeur général, propriétaire de la majorité des actions, exerçait tous les pouvoirs et dont il était le maître » et que dès lors la commission régionale d'appel a pu déclarer qu'aucun lien de dépendance n'existait entre lui et la société.

C'était admettre, comme le fait également un arrêt plus récent du 22 juin 1956 qu'il s'agissait avant tout d'une question de fait et qu'il convenait de rechercher dans chaque cas d'espèce quelle était la situation réelle du président au sein de la société.

La cour de cassation rejoignait donc ici la position qu'elle avait toujours adoptée à l'égard des gérants de société à responsabilité limitée (1) et que confirment tous les arrêts intervenus au cours des dernières années (2).

Mais il convient de souligner qu'elle statuait sur des espèces antérieures à la loi du 28 mai 1955 qui ne peut que rendre éphémère le changement apporté dans la jurisprudence par l'arrêt du 29 juin 1955.

Mentionnons que si cette loi du 28 mai 1955 a complété l'article 2 de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le même sens que l'article 3 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, elle est sans influence en ce qui concerne les prestations familiales Il a déjà été précisé (3) que le conseil d'Etat avait reconnu la légalité des dispositions du règlement d'administration publique du 21 avril 1948 rattachant les gérants majoritaires de société à responsabilité limitée à la catégorie des non-salariés pour le régime des prestations familiales (4).

Il ne s'ensuit pas nécessairement que les gérants minoritaires doivent obligatoirement être rattachés à la catégorie des salariés, chaque cas d'espèce étant apprécié par la cour de cassation d'après les mêmes critères que ceux adoptés en matière d'assurances sociales antérieurement a la loi du 28 mai 1955 (5).

Dans tous les autres cas où se pose la question de l'affiliation aux assurances sociales, la cour de cassation examine également si les constatations de fait permettent de conclure à l'existence d'un lien de subordination ou au moins de dépendance caractérisant les rapports d'employeur à employé.

Aussi les arrêts intervenus ces dernières années ne font-ils que marquer la continuite de la jurisprudence en cette matière, qu'il s'agisse de personnes salariées de leur conjoint (6), de représentants mandataires d'une société (7), d'agents placiers (8), d'agents encaisseurs (9), de vendeurs de journaux (10).

Cependant, le cas des prêtres professeurs, d'une part, des travailleurs à domicile, d'autre part, a donné lieu à d'intéressants arrêts précisant bien l'interprétation donnée par la cour de cassation aux articles 2 et 3 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui fixent le champ d'application des assurances sociales.

(1) Voir rapport 1954.

(2) Civ. 2e chambre civile, 11 décembre 1953, Bull. civ. 1953, II, n° 351.

(3) Trois arrêts affiches Gaillard, Ce parisienne d'entreprise, Tanneries Guillaumet, Bull. civ. 1954, II, n° 103

(1) Voir Rapport 1954.

(2) Cass. civ. 2e sect., 29 janvier 1954, S. A. R. L. Gravier contre Caisse primaire de sécurité sociale d'Amiens; cass. civ., 16 juin 1955, Etablissements Roger contre Caisse primaire de sécurité sociale de la Somme; cass. civ., 5 mai 1955, Société Chassine contre Caisse primaire de sécurité sociale de Bourges; cass. civ., 16 juin 1955, Brossollet contre Caisse régionale assurance vieillesse de Paris.

(3) Voir Rapport 1954.

(4) Conseil d'Etat, section contentieux, 5 février 1954.

(5) Cass. civ. 13 mai 1955, Laberte contre caisse d'allocations familiales des Vosges

(6) Cass. civ., 11 mars 1955, Raulet contre caisse primaire de sécurité sociale de la Marne; cass. civ., 17 mars 1955, Chazal contre caisse primaire de sécurité sociale de la Marne; cass. civ., 18 mai 1955, Lambert contre caisse primaire de sécurité sociale de la Marne; cass. civ., 3 juin 1955, caisse centrale lyonnaise de sécurité sociale contre Chaverot; cass. civ., 10 juin 1955, caisse centrale lyonnaise de sécurité sociale contre Chaize; cass. civ., juin 1955, Leroy contre caisse primaire de sécurité sociale des Vosges; cass. civ., 23 juin 1955, dame Schmid contre caisse primaire de sécurité sociale de Mulhouse; cass. civ., 1er décembre 1955, caisse primaire de sécurité sociale de la Haute-Savoie contre Cassier.

(7) Cass. civ., 2e sect. 22 janvier 1954, société Tecalemit contre caisse primaire centrale de sécurité sociale de Paris.

(8) Cass. civ., 3 juin 1955, Lemaire-Deffontaine contre caisse primaire de sécurité sociale de Douai.

(9) Cass. civ., 21 octobre 1955, Caisse fraternelle de capitalisation contre sécurité sociale de Lille

(10) Cass. civ., 20 mai 1955, deux arrêts: Moreau contre caisse de sécurité sociale de la Charente-Maritime; caisse d'allocations familiales de la Sarthe contre journal Le Maine libre.

Les ministres du culte catholique.

L'arrêt Gerson (1) et l'arrêt Join-Lambert (2) se prononcent contre l'affiliation de prêtres professeurs de l'enseignement libre

A l'appui de ces décisions, la cour de cassation retient les constatations relevées par les commissions régionales d'appel de Paris et de Rouen d'après lesquelles l'institution ne traite pas avec le prêtre professeur, celui-ci étant choisi par l'évêque ou l'archevêque et révocable par lui seul.

« Il en résulte que les intéressés n'ont pas été partie à la convention débattue entre l'archevêque et la société, qu'ils n'y ont pas adhéré par une manifestation de volonté propre ou par un échange de consentements mais sont, au contraire, contraints d'accepter leur mission, en vertu du vœu d'obéissance à leur supérieur hiérarchique. »

Ces arrêts se fondent donc essentiellement, sinon uniquement, sur l'absence de contrat librement consenti entre le prêtre professeur et l'institution dans laquelle il enseigne. Ce n'est certes pas la première fois que la Cour de cassation affirme la nécessité de rapports contractuels entre l'employeur et l'employé comme condition d'affiliation (3) mais les termes de l'arrêt Join-Lambert précité sont à cet égard particulièrement nets:

« Attendu que malgré la généralité de ses termes, ledit article (4) suppose, pour l'affiliation obligatoire aux assurances sociales, l'existence, quelles que soient sa forme, sa nature ou sa validité, d'un contrat qui place l'employé vis-à-vis de l'employeur dans un lien de subordination ou de dépendance. »

Les travailleurs à domicile.

Un arrêt du 4 décembre 1954 (5) permet, dans une espèce intéressant les travailleurs à domicile, de dégager la position de la cour de cassation en ce qui concerne la portée respective des articles 2 et 3 de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

Il spécifie que « ce dernier article étant énonciatif », si les personnes appartenant aux professions qu'il énumère sont de plein droit affiliées à la sécurité sociale quand elles remplissent les conditions qu'il spécifie, il en est de même quand, à défaut de ces conditions particulières, elles remplissent celles prévues par l'article 2 dont la portée est générale.

Il conclut que « sont assujetties obligatoirement à la sécurité sociale d'une part, les personnes travaillant habituellement et régulièrement à domicile pour le compte d'autrui sans qu'il y ait lieu d'établir autrement qu'elles entrent dans le champ d'application de l'article 2; d'autre part les personnes se livrant à une activité du même genre qui bien que n'exerçant pas habituellement et régulièrement cette activité sont subordonnées à leurs employeurs ou placées sous leur dépendance ».

CONTENTIEUX

Compétence des commissions contentieuses de sécurité sociale.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 24 octobre 1946, les commissions qu'il institue ne sont compétentes que si le litige qui leur est soumis se rattache directement à l'application de la législation et de la réglementation relative à la sécurité sociale et s'il n'appartient pas par nature à un autre contentieux.

Faisant application de ce principe, la Cour de cassation a jugé:

1° Que la question de savoir si une société nouvelle a ou non pris en charge les dettes d'une entreprise à laquelle elle a succédé et si elle est ou non responsable des majorations de retard dues par cette entreprise ne se rattachait pas directement à la législation de sécurité sociale, mais appartenait par sa nature à un autre contentieux et que, dès lors, la commission contentieuse était incompétente pour se prononcer à son sujet (6);

2° Que les commissions contentieuses n'avaient pas compétence pour juger des contestations relatives aux élections du conseil d'administration d'une caisse de sécurité sociale.

Procédure.

PROCÉDURE GRACIEUSE PRÉALABLE

Dans un nouvel arrêt en date du 21 octobre 1955 (7), la cour de cassation confirme la position qu'elle avait précédemment adoptée (8) suivant laquelle la procédure gracieuse préalable prévue par les articles 1er et 2 de la loi du 24 octobre 1946 s'impose, hormis le cas d'exercice de la procédure sommaire de recouvrement prévue par l'article 53 de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Partant de là elle conclut dans ce nouvel arrêt que le délai de trois mois dans lequel la commission de première instance doit, aux termes de l'article 18, être saisie, a pour point de départ la date de la notification, non de la décision de l'organisme de sécurité sociale, mais de celle prise après l'avis de la commission de recours gracieux.

Il en résulte qu'en l'absence de décision de cette dernière non saisie la commission régionale d'appel ne saurait se déclarer compétente au motif erroné que la commission de recours gracieux n'est pas une juridiction.

PROCÉDURE CONTENTIEUSE

La section sociale de la cour de cassation avait, on l'a vu (1), déclaré irrecevable un appel formé par lettre recommandée adressée au président de la commission régionale d'appel, alors qu'elle aurait dû l'être au secrétaire de cette commission.

La section civile adopte une position plus libérale. Elle admet, en effet, la solution contraire, qu'il s'agisse d'appel devant la commission régionale (2) ou d'instance devant la commission de première instance (3).

Elle se montre plus stricte concernant l'application de l'art. 30 de la loi du 24 octobre 1946, aux termes duquel la forclusion ne peut être opposée aux intéressés que si la décision contre laquelle ils forment opposition, appel ou cassation, porte mention du délai de forclusion.

Elle décide, en effet, qu'il ne peut être suplée à l'omission de cette formalité par la mention de ce délai dans l'acte de notification (4).

Elle applique la même solution s'agissant de la procédure sommaire de recouvrement des sommes dues par les employeurs ou les travailleurs indépendants prévue par l'article 53 de l'ordonnance du 4 octobre 1945: le délai de quinzaine dans lequel l'intéressé peut s'acquitter ou saisir la juridiction compétente et qui court à partir de la réception de l'avertissement doit être imparti par cet avertissement faute de quoi aucune forclusion ne peut être opposée à l'intéressé (5).

PROCÉDURE ABUSIVE

La cour de cassation a confirmé la décision d'une commission régionale d'appel qui, faisant application de l'article 31 de la loi du 24 octobre 1946, avait condamné aux dépens un requérant à l'allocation aux vieux travailleurs salariés dont les ressources s'avéraient bien supérieures au maximum prévu par la loi pour l'attribution de cette allocation (6).

LA TUTELLE ADMINISTRATIVE

Des décisions rendues par le conseil d'Etat précisent la portée et l'étendue de l'article 25, paragraphe 4, de l'ordonnance du 4 octobre 1945 prévoyant l'annulation des décision des caisses de sécurité sociale contraires à la loi ou de nature à compromettre l'équilibre financier de ces organismes.

Tout d'abord, le conseil d'Etat a jugé dans un arrêt du 8 janvier 1954 — sieur Ménard et caisse primaire de sécurité sociale de Blois (7) — qu'une décision d'un conseil d'administration ne peut être exécutée avant l'expiration du délai de 8 jours pendant lequel le directeur régional peut en demander la suspension. Si le directeur régional a usé de ce droit, la décision ne peut alors être exécutée avant l'expiration du délai d'un mois imparti au ministre pour statuer.

Un président de conseil d'administration, en ordonnant l'exécution immédiate d'une décision de ce conseil fait obstacle à l'exercice, par l'administration, des pouvoirs que celle-ci tient de l'article 25 (§ 4) de l'ordonnance du 4 octobre 1945 et commet par suite une irrégularité grave de nature à justifier légalement l'intervention de la mesure de révocation prévue par le 2e alinéa de l'article 26 de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Dans le deuxième arrêt intervenu également le 8 janvier 1954 — sieur Rommel (8) — le conseil d'Etat a souligné « qu'en raison de l'organisation financière du régime général de la sécurité sociale la notion d'équilibre financier de chaque caisse visée à l'article 25, § 4, de l'ordonnance du 4 octobre 1945 se confond avec celle d'équilibre financier de l'ensemble du régime général de la sécurité sociale » et en a conclu que le ministre du travail et de la sécurité sociale avait le pouvoir d'annuler toute décision présentant soit par elle même, soit par ses conséquences directes ou indirectes le risque de compromettre l'équilibre financier du régime général de la sécurité sociale.

Cet arrêt est complété par un nouvel arrêt du 12 novembre 1954 qui s'exprime dans le même sens.

Enfin, il résulte d'un arrêt du 19 mars 1954 (dame Gourven) (8):

1° Que ce texte est applicable aussi bien aux décisions prises par les commissions de procédure gracieuse, lesquelles n'ont pas un caractère juridictionnel, qu'aux décisions prises directement par les conseils d'administration;

2° Que la possibilité de recours offerte au directeur régional de la sécurité sociale par l'article 34 du règlement d'administration publique du 31 décembre 1946 n'exclut pas l'usage par l'administration du pouvoir qu'elle tient de l'article 25 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 dont les dispositions ont une portée absolument générale.

(1) Cass. civ., 29 mai 1954, caisse primaire de sécurité sociale de Paris contre Société civile école Gerson.

(2) Cass. civ., 5 novembre 1954, Institution Join-Lambert contre direction régionale de la sécurité sociale de Rouen.

Dans le même sens Cass. civ. 28 juin 1956.

(3) Voir rapport 1954.

(4) Art. 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

(5) Cass. civ., 4 décembre 1954, Georges contre caisse d'allocations familiales des Vosges.

(6) Cass. civ., 21 juillet 1955, Etablissements Nettoivit contre caisse d'allocations familiales de la Gironde.

(7) Cass. civ., 21 octobre 1955, caisse régionale de sécurité sociale de Lille contre demoiselle Plohay.

(8) Voir rapport 1954.

(1) Cass. Soc., 15 octobre 1953, voir rapport 1954.

(2) Cass. civ., 2e sect., 24 novembre 1955, caisse régionale assurance vieillesse Rhône-Alpes, contre dame Tramoy de Laubeypie.

(3) Cass. civ., 2e sect., 12 mai 1955, dames Sérres contre caisse régionale assurance vieillesse du Massif Central.

(4) Cass. civ., 2e sect., 1er décembre 1955, Descombes contre caisse d'allocations familiales de la Dordogne.

(5) Cass. civ., 2e sect., 21 octobre 1955, Société Teurlay et Cie contre directeur régional de la sécurité sociale de Bordeaux.

(6) Cass., 17 novembre 1955, Duval contre directeur régional de la sécurité sociale de Rennes.

(7) Voir circulaire n° 15 S. S. du 11 février 1954.

(8) Voir circulaire n° 40 S. S. du 5 mai 1954.

LES COTISATIONS

Assiette des cotisations.

Deux textes sont intervenus en ce domaine, la loi du 20 mars 1954 et le décret du 29 novembre 1954 pris pour son application.

La première modifiant l'article 31 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 stipule que dorénavant les cotisations sont assises sur l'ensemble des rémunérations ou gains des bénéficiaires substituant ainsi le terme de « rémunération » à celui de « salaire » primitivement employé.

Cette modification de la loi doit mettre fin aux contestations portant sur l'inclusion, dans la rémunération de base des cotisations, des gratifications diverses qui ne peut plus aujourd'hui faire de doute.

La jurisprudence n'a donc plus en cette matière d'intérêt qu'en ce qui concerne les litiges nés avant l'intervention de la loi du 20 mars 1954.

Aussi, nous bornerons-nous à rappeler que, d'une manière générale, la cour de cassation considère qu'il ne peut être tenu compte des gratifications qui n'ont aucun caractère obligatoire et ne sont pas de nature à persuader au personnel qu'elles constituent un complément de salaire en conformité d'un usage constant de l'entreprise et d'un accord tacite des parties (1).

D'autre part, si l'article 145 du décret du 8 juin 1946 exclut de la rémunération de base les prestations familiales, cette exclusion doit selon la cour de cassation être interprétée restrictivement et ne s'applique pas à des prestations familiales supplémentaires qui seraient versées par l'employeur (2).

Enfin, dans un arrêt en date du 10 juin 1955, le conseil d'Etat a jugé que les indemnités de congé payé sont comprises dans les salaires, les gains ou la rémunération au sens des articles 31 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 et 145 du décret du 8 juin 1946.

Il en a conclu qu'elles pouvaient, dès lors, légalement servir d'assiette à une cotisation d'accident du travail.

Cotisation des travailleurs indépendants

Dans trois arrêts rendus en 1954, la cour de cassation a précisé pour la première fois les conditions d'assujettissement des travailleurs indépendants au payement des cotisations d'allocations familiales.

Conformément à l'article 153,, paragraphe 1er, du décret du 8 juin 1946 modifié par le décret du 21 avril 1948, est assujetti aux cotisations le travailleur indépendant qui répond aux conditions posées par l'article 1er du décret du 10 décembre 1946, c'est-à-dire qui consacre à son activité le temps moyen qu'elle requiert et en tire des moyens normaux d'existence.

En conséquence n'est pas tenu de cotiser:

1° Le travailleur indépendant qui ne remplit qu'une seule de ces conditions (3);

2° Celui qui est dans l'impossibilité de subsister avec les revenus que lui procure son commerce (4);

3° Celui auquel son commerce ne rapporte que 3.000 F par mois somme n'atteignant pas le tiers du salaire de base d'un manœuvre (5).

Recouvrement des cotisations.

La procédure sommaire prévue par l'article 53 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 permet le recouvrement des cotisations par l'entremise du percepteur comme en matière de contributions directes.

Dans un arrêt du 30 septembre 1955 (6), le conseil d'Etat a jugé que cette disposition ne modifie pas le caractère juridique des cotisations et ne leur confère pas une nature fiscale; d'où il résulte que les tribunaux administratifs sont incompétents en cette matière, les rapports entre les caisses de sécurité sociale avec les employeurs étant de droit privé.

Cet arrêt ne fait d'ailleurs que confirmer la solution déjà donnée par un précédent arrêt concernant le recouvrement non des cotisations elles-mêmes mais des majorations de retard (7).

(1) Cass, civ., 2e section, 19 février 1954, Schevebel contre caisse primaire de sécurité sociale de Strasbourg; Cass. civ., 2e section, 12 juin 1954, caisse primaire de sécurité sociale de Roubaix contre Brun et Lecomte; Cass. civ., 2e section, 3 décembre 1954, caisse primaire de sécurité sociale de Roubaix contre Société Talpert Casens.

(2) Société Francolor contre direction régionale de sécurité sociale de Lyon.

(3) Cass. civ., 2e section, 5 mars 1954, caisse d'allocations familiales de la Haute-Loire contre Gignon.

(4) Cass. civ., 2e section, 5 mars 1954, caisse d'allocations familiales de Cambrai contre dame Lefevre-Coez.

(5) Cass civ., 2e section, 29 décembre 1954, caisse d'allocations familiales des Basses-Alpes contre Hermellin.

(6) Affaire Talamona.

(7) Conseil d'Etat, 9 avril 1954, Derisbourg.

Défaut de payement des cotisations.

Les majorations de retard.

Avant la loi du 1er septembre 1951, la cour de cassation ne reconnaissait pas aux commissions contentieuses le pouvoir de réduire les majorations de retard, sauf seulement en cas de force majeure.

L'application de la loi du 1er septembre 1951 qui reconnaît expressément ce pouvoir aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale non seulement en cas de force majeure mais encore en cas de bonne foi, a depuis donné lieu à de nombreux arrêts concernant notamment:

1° La portée de la loi du 1er septembre 1951 dans le temps.

La cour de cassation admet la rétroactivité de cette loi qui « s'applique nécessairement à raison de son objet aux situations antérieures à sa promulgation ».

Un employeur peut donc bénéficier de la réduction même pour les majorations encourues avant le 1er septembre 1951 (1).

2° Les cas de force majeure et de bonne foi.

La cour de cassation conserve le contrôle de la force majeure qui, selon la définition qu'elle en donne « suppose que le débiteur a été mis par suite d'un obstacle imprévisible et insurmontable dans l'impossibilité d'exécuter son obligation »; appliquée strictement cette définition conduit à exclure du cas de force majeure: « les embarras de trésorerie mêmes imputables à une créance sur l'Etat (2) », « les hivers rigoureux mettant obstacle à la circulation en région montagneuse, ceux-ci étant facilement prévisibles, non plus que l'inexécution par deux des gérants de l'employeur de leurs obligations au respect desquelles il lui appartenait de veiller (3) », « l'état de santé de l'employeur le mettant dans l'impossibilité de travailler pendant plusieurs mois, ses affaires en ayant été gravement bouleversées (4) ».

Au contraire, la cour de cassation s'en remet à l'appréciation souveraine des juges du fond en ce qui concerne la bonne foi (5).

Ont pu ainsi être notamment invoquées à ce dernier titre, sans que la cour de cassation s'y oppose cette fois, les difficultés dues à des embarras de trésorerie (6).

3° Le montant de la réduction.

L'appréciation souveraine est également laissée aux commissions de première instance en ce qui concerne le montant de la réduction à accorder, aucune limite ne leur étant imposée sur ce point par la loi (7). La réduction peut donc aller jusqu'à la remise complète des majorations (8).

4° Les juridictions compétentes.

Conformément à la loi du 1er septembre 1951, c'est la commission de première instance du contentieux de la sécurité sociale qui est compétente pour juger les contestations relatives à l'octroi des majorations de retard.

Il en résulte d'une part que la commission régionale d'appel est incompétente en cette matière alors même qu'elle aurait été saisie antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 1er septembre 1951 (9), d'autre part que les juridictions répressives n'ont pas le droit de réduire le montant des majorations (10).

La retention du precompte.

Les poursuites exercées contre l'employeur qui a retenu par devers lui indûment la contribution ouvrière en vertu de l'article 50 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 doivent obligatoirement être précédées de l'avertissement ou de la mise en demeure prévus par l'article 46 du même texte. C'est à bon droit, a jugé la cour de cassation, que les juges du fond relaxent l'employeur poursuivi, faute par la sécurité sociale d'apporter la preuve que cette formalité a été accomplie (11).

(1) Cass. civ., 27 novembre 1955.

(2) Cass. civ., 26 janvier 1956.

(3) Cass. civ., 7 juillet 1955.

(4) Cassation, 2e section, 26 janvier 1956.

(5) Cass. civ., 16 décembre 1954.

(6) Cass. civ., 25 mars 1955, caisse primaire de sécurité sociale d'Indre-et-Loire contre Entreprise Parras et Ce; cass. civ., 23 avril 1955, U. R. S. S. A. F. contre Ratier.

(7) Cass., 2e section, 8 décembre 1955.

(8) Cass. civ., 7 juillet 1955.

(9) Cass. civ., 18 décembre 1954.

(10) Cass. crim., 28 avril 1955.

(11) Cass., chambre crim., 23 juin 1955.

Le remboursement des prestations.

Le texte initial de l'article 52 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui a depuis été modifié par le décret du 19 octobre 1954, prévoyait le remboursement des prestations par l'employeur lorsque les cotisations dont le payement était échu antérieurement à la date de réalisation du risque ou du règlement des prestations avaient été acquittées postérieurement à cette date.

La cour de cassation a donné une interprétation restrictive de ce texte, en décidant qu'il n'était pas applicable à l'employeur qui avait versé les cotisations postérieurement à la réalisation du risque mais antérieurement au payement des prestations par la caisse (1).

Elle a également jugé que le remboursement ne peut porter sur les prestations à échoir après règlement des cotisations en retard (2).

Mais sur ces deux points des solutions contraires sont apportées par la rédaction du nouveau texte.

D'autre part, la cour de cassation a estimé que le juge n'avait aucun pouvoir d'appréciation lui permettant de limiter le montant du remboursement (3).

ASSURANCE MALADIE

Bénéficiaires.

CONJOINT DE L'ASSURÉ

La cour de cassation donnait de l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, dans sa rédaction initiale, une interprétation restrictive en ce qui concerne les cas d'exclusion du conjoint de l'assuré.

Elle a, en effet, admis sous l'empire de ce texte que la conjointe d'un assuré obligatoire avait droit aux prestations de l'assurance maladie bien qu'elle participat à l'exploitation du fonds de commerce dont son mari était propriétaire dès lors qu'elle n'était pas inscrite au registre du commerce (4).

Il ne pourra plus en être de même sous l'empire du nouveau texte modifié par le décret du 20 mai 1955 qui a précisément pour but d'écarter du droit aux prestations le conjoint qui exerce en fait la profession de commerçant même s'il n'est pas inscrit personnellement au registre du commerce.

PARENTS DE L'ASSURÉ

Pour bénéficier des prestations de l'assurance maladie, les parents de l'assuré doivent vivre sous son toit et se consacrer exclusivement aux travaux du ménage et à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de 14 ans à la charge de l'assuré.

La cour de cassation, interprétant strictement ces conditions, a jugé que manquait de base légale la décision par laquelle les juges du fonds se sont bornés à constater que les beaux-parents vivaient en famille avec leur gendre, celui-ci étant père de deux enfants de moins de 14 ans, et rendaient par leur présence des services d'entr'aide familiale (5).

Par contre, elle a rejeté la décision qui pour refuser les prestations de l'assurance maladie à la belle-mère d'un assuré, se fondait sur une circulaire du 27 avril 1947 qui subordonne l'octroi de ces prestations à la condition que la mère de famille se trouve dans l'obligation d'exercer une activité professionnelle et déclarait qu'en l'espèce la situation ne rendait pas indispensable l'activité professionnelle de la femme.

La cour de cassation a estimé qu'il y avait lieu de s'en tenir aux termes de la loi, une condition nouvelle ne pouvant être valablement ajoutée par une circulaire (6).

Prestations.

VACCINATION PRÉVENTIVE

L'arrêté par lequel le ministre du travail et de la sécurité sociale avait annulé la délibération du conseil d'administration d'une caisse primaire de sécurité sociale concluant à la prise en charge sur le compte des prestations légales des vaccinations préventives, ayant été attaqué devant le conseil d'Etat, celui-ci rejeta la requête en soulignant que l'action, dévolue aux caisses dans le domaine de la prévention, ne peut légalement s'exercer que sur les ressources propres dont elle a été dotée par la loi et qui sont indépendantes de celles affectées à l'assurance maladie (7).

La vaccination préventive ne peut donc être remboursée au titre du risque maladie.

C'est également dans ce sens que se sont prononcées les commissions contentieuses (8).

(1) Cass. soc., 2e s., 4 juin 1954, société Anciens établissements Roux contre caisse primaire de sécurité sociale de l'Allier et autres.

(2) Cass. soc., 14 janvier 1954, Etablissements Suber Agglo contre caisse régionale de sécurité sociale de Bordeaux. Voir rapport 1954.

(3) Cass. soc., 22 juillet 1954, caisse régionale de sécurité sociale de Strasbourg contre Frey; cass. civ., 2e S., 16 juin 1955, caisse régionale de sécurité sociale de Lille contre Laurent (Joseph).

(4) Cass. civ., 2e sect., 23 juin 1955, caisse primaire de sécurité sociale de Meaux contre Fiems.

(5) Cass civ., 1re sect., 21 octobre 1955, caisse primaire de sécurité sociale de Paris contre Vincotte.

(6) Cass. civ., 2e sect., 21 octobre 1955, Poumarède contre caisse primaire de sécurité sociale de la Haute-Vienne.

(7) Conseil d'Etat (assemblée), 20 janvier 1954.

(8) Commission régionale d'appel de sécurité sociale de Montpellier, 15 mai 1956, Cavallier contre caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales.

FRAIS D'HOSPITALISATION

La cour de cassation a estimé que l'article 22 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 prévoyant la couverture au titre de l'assurance maladie « des frais d'hospitalisation et de traitement » la caisse de sécurité sociale n'était pas fondée à refuser le remboursement d'un traitement à la pénicilline en plus du prix normal de la journée d'hospitalisation (1).

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE

L'article 27 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 prévoit que le gain journalier de base est déterminé « d'après la ou les dernières paye antérieures à la date de l'interruption du travail ».

Se conformant à la solution qu'elle avait déjà adoptée en matière d'accidents du travail, la cour de cassation a jugé que le salaire à prendre en considération était le salaire échu sans qu'il y ait à tenir compte de ce qu'il n'avait pas encore été payé.

DATE DE LA PREMIÈRE CONSTATATION MÉDICALE

Lorsque seule la date de la première constatation prévue par l'article 80 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fait l'objet du litige et que l'état même du malade n'est pas en cause, les commissions contentieuses sont compétentes pour statuer sur ce litige (2).

Rappelons, qu'à partir du décret du 20 mai 1955, il n'y aura plus de contestation de cette nature, ce texte ayant supprimé la notion de première constatation médicale en même temps qu'il prévoyait l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée.

ASSURANCE INVALIDITE

Une décision importante qui a entraîné une modification correspondante de la réglementation est intervenue en cette matière concernant le salaire de base de la pension.

Aux termes de l'article 56 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 modifiée, le montant de la pension d'invalidité est déterminé en fonction du salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix dernières années d'assurance.

Ce même article dispose que lorsque l'assuré ne compte pas dix années d'assurance, la pension est calculée sur le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des années d'assurance accomplies depuis l'immatriculation.

La cour de cassation a précisé (3) que les années d'assurance ainsi visées par l'ordonnance devaient s'entendre de celles au cours desquelles l'assuré avait exercé une activité salariée ayant entraîné le payement de cotisations de sécurité sociale.

Cette décision clôt la discussion qui s'était instituée sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de retenir, parmi les années couvertes par l'immatriculation, celles n'ayant entraîné le versement d'aucune cotisation.

Pour tenir compte du sens donné par la cour de cassation à l'expression « années d'assurance », une modification correspondante a été introduite au paragraphe 2 de l'article 59 du décret du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 par décret du 24 janvier 1956.

ASSURANCE VIEILLESSE

Allocation aux vieux travailleurs salariés.

Parmi les arrêts rendus en matière d'assurance vieillesse, il faut citer l'arrêt du 22 janvier 1954 (1) et les suivants dans lesquels la cour de cassation a affirmé le principe de la non-rétroactivité de la loi du 23 août 1948. Cette loi autorise les caisses de sécurité sociale à réclamer cinq annuités d'arrérages aux employeurs qui, au cours des années antérieures à 1945, ne se sont pas acquittés des cotisations concernant un vieux travailleur.

La cour de cassation a estimé que ce recours ne pouvait avoir un caractère rétroactif et s'appliquer aux périodes d'emploi antérieures à la mise en vigueur de la loi du 23 août 1948.

En présence de cette jurisprudence, la circulaire n° 120 S. S. du 1er décembre 1955 annulant les instructions précédemment données par les circulaires n° 185 S. S. du 18 août 1949 et 16 S. S. du 24 janvier 1950 a invité les caisses régionales d'assurances vieillesse à ne plus exercer le recours institué par l'article 3 de la loi du 23 août 1948 contre les employeurs défaillants.

(1) Cass civ., 2e sect., 6 octobre 1955, caisse primaire de sécurité sociale des Alpes-Maritimes contre Trucchi.

(2) Cass. civ., 2e sect., 5 février 1954, caisse primaire de sécurité sociale de Caen contre Cardot.

(3) Cass. civ., 10 février 1955, Vialet contre caisse régionale de sécurité sociale de Paris.

(4) Cass. civ. 2e, 22 janvier 1954, caisse régionale assurance vieillesse de Lille contre Pecqueur-Vigneron; Cass. civ 2e, 1er juin 1954, caisse régionale vieillesse de Limoges contre dame Villemont; Cass. civ 2e, 5 mai 1955, caisse régionale d'assurance vieillesse de Rennes contre Chollet; Cass. civ. 2e, 24 novembre 1955, caisse régionale d'assurance vieillesse de Lyon contre Serve.

Allocation aux mères de famille ayant élevé trois enfants.

Un arrêt rendu par les chambres réunies de la cour de cassation (1) a confirmé la jurisprudence de la chambre sociale en décidant que le bénéfice de l'allocation aux vieux instituée par la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale n'est attribué qu'aux conjointes ou veuves de salariés ayant élevé cinq enfants jusqu'à l'âge de seize ans et ne peut être reconnu à l'épouse divorcée d'un salarié.

Actuellement, la question ne se pose plus car la loi du 2 août 1949 a étendu le bénéfice de l'allocation aux vieux, aux femmes divorcées, séparées ou abandonnées de leur conjoint. Mais il s'agissait de savoir si la loi du 2 août 1949 a un caractère interprétatif et régit les situations antérieures à son application. L'arrêt des chambres réunies se prononce dans le sens de la négative.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

1° Les accidents du trajet.

La cour de cassation semble actuellement s'orienter vers une tendance plus libérale et plus extensive de la notion d'accident du trajet **(2)**.

Cette tendance se manifeste en particulier dans deux arrêts rendus le 27 avril 1956 par les chambres réunies (3).

Dans un arrêt déjà cité (4), la chambre sociale avait refusé de reconnaître le caractère d'un accident du trajet à la chute de bicyclette survenue à un ouvrier qui se rendait après son travail dans son jardin pour y prendre une douche parce que le jardin, n'étant pas attenant à l'habitation, ne pouvait être considéré comme faisant corps avec elle.

Appelées à se prononcer sur cette affaire, les chambres réunies ont, au contraire, admis que l'ouvrier avait été victime d'un accident du trajet.

On ne saurait cependant en conclure à un revirement de jurisprudence; en effet, la décision cassée par la chambre sociale considérait que l'accident s'était produit sur le parcours du lieu de travail à la résidence dont le jardin devait être considéré comme l'un des éléments constitutifs.

La juridiction de renvoi, en l'espèce la commission régionale d'appel d'Orléans, se conforme quant au fond à cette décision mais s'appuie sur des motifs différents, ceux même que va cette fois retenir la cour de cassation:

« Attendu que Legendre accomplissait son travail dans un atelier chargé de poussières et non muni d'appareils de nettoyage, qu'en raison de la saison chaude, l'intéressé se rendait journellement à son jardin pour prendre sa douche après le travail du soir avant de rejoindre son domicile et en suivant le trajet le plus direct entre le lieu de travail et l'installation sanitaire lui appartenant;

« Attendu qu'au vu de ces constatations souveraines les juges du fond ont souverainement apprécié que cette douche journalière était une nécessité imposée par les conditions du travail et non la satisfaction d'un seul intérêt personnel indépendant de l'emploi. »

Ce n'est donc plus la notion de résidence qui est ici en cause mais un détour de parcours dont le rapport avec le travail a été souverainement constaté par les juges du fond.

Le deuxième arrêt rendu par les chambres réunies le 27 avril 1956 (5), qui procède du même esprit, fait état de la longueur d'un parcours à bicyclette en des circonstances exceptionnellement défavorables (chute, crevaison de pneu, vent contraire violent) pour admettre qu'un arrêt à l'auberge pour se restaurer, même en compagnie de camarades, cette rencontre étant fortuite, n'était pas imputable à la victime, ne constituait pas une interruption de trajet indépendante de l'emploi et n'avait pas été dicté par un intérêt personnel.

(1) Cass., Chambres réunies, 17 mars 1954, direction régionale de la sécurité sociale de Lille contre dame Minne.

(2) En ce qui concerne la position antérieure de la cour de cassation, voir rapport 1954.

(3) Cass., chambres réunies, 27 avril 1956, caisse primaire centrale de sécurité sociale de la région parisienne contre Legendre.

(4) Cass. soc., 13 mars 1952, caisse primaire centrale de sécurité sociale contre Legendre, voir rapport 1954.

(5) Cass., chambres réunies, 27 avril 1956, caisse régionale de sécurité sociale Bourgogne-Franche-Comté contre veuve Bigillon.

Les conclusions présentées par l'avocat général à la cour lors de ces deux arrêts tendent à démontrer que la règle posée par la loi « c'est la protection au cours des trajets en rapport direct avec l'arrivée sur le lieu du travail et avec le départ de ce lieu de travail.

« Cette protection ne cesse qu'en cas d'interruption ou de détournement de trajet. Encore ne s'agit-il pas de n'importe quelle interruption, de n'importe quel détournement.

« Le législateur a pris soin de préciser qu'ils doivent être intervenus, soit pour un motif dicté par l'intérêt personnel, soit pour un motif indépendant de l'emploi, de sorte que si l'une ou l'autre de ces conditions vient à manquer ou, ce qui revient au même, si elle ne peut être prouvée, c'est la règle générale de protection qui doit être appliquée.

« Autrement dit ce sont les dispositions relatives aux exceptions qui sont d'interprétation stricte ... »

Ces conclusions sont à rapprocher des arrêts rendus précédemment par la chambre sociale qui admettent une présomption d'imputation en faveur des accidents survenus sur le trajet normal du lieu de travail à la résidence.

Il a été ainsi jugé que l'accident survenu un jour férié mais alors que la victime se rendait en un lieu où elle devait prendre connaissance de documents nécessaires pour une expertise ultérieure, en empruntant un itinéraire normal, et en l'absence de la preuve incombant à la sécurité sociale que ce trajet n'avait pas été effectué pour un motif exclusivement personnel ou indépendant de l'emploi, constituait bien un accident du travail (1).

Il en est de même s'agissant d'un ouvrier qui avait quitté son domicile pour se rendre dans une localité voisine et a été ensuite victime d'un accident « au temps où il se rendait à son travail et sur l'itinéraire même qu'il eut dû suivre normalement s'il était parti de sa résidence » (2).

Même solution encore pour l'accident survenu à une heure où la victime qui n'avait qu'une faible distance à parcourir aurait dû depuis longtemps être rentrée chez elle après avoir quitté son travail, « attendu que la victime bénéficiant de la présomption d'imputation, il ne résulte pas de pareils motifs que vu l'encombrement de la rue elle ait interrompu son parcours, pour un motif dicté par son intérêt personnel ou indépendant de son emploi » (3).

On retrouve ainsi, en ce qui concerne les accidents du trajet, la présomption qui joue en faveur des accidents survenus sur le lieu et pendant le temps du travail.

Par ailleurs, il est maintenant bien établi que le trajet commence au moment où le salarié quitte son habitation proprement dite et qu'il n'est pas nécessaire que l'accident se produise sur la voie publique.

Est donc un accident du trajet: l'accident survenu à un ouvrier qui, en quittant son habitation, avait pour gagner l'usine emprunté l'allée de son jardin et s'était brisé la jambe pendant ce parcours (4), l'accident survenu à une personne tombée dans l'escalier de l'immeuble qu'elle habitait, alors qu'elle se rendait au travail et n'avait pas encore atteint la voie publique (5), ou encore l'accident survenu en descendant l'escalier extérieur du pavillon où résidait la victime et lui appartenant (6).

2° L'expertise technique.

L'article 27 de la loi du 30 octobre 1946 institue l'expertise technique en matière d'accident du travail; l'article 27 *bis*, ajouté à ce texte par décret du 13 août 1955, précise que l'avis de l'expert ne peut faire l'objet d'aucun recours.

Avant même l'intervention de ce nouveau texte, la cour de cassation en a toujours jugé ainsi, le texte ancien se référant à l'article 33 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui contient la même disposition. Elle en déduit que le juge n'a pas le droit de prescrire une nouvelle expertise quand les conclusions de l'expert sont nettes, précises et ne prêtent à aucune espèce d'ambiguïté (7).

(1) Cass. soc., 30 décembre 1954, caisse régionale de sécurité sociale de Rouen contre Huette.

(2) Cass. soc., 18 novembre 1954, caisse régionale de sécurité sociale de Strasbourg contre Jandric.

(3) Cass. soc., 10 février 1955, Junqua contre Joseph et autres et caisses de sécurité sociale de Normandie.

(4) Cass. soc., 4 novembre 1955, caisse régionale de sécurité sociale de Bourgogne contre Asmus.

(5) Cass. soc., 5 novembre 1954, caisse régionale de sécurité sociale de Strasbourg contre dame Freysz.

(6) Cass. soc., 26 novembre 1954, caisse régionale de sécurité sociale du Centre contre Didier.

(7) Cass., ch. soc., 29 avril 1953, caisse primaire de sécurité sociale de Paris contre Zelus; cass. soc., 8 juillet 1955, Carrano contre Houillères du bassin des Cévennes.

5778. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris.